

LA TAXATION

des

BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

et le

**Prélèvement sur les Réserves
dans les Sociétés par actions
et à Responsabilité Limitée**

(Art. 22 à 28 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 4 mars 1938, à 14 heures

PAR

Georges BOYER

Président : M. J. PERCEROU, Professeur.

<i>Suffragants</i>	{	MM. G. RIPERT, J. ESCARRA.	{	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-------------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V•)

1938

La Taxation des Bénéfices non distribués

et le Prélèvement sur les Réserves

dans les Sociétés par actions et à Responsabilité limitée

(Art. 22 à 28 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale)

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA TAXATION

des

BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

et le

Prélèvement sur les Réserves dans les Sociétés par actions et à Responsabilité Limitée

(Art. 22 à 28 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 4 mars 1938, à 14 heures

PAR

Georges BOYER

Président : M. J. PERCEROU, Professeur.

<i>Suffragants</i>	{	MM. G. RIPERT, J. ESCARRA.	{	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-------------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1938



BIBLIOGRAPHIE

- ALLIX (E.) et LECERCLÉ (M.). — *L'impôt sur le revenu depuis 1926. Impôts cédulaires et impôt général*, 2^e Supplément au *Traité théorique et pratique*, Paris, 1930.
- AMIAUD (A.). — *Traité théorique et pratique des comptes de réserves dans les sociétés par actions*, 2^e édit., Paris, 1920.
- ANCEY (C.) et SICOT (L.). — *Le régime légal des sociétés d'assurances. (Guide théorique et pratique du décret du 8 mars 1922)*, Paris, 1927.
- BANÈS (J.). — *Les amortissements industriels, les réserves et le report à nouveau au point de vue fiscal*, thèse, Paris, 1925.
- BATARDON (L.). — *L'inventaire et le bilan chez le commerçant seul, dans les sociétés de personnes et les sociétés par actions. Etude juridique et comptable*, 7^e édit., Paris, 1931.
- *Traité pratique des sociétés commerciales aux points de vue comptable, juridique et fiscal*, 7^e édit., Paris, 1934.
- *Cours pratique de comptabilité*, 4^e édit., Paris, 1930-5.
- BAUDOUIN - BUGNET (P.). — *Le contrôle des sociétés et la protection de l'épargne en Allemagne*, Paris, 1934.
- BERTHÉLEMY (H.). — *Traité élémentaire de droit administratif*, 9^e édit., Paris 1920.
- BESNARD (P.). — *Des réserves dans les sociétés industrielles et commerciales*, Paris, 1928.
- *Législation, doctrine et jurisprudence fiscales relatives aux réserves des sociétés industrielles et commerciales*, Paris, 1932.
- BOCQUET (L.). — *L'impôt sur le revenu cédulaire et général*, 4^e édit., Paris, 1933 et Suppléments 1936 et 1937.
- BUEHLER (A.G.). — *The undistributed profits tax*, 1^{re} édit., 1937. (Mc. Graw Hill Book Company Inc., New-York and London).
- CHALARON (L.). — *L'augmentation du capital social par incorporation des réserves dans les sociétés anonymes d'après un essai du capital social et des réserves*, thèse, Strasbourg, 1935.
- CHARPENTIER (J.) et HAMELIN (J.). — *Traité pratique des bilans et inventaires. Evaluations, amortissements, réserves, dividendes, responsabilités*, 2^e édit., Paris, 1933.
- CHAVENEAU (J.). — *Les bilans. Etablissement et vérification aux points de vue commercial, industriel et fiscal*, Paris, 1920.
- COPPER-ROYER (J.). — *Traité des sociétés anonymes*, 4^e édit., Paris, 1931.

- DEMUR (E.). — *Le comptable*, 8^e édit., Paris, 1935.
- DREYFUS (A.). — *L'emploi de la réserve légale*, « *Revue de Paris* », 15 novembre 1924.
- DURAND (L.) et BOURREL (V.). — *Impôts sur les revenus. Questions litigieuses*, Paris, 1934.
- ESMEIN (P.). — *L'impôt sur le revenu et les distributions de réserves des sociétés par actions*, Paris, 1923 (Extrait de la *Revue pratique de législation et de jurisprudence du Tribunal de Commerce de la Seine*).
- Financial Handbook*, éditée by Robert H. Montgomery, The Ronald Press Company, New-York (12^e édit.).
- FOLLIET (E.). — *Le bilan dans les sociétés anonymes*, 2^e édit., Paris, 1920.
- FORD (H.). — *Ma vie et mon oeuvre*, Paris, 1927.
- HOUPIN (G.) et BOSVIEUX (H.). — *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations*, 7^e édit., Paris, 1935 et Supplément, 1937.
- IMBRECQ (J.). — *Traité pratique de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux*, Paris, 1926.
- JEANNIN (J.). — *La vie financière des sociétés d'après l'étude des statuts et des bilans*, Nouv. édit., Paris, 1929.
- JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (L.). — *De la réserve mathématique des primes dans l'assurance*, thèse, Paris, 1909.
- KING (W.I.). — *The national income and its purchasing power* (National Bureau of Economic research, 1930).
- LACOUR (E.) et BOUTERON (J.). — *Précis de droit commercial*, Paris, 1925 et Supplément, 1933.
- LECERCLÉ (M.). — *L'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux*, thèse, Paris, 1922.
- *La taxe sur les réserves des sociétés par actions* (Brochure publiée par l'Association nationale des sociétés par actions, A.N.S.A., janvier 1937).
- LECOUTURIER (H.). — *Le mécanisme comptable dans les sociétés anonymes*, (*Comptes intimes*, 3^e vol., Paris, 1919).
- *Le mécanisme financier dans les sociétés anonymes* (*Comptes intimes*, 4^e vol., Paris, 1919).
- LEPAULLE (P.). — *Les entreprises internationales devant l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* (*Journal du droit international*, janv.-févr. 1933, p. 25 à 42).
- LESCOT (P.). — *Le placement obligatoire en rentes françaises de la réserve légale des sociétés anonymes* (*Revue des sociétés*, janvier 1925).
- LEVEN (M.), MOULTON (H.G.) et WARBURTON (C.). — *America's capacity to consume*, Brookings Institution, Washington, 1934.
- LYON-CAEN (Ch.) et RENAULT (L.). — *Traité de droit commercial*, 4^e édit., Paris, 1906/1916.
- PERCEROU (A.). — *Lois actuelles et projets récents en matière de sociétés par actions* (Allemagne, Italie, Angleterre), étudiés spécialement en vue d'une réforme éventuelle du droit français, thèse, Paris, 1932.
- PERCEROU (J.). — *La transformation des plus-values d'actif en augmentation du capital social* (*Annales de droit commercial*, juillet-octobre 1921, p. 173 à 182).

- PIC (P.), CONSTANTIN (L.) et KREHLER (J.). — *Les décrets-lois d'août-octobre 1935 sur la protection de l'épargne par la réforme du droit des sociétés* (Extrait de la *Revue trimestrielle du droit des sociétés et du droit financier*, N° 1, 1936).
- PILET (E.). — *De la formation et de l'emploi des fonds de réserve dans les sociétés par actions*, thèse, Poitiers, 1907.
- PRUNET (S.). — *La politique des réserves dans les sociétés allemandes par actions surtout pendant la guerre*, thèse, Paris, 1919.
- QUESNOT (L.). — *Administration financière. Méthodes comptables et bilans*, 4^e édit., Paris, 1930.
- RAMIN (J.). — *Bénéfices et bilans au point de vue fiscal*, thèse, Paris, 1928.
- REUTER (D.). — *La double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le bénéfice industriel et commercial. La notion d'établissement et la ventilation des bénéfices* (*Revue de science et de législation financière*, octobre-décembre 1935, p. 463 à 532).
- SPAULDING (H.B.). — *The income tax in Great Britain and the United States of America*, Londres, 1927.
- THALLER (E.) et PERCEROU (J.). — *Traité élémentaire de droit commercial*, 8^e édit., Paris, 1931.
- WAHL (A.). — *Précis théorique et pratique de droit commercial*, Paris, 1923.
- WOYTINSKY (W.). — *The social consequences of the economic depression*, (*International labour office, Studies and Reports*, Genève, 1936).

REVUES, JOURNAUX ET DOCUMENTS DIVERS

L'Agence économique et financière.

American economic review.

Association nationale des sociétés par actions (A.N.S.A.).

« Les parts respectives du fisc, du personnel et des capitaux dans l'activité des sociétés françaises » (janvier 1934).

« Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale de l'A.N.S.A. pour l'année 1936 ».

Bulletin législatif Dalloz.

Circulaire N° 2113 de la Direction générale des Contributions directes du 5 juin 1937.

Code fiscal des valeurs mobilières.

Code général des impôts directs et taxes assimilées.

Documents du Sénat américain (Extraits).

L'Economie nouvelle (décembre 1936); extrait : « Le projet d'imposition des réserves des sociétés ».

The Economist, N°s du 9 janvier 1937, 16 janvier 1937, 17 avril 1937.

— « Quaterly articles on industrial profits ».

L'information financière, économique et politique.

Journal des Débats.

Journal officiel (Lois et décrets. Débats parlementaires. Documents parlementaires).

Lois annotées du Recueil Sirey.

Nation's business.

The New York times.

Le Petit Parisien.

Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz (N^{os} du 17 juin 1937, 24 juin 1937, 8 juillet 1937).

Recueil Sirey.

Revenue act of 1936 (U.S.A.), Commerce clearing house Inc., New-York

Revue de l'enregistrement.

Revue des impôts du commerce et de l'industrie (notamment N^{os} de janvier et octobre 1937).

Revue politique des idées et des institutions, N^o du 30 octobre 1936 (« Le projet d'impôt sur les réserves des sociétés », par R. Lafarge).

United States master tax guide 1937, Commerce clearing house Inc., New-York.

Wall street journal.

INTRODUCTION

Depuis la fin de la guerre, la contribution aux dépenses publiques demandée aux sociétés, tant par l'Etat que par ses dérivés, départements et communes, n'a cessé de s'accroître. Aux charges fiscales se sont superposées des charges sociales, toujours plus lourdes, certaines créées à une époque où précisément l'activité des entreprises industrielles et commerciales était sérieusement amoindrie par la crise économique. De plus, l'application des lois fiscales et sociales astreint les sociétés à des formalités compliquées, souvent très onéreuses ; le chef d'entreprise se trouve obligé, bon gré mal gré, d'augmenter son personnel, uniquement pour faire face à la besogne administrative qui lui incombe à titre de collecteur forcé d'impôts.

C'est devenu un lieu commun de dire qu'actuellement en France, on en est arrivé au point où, suivant l'expression de M. Caillaux, l'impôt dévore l'impôt. La substance imposable s'amenuise de plus en plus, et dans toutes les branches de la production française les doléances concernant les charges fiscales et sociales se font de plus en plus vives. La lecture des comptes rendus des assemblées générales de maintes sociétés est, à cet égard, convaincante.

Plus convaincante encore est la lecture de l'enquête effectuée en 1933 et publiée en janvier 1934 par l'Association nationale des Sociétés anonymes (A.N.S.A.), sur les « Parts respectives du Fisc, du Personnel et des Capitaux dans l'activité des sociétés françaises ». Cette enquête, réalisée sous le contrôle de l'Institut de statistique de l'Université de Paris, faisait suite à une enquête

similaire effectuée par la même association en 1932 pour les années 1930 et 1931.

L'enquête de 1933 qui porte sur les résultats de l'année sociale 1932, a été conduite de la façon suivante : d'une part un questionnaire détaillé fut adressé à un certain nombre de sociétés, ce qui permit d'obtenir les réponses de 126 sociétés représentant un capital nominal de 5 milliards 600 millions de francs environ ; d'autre part les renseignements ainsi obtenus furent complétés et confirmés par les indications fournies directement dans leurs rapports annuels par 103 sociétés ayant un capital nominal de 7 milliards 750 millions environ.

Au total, l'enquête de l'A.N.S.A. a permis de grouper les renseignements émanant de 230 sociétés, appartenant aux branches les plus diverses de la production, représentant un capital nominal de plus de 13 milliards de francs, et un capital investi de l'ordre de 25 à 30 milliards. De cette enquête, il ressort que pour l'exercice 1932 considéré, l'ensemble des charges fiscales et sociales supportées par les 230 sociétés en question s'est élevé à plus de trois fois le montant du dividende net, les impôts représentant en moyenne à eux seuls 231 % au minimum de la part des actionnaires, chiffre contrôlé par l'Institut de statistique

Et le rapport de l'A.N.S.A. remarquait, en concluant, que « l'Etat qui ne court aucun risque, perçoit largement plus du double de la part revenant aux actionnaires qui supportent sur leurs capitaux les aléas de l'entreprise ».

Depuis 1934, la situation des sociétés françaises, du point de vue des charges fiscales, — comme aussi d'ailleurs, du point de vue des charges sociales, — n'a fait que s'aggraver.

Que les difficultés financières de l'Etat soient à la base des augmentations régulières d'impôts dont sont frappées les sociétés, est bien évident. Pourtant, l'emprise croissante du Fisc sur leur activité nous paraît avoir en même temps une signification plus profonde et plus grave de conséquences.

Depuis plusieurs années, un sentiment d'hostilité de

plus en plus net se dessine tant dans l'opinion publique qu'au Parlement, contre toute organisation industrielle ou commerciale revêtant la forme sociale.

Le mot société, — et surtout lorsque lui est accolé le qualificatif « anonyme » — est devenu, pour beaucoup, synonyme de puissance financière occulte, travaillant toujours au détriment de l'Etat. Cette opinion n'est d'ailleurs pas spéciale à la France. Aux Etats-Unis notamment, toute la politique du Président Roosevelt s'est largement inspirée de cet esprit d'hostilité contre les grandes sociétés et la concentration de richesses qu'elles représentent. En France comme aux Etats-Unis, comme dans bien d'autres pays, on s'est appliqué à rendre responsables les grandes sociétés de la mauvaise répartition des richesses, cause de la crise économique. Or, pour parer à cet « accaparement » des sociétés, l'Etat peut sans doute s'immiscer directement dans leur gestion ; mais ce procédé brutal risque de donner lieu à de graves difficultés dans son application ; et c'est alors qu'il apparaît qu'un contrôle indirect — mais non moins efficace — des sociétés, peut être assuré plus aisément par une fiscalité plus audacieuse et plus exigeante, basée non pas tant sur des taux plus élevés des impôts existants, que sur un élargissement progressif de l'assiette de ces impôts, et sur la création de nouveaux impôts.

Ne serait-ce pas à des considérations de cet ordre, jointes, sans doute, à bien d'autres raisons et en particulier à un besoin impérieux de trouver de nouvelles ressources, que le gouvernement de M. Léon Blum a obéi en prévoyant dans le projet de réforme fiscale déposé fin 1936 ¹ la création d'une taxe annuelle de 4 %, sur les bénéfices non distribués des sociétés par actions et des sociétés à responsabilité limitée, à titre de complément de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices déjà mis en réserve devant être soumis une fois pour toutes à un prélèvement exceptionnel de

1. Projet de loi N° 124 déposé à la Chambre des Députés, le 5 novembre 1926 et transmis au Sénat le 1^{er} décembre 1936.

2% basé sur les réserves existant au bilan de 1935 des sociétés considérées.

En fait, ce projet d'impôt sur les bénéfices non distribués n'était pas une véritable innovation, les Etats-Unis nous ayant déjà précédés dans cette voie. En mars 1936, en effet, M. Roosevelt soumettait au Congrès un « bill » tendant, entre autres mesures, à l'imposition des « undistributed profits ». Après des débats mouvementés, le « bill » fut adopté, avec certaines modifications, en juin 1936, et inséré dans le Revenue Act de 1936¹.

Le projet français s'est nettement inspiré, quant au principe, de ce précédent, tout en restant très différent dans son application. Nous reviendrons par la suite sur les caractéristiques de l'« Undistributed Profits tax » américaine. Soulignons dès maintenant cependant que, contrairement au système français, le système américain n'a pas pénalisé les bénéfices déjà mis en réserve, lors de l'entrée en vigueur de la taxe, et que, d'autre part, le système américain prévoit un taux progressif d'imposition avec paliers (de 7 à 27%), alors que le système français ne comporte qu'un taux uniforme pour chacune des deux taxes.

Le projet gouvernemental d'imposition des bénéfices réservés, intervenant à une époque où la plupart des sociétés étaient, et sont encore, loin d'avoir retrouvé leur prospérité d'avant la crise, où l'application des lois sociales votées en 1936 (loi de 40 heures, contrats collectifs), ne pouvait que laisser prévoir un accroissement de leurs charges déjà très lourdes, ne manqua pas de soulever en France une vive émotion, dans le monde des affaires comme dans les milieux économiques.

Au Parlement la discussion du projet se révéla laborieuse.

Les mesures proposées par le gouvernement avaient été votées par la Chambre des Députés sans difficulté. Il n'en fut pas de même avec le Sénat qui, après s'être

1. « Les Revenue Acts » correspondent à un Code général des Impôts et Taxes auxquels sont assujettis sociétés et individus pour une année déterminée.

montré dès l'origine favorable à la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués, opposa, sous l'impulsion de M. Abel Gardey, rapporteur général de la Commission des finances, une très vive résistance au principe même du prélèvement exceptionnel. Cependant, après que la Chambre eut accepté d'en exempter les sociétés ayant moins de 5 ans d'existence et eut voté un abattement à la base de 5 millions de francs, la Haute Assemblée finit par se soumettre et le prélèvement exceptionnel fut adopté comme la taxe annuelle.

Et c'est ainsi que la loi du 31 décembre 1936¹ portant réforme fiscale, prévoit dans ses articles 22 à 28, une taxation des réserves des sociétés par actions et des sociétés à responsabilité limitée, sous la forme d'une taxe annuelle de 4 % sur les bénéfices non distribués, et d'un prélèvement exceptionnel de 2 % sur les réserves.

Un règlement d'administration publique du 28 mai 1937 pris en exécution de l'article 28 de cette loi en a fixé les conditions d'application².

D'autre part, une circulaire de la Direction générale des Contributions directes en date du 5 juin 1937 (N° 2113) a donné un commentaire des textes ci-dessus.

Ce sont ces deux nouvelles formes de taxation des sociétés par actions et des sociétés à responsabilité limitée que nous nous proposons d'étudier au cours de ce travail.

Dans une première partie, après avoir rappelé la définition des réserves (que la loi ne précise pas), leur nature et leur rôle économique, nous examinerons les arguments présentés par les auteurs de la taxe annuelle et du prélèvement exceptionnel et les arguments contraires.

Puis nous étudierons plus en détail l'« undistributed profits tax » américaine, et nous terminerons par un aperçu général sur la façon dont l'imposition des bénéfices distribués a été comprise dans certains pays.

Les deuxième et troisième parties traiteront respectivement de la taxe annuelle et du prélèvement excep-

1. *J. off.* du 1^{er} janvier 1937, p. 109 ; rectificatif, *J. off.* du 25-26 janvier 1937, p. 1013.

2. *J. off.* du 1^{er} juin 1937, p. 5980 à 5983.

nel (leurs caractères généraux, calcul de la taxe, taux, recouvrement).

Enfin, nous nous efforcerons, pour conclure, de dégager l'influence de la nouvelle législation, depuis son application et pour l'avenir, sur la politique financière des sociétés assujetties.

Première Partie

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES SUR LES RÉSERVES

Lorsqu'un capitaliste, désireux d'investir quelque argent dans une société, veut se faire, au préalable, une opinion sur la valeur financière de l'affaire, ce qui doit retenir son attention, ce n'est pas tant la situation actuelle de la société considérée que son « potentiel » d'activité future. Par là, nous entendons son aptitude — fonction de ses moyens d'action — à faire face à une mauvaise année, à lutter contre une crise économique persistante, comme aussi à se développer rapidement lorsque les circonstances se révèlent favorables. Ce potentiel, le futur actionnaire pourra l'évaluer en examinant au bilan — et dans la mesure où ce dernier est suffisamment sincère et explicite — l'importance du poste des réserves, figurant au Passif. Ce poste traduit, en effet, fidèlement, le plus ou moins de prudence qui a été apportée à la gestion de la société et, par suite, fournit un indice précieux quant aux chances d'avenir de celle-ci.

Aussi bien, l'étude tant juridique qu'économique des réserves dans les sociétés, a-t-elle été maintes fois traitée. Nous nous proposons seulement, dans ce chapitre, de dresser un tableau très général de leurs caractéristiques.

Les ouvrages que nous avons plus particulièrement consultés à ce sujet sont ceux de¹ :

A. Amiaud (*Traité théorique et pratique des comptes de réserve dans les sociétés par actions*, 2^e édit., Paris 1920).

L. Batardon (*L'inventaire et le bilan chez le commerçant seul, dans les sociétés de personnes et les sociétés par actions. Etude juridique et comptable*, 7^e édit., Paris 1931).

P. Besnard (*Des réserves dans les sociétés industrielles et commerciales*, Paris 1928).

J. Jeannin (*La vie financière des sociétés d'après l'étude des statuts et des bilans*, Nouv. édit., Paris 1929).

L. Quesnot (*Administration financière. Méthodes comparables et bilans*, 4^e édit., Paris 1930).

I. Définition et sources des réserves

On entend par réserve toute augmentation du fonds social par rapport au capital nominal, qui, au lieu d'être répartie entre les ayants droit, est conservée par la société pendant un temps plus ou moins long et ce, pour des motifs de gestion ayant à leur base un souci de prudence ou de prévoyance.

Ainsi définies, les réserves, « véritables comptes secondaires du capital »² trouvent leur source soit dans l'incorporation à l'actif d'une partie des bénéfices nets d'exploitation non intégralement distribués, soit dans un supplément d'apport. Ce dernier est constitué principalement par les primes d'émission que doivent verser les action-

1. Egalement : J. Charpentier et J. Hamelin, *Traité pratique des bilans et inventaires. Evaluations, amortissements, réserves, dividendes, responsabilités*, 2^e édit., Paris, 1933 ; J. Chaveneau, *Les bilans. Etablissement et vérification au point de vue commercial, industriel et fiscal*, Paris, 1920. ; J. Copper-Royer, *Traité des sociétés anonymes*, 4^e édit., Paris, 1931 ; Ed. Folliet, *Le bilan dans les sociétés anonymes*, 2^e édit., Paris, 1920 ; G. Houpin et H. Bosvieux, *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations*, 7^e édit., Paris, 1935 et supplément 1937 ; Ch. Lyon-Caen et L. Renault, *Traité de droit commercial*, 4^e édit., Paris, 1906-1916 ; E. Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, 8^e édit., par J. Percerou, Paris, 1931 ;

2. P. Besnard, *op. cit.*, p. 11.

naires nouveaux lors d'une augmentation de capital. Ces primes sont, en réalité, un « droit d'entrée »¹ que l'on fait payer aux nouveaux actionnaires représentant l'équivalent des droits des anciens actionnaires sur les bénéfices de la société déjà mis en réserve ; en payant la prime d'émission, le nouvel actionnaire acquiert le droit de participer sur le même pied que l'ancien à la répartition des bénéfices et de l'actif social.

Sont également un supplément d'apport, et partant une source de réserves, les primes versées par les souscripteurs d'obligations émises au-dessus du pair.

Contrairement à l'opinion de la majorité de la doctrine, M. J. Jeannin — et d'autres auteurs également — estime qu'il est « abusif en bonne terminologie de grouper au bilan les primes d'émission avec les réserves ». Pour M. Jeannin, les réserves sont uniquement du capital d'épargne, par quoi il entend qu'elles ont pour origine essentielle et exclusive des prélèvements sur les bénéfices nets².

En fait, c'est bien là la source la plus fréquente des réserves — celle qui met le plus en valeur leur nature et leur utilité — et nulle expression ne montre mieux leur but que celle de « capital d'épargne ».

Aucune entreprise, si puissante soit-elle, ne peut être sûre de l'avenir. Aux bonnes années peuvent succéder de mauvaises, sans que la gestion même des administrateurs puisse en être tenue pour responsable.

D'autre part, la détermination du bénéfice exact à la fin d'un exercice social, est une opération extrêmement délicate, comme le montre d'ailleurs une étude même sommaire des principes de la comptabilité. C'est donc une simple mesure de prudence que de ne pas distribuer entièrement le bénéfice net tel qu'il ressort des opérations comptables et d'en réserver une partie destinée à corriger l'excès d'optimisme qui a pu être commis lors de sa détermination, comme aussi à fournir un renfort au capital, en vue des événements futurs.

1. J. Jeannin, *op. cit.*, p. 173.

2. J. Jeannin, *op. cit.*, p. 168 ; L. Quesnot, *op. cit.*, p. 236.

II. Différences entre les réserves et le capital ; entre les réserves, les amortissements et les provisions

A. Les réserves distinctes du capital.

Complément et soutien du capital, figurant comme ce dernier parmi les comptes créditeurs du passif du bilan (passif non exigible), les réserves en sont pourtant tout à fait distinctes, du moins au point de vue juridique.

Du point de vue économique, en effet, le capital effectif d'une société, c'est-à-dire la masse de manœuvre dont elle dispose, est constitué par le capital nominal augmenté des réserves par rétention de bénéfices et des réserves formées des primes d'émission. Cependant, ce qui différencie les réserves du capital, c'est que, quelle que soit leur source, elles ne sont pas soumises comme le capital nominal au principe de fixité qui découle de la grande loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. Tout en étant soumises aux risques sociaux, comme le reste du patrimoine de la société, elles sont et demeurent la propriété de celle-ci qui, sous certaines conditions, peut les annuler, en modifier les affectations premières, ou les distribuer. Ce droit de propriété est d'ailleurs soumis à restrictions en ce qui concerne une réserve particulière : la réserve légale, dont nous parlerons plus tard.

B. Les réserves distinctes des amortissements et des provisions (intérêt de cette distinction au point de vue fiscal).

Il arrive souvent qu'au bilan d'une société, le poste intitulé « Réserves » comprenne tout autre chose que des réserves proprement dites. Notamment, ce poste englobe fréquemment, soit des comptes d'amortissements, soit des comptes de provisions. Il s'ensuit une imprécision fort gênante quant aux renseignements susceptibles d'être fournis par la lecture du bilan, sur la gestion sociale. Cette imprécision est parfois voulue. Parfois aussi elle

n'est due qu'à une rédaction inconsciemment inexacte du bilan¹.

Quoi qu'il en soit sur ce point, il importe de souligner les différences qui séparent les réserves des amortissements et des provisions.

Les réserves, avons-nous dit, sont constituées la plupart du temps par un prélèvement sur les bénéfices nets de la société. Elles apparaissent donc comme un simple emploi de ces bénéfices qui sont immobilisés partiellement pour un temps plus ou moins long, mais qui n'en restent pas moins définitivement acquis à la société. En langage comptable, ceci se traduit par l'expression « Les réserves sont constituées après bilan », c'est-à-dire après détermination seulement du bénéfice net, lequel représente l'excédent des recettes, profits et revenus de l'exploitation sur les frais et charges de toute nature. En l'absence de bénéfice net, il ne saurait donc y avoir de réserves. Enfin, sauf dispositions impératives des statuts et exception faite pour la réserve légale, les actionnaires sont, en principe, libres de décider la rétention d'une partie du bénéfice net, ou au contraire, la distribution intégrale de ce bénéfice; en d'autres termes, les réserves, en règle générale, n'ont pas de caractère obligatoire.

Il en est tout autrement des amortissements; une société n'est pas libre de faire ou de ne pas faire des amortissements. Ceux-ci, en effet, sont destinés à compenser la dépréciation définitive de certains postes de l'actif, sujets à dépérissement (du fait de leur usure : immeuble, matériel, mobilier, ou par suite de la diminution de leur durée d'utilisation : concessions, brevets) et à reconsti-

1. Cette imprécision n'est d'ailleurs pas le fait des seules sociétés françaises. C'est ainsi, par exemple, qu'au cours d'une assemblée annuelle de l'Institut des experts-comptables, à Chicago (septembre 1922), l'un des orateurs, M. Finney, avant de proposer une classification des réserves, s'exprimait ainsi : « The Status of the Reserve accounts is unsatisfactory, from the point of view of the professional auditor, chiefly because the term. « Reserve » is indiscriminately applied to items which are essentially different » (*Journal of Accountancy*, octobre 1922 ; *Financial Handbook*, edited by Robert H. Montgommery, The Ronald Press company, New-York, 12^e édit., p. 1323).

tuer la partie du capital investi dans ces éléments et absorbée par la perte de valeur qu'ils ont subie¹. Il s'ensuit que les amortissements sont une véritable charge de l'entreprise qui doit venir en déduction des produits de l'exploitation au même titre que les frais généraux ; loin d'être un emploi des bénéfices nets, comme les réserves, ils sont imputables aux bénéfices bruts ; ce qu'on exprime en disant qu'ils sont établis « avant bilan ».

Du fait même qu'ils constituent une charge de l'entreprise (et non, comme les réserves, une simple économie volontaire), il ressort que celle-ci ne saurait s'y soustraire : les omettre, en effet, c'est ne pas tenir compte de la perte de substance définitive subie par les éléments de l'actif. C'est donc porter atteinte à la conservation du capital en faussant les résultats de l'exercice, et par suite, le bilan, lequel doit être la représentation graphique exacte de la situation réelle de la société.

Et c'est pourquoi il convient de pratiquer les amortissements, même en l'absence de bénéfices. Certes, dans ce cas, ils sont purement théoriques. Leur inscription, au débit du compte de Profits et Pertes, aura pour conséquence d'augmenter d'autant la perte déjà subie par la société au cours de l'exercice considéré, mais de cette façon, la distribution des dividendes ne pourra être reprise que dans la mesure où les bénéfices ultérieurs seront supérieurs à cette perte, c'est-à-dire, permettront de nouveau de faire figurer, à leur valeur réelle, les éléments d'actif sujets à déperissement.

A l'inverse de ce qui précède, il arrive parfois que les amortissements effectués par une société sont supérieurs

1. Le procédé comptable qui consiste à faire figurer le montant des amortissements non pas au passif dans un compte global, — mais à l'actif en déduction de chaque poste amortissable, fait ressortir, d'une manière particulièrement claire, le rôle de reconstitution du capital investi dans les éléments sujets à déperissement, assumé par les amortissements.

Exemple :	matériel (prix de revient)	fr.	100.000
	Amortissements déjà effectués	fr. 30.000	
	Amortissement de l'exercice	— 7.000	37.000
	Valeur à ce jour	fr.	63.000

En pratique, les amortissements sont, le plus souvent, inscrits au passif, dans un ou plusieurs comptes, les postes correspondants de l'actif continuant à figurer pour leur valeur initiale.

à la dépréciation réellement subie par les éléments d'actif à amortir. Ce procédé a pour conséquence de faire naître de véritables réserves égales à la portion d'amortissement supérieure à la dépréciation effective des valeurs actives considérées. Ces réserves, qui n'apparaissent pas de prime abord au bilan, sont, pour ce fait, appelées « réserves occultes »¹.

Ainsi donc, bien que leur figuration comptable prête souvent à confusion, les différences de fond qui séparent les réserves des amortissements sont très nettes.

Il est, par contre, beaucoup plus difficile d'établir une démarcation précise entre les réserves et les provisions, comme aussi d'ailleurs, entre les provisions et les amortissements. Ceci tient au caractère mixte des provisions, auxquelles les auteurs s'accordent, en général, à assigner une place intermédiaire entre les réserves et les amortissements².

En fait, constituées par des prélèvements sur les bénéfices bruts (avant bilan), les provisions répondent à un double objet :

1° Certaines ont pour but de parer à des pertes éventuelles, et par là se rapprochent des réserves, avec cette différence toutefois que les pertes auxquelles elles doivent faire face sont rendues plus ou moins imminentes par les événements en cours, les conditions économiques, alors que les réserves ne correspondent qu'à des pertes simplement possibles.

2° D'autres, au contraire, ont pour but de parer à des pertes ou charges futures, mais certaines, quoique parfois indéterminées dans leur quotité, ou de répartir des pertes ou charges sur plusieurs exercices.

Sortes d'amortissements anticipés, ces provisions restent distinctes des amortissements proprement dits, tels que nous les avons définis, lesquels correspondent à des pertes définitivement acquises.

Parmi les provisions de la première catégorie, citons

1. Voir *infra*, « Réserves occultes », p. 19 à 20.

2. J. Jeannin, *op. cit.*, p. 182-183, 195 à 207 ; P. Besnard, *op. cit.*, p. 16-17.

celles pour dépréciation possible du stock ou du portefeuille, pour créances douteuses, etc. et remarquons que du point de vue économique, elles ne deviendront assimilables à de véritables réserves que dans la mesure où la dépréciation envisagée ne se sera pas produite.

Dans les provisions de la deuxième catégorie, on peut ranger les réserves mathématiques des compagnies d'assurances sur la vie, improprement appelées : « réserves », puisqu'elles sont destinées à faire face à une dette de la société, les réserves pour risques d'incendie constituées par les sociétés qui sont leurs propres assureurs, et dans la limite des primes qu'elles auraient normalement à payer à une compagnie d'assurances pour les mêmes risques, les provisions pour impôts, les réserves pour risques non encore liquidés dans les compagnies d'assurances, etc.

Ce caractère complexe des provisions explique la confusion qui règne à leur sujet dans la rédaction de la plupart des bilans de sociétés : des comptes intitulés « Réserves » sont, en réalité, des provisions (cas des réserves mathématiques, des réserves pour risques d'incendie, etc.) et *vice-versa*. Nous avons déjà indiqué que bien souvent cette confusion est voulue, certains administrateurs estimant qu'elle constitue une excellente défense contre la curiosité des actionnaires.

Si une discrimination aussi judicieuse que possible entre les réserves, les amortissements et les provisions est indispensable à tout examen critique d'un bilan, cette discrimination offre également un grand intérêt d'un autre point de vue, celui du Fisc.

Les réserves sont, en effet, soumises, y compris la réserve légale, à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, dont le taux actuel est de 14 %¹, créé par la loi du 31 juillet 1917 : solution logique puis-

1. D'après l'art. 48 du décret-loi du 8 juillet 1937 (*J. off.*, du 9 juillet 1937, p. 7748) « pour l'exercice 1938, le taux général des impôts cédulaires sur les revenus prévu par l'article 137 du Code général des impôts directs est fixé à 14 % ».

que le législateur a entendu frapper de cet impôt l'ensemble des bénéfices réalisés par une entreprise au cours d'un exercice social, et ce, quelle que soit l'affectation donnée, postérieurement à leur réalisation, à ces bénéfices. Or, les réserves n'étant qu'un emploi des bénéfices nets, il est normal qu'elles soient soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux au même titre que les bénéfices ayant fait l'objet d'un autre emploi, d'une distribution par exemple.

Les amortissements, au contraire, étant une charge de l'entreprise, sont déductibles du bénéfice imposable, mais dans la mesure seulement où ils correspondent à des dépréciations d'actif réelles¹.

Quant aux provisions, leur régime fiscal, en ce qui concerne l'impôt réductible commercial, varie suivant leur nature.

Lorsqu'elles ont pour but de parer à une éventualité très incertaine, le Fisc les assimile aux réserves et les considère comme imposables.

Par contre, il admet qu'elles sont déductibles du bénéfice imposable lorsqu'elles sont « constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables. Celles qui, en tout, ou en partie, reçoivent un emploi non conforme à leur destination ou deviennent sans objet au cours d'un exercice ultérieur sont rapportées aux recettes dudit exercice »².

III. Classification des réserves

L'un des procédés les plus clairs de classification des réserves est celui qui repose sur leur mode de constitution. On est ainsi amené à distinguer deux groupes principaux de réserves : la réserve légale et les réserves non imposées par la loi, ou réserves supplémentaires.

1. Code général des impôts directs, art. 7, 2°.

2. Code général des impôts directs, art. 7, 5°.

A. Réserve légale¹

En droit français, la réserve légale est une obligation d'ordre public imposée, à raison de leur forme, à certaines sociétés, les sociétés anonymes et à responsabilité limitée. Son origine remonte à une instruction ministérielle du 11 juillet 1818 qui stipulait qu'une « réserve annuelle sur les bénéfices devait être exigée dans les sociétés anonymes ayant pour objet le commerce »².

Cette instruction « premier texte réglementaire », fait remarquer M. Amiaud, « qui, non seulement en France mais aussi à l'étranger, ait prononcé le mot de réserve », permit par la suite au Conseil d'Etat de refuser tout avis favorable aux demandes d'autorisation prévues par le Code de commerce de 1807, des sociétés anonymes (les seules d'ailleurs visées par l'instruction) dont les statuts ne prévoyaient pas la constitution d'un fonds de réserve destiné à maintenir l'intégrité du capital social. D'ordre simplement administratif à l'origine, cette prescription est devenue légale. La loi sur les sociétés par actions, du 24 juillet 1867, stipule, en effet, dans son article 36, — pour les sociétés anonymes seulement — « qu'il est fait annuellement sur les bénéfices nets un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint un dixième du capital social »³. Pareille prescription a été reproduite par la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée (art. 33)⁴.

L'intention du législateur, en instituant la réserve légale, a été de fournir aux créanciers sociaux une garantie supplémentaire, leur gage devant être constitué, en

1. Voir sur ce sujet les intéressants développements de MM. Amiaud et P. Besnard, dans leurs ouvrages respectifs déjà cités (A. Amiaud, p. 107 à 151 (N^{os} 64 à 92) ; P. Besnard, p. 37 à 47).

2. A. Amiaud, *op. cit.*, p. 108 (N^o 64).

3. Il s'agit du capital nominal, et non du capital libéré seulement.

4. La plupart des législations étrangères exigent également la constitution d'un certain fonds de réserve (notamment : Allemagne, Belgique, Italie, Portugal, Suède, etc...).

réalité, par le capital social augmenté de la réserve légale. Celle-ci, en effet, est destinée à couvrir — à concurrence de son montant — les déficits que la société peut être amenée à subir, de telle sorte que le capital reste intact. En fait, elle renforce le capital dont le principe de fixité est à la base de notre législation sur les sociétés par actions. Une fois entamée, la réserve légale devra être reconstituée par prélèvements sur les bénéfices ultérieurs.

Le rôle ainsi assigné à la réserve légale explique pourquoi le droit de propriété de la société sur cette portion des bénéfices nets qui doit être « retenue chaque année » en vertu de la loi, se trouve restreint¹. C'est dans l'intérêt des créanciers sociaux que la réserve légale a été prévue. Il s'ensuit qu'on ne peut en disposer contrairement aux intérêts de ces derniers ; la réserve légale, par exemple, ne saurait être utilisée en vue de la distribution d'un dividende, ou de la libération du capital social, ou d'un rachat de parts bénéficiaires. De plus, l'obligation de constituer une réserve légale étant d'ordre public, les sociétés ne peuvent évidemment pas s'en dispenser par les statuts, ou autrement.

Les textes législatifs que nous avons cités, concernant la réserve légale, ne visent que les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée. Il s'ensuit que les sociétés en commandite par actions ne sont pas, du moins à raison de leur forme, assujetties à cette obligation de par la loi.

D'autre part, le législateur a formulé des règles plus sévères pour certaines sociétés, les sociétés d'assurances, de capitalisation ou d'épargne, en raison de la nature de leurs opérations.

C'est ainsi que pour les sociétés d'assurances constituées sous la forme anonyme ou en commandite par actions, le prélèvement annuel pour la réserve légale doit être d'au moins 20 % des bénéfices nets, ce prélèvement devenant facultatif lorsque le fonds de réserve est égal au

1. En réalité, ce rôle de la réserve légale n'a pas été prévu expressément par la loi de 1867. L'intention du législateur est toutefois rendue suffisamment précise par l'étude des travaux préparatoires de cette loi, ainsi que des mesures administratives qui l'ont précédée.

cinquième du capital social (décret du 8 mars 1922, art. 51).

Toutefois pour les entreprises d'assurances sur la vie de même que pour les sociétés de capitalisation, la réserve légale est remplacée par un fonds de garantie constitué par des prélèvements sur les primes ou sur les cotisations, suivant le cas (loi du 17 mars 1905, art. 5 ; loi du 19 déc. 1907, art. 5).

Enfin, des dispositions législatives ou réglementaires ont prévu, pour toutes ces sociétés, certaines réserves obligatoires en sus de la réserve légale : réserves mathématiques, réserves pour risques en cours, etc. Rappelons que ces fonds étant, en réalité, des charges de l'entreprise, ne présentent pas le caractère de véritables réserves¹.

B. *Réserves non imposées par la loi* (Réserves supplémentaires)

La réserve légale, telle que l'a conçue le législateur, est une mesure de prudence minimum, et c'est pourquoi elle a été rendue obligatoire.

Dans la pratique, elle se révèle insuffisante à assurer aux sociétés une protection efficace contre tous les risques de pertes que celles-ci encourent, et qui sont nombreux : risques résultant de la concurrence, des crises économiques, voire, de nos jours, des troubles sociaux.

De là, la nécessité, pour les sociétés, de compléter l'œuvre de prévoyance du législateur, en créant des réserves supplémentaires.

Parfois, ce sont les statuts qui stipulent la création de ces réserves, en déterminent l'affectation, ou en fixent la quotité.

Dans le silence des statuts, il est communément admis que l'assemblée générale ordinaire à laquelle est soumis le bilan annuel, et qui, par conséquent, est appelée à se prononcer sur la répartition des bénéfices nets, peut déci-

1. Voir *suprà*, distinction entre les réserves, amortissements, provisions, p. 10 et suiv.

der la rétention d'une partie de ces bénéfices, en vue de la formation de telle ou telle réserve.

A défaut de l'assemblée générale ordinaire, l'assemblée générale extraordinaire serait d'ailleurs qualifiée pour prendre semblable décision.

Ces réserves supplémentaires sont dites « spéciales » ou « générales », suivant qu'elles ont reçu ou non, lors de leur formation, une affectation déterminée, laquelle du reste, peut être modifiée par la suite.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, à la différence de la réserve légale, les réserves supplémentaires, qui ont été constituées librement par les actionnaires, sont et demeurent la pleine propriété de la société, qui peut en disposer à son gré, tout en restant soumises au droit de gage général que les créanciers ont sur le patrimoine social dont elles font partie.

IV. Réserves occultes ¹

Les réserves dont nous avons parlé jusqu'ici : réserves légales et réserves supplémentaires, ont toutes, sous une dénomination plus ou moins précise, leur représentation graphique distincte au passif du bilan, ce pourquoi elles sont dites « apparentes » ou « avouées ». Il en est d'autres, au contraire, qui n'apparaissent pas parmi les différents comptes du bilan, et dont nous allons dire quelques mots : ce sont les réserves occultes.

Ces réserves existent réellement : par elles l'actif social se trouve augmenté, mais elles sont dissimulées intentionnellement par les administrateurs ou gérants ; telles sont les réserves résultant d'une sous-évaluation d'éléments d'actif (marchandises, portefeuille titres), d'une exagération de certains postes du passif (amortissements) voire même de la création au passif de postes représentant

1. A. Amiaud, *op. cit.*, p. 87 à 105 (N^{os} 49 à 62) et p. 284 à 306 (N^{os} 162 à 172) ; L. Batardon, *op. cit.*, p. 306 à 309 ; P. Besnard, *op. cit.*, p. 49 à 51 et p. 100 et 101 ; Ed. Folliet, *op. cit.*, p. 176 à 179 ; J. Jeannin, *op. cit.*, p. 177 à 181 ; L. Quesnot, *op. cit.*, p. 246 à 248.

des engagements fictifs (provisions pour risques imaginaires) ou suppression de postes d'actif.

Le but poursuivi par les administrateurs qui se prêtent à ces dissimulations comptables est, en général, de donner le change aux tiers, aussi bien qu'aux actionnaires, sur la véritable situation financière de la société qu'ils s'efforcent de faire apparaître moins brillante qu'elle n'est en réalité, et ce par crainte de la concurrence, du Fisc, des actionnaires qui souhaitent toujours voir leurs dividendes accrus. Parfois aussi certains d'entre eux trouvent dans la dissimulation des réserves une excellente occasion de spéculer avec fruit sur les actions de leur société.

Cependant, il faut reconnaître que cette pratique des réserves occultes qui est tout à fait courante dans la plupart des grandes sociétés (notamment les banques) n'est pas toujours inspirée par un esprit de fraude.

Bien souvent, elle répond simplement à un désir de plus grande prudence dans la gestion des affaires sociales, et a pour effet de renforcer la situation financière de la société (amortissements exagérés par exemple), au même titre que les réserves apparentes. Il semble donc que, dans ces conditions du moins, leur existence soit, au point de vue économique, aussi souhaitable que celle des réserves avouées.

Tel n'est pas l'avis cependant de nombreux auteurs qui, en principe, et contrairement à la jurisprudence, en condamnent la pratique. Les réserves occultes, en effet, faussent le bilan, trompent les actionnaires et les tiers sur les véritables moyens d'action de la société et par suite sur son rendement réel et sa valeur intrinsèque. Enfin, elles risquent de provoquer, de la part des dirigeants, des opérations nuisibles aux intérêts des tiers, comme à ceux des actionnaires¹.

1. Les réserves occultes ne doivent pas être confondues avec les plus-values d'actif accidentelles, qui peuvent se produire au cours de l'existence de la société. En effet, tant qu'elles n'ont pas été réalisées, ces plus-values ne sauraient faire naître de véritables réserves, tout au plus pourrait-on y voir des réserves latentes, en espérance (Voir à ce sujet l'Etude de M. J. Percerou, dans les *Annales de droit commercial*, « La transformation des plus-values d'actif en augmentation du capital social », juillet-octobre 1921, p. 173 à 182).

CHAPITRE II

ÉTUDE CRITIQUE DU RÔLE DES RÉSERVES

Nous avons déjà eu l'occasion au cours de ce travail, d'indiquer le rôle de la réserve légale, — rôle essentiellement juridique — tel qu'il découle des intentions du législateur : la réserve légale est un fonds de garantie, destiné à être amputé des déficits encourus par la société, de telle sorte que le capital demeure intact.

Nous avons dit, également, que la réserve légale ne constitue qu'un minimum. Le législateur n'a pas interdit aux sociétés de se montrer plus prudentes en constituant, de leur propre gré, des réserves plus fortes. Ces réserves, dites « supplémentaires » avec ou sans affectation, vont donc remplacer la réserve légale lorsque celle-ci se révélera insuffisante à niveler les pertes sociales. Tout comme la réserve légale, elles contribueront, le cas échéant, à maintenir l'intégrité du capital qui, en leur absence, risquerait d'être entamé par la distribution de dividendes fictifs, formellement prohibée par la loi de 1867. Comme la réserve légale, enfin, elles seront soumises au droit de gage général des créanciers, lequel cependant ne pourra s'exercer qu'autant qu'elles resteront dans le patrimoine social ¹.

Ceci dit, il convient de remarquer que ce rôle juridique que les réserves supplémentaires peuvent être appelées à jouer, à défaut de la réserve légale, n'est qu'accessoire.

1. P. Besnard, *op. cit.*, p. 67.

En fait, leur création répond principalement à des fins d'ordre économique que nous allons étudier et sur lesquelles il nous paraît d'autant plus nécessaire d'insister que la nouvelle législation fiscale qui frappe les réserves, paraît les méconnaître, sinon les combattre¹.

I. Du rôle économique des réserves supplémentaires

L'importance du rôle économique des réserves supplémentaires ressort nettement de l'examen des différents motifs qui ont présidé à leur création.

Il est d'usage de classer ces motifs, et par suite, les réserves qui s'y rapportent, en trois groupes² :

A. Réserves à but de prévoyance.

B. Réserves destinées à être réparties ultérieurement aux actionnaires.

C. Réserves destinées à augmenter les moyens d'action de l'entreprise.

A. Réserves à but de prévoyance

D'une façon générale, ces réserves ont un caractère d'assurance contre l'avenir et ses incertitudes, contre les difficultés d'ordre financier que la société peut rencontrer.

Plus spécialement, elles correspondent à deux objectifs principaux :

1° *Parer à des pertes résultant de déficits d'exploitation.*
De cet ordre, sont les réserves qui ont été créées sans affectation spéciale et qui seront utilisées à absorber les déficits d'un ou de plusieurs exercices, suppléant ainsi la réserve légale en ce qu'elle peut avoir d'insuffisant. De plus, l'apurement au moyen de ces réserves, des dé-

1. Les développements qui suivent concernent, en principe, les seules réserves apparentes. Toutefois, ils peuvent aussi bien s'appliquer aux réserves occultes, dans la mesure où celles-ci sont uniquement inspirées par la prudence.

2. L. Batardon, *op. cit.*, p. 288 à 295 ; P. Besnard, *op. cit.*, p. 67 à 101 ; L. Quesnot, *op. cit.*, p. 243.

ficits constatés permettra à la société de reprendre plus rapidement la distribution des dividendes. A une époque incertaine, comme celle que nous traversons, où des facteurs imprévisibles compliquent la gestion des administrateurs, la constitution de semblables réserves a permis à bien des sociétés de traverser, sans trop de dommages, des crises passagères ou durables.

2° *Parer à des dépréciations possibles de l'actif.* Le but des réserves créées à cet effet est d'atténuer les conséquences fâcheuses que peut avoir sur la valeur de certains éléments d'actif, la réalisation d'événements échappant aux prévisions normales de la gestion proprement dite. Suivant l'expression couramment employée, elles constituent un fonds d'assurance contre ces événements.

Remplissent ce rôle, par exemple, les réserves spéciales pour l'amortissement éventuel des immobilisations.

L'amortissement normal, en effet, n'est parfait qu'autant que la durée d'utilisation de l'élément à amortir coïncide avec le nombre d'années choisi pour base de son calcul.

Or, il peut fort bien se produire que la durée d'utilisation réelle soit inférieure à celle qui avait été prévue : un immeuble peut être accidentellement détruit ; du matériel — et ceci est vrai surtout pour le gros matériel — peut se trouver prématurément périmé par suite de l'invention de procédés nouveaux. D'où la nécessité, dans l'un et l'autre cas, de procéder à des amortissements extraordinaires, en dehors, d'ailleurs, de toute question de remplacement de l'élément d'actif détruit ou devenu inutilisable.

Si la société a été assez prudente pour constituer lors des bonnes années, une réserve destinée à faire face à cette éventualité, c'est à cette réserve qu'elle imputera les amortissements exceptionnels rendus nécessaires par les circonstances, et non aux bénéfices de l'exercice en cours lesquels, en tout état de cause, peuvent ainsi être librement distribués aux ayants droit. Tout au plus, la société devra-t-elle sagement prélever d'ores et déjà sur ces bénéfices de quoi reconstituer partiellement la réserve ainsi entamée, ou absorbée.

Il est évident que dans la double hypothèse d'un déficit d'exploitation et de la nécessité d'un amortissement extraordinaire, l'avantage que retirera la société de l'existence d'une réserve pour amortissements éventuels sera encore plus tangible, puisqu'en l'absence d'une telle réserve le déficit se serait trouvé accru de l'amortissement en question.

Participent également de ce même souci de constituer un fonds d'assurance contre les événements, les réserves spéciales, créées pour couvrir des risques d'incendie ou d'inondation, pour dépréciation éventuelle des marchandises, pour créances litigieuses, pour fluctuation des cours, particulièrement utiles dans les entreprises travaillant sur des matières ou objets soumis, même en période normale, à des écarts de prix fréquents.

Souvent, d'ailleurs, certaines de ces réserves coexistent avec des provisions qui, portant la même dénomination, paraissent faire double emploi. Elles ne se confondent pas, cependant, du moins du point de vue théorique.

C'est ainsi qu'une provision pour risques d'incendie ne doit comprendre, comme telle, que le montant des primes qui auraient dû être normalement versées à une compagnie d'assurances pour les mêmes risques. Ce n'est qu'au delà qu'il y aura réserve.

De même, une provision pour créances litigieuses vise telle ou telle défection des débiteurs, ayant un caractère de certitude au moins relatif. Une réserve de ce nom n'a trait qu'à des défections globales et simplement possibles.

En fait, nous l'avons vu, la distinction dans la pratique n'est pas toujours chose aisée : c'est une question de gradation dans l'éventualité.

B. Réserves destinées à être réparties ultérieurement aux ayants-droit

Citons d'abord, parmi ces réserves, celles destinées à assurer la péréquation des dividendes, dont l'importance mérite d'être soulignée.

La question de la régularité des dividendes, dans leur paiement et dans leur taux, est d'un grand intérêt pratique pour toutes les sociétés dont les actions sont largement répandues dans le public.

Si, en effet, certains actionnaires, peu au courant des affaires en général, et de la gestion d'une entreprise en particulier, souhaitent avant tout de gros dividendes, fussent ces derniers absorber l'intégralité des bénéfices, il en est d'autres par contre, beaucoup plus nombreux, qui font dépendre leur confiance dans telle ou telle société de la stabilité de ses dividendes, et ce pour deux raisons.

La première est que pour ces actionnaires prudents, mais qui n'ont aucune part active dans la direction de l'affaire, qui manquent, souvent, d'informations précises, sur la façon dont elle est gérée, ou dans le cas contraire, qui sont négligents ou inhabiles à tirer des renseignements techniques et financiers qui leur sont fournis, les éléments qui leur permettraient de se faire une juste opinion, la régularité dans les dividendes est le seul indice qu'ils possèdent sur la marche de la société.

En second lieu, ces actionnaires sont, pour la plupart, de petits capitalistes, et ils ont besoin des revenus de leurs placements pour compléter leurs salaires ou, éventuellement, leurs pensions de retraite.

La crise économique dont nous subissons encore les effets n'a fait qu'augmenter l'attrance qu'ont les actionnaires prévoyants pour les sociétés qui distribuent chaque année des dividendes plus modestes que d'autres peut-être, mais sensiblement égaux d'exercice en exercice.

On a observé, en Amérique, que ce genre de sociétés comptait plus de femmes actionnaires que d'hommes, ce qui paraît devoir être interprété comme la preuve qu'elles ont la faveur des esprits prudents et avisés.

La stabilité des dividendes assure, en définitive, le classement du titre dans les portefeuilles des capitalistes sérieux, ce qui est un avantage certain pour les sociétés qui sont en mesure de pratiquer cette politique, car leurs actions échappent ainsi aux mouvements spécu-

latifs que subissent fatalement les titres des sociétés dont les dividendes varient dans les mêmes proportions que les bénéfices, mouvements qui peuvent avoir des conséquences fâcheuses pour leur crédit.

Pour souhaitable qu'elle soit, cette stabilité des dividendes est malheureusement en contradiction constante avec les variations, parfois très importantes, d'une année à l'autre, qui caractérisent les résultats bénéficiaires de la plupart des entreprises si bien gérées soient-elles.

C'est, qu'en effet, les conditions économiques et financières, elles, ne sont jamais stables : des changements fréquents surviennent qui transforment plus ou moins profondément — en bien ou en mal — les conditions d'exploitation des entreprises et qui surprennent les hommes d'affaires les plus expérimentés.

Aux Etats-Unis, par exemple, la brusque déclaration de la guerre, en 1914, provoqua une crise intense dans l'industrie de la métallurgie. Quelques mois après, la situation était renversée : l'afflux des commandes des pays belligérants avait ramené l'ère des gros bénéfices pour les entreprises américaines. Cinq ans plus tard, la déflation brutale qui suivit la fin de la guerre mondiale plongeait ces mêmes entreprises dans des difficultés de toutes sortes que la plupart d'entre elles, et non des moindres, n'avaient pas su prévoir.

Même en l'absence de toute crise économique, certaines branches d'industrie sont particulièrement exposées à ces volte-faces de la prospérité. C'est le cas de l'industrie du bâtiment, des constructions navales, si durement éprouvées en France depuis la guerre, de la métallurgie, des industries de luxe, etc.

Suivant l'expression du grand industriel américain, Andrew Carnegie, ces industries sont ou « princesses » ou « mendiante ».

Il en est d'autres, au contraire, dont les résultats sont, en période normale, beaucoup plus stables, telles les affaires de gaz et d'alimentation, par exemple.

En résumé, il est de l'intérêt même des sociétés désireuses de se soustraire aux risques de la spéculation, de

régulariser, autant que possible, le taux de leurs dividendes. Elles se rapprocheront grandement de cet objectif en constituant des réserves à cet effet, véritable fonds d'égalisation des dividendes alimentés par des prélèvements sur les bénéfices des exercices prospères.

C'est cette politique de prudence qui, pratiquée par de nombreuses sociétés en France, pendant les périodes heureuses, leur a permis, les mauvais jours venus, d'atténuer dans une certaine mesure, vis-à-vis de leurs actionnaires, les effets de la crise économique sur leurs résultats d'exploitation.

Notons, d'ailleurs, que si, comme nous pensons l'avoir montré, l'instabilité des dividendes est nuisible aux sociétés dont les actions sont très répandues dans le public, elle est, par contre, de moindre importance pour celles dont les titres sont peu nombreux, et n'offre plus aucun inconvénient pour celles dont les titres sont détenus par un petit nombre d'actionnaires, appelés à prendre une part directe dans la gestion de l'affaire.

A côté des réserves pour péréquations de dividendes, il nous faut citer également, parmi les réserves destinées à être réparties ultérieurement aux ayants-droit, celles ayant pour objet l'amortissement des actions, opération qui, du point de vue économique, apparaît comme purement facultative pour les sociétés à biens indéfectibles, et au contraire est une nécessité pour celles dont les biens sont appelés à disparaître (Sociétés concessionnaires d'un service public, telles que les Compagnies de chemins de fer, de distribution d'électricité, d'eau, de gaz, Sociétés exploitant des mines, des carrières, etc.). Pour ces sociétés d'ailleurs, il y a lieu, en règle générale, de procéder à un double amortissement, d'une part à l'amortissement industriel en vue de parer aux dépréciations de l'actif, et d'autre part à l'amortissement financier afin de reconstituer les capitaux engagés dans les installations appelées à disparaître ¹.

1. J. Jeannin, *op. cit.*, p. 157 à 161.

Mentionnons enfin, pour terminer, les réserves spéciales constituées en vue du rachat des parts de fondateur.

C. Réserves destinées à augmenter les moyens d'action de l'entreprise

Ces réserves ont un rôle capital. Elles répondent à un souci d'épargne en vue d'accroître la puissance financière de la société, et de favoriser son extension.

C'est une nécessité vitale pour une société que de se développer ; toute affaire qui ne progresse pas risque de reculer. La concurrence, en effet, aura vite mis à profit cette inertie.

Or, le développement d'une société suppose un financement, c'est-à-dire un apport de capitaux nouveaux.

Plusieurs procédés permettront de parvenir à ce résultat.

La société peut d'abord recourir à une augmentation de capital. Encore faut-il, d'une part, que ses actions puissent se placer aisément sur le marché financier, ce qui, indépendamment des conditions financières du moment, n'est pas toujours le cas pour les jeunes sociétés n'ayant pas encore fait leurs preuves, et d'autre part, que la société ait la certitude que ses bénéfices futurs lui permettront de rémunérer équitablement son capital accru.

Un deuxième procédé, l'émission d'un emprunt obligataire, soulève également quelques objections : comme pour l'émission d'actions consécutive à une augmentation de capital, le placement peut en être difficile ou onéreux suivant les circonstances et les sociétés ; l'emprunt obligataire constitue, d'autre part, une dette qui pèse sur la société, dette garantie par l'ensemble de son patrimoine social et qui ne se distingue de ses autres dettes que par l'échéance plus éloignée. Enfin, au cours des années « maigres », le service de l'emprunt, intérêts et amortissements, peut se révéler fort lourd et handicaper l'entreprise.

La société peut également demander les fonds qui lui sont nécessaires à son banquier. Ce procédé est sans

inconvenient lorsqu'il s'agit d'un prêt de peu d'importance et de courte durée. Il est dangereux dans le cas contraire, car la société risque alors de perdre son indépendance en faveur du banquier qui n'aura pas manqué d'exiger de nombreuses sûretés en garantie de son prêt.

Avec le quatrième procédé, la société n'aura pas à faire appel aux tiers pour trouver les capitaux dont elle a besoin : elles les puisera en elle-même, en retenant dans les années prospères une partie de ses bénéfices, qu'elle affectera à de nouveaux investissements, en un mot, en créant des réserves.

Elle pourra ainsi se développer méthodiquement, sans augmenter ses charges financières. Les réserves sont, en effet, du point de vue économique, du capital non rémunéré, et le fait que certaines sociétés prévoient des intérêts sur leurs réserves est une affaire d'ordre purement intérieur qui n'altère, en rien, leur caractère gratuit.

Certes, ce procédé de développement par la thésaurisation ne convient pas dans tous les cas, dans ceux notamment où le facteur « temps » joue un rôle important : soit, par exemple, une société désireuse d'acheter un brevet dont l'exploitation paraît devoir lui apporter de gros bénéfices. Elle ne dispose pas des fonds nécessaires à cet achat et, d'autre part, il lui faut agir avec rapidité sinon le brevet risque d'être vendu à une société concurrente. Dans cette hypothèse, il est certainement préférable pour elle de recourir à une augmentation de capital ou à l'émission d'un emprunt obligataire, suivant les circonstances.

Mais dans tous les autres cas ne présentant pas de caractère d'urgence, une société agira sagement en réinvestissant chaque fois qu'il lui sera possible, une fraction de ses bénéfices dans l'affaire.

L'œuvre d'extension qu'elle créera ainsi sera plus lente, plus progressive, mais plus avantageuse aussi. Une année, les bénéfices réservés seront affectés à l'achat d'une machine perfectionnée, l'année suivante ils serviront à augmenter les stocks, ou à moderniser l'outillage d'une usine, etc.

Finalement, au bout de quelques années, la société aura étendu considérablement son champ d'action, sans qu'il lui en ait rien coûté et ses actionnaires auront en mains des titres dont la valeur intrinsèque aura augmenté dans les mêmes proportions.

De plus, trouvant ses ressources en elle-même, elle conservera son indépendance et échappera au danger d'une prise de contrôle par les banques ou par un groupe concurrent, conséquence fréquente d'emprunts ou d'augmentations de capital répétés.

Cet auto-financement des sociétés, grâce aux bénéfices réservés, est à la base du développement de la plupart des grandes entreprises dans tous les pays du monde.

L'histoire de la Ford Motor Co en est un exemple typique. Son promoteur, Henry Ford, déclare dans son livre intitulé *Ma vie et mon œuvre*¹ : « Je considère les profits industriels à partir d'un certain pourcentage modéré, comme appartenant à l'affaire elle-même ... ».

Et encore : « Si l'on fait de gros bénéfices, ce qui ne peut manquer quand on travaille en vue d'être utile, il faut qu'une partie en soit remise dans l'affaire afin de la rendre plus capable encore de rendre des services etc. ... ».

Henry Ford insiste également sur les risques d'une mainmise étrangère qu'entraîne, pour une société, le recours aux banquiers ou à des tiers pour se procurer les fonds qui lui sont nécessaires.

Le grand industriel allemand, Emil Rathenau, fondateur de l>Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft, s'exprimait ainsi² : « Ce n'est plus l'esprit de lucre du riche capitaliste qui crée l'entreprise, mais, au contraire, l'entreprise qui, devenue elle-même personne objective, se maintient seule, se crée des moyens comme elle se crée

1. Henry Ford, *Ma vie et mon œuvre*, Préface de M. Victor Cambon, Paris, 1927, p. 184 et 185.

2. Paroles citées dans la thèse de M. D. Prunet, *La politique des réserves dans les sociétés allemandes par actions, surtout pendant la guerre*, thèse, Paris, 1919, p. 188.

des devoirs, et elle est prête à tirer ces moyens de ses propres produits ... ».

Remarquons, d'ailleurs, que pour un grand nombre d'entreprises de très vaste envergure, dont les extensions successives exigent des capitaux considérables, le réinvestissement d'une partie des bénéfices dans l'affaire est souvent une réelle nécessité, les appels au public ou aux banques se révélant insuffisants à leur procurer les fonds qu'exige leur développement.

Les réserves constituées par les sociétés en vue de l'accroissement de leurs moyens d'action ne portent pas toujours de dénominations spéciales précisant leur objet.

Ce peut être le cas, par exemple, dans une société qui, gênée dans sa trésorerie, décide de ne pas distribuer de dividendes ; les bénéfices de l'exercice seront transférés à un compte de réserves sans mention spéciale, et le fonds de roulement se trouvera augmenté d'autant.

Parfois aussi ces réserves reçoivent une affectation déterminée et leur dénomination indique le motif de leur création.

Telles sont, à titre indicatif :

— Les réserves pour l'accroissement du stock des marchandises destinées à faire bénéficier la société d'une hausse de prix envisagée pour un proche avenir.

— Les réserves pour lutter contre la concurrence, et celles pour retour au temps de paix créées par certaines sociétés allemandes pendant la guerre¹.

— Les réserves pour renouvellement du matériel qui ont pour but de constituer les disponibilités nécessaires à ce renouvellement.

Ces dernières réserves ne se confondent pas avec les amortissements.

Ceux-ci, en effet, ont pour objet de reconstituer le capital investi dans un élément d'actif sujet à dépérissement, en l'occurrence, le matériel, au fur et à mesure de son usure.

1. D. Prunet, *op. cit.*, p. 21.

Or, ce matériel peut devenir périmé avant d'être amorti complètement. Une société prudente aura prévu cette éventualité en créant, comme nous l'avons déjà indiqué, une réserve pour amortissement extraordinaire¹; elle ne souffrira donc pas de pertes de ce chef. Il n'en appert pas moins qu'elle va se trouver dans l'obligation de remplacer le matériel périmé, plus tôt qu'elle ne l'avait pensé, d'où une dépense imprévue qui va affecter son fonds de roulement, et à laquelle la réserve pour renouvellement du matériel est précisément destinée à faire face.

Citons encore les réserves constituées pour l'amortissement des emprunts obligataires, lorsque l'on craint que le fonds de roulement ne soit insuffisant à assurer cet amortissement.

Ces réserves, — qui ne sont d'ailleurs réellement telles que dans le cas de sociétés à biens indéfectibles — sont, en général, intitulées « Obligations amorties ». Elles accroissent les moyens d'action de l'entreprise en ce qu'elles lui permettent de conserver intact le capital qu'elle a reçu lors de l'émission de l'emprunt, et qu'elle a investi dans telle ou telle immobilisation ayant contribué à développer son coefficient de productivité.

II. De la politique des réserves en France et à l'étranger

A. En France

Le caractère naturellement économe du Français, son esprit d'épargne et de prévoyance, se révèlent de façon manifeste dans la politique poursuivie depuis longtemps en France, par les administrateurs de sociétés, qui, pour la plupart, se sont efforcés de constituer méthodiquement, par des prélèvements réguliers sur les bénéfices des bonnes années de très fortes réserves. « Ils obéissent

1. *Suprà*, p. 23-24.

ainsi, dit M. Jeannin¹, au tempérament national. C'est la politique financière du paysan et du bourgeois français qui, à l'usage, se révèle la meilleure pour les sociétés, comme pour les individus ».

Nous avons déjà fait état, au début de ce travail, en vue de souligner les charges fiscales qui accablent les sociétés, d'une enquête effectuée en 1933 par l'Association nationale des sociétés anonymes sur les parts respectives du fisc, du personnel et des capitaux dans l'activité des sociétés françaises.

La brochure publiée par cette association à ce sujet contient également des renseignements intéressants sur la politique des sociétés françaises en matière de réserves. Les chiffres mentionnés par l'A.N.S.A. portent sur 126 sociétés appartenant à toutes les branches de la production : alimentation, assurances, aviation, banques, charbonnages, constructions navales, eau, gaz, électricité, métallurgie, métaux, mines et carrières, navigation, transport, produits chimiques, etc.

Ces 126 sociétés totalisaient, au 31 décembre 1932, un capital nominal d'environ 5.600 millions de francs.

Le montant de leurs réserves, y compris la réserve légale, s'élevait, au 31 décembre 1932, à 3.680 millions de francs, contre 3.450 millions au 1^{er} janvier de la même année, soit une augmentation de 6,7 %.

Ces réserves représentaient donc, en moyenne, les 2/3 (65,7 %) du capital nominal « proportion relativement élevée », fait remarquer la brochure de l'A.N.S.A., « qui révèle tout à la fois la prudence de gestion des sociétés françaises et leur tendance à tirer de leurs propres fonds, le moyen de développer leur activité ».

B. A l'étranger

La constitution de fortes réserves n'est pas l'apanage des seules sociétés françaises, et à des degrés variables, les sociétés étrangères, comme les nôtres, ont su en comprendre l'importance et la nécessité.

1. *Op. cit.*, p. 169.

C'est ainsi qu'en Allemagne, l'essor des grandes sociétés industrielles qui s'est particulièrement affirmé à partir du début du XX^e siècle, repose, pour une large part, sur un principe constamment maintenu par les dirigeants allemands : celui de distributions modérées de dividendes et de grosses réserves (en particulier d'ailleurs de réserves secrètes).

Certaines sociétés allemandes ont même été jusqu'à stipuler dans leurs statuts la mise en réserve de la totalité des bénéfices réalisés pendant toute la durée de la société ¹.

En Angleterre, l'esprit d'épargne n'est sans doute pas aussi universellement répandu qu'en France. Les sociétés anglaises pourtant n'en pratiquent pas moins, en général, une politique de grande prudence financière et de constitution de fortes réserves.

D'après le *British Board of Internal Revenue*, les sociétés anglaises, avant la guerre, « mettaient de côté » en moyenne 30 % de leurs bénéfices. Cette proportion, largement dépassée dans les années d'après-guerre, ne put évidemment être maintenue pendant les années de crise.

Depuis le milieu de 1933, l'économie anglaise, plus favorisée que la nôtre, a bénéficié d'un regain de prospérité constant. Il est intéressant de constater que les augmentations progressives qui, grâce à cette prospérité renaissante, ont caractérisé, depuis 4 ou 5 ans, les bénéfices des sociétés anglaises, ont été consacrées pour la majeure partie, non pas aux actionnaires mais aux réserves.

Les articles trimestriels que publie le grand périodique anglais *L'Economist*, sur les profits industriels en Angleterre, témoignent nettement de cette tendance des sociétés anglaises, au cours de ces dernières années, à faire pencher la balance, dans la répartition de leurs bénéfices, en faveur des réserves.

Les renseignements fournis par *L'Economist* pour le premier trimestre 1937 ² faisaient ressortir que sur la

1. Cf. D. Prunet, *op. cit.*, p. 186 note 1 et p. 187.

2. *The Economist*, N° du 17 avril 1937, « The trend of profits », p. 134 et 135.

base des résultats publiés au cours de cette période par 628 sociétés ayant un capital « ordinaire » de 527 millions de £, la part revenant aux actions ordinaires était approximativement la même qu'en 1930, soit 10 % environ du capital ordinaire, alors que le pourcentage des bénéfices totaux sur ce capital avait passé dans le même temps de 13 % à 14,4 %.

Quant aux bénéfices mis en réserve, ils s'élevaient, pour les 628 sociétés en question, à 29 % des bénéfices totaux sur le capital ordinaire, contre 16 % en 1933, soit une augmentation de 81 % imputable, pour une très large part d'ailleurs, aux entreprises d'électricité, de charbonnages, ainsi qu'à la métallurgie.

Pour le deuxième trimestre de 1937¹, les calculs basés sur les rapports de 765 sociétés ayant un capital « ordinaire » de 622 millions de £ environ, se comparaient comme suit à ceux obtenus pendant la même période de l'année précédente (lesquels portaient sur 739 sociétés avec un capital ordinaire d'environ 485 millions de £).

	Résultats publiés au cours du	
	2 ^e trimestre 1937	2 ^e trim. 1936
Pourcentage des bénéfices par rapport au capital « ordinaire »	13,3 %	11,1 %
Pourcentages des bénéfices réservés aux bénéfices « ordinaires »	36 %	34 %

Au cours de la période de 12 mois, s'étendant du 1^{er} juillet 1936 au 30 juin 1937, *L'Economist* a analysé, trimestre par trimestre, les résultats publiés par 2271 sociétés représentant un capital global (preference and ordinary capital) de plus de 2 milliards et demi de £. Cette analyse a permis d'établir que les 2271 sociétés en question distribuèrent :

18,7 % de leurs bénéfices totaux (s'élevant à £ 267 millions environ) aux actions de préférence ;

53,7 % aux actions ordinaires ;

le solde 27,6 %, soit plus du quart, ayant été affecté aux réserves.

1. *The Economist*, N° du 17 juillet 1937, « Profits Still Rising », p. 117 et 118.

A titre de comparaison, nous reproduisons ci-dessous les chiffres correspondants pour la période précédente : 1^{er} juillet 1935-30 juin 1936, au cours de laquelle les investigations portèrent sur 2.138 sociétés, totalisant un capital de 2 milliards 400 millions de £, environ et ayant réalisé un bénéfice de 224 millions de £.

Attribution aux actions de préférence	20,9 %
Attribution aux actions ordinaires	54,4 %
Attribution aux réserves	24,7 %

Avant de terminer l'examen de la politique des sociétés anglaises en matière de réserves, citons encore un article de *L' Economist*, paru au début de janvier 1937¹ et intitulé « How Companies finance recovery ».

Cet article nous paraît d'autant plus intéressant qu'en fait il dépasse le cadre des sociétés anglaises, et répond à la question, si souvent posée en France : à quoi servent les réserves ? question que certains — et non des moindres — n'hésitent pas à transformer en affirmation péremptoire : les réserves ne profitent qu'aux administrateurs.

L'auteur de cet article constate que l'activité de l'industrie anglaise a, de 1933 à 1937, augmenté de 30 %. Comment les sociétés anglaises ont-elles réussi à financer cet accroissement ?

Les unes ont eu recours au marché financier par des émissions d'actions. D'autres ont fait appel aux banquiers ; l'auteur fait remarquer, cependant, que le montant total des avances consenties par les « clearing banks » au cours de la période envisagée, n'a augmenté que de 10 % environ.

Dans l'ensemble, émissions d'actions et prêts bancaires n'ont fourni qu'une partie des capitaux qui furent nécessaires aux sociétés pour mettre leurs moyens d'action en harmonie avec l'accroissement d'affaires auquel elles durent faire face au fur et à mesure que les conditions économiques s'amélioraient.

L'autre partie, sensiblement la plus importante, les sociétés anglaises l'ont trouvée en elles-mêmes, dans leurs bénéfices réservés dont la proportion, par rapport aux béné-

1. 9 janvier 1937.

fices totaux, n'a cessé d'augmenter, ainsi que nous l'avons montré précédemment, au cours des cinq dernières années.

Ce sont ces bénéfices qui, réinvestis sous forme de machines, d'usines, de marchandises, c'est-à-dire de moyens d'action, ont permis aux sociétés anglaises d'augmenter leur fonds de roulement et de faire face ainsi, par leurs propres moyens, aux besoins financiers nécessités par le développement rapide de leur activité.

L'auteur de l'article conclut de la façon suivante : « Etant donné le rôle joué par les bénéfices réservés dans le financement de l'expansion industrielle qui s'est manifestée en Angleterre pendant les années de redressement qui ont suivi 1931, les administrateurs, comme les capitalistes anglais, peuvent au moins se féliciter qu'il n'existe, dans ce pays, aucun pendant au système rooseveltien de taxation des réserves ».

Cela ne veut pas dire d'ailleurs que les bénéfices mis en réserve, dont nous préciserons¹ ultérieurement la situation fiscale, échappent en Angleterre, à tout impôt : du moins ne font-ils pas l'objet d'une pénalisation spéciale comme c'est le cas aux Etats-Unis et en France.

Le fait même que cette pénalisation des bénéfices réservés soit née en Amérique, donne à l'étude de la politique pratiquée par les sociétés américaines, en matière de réserves, un intérêt tout particulier.

Partisans et adversaires de l'« undistributed profits tax » n'ont pas manqué de produire, au cours des débats, tant à la Chambre des Représentants qu'au Sénat, de nombreuses statistiques tendant à justifier leurs points de vue respectifs.

Celles que nous allons citer ont été établies, pour la plupart, par les différents services du Trésor américain.

En 1924, le gouvernement américain effectua une enquête sur le revenu imposable et la répartition des bénéfices nets d'un certain nombre de sociétés, pour l'année 1922².

1. *Infrà*, p. 72 à 74.

2. « Distributed and undistributed earnings of corporations », *Documents du Sénat américain*, cf. A. G. Buehler, *The undistributed profits tax*, 1^{re} édit., Mc Graw-Hill Book Company, Inc. New-York et Londres, 1937, p. 74.

Cette enquête permet d'établir que, sur un ensemble de bénéfices nets de \$ 4.725.000.000 acquis par 48.875 sociétés, \$ 2.763.000.000 furent distribués en espèces, à titre de dividendes, soit 58 % environ ; 42 % en moyenne des bénéfices furent donc mis en réserve.

Sur les 48.875 sociétés considérées, près de 30 % distribuèrent 90 % ou plus de leurs bénéfices nets, et plus de 50 % distribuèrent 60 % ou plus de leurs bénéfices nets. Notons encore que sur les \$ 2.763.000.000 distribués au total, près de 50 % furent payés par des sociétés distribuant 80 % ou plus de leurs bénéfices nets.

Pendant la période 1922-1933, les bénéfices réinvestis atteignirent fréquemment, d'après les estimations du Trésor américain, pour les sociétés « incorporées » (correspondant aux sociétés de capitaux) 5 milliards de dollars par an. En 1929, ils s'élevèrent à 5.239 millions de dollars.

Quant à la proportion, pendant la même période 1922-1933, des bénéfices réservés, par rapport aux bénéfices totaux, elle fut de l'ordre de 30,7 % en moyenne, avec un maximum de 49 % en 1923, et un minimum de 4,8 % en 1932.

Le tableau ci-dessous résume les indications fournies par le Trésor américain, pour chacune des années de 1922 à 1933¹.

Années	Bénéfices nets totaux (a)	Bénéfices réinvestis (b)	Rapport de (b) à (a)
	(en millions de dollars)		
1923	\$ 9.329	\$ 4.571	49 %
1924	8.692	3.815	43,9 %
1925	10.963	4.976	45,4 %
1926	11.315	4.555	40,3 %
1927	10.694	3.778	35,3 %
1928	12.701	4.932	38,8 %
1929	14.274	5.239	36,7 %
1930	8.542	989	11,6 %
1931	4.752	481	10,1 %
1932	2.738	132	4,8 %
1933	3.580	778	21,7 %
Moyenne :			30,7 %

1. Cf. A.G. Buehler, *op. cit.*, p. 77.

Pour la période de la guerre mondiale, aucun chiffre concernant le montant des réserves constituées ne fut cité par le Trésor, lors des débats sur la taxe. D'après certains économistes américains, ce fut pendant cette période que les bénéfices réservés atteignirent leur maximum¹.

Pour la période 1909-1926, un professeur américain, M. W.-I. King² a estimé à 40 % la proportion moyenne des bénéfices retenus par les sociétés aux Etats-Unis par rapport à leurs bénéfices totaux.

De ce qui précède, il résulte que, tout en variant évidemment suivant les conditions économiques, la politique des sociétés américaines en matière de réserves apparaît, dans l'ensemble, généreuse : un économiste américain, M. C. Snyder, fait remarquer à ce sujet que, si le grand développement industriel qui s'est manifesté aux Etats-Unis au cours du siècle dernier a pu être financé, pour la majeure partie, par l'industrie elle-même³, ce « self-financing » ne fut rendu possible que grâce aux réserves sagement accumulées par les « corporations » pendant les années de prospérité.

Mentionnons, pour terminer, qu'au cours des cinq années de crise : 1930 à 1934, l'ensemble des réserves des sociétés américaines diminua au total de près de 25 milliards de dollars, absorbés par les pertes et le paiement de dividendes en l'absence de résultats bénéficiaires.

Cette diminution se répartit comme suit : ⁴

1930	\$	—	5.056.000.000
1931	\$	—	7.849.000.000
1932	\$	—	8.419.000.000
1933	\$	—	2.542.000.000
1934	\$	—	879.000.000

Total \$ — 24.745.000.000

1. M. Leven, H.G. Moulton et C. Warburton, *America's capacity to consume*, (Brookings Institution, 1934).

2. *The National income and its purchasing power* (National Bureau of economic research, 1930, cf. A.G. Buehler, *op. cit.*, p. 76).

3. Carl Snyder, « The capital supply and national well-being, *American economic review*, 1936, cf. A.G. Buehler, *op. cit.*, p. 82.

4. *The social consequences of the economic depression*, by Wladimir Woytinsky, International Labour Office, *Studies and reports*, Genève, 1936, (Appendix 11, p. 328).

III. Critique des réserves

En étudiant le rôle économique des réserves, nous nous sommes efforcé de mettre en valeur toutes les raisons qui justifient leur création, et qu'on peut résumer brièvement comme suit : les réserves renforcent la sécurité du capital, assurent une certaine stabilité des dividendes et permettent aux entreprises de trouver en elles-mêmes les capitaux nécessaires à leur développement, ce qui constitue un mode de financement extrêmement avantageux, puisque ces capitaux n'ont pas à être rémunérés.

La plupart des économistes se plaisent à reconnaître le rôle bienfaisant des réserves. Cependant, il serait inexact de ne les considérer que sous cet aspect uniquement favorable. Les réserves, en effet, n'échappent pas à toute critique, soit qu'elles donnent lieu à certains abus, soit qu'elles se révèlent impuissantes à remplir l'objet pour lequel elles ont été créées.

Nous compléterons donc l'étude générale que nous en avons faite par l'examen de quelques-uns des inconvénients qu'elles peuvent présenter :

A. *Réserves constituées aux dépens des seuls actionnaires*

Les actionnaires ne sont pas les seuls ayants droit aux bénéfices nets de la société : administrateurs et, le cas échéant, porteurs de parts, interviennent également dans leur répartition.

La rétention d'une partie des bénéfices nets en vue de constituer des réserves doit donc logiquement atteindre tous les intéressés et non certains d'entre eux seulement. Sinon, il y a injustice.

C'est ce qui se produit lorsque les statuts prévoient, par exemple, qu'après les prélèvements destinés à la réserve légale et au service d'un intérêt fixe au capital, le solde des bénéfices nets sera distribué à raison de :

X % au conseil d'administration

Y % aux parts de fondateur,

le solde, soit Z % aux actionnaires, sauf prélèvement pour réserves extraordinaires ¹.

Il est bien évident que dans un pareil cas, la constitution des réserves sera supportée uniquement par les actionnaires. C'est leur part des bénéfices nets et leur part seulement qui s'en trouvera affectée, alors qu'administrateurs et porteurs de parts recevront les mêmes tantièmes et les mêmes dividendes, qu'il y ait création de réserves ou non.

Dans ces conditions, le conseil d'administration sera naturellement tout disposé à proposer la création de fortes réserves, grâce auxquelles l'entreprise se développant, les profits augmenteront, ce dont bénéficieront pleinement les administrateurs qui, par ailleurs, n'auront eu à consentir aucun sacrifice sur les bénéfices antérieurs leur revenant.

On voit donc que, dans certains cas, la constitution des réserves peut aboutir, indirectement, à fausser la répartition des bénéfices, au détriment de tous les actionnaires (ou parfois d'une catégorie d'entre eux seulement), auxquels on entend faire supporter toute la charge d'une mesure qui, pourtant, par la suite, ne profitera pas exclusivement qu'à eux.

B. *Réserves excessives*

Il est pratiquement impossible d'établir des règles fixes concernant la politique à suivre par les sociétés en matière de réserves, étant donné la diversité des facteurs en présence : conditions économiques, genres d'exploitation, âges des sociétés, etc...

Tout cela est affaire d'expérience. Il est certain cependant que si, d'une façon générale, les actionnaires ont tout intérêt à la constitution de fortes réserves, par

1. J. Jeannin, *op. cit.*, p. 172.

contre, une politique de thésaurisation excessive leur porte préjudice.

Précisons notre pensée : la création d'une réserve répond, en principe, à un objectif déterminé : parer à une éventualité, augmenter la puissance de la société, etc... C'est sous ces différents prétextes que l'on demande aux actionnaires de faire le sacrifice d'une partie des bénéfices qui leur reviennent. Mais ce sacrifice n'est pas, par sa nature, définitif. Si les causes qui ont motivé la création de telle réserve disparaissent, il convient, en bonne logique, de restituer aux actionnaires les bénéfices dont on les avait privés en vue de la création de cette réserve devenue, par hypothèse, sans objet.

Tel sera le cas, par exemple, d'une réserve pour fluctuation des changes qu'une longue période de stabilité des monnaies permet de considérer désormais comme inutile.

Tel sera encore le cas d'une réserve constituée en vue du développement de l'entreprise, alors que les conditions économiques se révèlent défavorables à un accroissement des affaires, si bien que la société se trouve disposer de plus de capitaux qu'elle ne peut en utiliser, risquant ainsi de faire de la thésaurisation improductive.

Bien des conseils d'administration paraissent perdre de vue que, s'ils veulent rester logiques avec eux-mêmes vis-à-vis des actionnaires auxquels ils ont demandé de renoncer à une partie de leurs bénéfices pour telle ou telle raison, ils se doivent de libérer, dans la mesure du possible, ces bénéfices, lorsque les causes qui ont motivé leur rétention ont disparu. Sinon, les actionnaires se trouvent lésés et ont l'impression d'être exploités.

Cette libération du trop-plein des réserves, correctif nécessaire à la politique de prudence que doivent suivre les sociétés, quant à la répartition de leurs bénéfices, pourra se faire, lorsque les disponibilités seront suffisamment abondantes, sous forme de distributions en espèces à titre de super-dividende. Il conviendra d'attirer l'attention des actionnaires sur le caractère exceptionnel

de ce super-dividende, afin qu'ils ne soient pas induits à le considérer comme une augmentation définitivement acquise du dividende régulier.

Parfois aussi, notamment lorsque la trésorerie sera trop étroite pour permettre une distribution en espèces, la société incorporera tout ou partie de ses réserves à son capital, par la distribution d'actions gratuites, procédé qui permettra aux actionnaires de « monnayer », s'ils le désirent et si les titres de la société sont cotés en Bourse, leurs parts respectives de bénéfices retenus, par la vente des actions qui leur auront été attribuées gratuitement.

A la différence du système précédent, ce procédé « n'allège » pas la société des réserves en excès, puisqu'au contraire elles se trouvent définitivement fixées dans l'affaire par leur incorporation au capital. Du moins deviendront-elles négociables par la réalisation des actions qui les représentent.

C. Les réserves contraires au libre jeu des forces économiques

Par l'accumulation de très fortes réserves, certaines sociétés finissent par acquérir une puissance telle qu'elle leur assure un véritable état de monopole. Il sera, en effet, bien difficile aux jeunes sociétés concurrentes, ne bénéficiant pas de l'appui gratuit de réserves, de soutenir la lutte avec succès.

Entre autres conséquences, cet état de monopole, lorsqu'il se réalisera, favorisera le maintien des prix à un niveau élevé. Il pourra provoquer également chez les administrateurs, libérés du souci de la concurrence, et n'ayant d'autre part à rémunérer qu'un capital relativement restreint — le capital nominal — par rapport aux capitaux réellement engagés — capital nominal augmenté des réserves — une certaine inertie nuisible au développement futur de l'entreprise.

D. *Les réserves et leur emploi*¹

Le fait qu'une société ait accumulé de fortes réserves ne lui procure pas automatiquement une protection infaillible contre les événements futurs auxquels elle a entendu parer.

C'est, qu'en effet, l'efficacité des réserves repose sur l'emploi, plus ou moins judicieux qui en a été fait, compte tenu du but poursuivi lors de leur création.

Il y a deux façons d'utiliser les réserves : ou bien elles sont laissées dans l'affaire elle-même — sous forme de matériel, d'outillage, de marchandises, etc.. ou bien, au contraire, elles sont utilisées en dehors de l'exploitation proprement dite et sont transformées en immeubles ou en valeurs mobilières, valeurs d'Etat, ou valeurs industrielles, réputées sûres et facilement réalisables, et éventuellement en participations financières.

Le premier procédé s'impose lorsque les bénéfices mis en réserve sont destinés à financer l'extension de la société, à accroître ses moyens d'action.

Le deuxième paraît préférable, à première vue, lorsque la société désire constituer des réserves afin de s'assurer d'une façon générale contre les incertitudes de l'avenir (réserves de prévoyance : telles que réserves pour pertes, réserves pour renouvellement du matériel, etc...).

Si, en effet, les réserves sont laissées dans l'exploitation, les éléments d'actif qui les représentent vont se trouver soumis à tous les risques inhérents à l'entreprise. Il s'ensuit que ces éléments, dont l'objet est de protéger la société contre certains événements malheureux, seront atteints par la réalisation même de ces événements, au même titre que tous les autres éléments du patrimoine social.

Dans ces conditions, de quel secours seront-ils à la société ? En quoi pourront-ils remplir leur office protecteur ?

1. Cf. A. Amiaud, *op. cit.*, p. 67 à 86 (N^{os} 38 à 48) ; L. Batardon, *op. cit.*, p. 332 à 334 ; P. Besnard, *op. cit.*, p. 103 à 132 ; Ed. Folliet, *op. cit.*, p. 216 à 219 ; J. Jeannin, *op. cit.*, p. 200 à 202.

Au contraire, les réserves employées hors de l'exploitation échapperont aux risques propres à l'affaire et permettront à la société, le moment venu, de trouver dans les valeurs non dépréciées qui les représentent, l'aide dont elle a besoin.

Les nécessités économiques et financières ne permettent pas cependant de s'en tenir à ces seules considérations et dans la pratique, bien des réserves, dites « de prévoyance » doivent être laissées dans l'entreprise. Les raisons qui militent en faveur de ce procédé, — en dépit des inconvénients qu'il présente quant à la sécurité des réserves ainsi employées, — sont nombreuses.

Nous allons en exposer quelques-unes :

Remarquons, tout d'abord, que l'investissement des réserves en valeurs mobilières ou en immeubles, suppose que la société possède des disponibilités suffisantes pour en effectuer l'acquisition. Sinon elle devra réaliser une partie de son actif ou emprunter. Dans le premier cas, elle se prive d'un moyen d'action nécessaire à son fonctionnement ; dans le deuxième, elle se crée des charges financières qui, très probablement, seront supérieures au revenu qu'elle tirera des éléments acquis.

Or, nous l'avons vu, les réserves proviennent, le plus souvent, de bénéfices accumulés. Mais le fait qu'une société ait réalisé des bénéfices ne signifie nullement qu'elle ait des disponibilités. Les bénéfices ne sont pas toujours distribuables. C'est même, fait remarquer M. L. Batardon, l'impossibilité de constituer ces disponibilités qui entraîne, pour toute entreprise, la nécessité de créer des réserves.

Dans l'hypothèse d'une trésorerie étroite, la société est donc obligée, en principe, de laisser les bénéfices réservés dans l'exploitation.

D'autre part, l'immobilisation des réserves en valeurs mobilières assurera-t-elle toujours une meilleure protection contre les incertitudes de l'avenir, que leur investissement dans l'entreprise ? A en juger par la dépréciation subie en France par la plupart des valeurs industrielles,

et des valeurs d'Etat depuis 4 ou 5 ans, il est permis d'en douter.

Quant aux immeubles, leur réalisation est longue, et particulièrement difficile en temps de crise.

Enfin, il est indéniable que le rendement des réserves restées investies dans l'actif, sera presque toujours supérieur aux revenus des titres ou immeubles achetés. Retirer ces réserves de l'exploitation, c'est priver l'affaire de bénéfices futurs accrus, dont les actionnaires seront les premiers à profiter.

En résumé, le problème de l'investissement des réserves est très complexe. Sa solution varie suivant les circonstances économiques, le genre de sociétés considérées, les risques qui leur sont propres, leurs disponibilités etc.. Son étude détaillée dépasse d'ailleurs le cadre de ce travail et nous nous bornerons, en conclusion, à souligner les points suivants :

1° En dépit de l'habileté apportée par les administrateurs au choix du mode d'investissement le plus convenable, les réserves se révèlent parfois impuissantes à remplir le rôle pour lequel elles ont été créées : investies dans l'entreprise, elles risquent de devenir indisponibles au moment où on en a besoin ; employées hors de l'exploitation, leur concours n'est pas toujours suffisant à tirer la société des difficultés où elle se trouve.

D'une façon générale, il n'est pas toujours possible de leur donner le degré de liquidité désirable. Enfin, dans bien des cas, elles sont utilisées à des combinaisons financières dangereuses pour la société, par les risques qu'elles présentent, mais avantageuses pour les administrateurs : financement de filiales, prises de participation dans des affaires spéculatives, affiliation à des trusts ou cartels, etc...

2° En conséquence, il est inexact et dangereux d'inférer de l'existence au passif d'un bilan d'un poste plus ou moins important de réserves, que la société possède en contre-partie un fonds de secours mathématiquement équivalent, d'un caractère stable, dans lequel elle pourra puiser largement en cas de besoin.

Les réserves ne valent que par les biens qui les représentent. Il convient donc de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'elles ont une contre-partie réelle à l'actif, et d'examiner la consistance de cette contre-partie, avant de pouvoir juger de leur potentiel d'efficacité.

Trop souvent, la seule présence au bilan de ces postes de réserves suffit à donner, à nombre d'actionnaires, un sentiment de sécurité que les faits, par la suite, se chargent de démentir.

Nous venons d'exposer quelques-unes des critiques formulées contre les réserves, d'indiquer quelques-uns des inconvénients qu'elles sont susceptibles de présenter. Elles prêtent à certains abus, elles ne sont pas toujours efficaces, etc... Ces griefs ne sont pas sans valeur, et, au cours des débats sur la taxation des réserves, le Gouvernement n'a pas manqué de les souligner.

Ils sont loin cependant de contrebalancer les avantages indiscutables sur lesquels nous avons insisté au début de ce chapitre, que procurent aux sociétés prudentes des réserves abondantes, judicieusement employées. C'est là, d'ailleurs, une question de fait qu'on ne saurait nier de bonne foi.

Utiles en tout temps, elles deviennent nécessaires dans les périodes troublées, où suivant l'expression de M. P. Besnard, « elles sont plus qu'une mesure de prudence, elles sont une mesure de stricte loyauté ».

CHAPITRE III

DES ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA TAXATION DES RÉSERVES RÉFUTATION¹

Quelques séances à la Chambre des députés et au Sénat, couronnées par l'ultime et traditionnelle « navette » du 31 décembre² ont suffi au Parlement pour se prononcer sur une mesure aussi grave de conséquences que la taxation des réserves.

Sans le Sénat, le vote aurait été encore plus rapide.

Cette procédure hâtive est évidemment très regrettable. On ne saurait demander à tous les parlementaires, étant donné la diversité de leurs origines et de leur formation, d'être des techniciens en matière de gestion de sociétés. Ce n'est d'ailleurs nullement nécessaire. Encore faudrait-il que les débats sur les questions de ce genre fussent suffisamment approfondis pour leur permettre d'acquérir un minimum de documentation sans lequel leur vote perd toute signification réelle.

1. Voir à ce sujet l'article de M. Marcel Régnier, ancien ministre, dans *Le Petit Parisien*, du 12 novembre 1936 ; l'article de M. Victor Lesaché, sénateur, dans *La Vie Financière* du 12 novembre 1936 ; l'article de M. René Lafarge, vice-président du Comité parlementaire français du commerce dans *La Revue politique des idées et des institutions*, N° du 30 octobre 1936 ; le rapport du secrétaire général de l'A.N.S.A. à la Fédération des industriels et des commerçants français, publié par les soins de la Fédération (Extrait de *L'Economie nouvelle*, décembre 1936) ; le rapport du conseil d'administration à l'Assemblée générale de l'A.N.S.A. pour l'année 1936, du 3 mars 1937 ; la brochure publiée par l'A.N.S.A., *La taxe sur les réserves des sociétés par actions*, par M. Marcel Lecerclé (janvier 1937).

2. La taxation des réserves a été discutée par la Chambre des députés dans ses séances des 27 novembre, 29 décembre et 31 décembre 1936, et par le Sénat dans ses séances des 24 décembre et 31 décembre 1936.

En dépit des explications techniques fournies par les rapporteurs des commissions des finances des deux Chambres, et aussi par quelques députés et sénateurs, à leurs collègues, il est certain que la plupart des parlementaires ont voté les textes qui leur étaient proposés pour des raisons qui s'inspiraient beaucoup plus de politique de parti que d'utilité économique bien comprise. Les sociétés, nous l'avons dit, sont, au Parlement, l'objet d'un sentiment général d'hostilité qui est la principale cause des mesures prises à leur rencontre.

Ceci dit, il convient d'examiner les arguments présentés par le ministre des Finances, M. Vincent Auriol, en faveur de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués et du prélèvement sur les réserves. Nous indiquerons ensuite quel sont, à notre avis, les véritables motifs qui ont conduit à la création de ces deux impôts, dont nous préciserons, pour terminer, la nature exacte.

I. Arguments invoqués par les auteurs de la taxation des réserves

De l'exposé des motifs du projet de loi, comme aussi des déclarations faites par le Ministre au cours de la discussion, il ressort que la taxation des réserves se justifie, dans l'esprit de ses auteurs, par plusieurs raisons :

- A. des raisons d'ordre fiscal,
- B. des raisons touchant à la protection des droits des actionnaires,
- C. des raisons d'ordre économique.

A. Raisons d'ordre fiscal

« Les réserves des sociétés »¹, constate l'exposé des motifs, « lorsqu'elles sont constituées par des prélèvements sur les bénéfices, supportent l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais elles ne sont frappées

1. Il s'agit, d'une façon générale, des sociétés de capitaux.

par l'impôt sur le revenu que lors de leur distribution ».

Or, les partisans de la taxation des réserves font remarquer que cette distribution peut être suspendue pendant très longtemps, parfois même jusqu'à la dissolution de la société. « Ainsi, dit M. Vincent Auriol¹, l'Etat ne peut percevoir sur les bénéfices l'impôt auquel il a droit ».

La nouvelle législation a donc pour but — en partie — de mettre fin à un état de choses contraire aux intérêts immédiats du Trésor, en permettant à ce dernier de recevoir une compensation pour le préjudice subi par lui du fait de la non-distribution d'une fraction des bénéfices. Cette compensation lui sera assurée, dans l'avenir, sous la forme d'une taxe de remplacement, la taxe annuelle de 4 % sur les bénéfices réservés. En ce qui touche le passé, le préjudice sera réparé forfaitairement par le prélèvement exceptionnel de 2 % sur les réserves existant aux bilans de 1935.

Tels sont les principes fiscaux qui sont à la base de la taxation des réserves. Si le but poursuivi est net, les motifs invoqués sont très discutables.

Rien n'explique, en effet, pourquoi « on ne peut tolérer que les taxes assises sur le revenu des actionnaires n'atteignent que les sommes encaissées »² puisque c'est la loi elle-même qui en a décidé ainsi, et les réserves constituées par prélèvements sur les bénéfices ne jouissent à cet égard d'aucun régime de faveur³. Il n'y a, en ce qui les concerne, du moins en principe, nulle évasion fiscale, non seulement du point de vue de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux auquel elles sont soumises au même titre que les bénéfices distribués, mais aussi de l'impôt cédulaire sur le revenu des valeurs mobilières dont elles sont passibles, lors de leur distribution.

1. Chambre des députés, séance du 27 novembre 1936, *J. off.* du 28 novembre 1936, *Débats*, p. 3119.

2. *Journal des débats*, N° du 11 novembre 1936.

3. Voir, à ce sujet, Paul Besnard, *Législation, doctrine et jurisprudence fiscales, relatives aux réserves des sociétés industrielles et commerciales*, Paris, 1932, p. 49 à 100.

Lorsque M. Vincent Auriol parle de « l'impôt auquel l'Etat a droit », il se sert là d'une expression inexacte. Les droits de l'Etat concernant l'impôt cédulaire et l'impôt général sur le revenu dus à raison des réserves constituées par une société anonyme, par exemple, ne naissent, d'après la loi, que par la distribution de ces réserves ; antérieurement à toute distribution, ces droits n'existent pas.

Le fait que cette distribution puisse être retardée très longtemps, ne change, en rien, les données juridiques du problème. Le Trésor percevra simplement plus tard les sommes qu'il aurait désiré toucher plus tôt, mais sur lesquelles il n'avait alors aucun droit acquis. Ce retard ne saurait constituer, en soi, un préjudice réel résultant d'une violation de la loi. Il peut même se révéler avantageux pour le Trésor, si les taux des impôts à percevoir sont plus élevés lors de la distribution qu'ils ne l'étaient au moment où les réserves ont été créées.

Prétendre d'ailleurs justifier la taxation des réserves par ce « manque à gagner » qu'entraîne, pour l'Etat, la non-distribution immédiate d'une partie des bénéfices, aurait dû conduire, en bonne logique, à admettre le remboursement des taxes perçues, en cas de répartition ultérieure des réserves imposées. En dépit de ses louables préoccupations de justice fiscale, — si souvent affirmées au cours des débats, — le Gouvernement a repoussé les amendements présentés dans ce sens, et le Parlement l'a suivi dans son refus¹.

Enfin, il ne faut pas oublier que l'un des buts principaux des réserves est de combler les pertes futures. Si pareille éventualité se réalise, les réserves disparaissent. Elles sont

1. Voir à ce sujet : *Chambre des députés*, amendement de M. J. Denais, « Sur la fraction des réserves qui, dans un délai n'excédant pas trois ans depuis leur constitution, seront mises en distribution pour maintenir à son niveau antérieur les dividendes attribués aux actionnaires, restitution sera faite des perceptions effectuées par application des articles 19 et 20 ». Séance du 27 novembre 1936, *J. off.*, 28 novembre 1936, *Débats*, p. 3122.

Sénat : amendement de MM. Elby, Le Troquer, Mahieu etc... « La taxe annuelle de 4 % perçue sur les bénéfices non distribués sera déduite de l'impôt sur les valeurs mobilières, en cas de distribution ultérieure des bénéfices ainsi taxés ». Séance du 24 décembre 1936, *J. off.* du 25 décembre 1936, *Débats*, p. 1720 et 1721.

irrémédiablement perdues pour les actionnaires. Malgré cela, les taxes perçues par le Trésor, lors de leur formation, ne lui en resteront pas moins définitivement acquises. C'est là une solution particulièrement injuste, à notre avis, parce qu'elle aboutit à faire supporter aux actionnaires un impôt sur des sommes qu'ils ne toucheront jamais.

En réalité, il n'y a guère qu'une hypothèse où une taxation spéciale des réserves puisse se justifier : c'est celle où la rétention des bénéfices a eu manifestement pour seul objet de frauder les droits du Trésor. Tel peut être le cas, par exemple, dans une société dont la majorité des actions se trouve réunie entre les mains d'un même actionnaire. Ce dernier peut provoquer la mise en réserve d'une partie ou de la totalité des bénéfices, non pas dans le but légitime de renforcer la situation de la société ou de la développer, mais à seule fin d'échapper aux impôts (impôt cédulaire sur le revenu des valeurs mobilières et impôt général sur le revenu) qu'il aurait eu à acquitter si ces bénéfices avaient été distribués.

Certaines législations étrangères ont prévu cette éventualité.

C'est ainsi, qu'aux Etats-Unis, les sociétés convaincues d'avoir accumulé des réserves pour des raisons d'évasion fiscale (*improper accumulation of surpluses*) sont soumises au paiement d'une « *surtax* », laquelle se superpose, d'ailleurs, à la « *tax on undistributed profits* ». De plus les « *personal holding companies* », sociétés privées de gestion de fortune, créées par des particuliers pour des motifs purement fiscaux, sont soumises à un système d'imposition très sévère. En Angleterre, une « *surtax* » est également imposée aux actionnaires des sociétés qui manifestement n'ont pas effectué de distribution de bénéfices raisonnables.

B. *Protection des actionnaires*

a) *Protection contre les abus auxquels donne lieu l'emploi des réserves.*

Il est dit, dans l'exposé des motifs : « il nous paraît,

légitime d'assujettir ces réserves (constituées par prélèvements sur les bénéfices)... à une taxe modérée de 4 % qui, sans inciter les sociétés à procéder à des distributions automatiques, mettra fin à certains abus manifestes dont aujourd'hui les actionnaires sont les premiers à souffrir ».

Ces abus, nous en avons déjà parlé en étudiant les inconvénients que présentent les réserves. Ils ont trait à l'emploi qui en est fait par certains administrateurs, lesquels, plus soucieux de leurs intérêts que de ceux des actionnaires, les détournent de leur véritable destination et s'en servent, par exemple, pour financer des filiales dans lesquelles ils s'assurent des postes rémunérateurs.

M. Abel Gardey, rapporteur général de la commission des Finances du Sénat, s'est exprimé à ce sujet dans les termes suivants :

« Trop souvent, les capitaux ainsi accumulés sont ensuite utilisés à la constitution de filiales peu utiles, que gèrent les administrateurs de la société mère. Trop souvent aussi, les réserves ont permis dans la gestion des sociétés anonymes des imprudences dont les responsables ont pu ensuite éluder les conséquences, couverts qu'ils étaient par les éléments d'actif soustraits aux actionnaires ».

Sur l'existence de ces abus, il ne saurait y avoir de contestation, non plus que sur la nécessité d'y mettre fin, mais ce n'est évidemment pas par la perception d'une taxe annuelle de 4 % sur les bénéfices réservés que l'on parviendra à les réprimer.

Sans doute, cette taxe freinera-t-elle, dans de nombreux cas, le désir des sociétés de constituer des réserves, mais en quoi interviendra-t-elle dans l'emploi des réserves, lequel est la source principale des abus auxquels on se propose de remédier ? Le danger ne réside pas dans les réserves en elles-mêmes, mais bien dans l'usage qui peut en être fait par les administrateurs.

De plus, la taxation uniforme des réserves est un procédé illogique et injuste, puisqu'il aboutit à pénaliser toutes les sociétés, sans distinction entre celles dont les

dirigeants sont honnêtes et consciencieux et les autres.

La seule façon de mettre un terme aux abus existants, c'est de les prévenir et de les réprimer par des mesures législatives appropriées, telles que : renforcement du contrôle des actionnaires, de la responsabilité des administrateurs et gérants, etc...

Certes, légiférer en cette matière est chose toujours délicate : suivant l'expression de M. Thaller, « on gêne les sociétés en voulant trop les réglementer », et les gêner, c'est nuire à leur développement, donc à l'intérêt même des actionnaires.

Il est des cas cependant où le législateur se doit d'intervenir ; encore faut-il qu'il le fasse à bon escient, et que son intervention soit utile.

Rappelons, à ce sujet, qu'en 1934, le Sénat avait voté un certain nombre de dispositions tendant à la protection de l'épargne, dont l'une avait spécialement pour objet de prévenir les abus auxquels se prêtent les créations de filiales. Malheureusement, le vote de la Haute Assemblée, obtenu à 200 voix de majorité, devait rester stérile : les textes adoptés par elle et transmis à la Chambre des députés devinrent, en effet, caducs avec la législature.

Par voie d'amendement, M. V. Lesaché, sénateur et auteur de plusieurs des dispositions votées par le Sénat en 1934, s'efforça, sans succès, au cours du débat sur la taxation des réserves, d'obtenir la substitution à cette mesure, condamnable selon lui à tous les points de vue, du texte qui avait été prévu par le Sénat en matière de filiales. « Une seule mesure, dit-il à ce propos¹, serait efficace : elle consisterait à décider que lorsqu'une société emploie ses capitaux à prendre des intérêts dans une affaire, si les deux sociétés ont des administrateurs communs, ces administrateurs ne peuvent toucher de rémunérations ou de tantièmes que dans une seule de ces sociétés... voilà le réel remède aux abus des filiales.

1. Sénat, séance du 24 décembre 1936, *J. off.*, du 25 décembre 1936, *Débats*, p. 1716.

Chercher ailleurs ce remède, notamment dans une mesure fiscale, c'est faire fausse route ».

En fait, les réformes votées par le Sénat en 1934 n'auront pas été inutiles : les décrets-lois d'août 1935 concernant la responsabilité des administrateurs s'en sont inspirés¹ ; de même, le projet de loi de Finances de 1938, qui prévoit un certain nombre de « dispositions spéciales »² telles que : limitation du nombre des postes d'administrateurs pouvant être occupés par un même individu, énumération, dans le rapport des commissaires aux comptes, des participations prises dans d'autres affaires, indication du résultat de ces participations.

Il est indiscutable que des mesures de ce genre, pour imparfaites qu'elles puissent être, mettront fin aux abus commis par les administrateurs dans l'emploi des réserves, beaucoup plus efficacement que ne le fera la taxation de ces dernières.

1. Par exemple, décret-loi du 8 août 1935, modifiant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, art. 1^{er} : « ... sont punis des mêmes peines portées par l'article 405 du Code pénal sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

..... 6° les gérants qui, de mauvaise foi, ont fait des biens ou du crédit de la société un usage qu'ils savaient contraire à l'intérêt de celle-ci, dans un but personnel ou pour favoriser une autre société dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement ».

Cf. à ce sujet : *Les décrets-lois d'août-octobre 1935 sur la protection de l'épargne, par la réforme du droit des sociétés*, par MM. Paul Pic, Léon Constantin, Jean Krehler (Extrait de *La Revue trimestrielle du droit des sociétés et du droit financier*, N° 1, 1936).

2. Budget de 1938, loi de finances, titre IV, Dispositions spéciales.

Article 31. — Nul ne peut accepter ni remplir les fonctions d'administrateur dans plus de 15 sociétés anonymes faisant appel à l'épargne-publique, ni celles de président ou d'administrateur-délégué dans plus de 5 de ces sociétés — Sera puni d'une amende de fr. 500 au moins, et de fr. 10.000 au plus pour chaque mandat indûment accepté ou conservé, tout administrateur qui aura contrevenu à la disposition du paragraphe précédent, sans préjudice de la restitution des rémunérations fixes ou proportionnelles indûment perçues

Article 32. — Les alinéas 2 et 3 de l'article 34 de la loi du 24 juillet 1867, sont remplacés par les dispositions suivantes : « Le rapport (des commissaires aux comptes) doit fournir la liste des participations prises dans d'autres affaires, et indiquer, sommairement, le résultat de ces participations..... ».

Ces dispositions ont d'ailleurs été disjointes par la Commission des Finances de la Chambre.

b) *Protection contre les réserves excessives.*

Le gouvernement n'a pas limité ses critiques à l'emploi défectueux des réserves. Il a dénoncé également la tendance de nombreuses sociétés à accumuler, au détriment des intérêts des actionnaires, des réserves excessives.

Certes, il n'a pas été jusqu'à nier leur utilité. « Je trouve même, a dit M. Vincent Auriol, que très souvent les administrateurs de sociétés ne comprennent pas assez cette nécessité des réserves »¹. (Il est douteux que la nouvelle législation la leur fasse mieux comprendre). « Mais, a-t-il dit aussi, la constitution de réserves considérables a été parfois la conséquence d'une politique qui sous-estimait les intérêts les plus immédiats des actionnaires... Sans doute, les petits épargnants ont-ils intérêt à voir consolider l'actif des sociétés, mais ils ont intérêt aussi à recevoir la juste rémunération de leur épargne, et à donner à cette rémunération l'emploi qu'ils jugent opportun »².

Il est exact que certaines sociétés accumulent des réserves sans nécessité réelle³, mais en quoi cela justifie-t-il la pénalisation de celles, beaucoup plus nombreuses, qui distribuent à leurs actionnaires un juste revenu et ne constituent des réserves qu'à bon escient ?

Ne voit-on pas, d'ailleurs, que la taxation des bénéfices réservés aboutit à des conséquences absurdes ? Une société, par exemple, se voit obligée, en raison de l'étroitesse de sa trésorerie, de retenir ses bénéfices. Peut-on prétendre que dans un tel cas l'intérêt des actionnaires serait que la société procédât à une réalisation partielle de son actif, ou empruntât en vue d'une distribution ?

A-t-on tenu compte, d'autre part, que la nécessité n'est pas la même pour toutes les sociétés de constituer des réserves ? Les risques varient considérablement

1. Paroles citées au Sénat par M. V. Lesaché, séance du 24 décembre 1936, *J. off.* du 25 décembre 1936, *Débats*, p. 1716.

2. Chambre des députés, séance du 27 novembre 1936, *J. off.* du 28 novembre 1936, *Débats*, p. 3118.

3. Voir *supra* « Critique des réserves », p. 40 à 47.

d'une entreprise à l'autre. A risque identique, une jeune société a plus besoin de se créer des réserves qu'une société établie depuis longtemps : c'est, en effet, le seul moyen qu'elle ait, la plupart du temps, de se procurer les capitaux qui lui sont indispensables pour lutter à armes égales avec ses concurrentes plus anciennes¹.

Si vraiment le but visé était de garantir les actionnaires contre l'accumulation de réserves excessives, on aurait pu, comme l'a fait remarquer l'ancien Ministre des Finances, M. Marcel Régnier, « prévoir que, au delà d'un certain chiffre déterminé tant par la nature de l'exploitation des sociétés que par l'importance du capital social... un impôt supplémentaire serait perçu »².

Cette solution, contrairement au système actuel, aurait permis aux sociétés raisonnables de n'être pas injustement frappées.

Rappelons également, comme nous l'avons déjà fait, à un autre point de vue, en étudiant les arguments d'ordre fiscal, qu'en cas de distribution ultérieure des réserves dans un délai à fixer et les « droits » des actionnaires étant ainsi sauvegardés, le projet de loi aurait dû, en bonne justice, admettre le remboursement de la taxe perçue lors de la formation des réserves.

En réalité, le Gouvernement ne s'est guère soucié du véritable intérêt des actionnaires. La meilleure preuve en est l'institution du prélèvement exceptionnel de 2 %. Prétendre défendre l'épargne, et en même temps effectuer une amputation massive des réserves déjà constituées est un non-sens. C'est aussi une création toute personnelle des auteurs de la loi du 31 décembre 1936, car semblable taxation rétroactive n'existe pas dans le système américain, dont on a voulu s'inspirer. Certes, les sociétés de création récente ont été exonérées ; un abattement à la base de 5 millions de francs a été prévu.

1. La loi du 31 décembre 1936 ne tient compte de l'ancienneté des sociétés qu'en ce qui concerne le prélèvement exceptionnel.

2. *Le Petit Parisien*, 12 novembre 1936. — Voir aussi, dans ce sens, l'amendement proposé par un député, M. A. Wallach, Chambre, séance du 27 novembre 1936, *Débats*, p. 3121.

Mais ces mesures d'adoucissement, dont le mérite revient au Sénat, restent sans grande portée réelle.

Ainsi que nous l'avons souligné à plusieurs reprises, les réserves ne sont presque jamais liquides. Il s'ensuit que pour acquitter le prélèvement exceptionnel, bien des sociétés en dépit des délais accordés pour le paiement seront obligées de réaliser une partie de leurs réserves, c'est-à-dire de vendre des immeubles, des titres, du mobilier, peut-être du matériel. Cette réalisation se fera souvent à perte ; elle entraînera toujours une diminution correspondante des moyens d'action de l'entreprise, au plus grand détriment des actionnaires que, par ailleurs, on fait mine de vouloir protéger et défendre.

C. Raisons d'ordre économique

Au dire de ses partisans, la taxe annuelle sur les bénéfices réservés ne bénéficiera pas qu'aux actionnaires. L'économie générale du pays doit en profiter également : des distributions plus larges activeront la circulation des capitaux, permettant ainsi de donner un nouvel essor à la vie économique. « Ce que nous voulons, a dit M. V. Auriol, c'est la libre circulation des richesses ». Cette opinion a trouvé de nombreux échos, non seulement à la Chambre des députés, cela va de soi, mais aussi au Sénat¹. Elle nous paraît reposer sur une notion inexacte de l'emploi des réserves. Celles-ci ne sont nullement constituées par des capitaux thésaurisés, inactifs. Les bénéfices que les sociétés prudentes mettent en réserve sont réintégrés dans la circulation par l'utilisation qui en est faite en marchandises, en outillage, etc... Même dans les sociétés qui constituent plus de réserves qu'elles n'en ont besoin, la thésaurisation n'est qu'apparente, car si ces réserves ne peuvent trouver leur emploi dans l'entreprise elle-même, il faudra bien les utiliser d'une autre façon, par exemple, en valeurs mobilières, en im-

1. Voir à ce sujet les déclarations de M. J. Caillaux, Sénat, séance du 24 décembre 1936, *J. off.* du 25 décembre 1936, *Débats*, p. 1718.

meubles de rapport etc... Elles ne seront donc pas des capitaux gelés pour l'économie générale.

En quoi leur transfert aux actionnaires en permettrait-il une meilleure utilisation du point de vue économique ? N'est-il pas à craindre, au contraire, comme l'a écrit M. M. Régnier² : « qu'à la thésaurisation des entreprises, qui n'est qu'apparente dans sa masse, ne succède une thésaurisation plus réelle des particuliers, toujours méfiant et qui le deviendront davantage en voyant porter atteinte à l'une des garanties de la sécurité des sociétés, en voyant réduire cette garantie ? ».

N'a-t-on pas constaté, d'ailleurs, que dans les périodes troublées, comme celle que nous traversons depuis plusieurs années, la thésaurisation, c'est-à-dire l'accumulation stérile de capitaux soustraits à la circulation, est le mode de défense naturel des petits épargnants contre les incertitudes de l'avenir ? Il est vraisemblable que des distributions plus larges de la part des sociétés ne changeront guère leur manière de voir à ce sujet : ils continuent à entasser les billets de banque dans leurs coffres, à moins qu'ils ne s'assurent contre les variations d'une monnaie, dans laquelle ils n'ont plus guère confiance, par des placements en devises étrangères, procédé de plus en plus fréquent. Dans un cas, comme dans l'autre, l'économie générale du pays n'en tirera aucun profit.

II. Véritables motifs de la taxation des réserves

Nous venons d'examiner les différents arguments qui ont été invoqués en faveur de la taxation des réserves. De leur étude, on peut conclure qu'aucun n'est convaincant et susceptible de justifier une mesure aussi grave.

C'est qu'en réalité, ces arguments n'ont été présentés que pour donner le change sur les véritables raisons qui ont motivé la proposition du gouvernement de M. Léon Blum, et qu'on peut résumer ainsi :

1. *Le Petit Parisien*, 12 novembre 1936.

1^o La taxation des réserves n'a été, avant tout, qu'un expédient financier, un moyen de procurer au Trésor des ressources nouvelles nécessitées impérieusement par les insuffisances budgétaires : d'après les chiffres cités au cours des débats, la taxe annuelle produirait 80 millions de francs par an, et le prélèvement exceptionnel 800 millions. Le ministre des Finances a d'ailleurs reconnu que si le gouvernement n'avait pas été poussé par la nécessité, peut-être n'aurait-il pas proposé cette mesure.

2^o Si l'on s'est adressé, une fois de plus, aux sociétés, pour fournir ces ressources nouvelles, c'est pour un double motif :

d'une part, nul n'ignore que les sociétés sont les meilleurs contribuables : le contrôle que le fisc exerce sur leur activité — beaucoup plus rigoureux que celui qu'il peut exercer sur les particuliers — assure aux impôts qui les frappent un rendement bien supérieur à ceux qui atteignent les autres contribuables ;

d'autre part, s'attaquer aux sociétés, c'est conformément à l'opinion de la majorité active du Parlement, faire œuvre de bon républicain. C'est en réduisant progressivement l'indépendance des sociétés par l'impôt que certains partis politiques se proposent de parvenir peu à peu à les placer sous le contrôle de l'Etat. La taxation des réserves n'est qu'une nouvelle manifestation de cette tendance politique qui se révèle de plus en plus nettement depuis quelques années.

3^o Enfin, les auteurs de la loi du 31 décembre 1936 ont espéré qu'il serait plus facile d'orienter vers le marché des fonds français, dont la bonne tenue est nécessaire au prestige du Gouvernement, des capitaux détenus par des particuliers présumés plus sensibles que les administrateurs de sociétés aux appels gouvernementaux en faveur de ces valeurs. De là, ce souci de soustraire le plus possible de fonds à la gestion des sociétés pour les transférer aux actionnaires.

III. Nature exacte des nouveaux impôts

Il nous reste maintenant, pour terminer, à préciser la nature exacte des deux taxes créées par la loi portant réforme fiscale du 31 décembre 1936.

Taxe annuelle de 4 % sur les bénéfices réservés. — Cette taxe n'est ni plus ni moins qu'un super-impôt dont sont passibles les sociétés anonymes et à responsabilité limitée sur une partie de leurs bénéfices, ceux mis en réserve.

Elle se superpose à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dont elle est un complément, et, en cas de distribution ultérieure des réserves, à l'impôt cédulaire sur le revenu des valeurs mobilières, c'est-à-dire à une double imposition cédulaire.

Certes, théoriquement, il suffira aux sociétés, pour l'éviter, de distribuer l'intégralité de leurs bénéfices. Or, ceci, nous l'avons vu, n'est pas possible. Dans la plupart des cas, la constitution des réserves n'est pas pour les sociétés une simple faculté, mais une réelle obligation. Les réserves sont plus qu'utiles : elles sont nécessaires.

La taxe annuelle sur les bénéfices réservés revient donc, en ce qui concerne ces bénéfices, à une élévation permanente du taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Pour peu qu'on se rappelle les chiffres que nous avons cités au début de ce travail, touchant les parts respectives du fisc et des actionnaires dans l'activité des sociétés, on aura une appréciation exacte de la façon dont les responsables de cette taxe ont entendu protéger les actionnaires¹.

1. Rappelons que le taux de 24 % pour la perception de l'impôt sur les revenus mobiliers qui, au moment où la taxe annuelle, a été créée, avait été baissé à 18 % (article 51 de la loi du 31 décembre 1936, portant réforme fiscale) a dû être de nouveau porté à 24 % par le cabinet qui a succédé à celui de M. Léon Blum.

Actuellement, par conséquent, les actionnaires paient le même impôt cédulaire sur leurs dividendes qu'avant la taxe annuelle, et de plus supportent, indirectement, la charge de cette taxe.

Prélèvement exceptionnel de 2 % sur les réserves déjà constituées. — Au moment même de leur formation, les réserves sont du revenu ; l'impôt qui les frappe, à cette époque, telle la taxe annuelle sur les bénéfices réservés, est un impôt sur le revenu.

Au contraire, une fois créées, les réserves s'incorporent, économiquement sinon juridiquement, au capital dont elles sont le prolongement. Dans ces conditions, tout impôt qui les atteint, après leur formation, est un véritable impôt sur le capital.

Telle est bien la nature réelle du prélèvement exceptionnel qui constitue un précédent redoutable en même temps qu'une condamnation formelle de la pratique des réserves dont l'existence a pourtant permis à maintes entreprises, non seulement de continuer à distribuer aux actionnaires une « juste rémunération, » pendant les années de crise, mais aussi à poursuivre leur exploitation en dépit de conditions défavorables, et cela, au bénéfice de leurs employés et ouvriers, auxquels elles ont pu éviter le chômage.

CHAPITRE IV

LA TAXATION DES BÉNÉFICES RÉSERVÉS A L'ÉTRANGER

I. Aux Etats-Unis

Lors de la discussion du projet de loi sur la taxation des réserves, M. Vincent Auriol s'est défendu d'avoir innové en cette matière, et a invoqué le précédent américain.

Il n'est donc pas sans intérêt, avant de procéder à l'étude détaillée du système français, d'examiner, au moins dans ses grandes lignes, la législation américaine dont notre « Brain Trust » a jugé bon de s'inspirer.

L'ouvrage dans lequel nous avons puisé nos renseignements est celui de M. Alfred G. Buehler *The Undistributed profits tax* paru en 1937 et dont nous avons déjà fait état en étudiant la politique des sociétés américaines en matière de réserves¹.

A. *L'undistributed profits tax*

L'« undistributed profits tax » est due à l'initiative du Président Roosevelt qui, en mars 1936, soumit au Congrès un projet dans ce sens.

Les débats furent mouvementés. Le Sénat, en particulier, opposa une vive résistance. Se faisant l'écho des

1. Voir, *supra*, p. 37, note 2.

protestations des hommes d'affaires, les sénateurs firent remarquer — entre autres arguments — que la taxe envisagée freinerait le développement des sociétés, et atteindrait surtout les petites entreprises ou celles ne possédant que des réserves encore insuffisantes, alors que les grosses sociétés ayant d'énormes « surpluses » pourraient plus facilement y échapper.

Finalement, le projet de M. Roosevelt fut voté, en juin 1936 et l'« undistributed profits tax » fut insérée dans le Revenue Act de 1936, section 14¹.

L'imposition des bénéfices réservés est une mesure qui tenait à cœur depuis longtemps au Président Roosevelt et aux économistes « supporters » du New Deal. En fait, ce n'est pas la première fois que pareille taxation a été prévue aux Etats-Unis. Il y a eu des précédents, notamment pendant la guerre, en 1917, où un impôt de 10 % fut établi sur les bénéfices non encore distribués par les sociétés 6 mois après la clôture de l'exercice social, et sous réserve que ces bénéfices n'aient pas été réinvestis dans l'affaire elle-même ; cet impôt fut supprimé en 1918.

En 1921, fut créée une « surtax » atteignant les sociétés convaincues d'avoir retenu leurs bénéfices dans un but d'évasion fiscale (« tax on the improper accumulation of surpluses »). Dans le même ordre d'idées, le « Revenue Act » de 1934 institua une taxe spéciale très lourde sur les bénéfices non distribués des « personal holding companies »².

L'« undistributed profits tax » n'est, en somme, qu'un élargissement de la « tax on the improper accumulation of surpluses » et de la « tax on personal holding companies ».

Les raisons qui ont incité le Président Roosevelt à la proposer au Congrès sont d'ordre social, économique et fiscal.

Nous allons les énumérer rapidement :

1. Revenue Act 1936. Commerce Clearing House Inc., New-York.

2. Voir, *suprà*, p. 52.

1° La taxation des bénéfices réservés qui représente une lourde charge pour les sociétés américaines, n'a été, avant tout, qu'une manifestation du sentiment d'hostilité que le Président Roosevelt a toujours nourri contre les grandes sociétés, et qui est un des traits dominants de sa politique. Il ne leur a jamais pardonné leur puissance qui leur permet d'avoir, à son avis, une trop grande indépendance vis-à-vis de l'Etat et de ses directives.

2° L'une des principales causes de la grande crise économique qui a sévi aux Etats-Unis à partir de 1929 serait la thésaurisation des sociétés et la concentration des richesses à leur seul profit qui en est résultée.

La décade qui a précédé 1929 a été caractérisée par une hausse croissante des bénéfices de la plupart des entreprises américaines.

Au lieu d'accroître, dans les mêmes proportions, les dividendes et les salaires, ou de réduire les prix de vente, les sociétés, au dire des partisans de la « new tax », investirent leurs bénéfices dans des installations industrielles inutiles, ce qui a conduit à la surproduction ou, pis encore, les perdirent dans des spéculations malheureuses sur le marché de Wall Street.

En les forçant, par la nouvelle taxe, à distribuer la plus grande partie de leurs bénéfices, on éviterait le retour de semblables erreurs. Le pouvoir d'achat des actionnaires et des salariés pourrait être maintenu et même accru ; la circulation des richesses, mieux réparties, serait accélérée ; l'économie générale du pays en bénéficierait¹.

3° Tout comme en France, les nécessités budgétaires n'ont pas été étrangères à la proposition du Président Roosevelt. D'après les estimations du Trésor américain, la taxe doit rapporter, directement, et surtout indirectement, par le grossissement de la matière imposable repré-

1. L'un des conseillers techniques du Président Roosevelt, le Professeur Rexford G. Tugwell, allait même jusqu'à préconiser le contrôle absolu par l'Etat de l'emploi des bénéfices des sociétés. Il suggérerait, à cet effet, en plus de la taxe sur les bénéfices réservés, l'institution d'un fonds de réserve, géré par l'Etat, destiné à remplacer les fonds de réserve des entreprises, et le contrôle par l'Etat également des émissions d'actions.

sentée par le revenu des actionnaires : \$ 620.000.000 environ par an.

4^o Enfin, M. Roosevelt se proposait de mettre fin, par la taxation des bénéfices réservés des « corporations » à l'inégalité fiscale existant entre les sociétés incorporées (sociétés de capitaux) d'une part, et les sociétés non incorporées (sociétés de personnes) ou les entreprises privées, d'autre part, ainsi qu'à certaines évasions fiscales résultant de cette inégalité.

Ce dernier point exige quelques explications sur les principes fiscaux en vigueur aux Etats-Unis.

Les sociétés du type « sociétés de capitaux » (corporations) sont soumises, à raison de leurs bénéfices nets, distribués ou non, à un impôt dit « normal tax » dont les taux sont les suivants :

- 8 % sur la portion des bénéfices nets inférieurs à \$ 2.000 ;
- 11 % sur la portion des bénéfices nets comprise entre \$ 2.000 et \$ 15.000 ;
- 13 % sur la portion des bénéfices nets comprise entre \$ 15.000 et \$ 40.000 ;
- 15 % sur la portion des bénéfices nets supérieure à \$ 40.000.

Notons, en passant, que sont déductibles du bénéfice imposable en vertu du Revenue Act de 1936 les intérêts des obligations émises par le gouvernement des Etats-Unis et par certaines collectivités publiques, et, à concurrence de 85 %, les dividendes reçus de sociétés soumises à la « normal tax ».

La distribution des dividendes aux actionnaires ne donne pas lieu, comme en France, à la perception d'un impôt cédulaire.

Ces dividendes figurent seulement dans les revenus imposables des particuliers, lesquels sont soumis à une « normal tax » de 4 % et lorsque leurs revenus dépassent \$ 4.000, à une « surtax » dont les taux sont progressifs.

A titre indicatif, avant 1936, les dividendes reçus par un particulier échappaient à la « normal tax » et

n'entraient dans la détermination du bénéfice imposable que pour le calcul de la « surtax ». Depuis le Revenue Act de 1936, ils sont également compris dans les revenus passibles de la « normal tax ».

En ce qui concerne les sociétés du type « sociétés de personnes » ainsi que les commerçants, industriels, etc... exploitant personnellement (« unincorporated business »), les bénéfices nets de l'entreprise sont soumis au nom des associés ou des commerçants, industriels etc... à la « normal tax » et à la « surtax », que ces bénéfices soient distribués ou non.

Ainsi, avant la création de l'« undistributed profits tax », la non distribution de tout ou partie des bénéfices dans les sociétés incorporées, permettait, dans de nombreux cas, aux actionnaires, d'échapper à la « surtax ».

Au contraire, les associés des sociétés de personnes ou les commerçants, industriels, etc... ne pouvaient, — et ne peuvent toujours pas — s'y soustraire par la rétention des bénéfices et leur réinvestissement dans l'entreprise (situation comparable à celle, en France, des associés en nom collectif, par exemple, soumis à l'impôt général sur le revenu, alors même que les bénéfices ont été laissés dans l'affaire).

Les taux de la « surtax » ayant été, à plusieurs reprises, augmentés, il arriva que dans de nombreuses « corporations » plus ou moins fermées, les bénéfices furent laissés dans l'indivision à seule fin de permettre aux actionnaires de ne pas avoir à la payer. Bien plus, beaucoup de riches particuliers mirent leur fortune en sociétés incorporées (personal holding companies), ne retirant les revenus que dans la limite de leurs besoins, et échappant, ainsi, dans une certaine mesure, à la « surtax ».

Pour lutter contre ces évasions fiscales, dont le nombre s'accrut rapidement dès après la guerre, le fisc américain ne disposait que de la « tax on the improper accumulation of surpluses » et de la « tax on personal holding companies », lesquelles se révélèrent insuffisamment efficaces parce que d'une application difficile et d'une portée trop limitée.

Et c'est pourquoi le Président Roosevelt voulut « pénaliser » toutes les sociétés ne distribuant pas l'intégralité de leurs bénéfices, pour quelque cause que ce soit. Ainsi serait supprimée l'inégalité existant, au point de vue de l'impôt, entre les affaires « incorporated » et les autres si préjudiciable aux intérêts du Trésor.

De plus, par l'« undistributed profits tax », le Président Roosevelt se proposait aussi de simplifier le régime fiscal des « corporations ». Son projet prévoyait, en effet, en même temps que l'institution de cette taxe, la suppression de tous les autres impôts afférents aux « corporations ».

Le Sénat s'opposa à cette réforme, qu'il jugeait dangereuse pour les ressources futures du Trésor. Il décida de maintenir les anciens impôts¹, mais, par contre, il réussit à faire abaisser sensiblement les taux de la nouvelle taxe, tels qu'ils avaient été prévus à l'origine.

Sans entrer dans les détails, signalons que le bénéfice non distribué, sur lequel est perçue l'« undistributed profits tax » est déterminé par la différence entre :

a) « L'adjusted net income », c'est-à-dire le bénéfice net diminué de certaines sommes, notamment, du montant de la « normal tax » et des intérêts des obligations du gouvernement fédéral et de certaines collectivités publiques², et :

b) le montant des dividendes payés.

Les taux de la taxe ressortent comme suit :

- 7 % sur la portion du bénéfice non distribué inférieure à 10 % de l'« adjusted net income » ;
- 12 % sur la portion du bénéfice non distribué, supérieure à 10 % et inférieure à 20 % de l'« adjusted net income » ;

1. Y compris la taxe sur l'« Improper accumulation of surpluses » et la « Tax on personal holding companies » dont les taux ont été d'ailleurs fortement aggravés par le « Revenue Act de 1937 » (United States Master Tax Guide 1937. Commerce Clearing House Inc., New-York).

2. Il est prévu également certaines exemptions à la base supplémentaires pour les sociétés dont l'« Adjusted net income » est inférieur à \$ 50.000.

D'autre part, les dividendes reçus d'une autre société ne sont pas déductibles du bénéfice net pour le calcul de l'« Undistributed profits tax », alors qu'ils le sont, à concurrence de 85 %, comme nous l'avons vu pour le calcul de la « Normal tax ».

- 17 % sur la portion du bénéfice non distribué supérieure à 20 % et inférieure à 40 % de l' « adjusted net income » ;
- 22 % sur la portion du bénéfice non distribué supérieure à 40 % et inférieure à 60 % de l' « adjusted net income » ;
- 27 % sur la portion du bénéfice non distribué supérieure à 60 % de l' « adjusted net income ».

En d'autres termes :

Une société qui ne retient de son « adjusted net income » pas plus de.....	10 %	aura à payer au titre de l' « Undistributed profits tax » au maximum	0,7 %	de l' « adjusted net income »
— — 20 %	—	—	1,9 %	—
— — 40 %	—	—	5,3 %	—
— — 60 %	—	—	9,7 %	—
Une société qui retient de son « adjusted net income » plus de.....	60 %	—	20,5 %	—

Un exemple fera mieux comprendre l'application de la « tax » américaine :

Soit une société ayant réalisé un bénéfice net de \$ 100.000, comprenant \$ 5.000 en intérêts d'obligations du gouvernement fédéral des Etats-Unis, et \$ 20.000 en dividendes reçus d'une société américaine passible de la « normal tax ».

Les dividendes distribués par la société considérée s'élèvent à \$ 30.000.

a) Calcul de la « normal tax » (voir ci-dessus) Bénéfice net.. \$ 100.000

Déductions : Intérêts sur les obligations	\$ 5.000	
85 % des dividendes reçus		
soit : 85 % sur \$ 20.000	\$ 17.000	22.000

Bénéfice imposable : \$ 78.000

Normal tax : jusqu'à \$ 2.000	8 %	soit :	\$ 160
de \$ 2.000 à 15.000	11 %	—	\$ 1.430
de \$ 15.000 à 40.000	13 %	—	\$ 3.250
au delà de \$ 40.000	15 %	—	\$ 5.700
Total :			\$ 10.540

b) *Calcul de l' « undistributed profits tax » :*

1) Détermination de l' « adjusted net income » :	Bénéfice net	\$ 100.000
Déductions : « normal tax »	\$ 10.540	
Intérêts sur obligations	\$ 5.000	\$ 15.540
« adjusted net income »		\$ 84.460
2) Détermination du bénéfice non distribué :		
« adjusted net income »	\$ 84.460	
moins : dividendes payés	\$ 30.000	
Bénéfice non distribué	\$ 54.460	
3) « Undistributed profits tax » :		
7 % sur la portion du bénéfice non distribué, inférieure à 10 % de l' « adjusted net income » soit 7 % sur 10 % de \$ 84.460 ou	\$ 8.446 à 7 %	\$ 591, 22
12 % sur la portion du bénéfice non distribué, supérieure à 10 % et inférieure à 20 % de l' « adjusted net income », soit :		
12 % sur 10 % de \$ 84.460, ou \$ 8.446 à 12 %	\$ 1.013, 52	
17 % sur la portion de bénéfice non distribué supérieure à 20 % et inférieure à 40 % de l' « adjusted net income », soit :		
17 % sur 20 % de \$ 84.460, ou \$ 16.892 à 17 %	\$ 2.871, 64	
22 % sur la portion du bénéfice non distribué supérieure à 40 % et inférieure à 60 % de l' « adjusted net income », soit :		
22 % sur 20 % de \$ 84.460, ou \$ 16.892 à 22 %	\$ 3.716, 24	
27 % sur la portion du bénéfice non distribué supérieure à 60 % de l' « adjusted net income », soit	\$ 3.784 à 27 %	\$ 1.021, 68
Bénéfice non distribué	\$ 54.460	
Montant de la taxe		\$ 9.214, 30

Ajoutons, pour compléter ces quelques indications sur l' « undistributed profits tax », que certaines sociétés en sont exemptées, notamment les banques, les compagnies d'assurances, les sociétés étrangères et les sociétés en faillite ou en liquidation judiciaire.

B. Comparaison du système américain au système français

La comparaison du système d'imposition des bénéfices réservés, en vigueur aux Etats-Unis, avec le système

français qui s'en est inspiré, conduit à certaines remarques qui permettent d'apprécier d'une manière plus précise, la valeur de l'argumentation du ministre des Finances français, lorsque celui-ci s'est réclamé du précédent américain.

Voici quelles sont, brièvement exposées, ces remarques :

1° Tout d'abord, l'« undistributed profits tax » ne se superpose pas, comme en France, à une double imposition cédulaire.

2° L'un des principaux buts de la taxe américaine était de mettre un terme nécessaire aux évasions fiscales que nous avons indiquées, et qui devenaient de plus en plus fréquentes. Pareille nécessité ne pouvait être invoquée en France.

3° Dans l'ensemble, les sociétés françaises ne sauraient mériter le reproche d'avoir utilisé leurs réserves à des spéculations boursières comme ce fut le cas de tant de « corporations » aux Etats-Unis.

4° L'« undistributed profits tax » a été établie en Amérique alors que ce pays avait largement dépassé le tournant de la crise économique.

Il n'en était malheureusement pas de même en France.

5° Les taux de la taxe américaine varient dans le même sens que l'importance des bénéfices réservés ; avec le système français, au contraire, le taux d'imposition, moins sévère d'ailleurs, est uniforme : une société qui aura retenu une très faible part de ses bénéfices sera imposée au même taux de 4 % que celle qui n'aura rien distribué du tout.

6° Le système américain prévoit l'exemption de certaines sociétés, parmi lesquelles les compagnies d'assurances et les banques, dont les réserves sont une garantie indispensable de la sécurité des dépôts. En France, compagnies d'assurances¹ et banques ne sont pas, en principe, exemptes de la taxe.

1. En ce qui concerne ces sociétés, la taxe française ne s'applique pas aux réserves mathématiques, aux réserves de garantie, etc... ; mais cela ne constitue pas une exemption puisque les comptes, ainsi dénommés ne sont pas de véritables comptes de réserves, ainsi que nous l'avons déjà dit.

7^o Enfin, et surtout, la taxe américaine n'a pas eu d'effet rétroactif : les réserves déjà constituées n'ont pas été frappées. Il est regrettable que sur ce point, le système français ne se soit pas inspiré plus profondément de la législation américaine.

II. Autres pays ¹

Il nous paraît intéressant de donner un aperçu général sur la façon dont certaines autres législations étrangères ont compris l'imposition des bénéfices réservés.

Nous examinerons successivement les cas de l'Angleterre, de la Norvège, de la Suède, du Danemark, des Pays-Bas et de l'Italie.

A. **Angleterre** ². — Le système fiscal anglais présente, dans son ensemble, les particularités suivantes : il est extrêmement simple et ignore les doubles impositions cédulaires.

En Angleterre, les sociétés sont considérées moins comme des entités imposables en elles-mêmes que comme des collecteurs d'impôts au profit de l'Etat.

Précisons :

Sur l'ensemble de leurs bénéfices nets (distribués ou non) les sociétés anglaises sont soumises au paiement de l'« income tax » (« normal tax ») au taux de base (« standard rate ») qui est actuellement de 5 shillings par livre sterling soit 25 % ³.

Le taux est le même que celui de la « normal tax » applicable aux particuliers, lesquels ont droit, d'ailleurs, à certains abattements à la base sur leur revenu imposable.

1. Notre documentation sur cette question a été tirée en grande partie de l'ouvrage déjà cité de M. Alfred G. Buehler, *The undistributed profits tax*.

2. Cf. *The income tax in Great Britain and the United States of America*, par Harrison B. Spaulding, Londres, 1927.

3. Signalons, à titre indicatif, que depuis 1937, les sociétés anglaises sont soumises sur leurs bénéfices nets, en sus de la « normal tax » à un impôt exceptionnel de 5 %, la « New Defence contribution » qui doit être perçue pendant 5 ans.

Sur les dividendes payés à leurs actionnaires, les sociétés retiennent le montant de l' « income tax » qu'elles ont acquitté. En d'autres termes, elles récupèrent la part d' « income tax » payée par elles sur les bénéfices distribués.

De leur côté, les actionnaires n'ont pas à inclure dans leurs revenus imposables à la « normal tax » les dividendes reçus par eux et sur lesquels cet impôt a déjà été retenu au taux standard de 25 % par la société distributrice.

Ces dividendes n'entrent en ligne de compte que pour la détermination des revenus passibles de la « supertax » frappant les particuliers dont les revenus dépassent un certain chiffre (£ 2.000).

En raison des exemptions à la base que la loi accorde aux individus, sur leurs revenus, il peut se faire que le montant de l'impôt acquitté pour le compte des actionnaires, au taux de 25 %, par la société distributrice, au titre de la « normal tax » due par ces derniers sur les dividendes qui leur sont payés, soit plus élevé qu'il ne l'aurait été si la « normal tax » avait été perçue directement sur eux.

Dans ce cas, il y a lieu à restitution par le Fisc, en leur faveur, de la somme payée en trop pour leur compte par la société et retenue indûment sur leurs dividendes.

Ceci revient à dire que les bénéfices distribués des sociétés anglaises sont finalement imposés d'après le statut fiscal personnel des actionnaires auxquels ils sont attribués.

Enfin, lorsqu'une société reçoit des dividendes d'une autre société, l' « income tax » ayant été déduite à la source, la première société n'a pas à faire figurer ces dividendes dans son revenu taxable.

De ce qui précède, il résulte qu'en réalité, les sociétés anglaises n'ont à supporter définitivement l' « income tax » que sur leurs bénéfices non distribués.

Encore faut-il remarquer que l'impôt ne les atteint qu'à la façon de notre impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et non d'une taxe spéciale ayant un

caractère « punitif » comme la taxe américaine ou la taxe française sur les bénéfices réservés.

Le Parlement anglais s'est toujours montré hostile à l'établissement d'une taxe de ce genre, en dépit de plusieurs propositions qui lui furent soumises dans ce sens.

Toutefois, rappelons qu'en 1922, une loi décida que les actionnaires des sociétés convaincues d'« improper accumulation of surpluses » seraient soumis d'office à la « supertax » prévue dans le système de l'« income tax ».

B. Norvège. — Il a été institué, en 1921, dans ce pays, un impôt spécial de 10 % sur les bénéfices non distribués des sociétés en sus de l'impôt ordinaire, dont le taux était, à cette époque, de 6 %.

L'impôt spécial a été abaissé en 1936, à 8,8 % et en 1937 à 7 %, l'impôt ordinaire étant, par contre, porté à 10 %, taux actuel.

D'après une loi de 1931, les sommes perçues au titre de l'impôt spécial sont remboursées à la société en cas de distribution ultérieure aux actionnaires des bénéfices réservés.

C. Suède. — La Suède adopta, en 1919, un impôt sur les bénéfices non distribués des sociétés. Cet impôt fut abandonné en 1926.

En 1933, une taxe de 25 % fut imposée aux sociétés immobilières et aux sociétés de placement retenant leurs bénéfices en vue d'éviter à leurs actionnaires le paiement de l'impôt sur les dividendes.

D. Pays-Bas. — A l'inverse des systèmes français, américain, etc... ce sont les bénéfices distribués qui, dans ce pays, sont taxés, les bénéfices réservés étant, au contraire, exempts d'impôts.

Le système hollandais tend donc à encourager la constitution des réserves, et à freiner les distributions de dividendes.

E. Danemark. — Comme dans le cas précédent, les

réserves y sont vues avec faveur : l'impôt sur les bénéfices des sociétés, est en effet, réduit d'un quart en ce qui concerne la part de ces bénéfices qui a été retenue, conformément aux statuts de la société imposée.

F. Italie. — Une mesure récente (décret-loi du 18 octobre 1937) vient de décider un prélèvement extraordinaire de 10 % sur le capital des sociétés par actions. Cet impôt frappe, non seulement, le capital social, mais également les réserves ordinaires et extraordinaires.

Ainsi qu'il ressort des exemples qui précèdent, l'imposition spéciale des bénéfices réservés n'est pas limitée à la France.

Il convient, toutefois, de souligner que, dans la plupart des pays que nous avons indiqués, les charges fiscales imposées aux sociétés sont, dans leur ensemble, sensiblement moins lourdes qu'en France.

Avant-Propos à l'étude de la taxe annuelle et du prélèvement exceptionnel

La taxation des réserves fait l'objet des articles 22 à 28 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale¹ (annexe I).

De ces articles, il convient de détacher, en raison de son caractère particulier, l'article 26, ainsi libellé :

Art. 26. — « Le gouvernement devra réaliser et soumettre aux Chambres avant le 31 mars 1937, une refonte complète du régime actuel des Chemins de fer, prenant sa place dans une coordination d'ensemble du service public des transports.

« En attendant, les compagnies de chemins de fer ne pourront pas procéder à des distributions de réserves, sans l'autorisation du ministre des Finances ».

Cet article est la reproduction des deux derniers alinéas de l'article 22 *bis* du projet de loi qui prévoyait en outre l'institution d'une taxe de 50 % sur les produits et revenus du domaine privé (réserves statutaires et réserves spéciales des actionnaires) des compagnies de chemins de fer d'intérêt général.

L'opposition du Sénat fit échec à la création de cette taxe : seuls les deux derniers alinéas de l'article 22 *bis* du projet furent maintenus.

La réforme imposée au gouvernement par le 1^{er} alinéa de l'article 26 ci-dessus n'a été réalisée qu'à la fin du mois d'août 1937, par le décret-loi du 31 de ce mois, portant

1. *J. off.*, 1^{er} janvier 1937, p. 112 et 113. Rectificatif du *J. off.* du 25-26 janvier 1937, p. 1013.

réorganisation du régime des chemins de fer¹ et approuvant la convention de même date passée entre l'Etat et les compagnies pour l'exploitation de leurs réseaux par une Société nationale des chemins de fer français.

Nous étudierons dans un chapitre spécial, à la fin de la deuxième partie, la situation des compagnies de chemins de fer quant à la taxation de leurs bénéfices réservés² telle qu'elle résulte du décret de réorganisation du 31 août 1937.

La loi du 31 décembre 1936 s'est bornée à définir les principes généraux de la taxation des bénéfices réservés.

Par son article 28, alinéa 1, elle a laissé le soin de fixer les détails d'application de cette taxation à un règlement d'administration publique.

Ce règlement est intervenu le 28 mai 1937³ (annexe II).

Il est divisé en deux titres :

L'un concerne la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués (art. 1 à 13).

L'autre, le prélèvement exceptionnel sur les réserves déjà constituées (art. 14 à 24).

Nous avons déjà signalé qu'une circulaire de la Direction générale des contributions directes, du 5 juin 1937 (N° 2113), a donné un commentaire de ce règlement⁴.

La taxe annuelle et le prélèvement exceptionnel présentent des caractères communs : ce sont des impôts directs, assis par l'administration des contributions directes et perçus par voie de rôles nominatifs.

Toutefois, certaines différences les séparent, qu'il y a lieu de préciser :

1° *Taxe annuelle* : la taxe annuelle est un impôt per-

1. *J. off.* du 1^{er} septembre 1937, p. 10065 et suiv.

2. Voir *infra*, chapitre VI, II, p. 154.

3. *J. off.* du 1^{er} juin 1937, p. 5980 à 5983. Rectificatif *J. off.* du 6 juin 1937, p. 6300.

4. Cette circulaire a été reproduite en grande partie dans le *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz* (Notes fiscales), N°s 22 du 17 juin 1937, 23 du 24 juin 1937, 25 du 8 juillet 1937.

Elle a été publiée, en outre, en ce qui concerne la taxe annuelle, dans *La Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, numéro d'octobre 1937.

manent qui atteint, à partir de 1937, les bénéfices non distribués, c'est-à-dire les réserves en formation. Elle est perçue, d'après la loi, « en addition à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux » et vise toutes les sociétés par actions et à responsabilité limitée passibles de cet impôt.

En raison de son caractère d'impôt permanent, elle a été incorporée dans le Code général des impôts directs, sous l'article 26 *ter*, en vertu du décret du 9 mars 1937¹ (annexe III).

L'article 26 *ter* a été lui-même modifié par l'article 10, § 4, du décret-loi du 31 août 1937, portant réorganisation du régime des chemins de fer.

La taxe annuelle n'étant qu'un accessoire de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, le législateur a étendu à cette nouvelle imposition, et sous réserve de certaines modifications, les règles d'assiette et de procédure applicables en matière d'impôt cédulaire commercial.

2° *Prélèvement exceptionnel* : le prélèvement exceptionnel n'est pas un impôt permanent ; à la différence de la taxe annuelle, il n'a fait l'objet d'aucune codification. Il constitue une amputation, réalisée une fois pour toutes, — du moins faut-il l'espérer — sur les réserves existant à une date déterminée.

En réalité, le prélèvement a permis de donner effet rétroactif, sur une base forfaitaire, à la taxe annuelle.

Il ne s'applique pas à toutes les sociétés par actions ou à responsabilité limitée, mais seulement à celles de ces sociétés qui sont françaises.

Légalement enfin, il est indépendant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; en fait, cependant, la plupart des règles qui sont applicables à cet impôt ont été étendues comme pour la taxe annuelle, au prélèvement exceptionnel.

1. *J. off.* du 11 mars 1937. Décret pris en exécution de l'art. 12 de la loi du 10 février 1936.

De ce qui précède, il résulte qu'il y a une relation étroite entre la taxation des réserves et l'imposition des bénéfices industriels et commerciaux, telle qu'elle a été fixée par la loi et la jurisprudence, notamment en ce qui concerne la détermination des résultats d'ensemble des sociétés assujetties.

Nous aurons l'occasion de rappeler plus particulièrement certains des principes de base sur lesquels repose l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux : une étude générale de cet impôt sortirait néanmoins du cadre de notre travail. Aussi, renvoyons-nous, à ce sujet, aux nombreux ouvrages qui ont traité de la question¹.

Ainsi que nous l'avons dit, la loi du 31 décembre 1936 n'a, en réalité, que posé le principe de la taxation des réserves dont elle s'est bornée à donner un aperçu général.

C'est au règlement d'administration publique du 28 mai 1937 qu'il convient de se reporter en ce qui concerne les conditions d'application de la nouvelle imposition.

C'est pourquoi nous avons basé notre plan dans chacune des deux parties qui vont suivre, consacrées, l'une à la taxe annuelle, l'autre au prélèvement exceptionnel, sur celui adopté par le règlement dont nous avons examiné successivement les différents articles.

Pour plus de clarté, nous avons rappelé ou reproduit en tête ou au cours des différents chapitres les textes législatifs et réglementaires auxquels ils se réfèrent².

1. Voir notamment : E. Allix et M. Lecerclé, « L'impôt sur le revenu depuis 1926. Impôts cédulaires et impôt général », *Deuxième supplément au Traité théorique et pratique*, Paris 1930 ; P. Besnard, *Législation, doctrine et jurisprudence fiscales relatives aux réserves des sociétés industrielles et commerciales* ; L. Bocquet, *L'impôt sur le revenu cédulaire et général*, 4^e édit., t. II (1933) et suppléments 1936 et 1937 ; t. V (1933) et suppléments 1936 et 1937 ; Lucien Durand et Vincent Bourrel, *Impôts sur les revenus. Questions litigieuses*, Paris, 1934.

2. Nous tenons à signaler de nouveau l'intéressante étude de M. Lecerclé, *La taxe sur les réserves des sociétés par actions*, publiée par les soins de l'Association nationale des sociétés par actions (A.N.S.A.), au début de 1937, c'est-à-dire avant le règlement d'administration publique du 28 mai.

Deuxième Partie

De la taxe annuelle sur les bénéfices réservés

1) *Texte législatif* : articles 22-24 (commun à la taxe annuelle et au prélèvement exceptionnel), 25, 27, 28 (en partie) de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale (Annexe I).

2) *Codification* : article 26 *ter* du Code général des impôts directs complété par l'article 10, § 4 du décret du 31 août 1937 (Annexe II).

3) *Texte réglementaire* : articles 1 à 13 (titre I^{er}) du règlement d'administration publique du 28 mai 1937 (Annexe III).

CHAPITRE PREMIER

DES SOCIÉTÉS IMPOSABLES

C'est le premier alinéa de l'article 22 de la loi du 31 décembre 1936 qui pose le principe de l'imposition annuelle des bénéfices réservés :

Cet alinéa est ainsi libellé :

« A partir du 1^{er} janvier 1937, il sera perçu en addition à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, dû par les sociétés par actions et à responsabilité limitée, une taxe annuelle de 4 % sur les bénéfices non distribués ».

Par ailleurs, l'article 1 du règlement du 28 mai 1937 stipule que :

« La taxe annuelle sur les bénéfices non distribués établie à partir du 1^{er} janvier 1937 par l'article 22 de la loi du 31 décembre 1936 (art. 26 *ter* du Code général des impôts directs) est applicable aux sociétés par actions et aux sociétés à responsabilité limitée non exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux quelle que soit leur nationalité ».

Les textes qui précèdent appellent les observations suivantes :

I. Conditions nécessaires à l'imposition des sociétés

La taxe annuelle sur les bénéfices réservés est un impôt d'exception en ce sens qu'elle n'atteint pas toutes les

sociétés, mais celles-là seulement qui réunissent la double condition :

A) d'être des sociétés par actions ou à responsabilité limitée ;

B) d'être passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

A. Première condition nécessaire. — Les sociétés par actions sont celles définies aux titres I (sociétés en commandite par actions) et II (sociétés anonymes) de la loi du 24 juillet 1867, modifiée et complétée par les lois subséquentes.

Par sociétés par actions, il faut entendre également, d'après la jurisprudence administrative, en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de contribution des patentes, les collectivités qui, bien que leurs statuts ne se réfèrent pas aux dispositions de la loi de 1867, présentent les deux caractéristiques suivantes :

1) leur capital social est divisé en parts qui sont négociables suivant les modes commerciaux, c'est-à-dire par transfert, endossement ou tradition ; ceci exclut par conséquent les sociétés dont les statuts décident que le seul mode de cession autorisé pour les parts sociales est la cession-transfert de l'article 1690 du Code civil.

2) les associés ne sont tenus que jusqu'à concurrence du montant de leur mise et sans solidarité entre eux.

Les parts sociales qui répondent aux caractéristiques qui précèdent sont en fait de véritables actions ; il est donc logique d'assimiler les sociétés dont le capital est composé de telles parts à des sociétés par actions¹.

Cet élargissement de la notion des sociétés par actions est d'ailleurs rappelé dans la circulaire de la Direction générale des contributions directes du 5 juin 1937.

Les sociétés à responsabilité limitée sont définies par la loi du 7 mars 1925.

1. Cf. arrêts du Conseil d'Etat du 24 juillet 1925, du 24 janvier 1934. Voir L. Bocquet, *op. cit.*, t. II, supplément 1936, p. 211.

Echappent donc à la taxe annuelle, en raison de leur forme, les sociétés de personnes, c'est-à-dire les sociétés en nom collectif et en commandite simple, et les sociétés civiles par leur objet et dans leur forme.

B. Deuxième condition nécessaire. — Les sociétés par actions, et à responsabilité limitée définies comme ci-dessus ne sont soumises à la taxe annuelle qu'autant qu'elles sont passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, conséquence logique du caractère de la taxe qui n'est que l'accessoire de cet impôt.

Or, en principe, depuis le décret de codification des 20 juillet-27 décembre 1934, toutes les sociétés par actions (y compris les sociétés assimilées) et toutes les sociétés à responsabilité limitée sont, de par leur forme, passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, quel que soit leur objet, civil ou commercial.

C'est ce que précise le Code général des impôts directs dans son article 3, § 1.

Il s'ensuit que, pareillement, toutes les sociétés par actions et à responsabilité limitée sont, en principe, passibles de la taxe annuelle, quel que soit leur objet.

Cependant, par dérogation au droit commun, certaines collectivités, même constituées sous la forme de sociétés par actions ou à responsabilité limitée, sont formellement exemptées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

L'article 4 du Code général des impôts directs, modifié et complété par les décrets de codification des 17 octobre 1936 et 9 mars 1937 (et par le décret du 31 août 1937 relatif à la réorganisation des chemins de fer) en donne l'énumération.

C'est ainsi que, sous réserve qu'elles satisfassent à certaines conditions prévues par l'article 4 précité, les collectivités suivantes sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux :

— les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer, dans leurs magasins de dépôts, les denrées,

produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;

— les unions de coopératives d'artisans ayant pour but exclusif l'accomplissement d'opérations de crédit ;

— les banques coopératives des sociétés ouvrières de production ;

— les sociétés coopératives ouvrières de crédit ;

— les sociétés coopératives de crédit pour les industries d'art ;

— les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires ;

— les sociétés de crédit maritime mutuel ;

— les caisses de crédit agricole mutuel ;

— les coopératives agricoles d'approvisionnement et d'achat ;

— les sociétés d'habitations à bon marché ;

— les sociétés de bains-douches ;

— les sociétés de jardins ouvriers ;

— les sociétés de crédit immobilier ;

— les sociétés concessionnaires de mines de pétrole et de gaz combustibles pendant les dix années suivant celle de la concession et à condition que celle-ci ait été accordée avant le 1^{er} janvier 1935 ;

— les sociétés coopératives agricoles de production, transformation, conservation et vente, et leurs unions ;

— les unions mixtes de coopératives agricoles et de coopératives de consommation.

L'exemption d'impôt dont bénéficient ces collectivités ne leur est acquise qu'autant que leur constitution et leur fonctionnement sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires qui les régissent.

Conséquence directe de leur non-imposition à la cédule commerciale — et dans la mesure seulement de cette non-imposition — les sociétés par actions et à responsabilité limitée qui sont comprises parmi les collectivités visées à l'article 4 précité du Code général des impôts directs, sont exonérées de la taxe annuelle.

Cette exonération cesse, dès lors que ces sociétés deviennent soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels

et commerciaux, parce que leur fonctionnement, par exemple, ne répond plus aux conditions prévues par la loi ou les règlements en ce qui les concerne.

Les exonérations de la taxe annuelle résultant des dispositions de l'article 4 du Code général des impôts directs en matière d'impôt cédulaire commercial n'ont pas une portée pratique très importante ; on ne saurait les comparer à celles, beaucoup plus larges, admises aux Etats-Unis, lors de l'institution de l'« undistributed profits tax », et qui englobent notamment toutes les banques et toutes les compagnies d'assurances.

A côté de la non-imposition de droit à la taxe annuelle de certaines sociétés, telle que nous venons de l'exposer, il y a lieu de mentionner des exemptions de fait qui sont dues aux règles fixées par le règlement du 28 mai 1937 pour la détermination du bénéfice imposable (art. 3).

Ces règles ont, pour conséquence, d'affranchir de la taxe annuelle des sociétés passibles, en principe, de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais auxquelles des dispositions législatives ou réglementaires interdisent la distribution de leurs bénéfices.

Le règlement autorisant la déduction, du bénéfice net, de la totalité de ces bénéfices non distribuables, il s'ensuit que, pour les sociétés en question, la notion de bénéfice imposable à la taxe annuelle fait défaut.

Nous reviendrons au chapitre suivant sur cette exonération de fait.

II. Nationalité des sociétés

Il résulte des termes du règlement, comme aussi de la rédaction de l'article 22 de la loi du 31 décembre 1936, que la nationalité des sociétés est sans influence sur leur imposition : les sociétés étrangères sont donc susceptibles d'être atteintes par la taxe annuelle comme les sociétés françaises.

Ceci est conforme au principe d'après lequel la perception de la taxe est liée à celle de l'impôt sur les bénéfices

industriels et commerciaux. Or, cet impôt est exigible du seul fait de l'exploitation d'établissements sis en France, que cette exploitation soit assurée par une société française ou par une société étrangère¹.

Par contre, ainsi que nous le verrons ultérieurement, la taxe annuelle, comme l'impôt cédulaire, a un caractère territorial : elle n'atteint, en réalité, que la fraction non distribuée des bénéfices réalisés en France.

Rappelons que le système américain de taxation des bénéfices réservés exonère de la « new tax » les sociétés étrangères. Il paraît, en effet, assez abusif de la part d'un Etat, de s'immiscer dans la politique de distribution des sociétés étrangères ; en France, cependant, on a tenu à maintenir l'égalité existant déjà entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères du point de vue de l'imposition des bénéfices industriels et commerciaux.

III. Entrée en application de la taxe annuelle

D'après la loi et le règlement, l'entrée en vigueur de la taxe annuelle a été fixée au 1^{er} janvier 1937 ; elle est donc établie pour la première fois au titre de l'année 1937 sur les résultats des exercices clos en 1936 ; aucune exception n'a été prévue du fait de la date de constitution des sociétés imposables, contrairement au système adopté en matière de prélèvement exceptionnel.

1. Voir L. Bocquet, *op. cit.*, t. II, p. 139, note 1.

CHAPITRE II

DU BÉNÉFICE NON DISTRIBUÉ IMPOSABLE

- 1) *Texte législatif.* Article 22, 2^e et 3^e alinéas.
Article 24 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale.
- 2) *Codification.* — Article 26 *ter* du Code général des impôts directs.
§ 1, 2^e, 3^e alinéas.
§ 2.

La taxe annuelle est un impôt qui frappe les bénéfices non distribués, c'est-à-dire l'excédent des bénéfices réalisés, pendant un exercice déterminé, sur les sommes distribuées aux ayants droit.

Cette définition générale est précisée, comme suit, par l'article 2, § 1 du règlement du 28 mai 1937 :

Article 2, § 1. — « Le bénéfice non distribué d'après lequel la taxe est établie, au titre d'une année déterminée, est égal à la différence entre le bénéfice net ayant servi de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû au titre de la même année, corrigé ainsi qu'il est indiqué à l'article 3 ci-après, et le montant des sommes prélevées sur ce bénéfice et mises en distribution dans les conditions précisées à l'article 4 ci-après ».

Nous examinerons, au cours de ce chapitre, les trois questions suivantes :

- I. Quelle est la période imposable ?
- II. Comment est déterminé le bénéfice distribuable ?
- III. Comment est déterminé le bénéfice distribué ?

I. De la période imposable

A. Principe général

D'après l'article 6 du Code général des impôts directs, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est, en règle générale, établi chaque année sur les bénéfices obtenus pendant l'année précédente ou dans la période de douze mois dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan lorsque cette période ne coïncide pas avec l'année civile.

La taxe annuelle étant le complément de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et devant être établie à partir du bénéfice retenu pour la base de cet impôt, comme cela résulte des textes (art. 22, al. 2 de la loi du 31 déc. 1936, art. 2, § 1, précité du règlement) il s'ensuit que la période à envisager pour son établissement au titre d'une année quelconque est, en principe, la même que celle qui doit être prise en considération pour la détermination de l'impôt cédulaire commercial, et telle qu'elle est définie par l'article 6 du Code général des impôts directs.

En particulier, conformément au dernier alinéa dudit article 6, lorsque plusieurs bilans successifs auront été dressés au cours d'une même année, les résultats en seront totalisés pour l'assiette de la taxe due au titre de l'année suivante.

B. Absence de bilan

Le même article 6 du Code général des impôts directs prévoit également (al. 3) que « si aucun bilan n'est dressé au cours d'une année quelconque l'impôt dû au titre de l'année suivante est établi sur les bénéfices de la période écoulée depuis la fin de la dernière période imposée ou, dans le cas d'une entreprise nouvelle, depuis le commencement des opérations jusqu'au 31 décembre de l'année considérée. Ces mêmes bénéfices viennent ensuite en

déduction des résultats du bilan dans lequel ils sont compris ».

Prenons un exemple :

Soit une société dont l'exercice social coïncidait avec l'année civile. En septembre 1937, elle décide de clore désormais son bilan le 31 mai, au lieu du 31 décembre.

Le bénéfice réalisé pendant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1937 est provisoirement évalué d'après une déclaration de la société, à fr. : 150.000, montant sur lequel la société sera imposée au titre de l'année 1938, bien qu'aucun bilan n'ait été dressé pour cette période.

Le bilan arrêté au 31 mai 1938 et qui comprend les résultats de l'exercice de transition 1^{er} janvier 1937-31 mai 1938, fait ressortir un bénéfice total de fr. : 250.000.

C'est sur ce bénéfice diminué du bénéfice de l'année 1937 (soit fr. : 250.000 — fr. : 150.000 = fr. 100.000) que la société sera taxée à l'impôt cédulaire commercial au titre de l'année 1939.

Il n'était pas possible d'adopter les mêmes règles en matière de taxe annuelle ; celle-ci, en effet, ne doit atteindre que les bénéfices susceptibles d'être distribués et qui ne l'ont pas été.

Or, tant que le bilan n'a pas été établi, l'exercice est en cours, les résultats définitifs n'en sont pas encore connus et les bénéfices qui en dépendent ne peuvent être normalement considérés comme distribuables.

C'est pourquoi l'article 2 du règlement a décidé que : « dans le cas où, aucun bilan n'ayant été dressé au cours de l'année précédente, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux a été établi dans les conditions fixées par l'alinéa 3 de l'article 6 du Code général des impôts directs, le bénéfice retenu pour le calcul de cette imposition n'est pas soumis à la taxe sur les bénéfices non distribués, mais, pour le calcul de la taxe due au titre de l'année suivant celle de la clôture de l'exercice, il est fait état des résultats du bilan afférent à cet exercice, y compris la fraction des bénéfices dudit exercice antérieurement taxés à l'impôt cédulaire ».

Ainsi, la base de la taxe annuelle ne pourra être déter-

minée qu'après l'établissement du bilan de clôture de l'exercice, et c'est le bénéfice total que ce bilan fera apparaître qui devra être pris en considération pour l'assiette de la taxe.

Reprenons l'exemple précédent :

Au titre de l'année 1938, la société envisagée, avon-nous dit, sera imposée à l'impôt cédulaire sur le bénéfice de fr. 150.000, présumé réalisé par elle pendant la période 1^{er} janvier-31 décembre 1937, date à laquelle l'exercice est encore en cours.

Mais la société ne sera pas soumise au titre de la même année à la taxe annuelle.

L'exercice étant clos le 31 mai 1938, nous avons supposé que le bilan arrêté à cette date faisait ressortir un bénéfice total et définitif pour la période 1^{er} janvier 1937-31 mai 1938 de fr. : 250.000.

C'est ce montant de fr. : 250.000, qui devra être retenu pour déterminer la base de la taxe annuelle au titre de l'année 1939, alors que pour la même année, la société ne paiera l'impôt cédulaire commercial que sur :

fr. : 100.000, c'est-à-dire la différence entre :

fr. : 250.000, bénéfice total de l'exercice, et

fr. : 150.000, bénéfice au 31 décembre 1937 déjà imposé en 1938.

C. Cessation d'entreprise

Des règles particulières ont été prévues à ce sujet par l'article 12 du règlement. Nous les étudierons dans un chapitre spécial ¹.

II. Détermination du bénéfice distribuable

Le bénéfice distribuable, c'est-à-dire celui dont on doit retrancher les sommes distribuées aux ayants droit, pour asseoir la taxe, s'obtient en faisant subir au bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, certaines modifications indiquées dans

1. Voir *infra*, chapitre VI.

leur ensemble par les articles 22 (al. 2) et 24 de la loi du 31 décembre 1936 (art. 26 *ter* du Code général des impôts directs, § 1, al. 2, et § 2), et plus en détail par l'article 3 du règlement. Ces modifications comprennent des sommes à ajouter et des sommes à retrancher.

A, Du bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

La détermination du bénéfice net annuel d'une entreprise retenu pour l'assiette de l'impôt cédulaire commercial soulève certains problèmes (évaluation de divers éléments d'actif tels que : stock de marchandises, portefeuille-titres, déduction des charges de l'exercice, etc.) pour lesquels nous renvoyons aux ouvrages que nous avons indiqués¹.

Les règles générales à appliquer en cette matière sont exposées dans les articles 7 à 12 du Code général des impôts directs.

Mentionnons cependant que l'article 3 du règlement précise que le bénéfice net est « déterminé sous déduction des amortissements ainsi que des provisions justifiées, conformément à l'article 7, § 2^o et 5^o du Code général des impôts directs », c'est-à-dire :

§ 2^o « Des amortissements réellement effectués par l'entreprise dans la limite de ceux qui sont généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation »³.

1. E. Allix et M. Lecerclé, *op. cit.*, p. 93-137, 267-277 ; L. Durand et V. Bourrel, *op. cit.*, chapitre IV, chapitre V, p. 136-241 ; L. Bocquet, *op. cit.*, t. II, p. 214-236, Supplément 1936, p. 70 et suiv.

Rappelons toutefois qu'en ce qui concerne les stocks et le portefeuille-titres, les règles d'évaluation sont fixées comme suit :

Stocks : application des prix de revient ou, en cas de baisse des cours au-dessous des prix de revient, application des cours au jour de l'inventaire (Instruction générale des impôts directs du 31 janvier 1928, art. 17).

Portefeuille-titres : application du prix d'achat ou du cours du jour à toutes les valeurs, ou application du prix d'achat aux valeurs en hausse par rapport à ce cours et du cours du jour ou d'un cours intermédiaire aux valeurs en baisse (Décision ministérielle du 29 janvier 1932 confirmée par un arrêt du Conseil d'Etat du 19 juin 1934).

3. Les taux d'amortissement généralement admis sont : en matière d'immeuble 5 % l'an ; en matière de matériel fixe 10 % l'an ; en matière de matériel roulant 20 % l'an.

§ 5° « Des provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables. Celles qui, en tout ou en partie, reçoivent un emploi non conforme à leur destination ou deviennent sans objet au cours d'un exercice ultérieur sont rapportées aux recettes dudit exercice ».

La précision apportée par le règlement paraît, *a priori*, superflue. Elle s'explique toutefois par la raison suivante : l'article 26 *ter* du Code général des impôts directs prévoit au § 2, lequel reproduit les termes de l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936, que sont exonérés de la taxe :

« a)

b) les amortissements dans la mesure où ils ont été effectués d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

c) les provisions justifiées ».

Aucune référence n'étant faite dans ce paragraphe 2 de l'art. 26 *ter* du Code général des impôts directs, aux § 2° et 5° de l'article 7 du même Code, il a paru bon de spécifier dans le texte réglementaire quels étaient les amortissements et provisions qui devaient être considérées comme déductibles, pour l'établissement de la taxe.

Nous ajouterons quelques observations à ce qui précède au sujet des amortissements et des provisions, tirées des déclarations faites à la Chambre et au Sénat par le Ministre des Finances, lors des débats sur la taxe.

En ce qui concerne les amortissements, le Ministre, en réponse à une intervention d'un député, a eu l'occasion de rappeler¹ que les sociétés qui n'ont pu effectuer des amortissements normaux en raison des résultats défavorables de certains exercices, sont autorisées à compenser ces insuffisances d'amortissement par des amortissements complémentaires prélevés sur les bénéfices des exercices ultérieurs : les bases de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû au titre de ces exercices

1. Chambre des députés, Séance du 27 novembre 1936, *J. off.* du 28 novembre 1936, *Débats*, p. 3123.

ultérieurs, se trouveront donc affectées par ces amortissements complémentaires ; par voie de conséquence, celles de la taxe annuelle se trouveront affectées dans les mêmes proportions.

En matière de provisions, le Ministre a été amené également à rappeler qu'il y avait lieu de considérer comme « provisions justifiées » donc déductibles¹ :

- les provisions pour créances douteuses ;
- les provisions pour grosses réparations à effectuer périodiquement et qui constitueraient une charge trop lourde pour un seul exercice ;
- les provisions pour fluctuations de change (notons à ce sujet que par un arrêt antérieur, du reste, au décret de codification de 1934, le Conseil d'Etat s'est refusé à admettre en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, la déduction d'une provision pour perte au change, alors que précédemment pareille déduction avait été reconnue justifiée en matière de contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre).

Réserve faite peut-être de la provision pour fluctuations de change, la déduction des provisions que nous venons d'examiner, est déjà couramment admise par l'Administration. Il n'y a donc pas innovation sur ce point.

Enfin, rappelons qu'aux termes du § 4 de l'article 7 du Code général des impôts directs, sont déductibles du bénéfice imposable à la cédule commerciale, les impôts à la charge de l'entreprise, mis en recouvrement au cours de l'exercice.

En conséquence, la taxe annuelle pourra, comme l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux lui-même, être admise en déduction du bénéfice imposable à l'impôt cédulaire.

De même, une circulaire administrative du 28 décembre 1934 autorisant les contribuables à prélever sur les bénéfices d'un exercice une provision destinée à faire face

1. Séance du Sénat du 24 décembre 1936, *J. off.* du 25 décembre 1936, *Débats*, p. 1719.

au paiement de l'impôt dû au titre de l'année suivante à raison de ces bénéfices, il faut admettre que, pareillement, la taxe annuelle pourra faire l'objet d'une provision déductible dans les mêmes conditions.

En effet, la solution adoptée par l'Administration en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux repose sur le caractère permanent de cet impôt : or, la taxe annuelle, complément de l'impôt cédulaire est, comme ce dernier, un impôt permanent.

B. Des sommes à ajouter au bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

Ces sommes sont : *a)* les revenus fonciers et mobiliers perçus au cours de l'exercice considéré, et, *b)* les pertes susceptibles de report, figurant au bilan pris pour base de la liquidation du prélèvement exceptionnel, et admises en déduction des réserves pour l'assiette de ce prélèvement.

a. Revenus fonciers et mobiliers. — Conformément au principe d'après lequel, en droit fiscal français, un même revenu ne peut être taxé deux fois entre les mêmes mains, les contribuables, sont, en matière d'impôt cédulaire commercial, expressément autorisés par la loi à déduire du bénéfice imposable servant de base à cet impôt, les revenus nets des immeubles et des valeurs mobilières figurant à leur actif, dans des conditions précisées au § 1^o de l'article 7 et à l'article 8 du Code général des impôts directs.

Article 7. — « Il (le bénéfice imposable) est établi sous déduction de toutes charges, notamment :

« 1^o du loyer des immeubles dont l'entreprise est locataire et du revenu net d'après lequel ceux dont elle est propriétaire et qui font partie de son actif sont soumis à l'impôt foncier ... ».

Article 8. — « Les revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise et atteints par l'impôt visé au Titre III du Code fiscal des valeurs mobi-

lières ou exonérés de ce dernier impôt par la législation en vigueur sont déduits du bénéfice net total à concurrence de leur montant net après imputation à ce montant de la quote-part des frais et charges y afférente ».

Depuis le décret-loi du 31 août 1937 (*J. off.* du 1^{er} septembre 1937) cette quote-part est fixée forfaitairement à 60 % du montant des revenus mobiliers en ce qui concerne les établissements de banque et de crédit, ainsi que les entreprises de placement ou de gestion de valeurs mobilières, et à 10 % en ce qui concerne les autres entreprises (antérieurement au décret ci-dessus, les pourcentages étaient respectivement : 30 % et 5 %).

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux entreprises d'assurance ou de réassurance, de capitalisation ou d'épargne pour lesquelles l'impôt cédulaire est établi « sur le montant du revenu net global constitué par la somme du bénéfice net industriel et des produits nets mobiliers et immobiliers de toute nature » (art. 9 du Code général des impôts directs).

En résumé, exception faite de ces dernières entreprises, l'impôt cédulaire commercial ne frappe le bénéfice net qu'après déduction, dans certaines conditions, des revenus fonciers et mobiliers.

Il s'ensuit qu'une société peut fort bien être en déficit du point de vue fiscal, et par suite n'être pas soumise à l'impôt cédulaire au titre d'une année quelconque, alors même que l'exercice de l'année précédente se sera soldé par un bénéfice. Tel sera le cas lorsque le montant de ce bénéfice, y compris l'ensemble des revenus fonciers et mobiliers, sera inférieur au total des revenus déductibles.

Soit, par exemple, une société dont le compte profits et pertes fait apparaître en fin d'exercice un solde créditeur de fr. : 250.000. Parmi les recettes portées au crédit de ce compte figurent des revenus fonciers et mobiliers déductibles à concurrence de fr. : 300.000.

En fait, la société aura réalisé un bénéfice de fr. : 250 mille ; il n'en appert pas moins qu'au regard de l'impôt cédulaire, elle sera en déficit à concurrence de fr. : 50.000.

En matière de taxe annuelle, il n'en est plus de même.

Le projet de loi prévoyait en effet (art. 19) que la taxe devait être établie à partir du bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, augmenté des revenus fonciers et mobiliers, ce qui fut adopté par la Chambre.

Au Sénat, M. Dormann présenta contre le texte du Gouvernement un amendement tendant à autoriser la déduction des revenus fonciers et mobiliers¹ : procéder autrement, dit-il en substance, et non sans raison, aboutirait à une double taxation de ces revenus déjà atteints respectivement par l'impôt foncier et l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Le ministre des Finances combattit vivement cet amendement : selon lui, les réserves émanant de l'ensemble des revenus de l'entreprise sans distinction entre les profits purement industriels et ceux provenant des revenus fonciers et mobiliers, il n'y avait pas lieu de soustraire ces derniers à la taxe ; au surplus, l'amendement de M. Dormann favoriserait les sociétés holdings qui seraient presque entièrement exonérées alors que les autres sociétés seraient frappées.

Le Sénat ne se laissa pas convaincre par les arguments du Ministre, et vota l'amendement proposé.

Cependant, la Chambre s'étant opposée à la rédaction du Sénat, celui-ci dut finalement s'incliner et le texte primitif du projet fut adopté.

C'est ainsi que l'article 22, alinéa 2 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale (art. 26 *ter*, § 2, du Code général des impôts directs) décide que, pour l'établissement de la taxe, il y a lieu de réintégrer les revenus fonciers et mobiliers dans le bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Bien entendu, ceci ne concerne pas les entreprises d'assurance, de réassurance, de capitalisation ou d'épargne, lesquelles sont taxées à la cédule commerciale, ainsi que nous venons de le voir, sur l'ensemble de leurs revenus, y compris les revenus fonciers et mobiliers.

1. Sénat, Séance du 24 décembre 1936, *J. off.* du 25 décembre 1936, *Débats*, p. 1720.

Rappelons à ce sujet, qu'aux Etats-Unis, en matière de revenus mobiliers, sont déductibles du bénéfice imposable à la « normal tax » : les intérêts des obligations fédérales et, à concurrence de 85 %, les dividendes reçus d'une société soumise elle-même à l'« income tax ».

Par contre, la déduction des dividendes reçus n'est pas admise pour la détermination de l'« adjusted net income » servant de base à l'« undistributed profits tax ».

L'article 22, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1936 est développé comme suit par l'article 3 du règlement du 28 mai 1937 (al. 1) :

Article 3. — « Pour le calcul du bénéfice non distribué, le bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, déterminé sous déduction des amortissements ainsi que des provisions justifiées conformément à l'article 7 (§ 2^o et 5^o) du Code général des impôts directs, est augmenté du montant des revenus fonciers et des revenus mobiliers qui ont été admis en déduction pour l'établissement de l'impôt cédulaire en vertu des articles 7 (§ 1^o) et 8 du même Code, notamment pour la détermination des déficits reportés sur le bénéfice net en conformité de l'article 12 de ce Code. ».

Le principe de la non déduction, en matière de taxe annuelle des revenus mobiliers et immobiliers, conduit aux remarques suivantes :

Déficit fiscal et exigibilité de la taxe annuelle. — Nous avons vu qu'une société peut être en bénéfice du point de vue « financier » et en même temps en déficit du point de vue « fiscal », ce qui se produit notamment lorsque son bénéfice est inférieur au montant de ses revenus fonciers et mobiliers déductibles pour le calcul de l'impôt cédulaire commercial. La déduction de ces revenus dudit bénéfice n'étant pas admise en ce qui concerne la taxe annuelle, il s'ensuit que la dite taxe sera exigible, alors même que l'impôt cédulaire ne sera pas dû, toutes les fois que le montant des sommes distribuées sera inférieur au montant de ce bénéfice.

Rappelons l'exemple précédent :

Solde créditeur du compte « Profits et Pertes » (Bénéfice net)	fr. 250.000
A déduire : Revenus fonciers et mobiliers de l'exercice	— 300.000
Déficit fiscal :	fr. 50.000

L'impôt cédulaire commercial n'est pas dû.

D'autre part, le bénéfice devant servir de base à l'établissement de la taxe annuelle sera ainsi déterminé :
— fr. 50.000 (déficit fiscal) + fr. 300.000 (revenus fonciers et mobiliers à réincorporer) = fr. 250.000.

Si la société considérée ne distribue pas intégralement ces 250.000 fr., elle deviendra passible de la taxe, bien que n'ayant pas acquitté, pour le même exercice, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Par contre, il est évident que la taxe ne serait pas due si le déficit fiscal se révélait supérieur ou égal au montant des revenus fonciers et mobiliers (compte de profits et pertes faisant apparaître une perte, ou se balançant).

Réintégration des revenus fonciers et mobiliers compris dans les déficits reportés, en vertu de l'art. 12 du Code général des impôts directs. — L'article 12 (décret-loi, 30 oct. 1935) du Code général des impôts directs stipule :

« En cas de déficit subi pendant un exercice, ce déficit est considéré comme une charge de l'exercice suivant et déduit du bénéfice réalisé pendant ledit exercice. Si ce bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est reporté successivement sur les bénéfices suivants jusqu'au cinquième exercice qui suit l'exercice déficitaire ».

Soit une société ayant réalisé, pour l'exercice 1937, un bénéfice net de fr. : 500.000 comprenant fr. : 100.000 de revenus fonciers et mobiliers déductibles.

L'exercice 1936 s'était soldé par une perte fiscale de fr. 200.000. Conformément aux articles 7, § 1^{er}, et 8 du Code général des impôts directs, et à l'article 12 précité du même code, le bénéfice imposable à l'impôt cédulaire commercial au titre de 1938 sera déterminé comme suit :

	Bénéfice net 1937	fr.	500.000
A déduire 1°	Revenus fonciers et mobiliers	fr.	100.000
2°	Déficit fiscal 1936 reporté	200.000	300.000
Base de l'impôt cédulaire au titre de 1938		fr.	200.000

Etablissons maintenant la base de la taxe annuelle.

Il convient, tout d'abord, d'augmenter le bénéfice net retenu pour la perception de l'impôt cédulaire au titre de 1938 (fr. 200.000) du montant net des revenus fonciers et mobiliers perçus en 1937 (fr. 100.000).

Supposons, d'autre part, que le déficit reporté de l'exercice 1936 ait été déterminé en faisant état d'un total de revenus fonciers et mobiliers, s'élevant à fr. 50.000.

Il s'ensuit que, logiquement, ces revenus doivent être ajoutés au bénéfice net servant de base à la cédule commerciale, comme l'ont été ceux de l'exercice 1937 considéré.

C'est d'ailleurs ce qui ressort de la première phase de l'article 3 que nous avons reproduite¹.

Dans l'exemple choisi, la base de la taxe annuelle due au titre de 1938 sera la suivante :

	Bénéfice net retenu pour l'impôt sur les B.I.C. au titre de 1938	fr.	200.000
A ajouter :	Revenus fonciers et mobiliers nets de 1937	fr.	100.000
	Revenus fonciers et mobiliers compris dans le déficit reporté de l'exercice 1936 ..	fr.	50.000
		fr.	150.000
Base de la taxe annuelle			350.000

Bien entendu, si une fraction seulement du déficit de l'exercice 1936, les 3/5 par exemple, était reportée sur les résultats bénéficiaires de l'exercice 1937, il n'y aurait lieu, parallèlement, de retenir pour l'établissement de la taxe due quant à cet exercice, que la même

1. Voir à ce sujet la réponse du ministre des Finances (*J. off.* du 28 mai 1937) à une question écrite du 6 avril 1937 (4.259) de M. Viellard, sénateur.

fraction, soit les $\frac{3}{5}$, des revenus fonciers et mobiliers compris dans le déficit ainsi reporté.

b. Pertes susceptibles de report admise en déduction des réserves pour l'assiette du prélèvement exceptionnel.

— L'alinéa 1 de l'article 3 du règlement du 28 mai 1937 se termine ainsi :

« Il (c'est-à-dire le bénéfice net servant de base à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, augmenté des revenus fonciers et mobiliers) est en outre augmenté, le cas échéant, du montant des pertes susceptibles de report qui auraient été admises en déduction pour le prélèvement exceptionnel sur les réserves, par application de l'alinéa 2 de l'article 18 ci-après » :

Cette disposition est, en fait, le corollaire de l'article 18 du règlement.

L'alinéa 1 de cet article dispose en effet que les pertes subies au cours d'exercices antérieurs et figurant au bilan pris pour base de la liquidation du prélèvement exceptionnel sont déductibles des réserves pour l'établissement de ce prélèvement dans la mesure où elles ne peuvent plus être reportées sur les bénéfices des exercices suivants en vertu de l'article 12 du Code général des impôts directs.

« Quand aux pertes qui sont susceptibles d'être reportées » précise l'alinéa 2, « elles ne sont déductibles des réserves qu'à la condition que la société renonce expressément à les reporter pour l'application de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués afférents aux exercices sur lesquels le report aurait pu être opéré ».

En résumé, les sociétés ont un droit d'option ; elles peuvent : soit acquitter le prélèvement exceptionnel sur le montant de leurs réserves, diminué des pertes susceptibles d'être reportées sur les exercices postérieurs, à condition de renoncer, pour l'établissement de la taxe annuelle, au report de ces mêmes pertes qui doivent venir en augmentation du bénéfice retenu pour l'assiette de la taxe, — soit acquitter le prélèvement sur le montant de leurs réserves, sans correction, auquel cas, elles

pourront faire état pour la détermination de la base de la taxe annuelle, des pertes figurant à leur bilan, et susceptibles de report.

Le bilan pris pour base de la liquidation du prélèvement exceptionnel étant celui afférent à l'exercice clos en 1935, les pertes comprises dans ce bilan pour lesquelles les sociétés ont un droit d'option comme il est dit ci-dessus, sont les suivantes :

Pertes de l'exercice	reportables jusque sur les bénéfices de l'exercice	imposé à la cédule commerciale au titre de l'année
1931	1936 inclus	1937
1932	1937 —	1938
1933	1938 —	1939
1934	1939 —	1940
1935	1940 —	1941

Ainsi que le fait remarquer la circulaire administrative du 5 juin 1937¹, les pertes visées à l'article 18 du règlement sont celles qui figurent au bilan, ce sont les pertes comptables.

En général, ces pertes sont inférieures aux déficits fiscaux correspondants.

La différence provient notamment du fait que ces pertes sont, pour la détermination du déficit fiscal, augmentées des revenus fonciers et mobiliers déductibles du bénéfice imposable à l'impôt cédulaire commercial, en vertu de l'article 12 du Code général des impôts directs.

Il se peut aussi, par exemple, qu'une société ait compensé une partie du déficit subi par elle au cours d'un exercice par imputation sur une réserve constituée, à cet effet, par des prélèvements sur les bénéfices des exercices antérieurs ayant supporté l'impôt cédulaire; malgré quoi il est admis par l'administration que l'intégralité du déficit pourra être reportée sur les résultat-

1. Cf. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 17 juin 1937, Notes fiscales, p. 39; *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 647 (N° 12 bis de la circulaire administrative du 5 juin 1937).

des exercices suivants, dans les termes du susdit article 12¹.

Quoiqu'il en soit, il résulte de la rédaction de l'article 18 du règlement que même si une société a déduit de ses réserves pour l'établissement du prélèvement exceptionnel dû par elle, la totalité des pertes susceptibles de report figurant à son bilan, elle pourra néanmoins déduire, pour l'assiette de la taxe annuelle, l'excédent des déficits fiscaux correspondant aux dites pertes.

Dans ce cas, bien entendu, il y aura lieu de tenir compte des revenus fonciers et mobiliers dont il aura été fait état pour la détermination de ces déficits fiscaux, dans les conditions que nous avons exposées sous le paragraphe « Réintégration des revenus fonciers et mobiliers compris dans les déficits reportés ».

*C. Des sommes à retrancher du bénéfice net
servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels
et commerciaux*

Le bénéfice net servant de base à l'impôt cédulaire commercial ayant été augmenté, conformément à ce qui précède, des revenus fonciers et mobiliers de l'exercice considéré, il y a lieu de retrancher du total ainsi obtenu, en vue de l'établissement de la taxe annuelle, certaines sommes.

Ces sommes sont, conformément à l'article 3 (al. 2) du règlement du 28 mai 1937 :

- a) les réserves obligatoires ;
- b) les bénéfices dont la distribution est interdite ;
- c) les bénéfices affectés à l'amortissement de pertes non reportables.

Ce sont ces trois catégories de déductions qui vont faire l'objet des développements ci-dessous.

a. Déduction des réserves obligatoires :

D'après l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936

1. Cf. L. Bocquet, t. II, Supplément 1936, p. 80.

(art. 26 *ter*, § 2 du Code général des impôts directs) sont exemptées de la taxe annuelle « les réserves obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ».

Pour l'application de cet article, le règlement du 28 mai 1937 donne, sous l'article 3, alinéa 2, § 1, les précisions suivantes :

« Du chiffre ainsi obtenu (c'est-à-dire du bénéfice net servant de base à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, augmenté, comme il a été dit ci-dessus, des revenus fonciers et mobiliers) sont déduit(e)s :

1^o Dans la mesure des dotations annuelles obligatoires, les sommes prélevées sur les bénéfices et revenus visés ci-dessus et affectées à des réserves en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ou de conventions conclues avec une autorité publique et régulièrement approuvées, lorsque ces sommes n'ont pas été déjà retranchées pour l'assiette de l'impôt cédulaire ».

Avant d'examiner plus en détail les réserves qui, d'après le texte qui précède, sont exemptées de la taxe annuelle, nous rappellerons en quelques mots la situation au regard de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, des réserves constituées par prélèvement sur les bénéfices¹.

Le principe est le suivant : toutes les réserves, provenant de la non-distribution totale ou partielle des bénéfices nets d'une entreprise sont soumises à l'impôt cédulaire commercial, et ce, qu'elles aient reçu ou non une affectation spéciale, qu'elles aient un caractère obligatoire vis-à-vis des dirigeants et des associés résultant d'une clause des statuts, ou simplement un caractère facultatif, comme celles dont la formation a été décidée par une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

La réserve légale elle-même, qu'en vertu de la loi certaines sociétés sont, à raison de leur forme, obligées

1. Cf. à ce sujet, Paul Besnard, *Législation, doctrine et jurisprudence fiscales relatives aux réserves des sociétés industrielles et commerciales*, titre I, p. 27 à 33.

de constituer, n'échappe pas à la règle générale : les sommes qui lui sont affectées chaque année doivent être comprises dans le bénéfice taxable à l'impôt cédulaire.

En créant cet impôt le législateur a voulu, en effet, frapper l'intégralité des profits réalisés au cours d'un exercice : les réserves constituées par prélèvements sur les bénéfices, n'étant, ainsi que nous l'avons exposé dans la première partie de ce travail, qu'un emploi et non une charge de ces bénéfices, il est logique qu'elles soient atteintes par l'impôt cédulaire commercial sans qu'il y ait lieu de faire à ce sujet une discrimination entre les bénéfices distribués et les bénéfices non distribués¹.

Ainsi, toutes les sommes prélevées sur les bénéfices d'un exercice et affectées à des réserves constituées soit dans un but de prévoyance, soit en vue d'être distribuées ultérieurement aux actionnaires, soit pour développer les moyens d'action de l'entreprise, doivent supporter, bien que représentant des bénéfices provisoirement indisponibles, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux au même titre que les bénéfices faisant l'objet d'une répartition entre les ayants droit.

Tel est le cas, par exemple, des sommes affectées aux réserves suivantes (statutaires ou facultatives) :

- Réserves de prévoyance (y compris la réserve légale) ;
- Réserves pour insuffisance de disponibilités ;
- Réserves pour régularisation de dividendes ;
- Réserves pour parer à la fluctuation du cours des marchandises (à moins qu'elles ne soient en réalité des comptes d'ordre destinés à corriger une évaluation exagérée des stocks).
- Réserves pour reconstituer les stocks ;
- Réserves pour extension de l'entreprise ;
- Réserves pour le rachat des parts de fondateur ;
- Réserves représentées par les reports de bénéfices ;

1. Rappelons qu'aux Etats-Unis et en Angleterre « l'income tax » atteint l'ensemble des bénéfices des sociétés, distribués ou non.

— Réserves correspondant à des obligations remboursées par prélèvement sur les bénéfices (sauf dans le cas particulier des sociétés concessionnaires pour lesquelles des règles spéciales sont prévues), etc.

Bien entendu, les sommes ainsi prélevées sur les bénéfices sont passibles de l'impôt cédulaire quelle que soit la dénomination donnée aux réserves qu'elles servent à former : une provision non justifiée, un amortissement exagéré sont considérés comme des réserves.

Contrairement à la règle générale, il existe certaines réserves qui, étant donné leur caractère particulier, sont exonérées de l'impôt cédulaire commercial. Ces réserves, en effet, sont, en réalité, des provisions justifiées : elles correspondent à des charges précises de l'entreprise ; elles sont constituées à titre de garantie pour les tiers et rendues obligatoires par des mesures législatives ou réglementaires, visant certaines sociétés, en raison de leur objet et de la nature de leurs opérations.

Telles sont notamment les réserves spéciales imposées aux entreprises d'assurances et de réassurances et de capitalisation (réserves mathématiques, réserves de garantie, etc.).

Il s'ensuit que la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués étant établie à partir du bénéfice servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les réserves obligatoires dont la déduction est admise en vertu de dispositions spéciales, en matière d'impôt cédulaire, se trouvent, de ce fait, automatiquement exonérées de ladite taxe.

Et c'est pourquoi le règlement du 28 mai 1937 précise que la déduction de ces réserves n'est possible en vue de l'établissement de la taxe qu'autant qu'elle n'a pas déjà été faite pour l'assiette de l'impôt cédulaire. Il est évident, en effet, que la solution contraire aboutirait à retrancher deux fois la même somme du bénéfice retenu pour base de la taxe.

Nous allons énumérer maintenant quelques unes des

réserves exemptées, tant en vertu de la loi que du règlement, de la taxe annuelle. Pour les unes, et ainsi que nous venons de le voir, cette exemption est la conséquence logique de leur non-imposition à la cédula commerciale ; pour les autres, au contraire, l'exonération dont elles bénéficient en matière de taxe, est indépendante de leur statut fiscal au regard de l'impôt cédulaire.

Conformément aux termes mêmes du règlement, deux catégories de réserves obligatoires sont exemptées :

1^o Les réserves obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, les seules visées par l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936.

2^o Celles dont la constitution est obligatoire en vertu de conventions conclues avec une autorité publique et régulièrement approuvées, assimilées aux précédentes par le règlement.

Nous examinerons successivement ces deux catégories :

1^o *Des réserves dont la constitution est obligatoire en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.* — Doivent être comprises sous cette dénomination, toutes les réserves que certaines sociétés sont tenues de former en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté ou d'une décision d'un ministre ou d'un fonctionnaire agissant par délégation d'un ministre¹.

Par contre, ne doivent pas être considérées comme obligatoires au sens que nous venons de définir, les réserves constituées en vertu d'une simple clause des statuts.

Les réserves que l'on peut ranger dans cette première catégorie sont notamment, les réserves légales et les réserves spéciales des entreprises d'assurances et de capitalisation ou d'épargne.

*Réserves légales*². — Nous avons étudié, dans notre pre-

1. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 17 juin 1937, Notes fiscales, p. 40 ; *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 650 (N° 15 de la circulaire administrative du 5 juin 1937).

2. *Suprà*, p. 16 à 18.

mière partie, le caractère de ces réserves. Le législateur a imposé à certaines sociétés, à raison de leur forme, l'obligation de constituer par prélèvements sur leurs bénéfices annuels, un fonds de réserve dit « réserve légale », destiné à remplacer le gage des créanciers.

Sont astreintes à la réserve légale les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée.

Pour les premières, l'article 36 de la loi du 24 juillet 1867 dispose : « qu'il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le 1/10 du capital social ».

L'article 33 de la loi du 7 mars 1925 reproduit, en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, les mêmes prescriptions.

Aucune obligation analogue n'est prévue pour les sociétés en commandite par actions, sauf dans le cas où elles ont pour objet des opérations d'assurances.

Pour les entreprises d'assurances, lorsqu'elles sont constituées par actions, le prélèvement annuel, pour la réserve légale, est d'au moins 20 % des bénéfices ; il cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le cinquième du capital social (décret du 8 mars 1922, art. 51). Ceci ne s'applique pas aux entreprises d'assurances sur la vie et de capitalisation pour lesquelles la réserve légale est remplacée par la réserve de garantie.

Pour les sociétés d'épargne, il n'y a pas de règle spéciale en matière de réserve légale.

Ces sommes prélevées sur les bénéfices et affectées aux réserves légales (y compris celles de la généralité des entreprises d'assurances) restent comprises, nous l'avons vu, dans le bénéfice imposable à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, parce qu'elles ne sont pas considérées comme des charges sociales, mais comme un emploi du bénéfice déterminé par la loi qui en prohibe la distribution.

Or, si la taxe annuelle a pour but, en frappant les bénéfices non distribués, de forcer les sociétés à pratiquer des

distributions plus larges, elle ne saurait, par contre, atteindre les bénéfices que la loi interdit de répartir, tels ceux qui contribuent à la formation de la réserve légale. Et c'est pourquoi les sommes affectées à cette réserve doivent être retranchées du bénéfice retenu pour l'établissement de la taxe annuelle, bien qu'elles soient maintenues dans les bases de l'impôt cédulaire.

Notons à ce sujet qu'une société en commandite par actions n'étant pas tenue de constituer de réserve légale, à moins qu'elle n'ait pour objet des opérations d'assurances, ne saurait, en bonne logique fiscale, bénéficier des dispositions qui précèdent.

Réserves spéciales des entreprises d'assurances et de capitalisation. — Ces réserves qui correspondent à des dettes des entreprises considérées, et dont la formation est rendue obligatoire pour ces entreprises par diverses mesures législatives et réglementaires, sont notamment :

- les réserves mathématiques ;
- les réserves de garantie ;
- les réserves pour risques en cours ;
- les réserves pour sinistres ou échéances à régler.

Nous dirons quelques mots de chacune de ces réserves.

Réserves mathématiques. — Y sont astreintes :

les entreprises d'assurances sur la vie, en vertu de la loi du 17 mars 1905, article 6 ;

les entreprises d'assurances contre les accidents du travail, en vertu de la loi du 9 avril 1898, article 27, et du décret du 28 février 1899, article 7 ;

les entreprises d'assurance automobile en vertu du décret du 3 juin 1936, article 4 ;

les entreprises de capitalisation en vertu de la loi du 19 décembre 1907, article 6.

Les sommes que ces sociétés doivent affecter à leurs réserves mathématiques sont déterminées comme suit par les lois qui les régissent :

Pour les entreprises d'assurances sur la vie, les réserves mathématiques sont égales à la différence entre les valeurs des engagements respectivement pris par l'entreprise et les assurés.

Pour les entreprises d'assurances contre les accidents du travail, les réserves mathématiques, dont le montant est arrêté annuellement par le ministre du Travail, sont égales au montant des capitaux représentatifs des rentes et indemnités à servir à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

Il en est de même pour les entreprises d'assurance automobile.

Enfin, les réserves mathématiques des entreprises de capitalisation sont déterminées suivant des principes analogues à ceux qui régissent les entreprises d'assurances sur la vie : leur quotité est fixée par le décret du 1^{er} avril 1908, modifié par le décret du 1^{er} juin 1929.

Réserves de garantie. — N'y sont astreintes que les entreprises d'assurances sur la vie (loi du 17 mars 1905, art. 5) et de capitalisation (loi du 19 déc. 1907, art. 5).

Ces réserves ont pour but de parer aux erreurs qui peuvent se produire dans le calcul des réserves mathématiques auxquelles elles s'ajoutent. De plus, pour les entreprises qui y sont soumises, elles remplacent les réserves légales.

Elles sont formées par un prélèvement annuel de 3 % au moins du montant des primes encaissées au cours de l'exercice ; le taux de ce prélèvement est réduit à 1,5 % quand elles atteignent 5 % des réserves mathématiques, et lorsqu'elles atteignent 10 % de ces réserves, le prélèvement cesse d'être obligatoire.

Réserves pour risques en cours (décret du 8 mars 1922, art. 26 et 54). — L'objet de ces réserves est de tenir compte du fait que des primes payables annuellement et d'avance, et dont l'échéance ne coïncide pas avec le début d'un exercice, ne peuvent être considérées comme acquises en totalité à l'exercice au cours duquel elles ont été perçues.

Elles sont constituées par un prélèvement de 33 % au moins des primes ou cotisations, déduction faite des réassurances cédées.

Réserves pour sinistres ou échéances à régler (décret du 8 mars 1922, art. 26). Ces réserves sont destinées à faire

face au paiement des sinistres de l'exercice dont le règlement est encore en cours en fin d'exercice.

En matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, toutes les sommes prélevées obligatoirement sur les résultats sociaux et affectées aux réserves que nous venons d'énumérer (réserves mathématiques, de garantie, pour risques en cours, pour sinistres ou échéances à régler) sont, en principe, déductibles du bénéfice imposable.

Conséquence directe de leur non-imposition à la cédule commerciale, ces sommes échappent également à la taxe annuelle, comme cela résulte d'ailleurs des termes de l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936, et de l'article 3 du règlement du 28 mai 1937.

2° Des réserves dont la constitution est obligatoire en vertu de conventions conclues avec l'autorité publique et régulièrement approuvées. — C'est le règlement qui, dans le silence de la loi, a précisé que ces réserves devaient être considérées comme déductibles en vue de l'établissement de la taxe au même titre que celles de la catégorie précédente.

Parmi les réserves de cette deuxième catégorie, il convient de citer celles que des sociétés concessionnaires sont tenues de constituer en vertu de clauses spéciales de leur cahier de charges ou de conventions particulières passées entre elles et l'autorité dont elles tiennent leur concession (Etat, département, communes).

La circulaire administrative précise à ce sujet¹ que ces réserves figurent parfois sous la dénomination d'amortissements ou de provisions dans les conditions suivantes : certaines entreprises, d'intérêt général, qui utilisent du matériel concédé, doivent, en vertu du contrat qui les unit à l'autorité concédante, calculer leurs amortissements d'après la valeur de remplacement de ce matériel

1. Cf. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 17 juin 1937, Notes fiscales, p. 40 ; *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 650 (N° 16 de la circulaire administrative du 5 juin 1937).

ou constituer des provisions spéciales en vue de son renouvellement. Il s'ensuit des excédents d'amortissements, par rapport aux amortissements normaux qui, en principe, sont rattachés au bénéfice passible de l'impôt cédulaire commercial, malgré quoi la totalité des sommes affectées à ces amortissements et provisions sont déductibles en vue de la détermination du bénéfice non distribué.

Nous terminerons l'examen des réserves obligatoires par la remarque suivante : ces réserves sont régies par des lois, décrets, etc., qui en déterminent la quotité.

Ce n'est donc que dans la limite des dotations annuelles, telles qu'elles sont fixées par ces lois, décrets etc., que les sommes prélevées sur les bénéfices et affectées à ces réserves, sont exemptées de la taxe annuelle. C'est d'ailleurs ce que souligne le début du § 1^o de l'alinéa 2 de l'article 3 du règlement précité.

Par conséquent, si la réserve légale d'une société anonyme, par exemple, atteint déjà le dixième du capital social, aucune déduction n'est désormais possible au titre de cette réserve ; si la société continue à affecter à la réserve légale des sommes prélevées sur ses bénéfices, bien qu'elle n'y soit plus obligée, ces sommes seront soumises à la taxe annuelle au même titre que toutes les autres sommes affectées à des réserves facultatives ou même statutaires.

b. Déduction des bénéfices dont la distribution est interdite.

D'après le § 2^o de l'alinéa 2 de l'article 3 du règlement, sont déductibles pour l'établissement de la taxe annuelle « les bénéfices dont la distribution sous une forme quelconque aux associés ou actionnaires est interdite par une disposition législative ou réglementaire ».

La raison de cette exemption est la même que celle qui a conduit à l'exonération des réserves légales : la loi ne peut pénaliser des collectivités à raison de leurs bénéfices non distribués, lorsque c'est elle-même qui est la cause de cette non-distribution.

La disposition qui précède a pour conséquence, ainsi que nous l'avons vu ¹, d'exonérer en fait toutes les sociétés dont les bénéfices ne peuvent être distribués en vertu de dispositions législatives ou réglementaires : ces sociétés étant, en effet, autorisées à déduire du bénéfice retenu pour la taxe, la totalité de leurs bénéfices qui ne sont pas distribuables, il n'y a pas, pour elles, de bénéfice imposable à ladite taxe.

Il en est de même des sociétés qui, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, ne peuvent allouer à leurs sociétaires, pour rémunérer le capital versé par eux, qu'un intérêt fixé dans la limite d'un maximum déterminé, à l'exclusion de tout dividende, et dont les réserves ne peuvent être réparties entre les associés à la dissolution de la société ou même pendant son existence.

C'est ainsi que sont exemptées, conformément à ce qui précède, les sociétés suivantes : ²

— les sociétés de courses de chevaux autorisées par le ministre de l'Agriculture (loi du 2 juin 1891, art. 1), qui ne peuvent distribuer aucun bénéfice ;

— les sociétés coopératives de consommation ;

— les sociétés coopératives d'artisans et leurs unions ;

— les sociétés d'intérêt collectif agricole ;

— les sociétés coopératives agricoles de production et leurs unions ;

Parmi ces sociétés, certaines peuvent être passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Tel est le cas des sociétés coopératives d'artisans et de leurs unions, en vertu de l'article 3 du Code général des impôts directs.

De même, conformément au § 1^o de cet article 3, les sociétés coopératives de consommation « lorsqu'elles possèdent des établissements, boutiques ou magasins

1. Voir *suprà*, chapitre I, p. 86.

2. Cf. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 17 juin 1937, Notes fiscales, p. 37, 38 et 40 ; *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 642 et 650 à 651 (N°s 3 et 18 de la circulaire administrative du 5 juin 1937).

pour la vente ou la livraison de denrées, produits ou marchandises » sont soumises à l'impôt cédulaire.

Elles y échappent, au contraire, nous l'avons vu, lorsqu'elles se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents.

Echappent également à la cédule commerciale, en principe, les sociétés coopératives agricoles de production, lorsqu'elles fonctionnent conformément aux prescriptions de l'article 4, § 15^o du Code général des impôts directs.

Quoi qu'il en soit, que ces sociétés soient ou non passibles de l'impôt cédulaire commercial, elles sont exonérées, en fait, de la taxe annuelle. Toutefois, pour bénéficier de cette exonération, il faut que leur constitution et leur fonctionnement soient conformes aux dispositions légales ou réglementaires qui constituent le statut juridique de chacune d'elles. Faute de quoi, elles rentrent dans le droit commun .

c. Déduction des bénéfices affectés à l'amortissement des pertes non reportables.

Cette déduction du bénéfice retenu pour l'assiette de la taxe résulte du § 3^o de l'alinéa 2 de l'article 3 du règlement.

Nous savons qu'en vertu de l'article 12 du Code général des impôts directs auquel se réfère le règlement, les déficits des cinq exercices précédant un exercice quelconque, sont déductibles pour la détermination du bénéfice net imposable à l'impôt cédulaire commercial au titre de cet exercice.

Par suite, et ainsi que nous l'avons déjà exposé, ces déficits viennent également en diminution du bénéfice net servant de base au calcul de la taxe, puisque celle-ci est établie à partir du bénéfice retenu pour le calcul de l'impôt cédulaire.

D'autre part, tant qu'une société n'a pas amorti complètement les pertes subies par elle au cours d'exercices antérieurs, elle ne peut répartir les bénéfices réalisés par elle postérieurement : sinon, il y aurait de sa part distri-

bution de dividendes fictifs, ce qui est formellement condamné par la loi.

Telle est donc la raison pour laquelle le règlement a admis que soient retranchées du bénéfice pris pour base de la taxe, les pertes qui ne sont plus susceptibles de bénéficier des dispositions de l'article 12 du Code général des impôts directs.

Il s'agit d'ailleurs, uniquement, des pertes telles qu'elles figurent au bilan et non pas, comme en matière de reports déficitaires, des déficits fiscaux correspondants.

III. Détermination du bénéfice distribué

Nous venons de déterminer le premier élément de l'excédent imposable à la taxe annuelle : le bénéfice distribuable. Il nous reste maintenant à déterminer le deuxième élément de cet excédent, le bénéfice distribué : c'est sur la différence entre ces deux éléments que sera perçue la taxe.

L'article 22 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale (art. 26 *ter* du Code général des impôts directs, § 1) précise tout d'abord, à l'alinéa 2, ce qu'il convient d'entendre, d'une façon générale, par bénéfice distribué.

Aux termes de cet article, il s'agit des sommes qui, « prélevées sur le bénéfice net annuel ayant servi de base à l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et distribuées aux actionnaires, ont été taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou ont été légalement exonérées de cet impôt ».

L'alinéa 3 prévoit ensuite une disposition spéciale concernant les sociétés possédant des exploitations hors de France.

Les conditions d'application de ces deux alinéas ont été fixées par les articles 4 et 5 respectivement, du règlement du 28 mai 1937.

Ce sont ces deux articles qui vont faire l'objet des paragraphes suivants A et B.

A. *Principes généraux*

L'article 4 du règlement débute ainsi :

« § 1^o Pour l'application de l'article 2 (c'est-à-dire pour la détermination de l'excédent imposable) il est tenu compte des sommes prélevées sur le bénéfice net de la période dont les résultats ont été retenus pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ».

Le début de l'article 4 apporte donc les précisions suivantes : les sommes distribuées ne sont susceptibles d'être prises en considération qu'autant qu'elles ont été prélevées sur les bénéfices ; par conséquent, toute distribution par prélèvement sur un autre poste du bilan n'est pas déductible. De plus, elles doivent avoir été prélevées sur le bénéfice net imposé à l'impôt cédulaire au titre de l'exercice considéré, étant donné qu'il s'agit d'atteindre les bénéfices non distribués afférents à cet exercice.

Ne seront donc pas comprises, parmi les sommes déductibles, les distributions prélevées sur des bénéfices d'exercices antérieurs à l'exercice envisagé, c'est-à-dire sur des réserves déjà constituées, bien que ces bénéfices, lors de leur mise en réserve, aient été frappés de la taxe annuelle.

Nous avons vu, à ce sujet, dans la première partie que plusieurs amendements tendant à admettre le remboursement de la taxe en cas de distribution ultérieure des réserves avaient été repoussés¹.

Le législateur a entendu pénaliser la non-distribution immédiate d'une partie des bénéfices réalisés au cours d'un exercice, chaque exercice devant être considéré isolément.

1. *Suprà*, p. 51 et note 1. Voir également la réponse du Ministre des Finances à une question écrite du 6 avril 1937 (4259) de M. Viellard, sénateur (*J. off.* du 28 mai 1937).

Signalons cependant une exception à la règle ci-dessus : elle a trait aux reports à nouveau ¹.

Les bénéfices reportés à la fin d'un exercice sont considérés comme des réserves et partant, passibles de la taxe sur les bénéfices réservés ; d'autre part, de nombreuses sociétés déterminent leurs répartitions annuelles en se basant sur le total des bénéfices réalisés au cours de l'exercice et des bénéfices reportés de l'exercice précédent, le solde étant lui-même reporté à nouveau.

Dans la mesure où les distributions ainsi effectuées proviennent de bénéfices antérieurs, elles ne devraient pas, en vertu des principes que nous venons d'exposer, être admises en déduction pour le calcul de la taxe. En fait, l'Administration admet que, dans ce cas, il y a lieu de considérer, que jusqu'à concurrence du bénéfice de l'exercice, les sommes mises en distribution proviennent de ce bénéfice, et, par suite, sont déductibles.

Pour préciser les dispositions générales qui précèdent, envisageons le cas d'une société dont l'exercice social se termine au 31 décembre.

Pour l'établissement de la taxe due au titre de l'année 1938, il n'y aura lieu de faire état que des distributions prélevées sur les bénéfices taxés à l'impôt cédulaire, au titre de 1938, c'est-à-dire sur les bénéfices de l'exercice 1937, et qui auront été décidées lors de l'approbation des comptes de cet exercice (sous réserve des acomptes payés en 1937, les distributions n'interviendront qu'en 1938).

Par contre, seront exclues des déductions autorisées, toutes sommes non prélevées sur les bénéfices de l'exercice 1937, soit qu'elles proviennent d'un autre poste du bilan, ou de bénéfices antérieurs déjà mis en réserve.

Le § 1^o de l'article 4 du règlement continue ainsi :
« (Pour l'application de l'art. 2, il est tenu compte des sommes prélevées sur le bénéfice...), ...et distribuées à tous

1. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N^o du 17 juin 1937, *Notes fiscales*, p. 40 ; *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N^o d'octobre 1937, p. 653 (N^o 22 de la circulaire administrative du 5 juin 1937).

titulaires de droits sociaux, sous forme de répartitions taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou légalement exonérées de cet impôt ».

Remarquons, tout d'abord, que, par un oubli du législateur, l'article 22, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1936, que nous avons cité plus haut (de même que l'alinéa correspondant de l'article 26 *ter* du Code général des impôts directs) n'envisage que les distributions faites aux actionnaires.

Le texte réglementaire a réparé cet oubli, en précisant qu'il y a lieu de faire état des sommes distribuées à tous les titulaires de droits sociaux, sous forme de répartitions, etc.

La définition du règlement est très générale et englobe toutes les répartitions des bénéfices sociaux aux ayants droit sous quelque forme que ce soit. Ces répartitions comprennent notamment :

les dividendes et produits des actions, parts de fondateur et parts sociales ;

les rémunérations allouées aux administrateurs, ayant le caractère d'une distribution de bénéfices dans les termes de l'article 50, § 4^o du Code fiscal des valeurs mobilières, modifié par l'article 37 du décret du 8 juillet 1937 ;

les bénéfices affectés directement à la libération d'actions gratuites, au rachat de parts de fondateurs, etc.

La généralité de ces répartitions sont soumises à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. En cas d'exonération cependant, et conformément au règlement, les sommes distribuées et exonérées peuvent être retranchées du bénéfice distribuable au même titre que celles ayant acquitté la taxe sur le revenu ¹.

Tel est le cas, en particulier, pour une société mère bénéficiant des dispositions de l'article 153 du Code fiscal des valeurs mobilières, d'après lequel les dividendes distribués par cette société sont, sous certaines conditions,

1. Les exonérations de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières sont prévues aux articles 106, 107, 119 à 164 du Code fiscal des valeurs mobilières.

exonérés de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières dans la mesure des produits reçus par elle de sa filiale.

A l'inverse des distributions énumérées ci-dessus, ne doivent pas être comprises parmi les répartitions susceptibles d'être retranchées du bénéfice disponible pour l'assiette de la taxe sur les bénéfices réservés, les sommes qui, considérées comme une charge sociale et non comme une distribution du bénéfice, viennent déjà en déduction du bénéfice imposable à la cédule commerciale.

Tels sont : les intérêts des obligations, les jetons de présence alloués aux actionnaires présents ou représentés aux assemblées générales dans la mesure où ces tantièmes ne constituent pas un supplément de dividende, les tantièmes et rémunérations versés aux administrateurs-délégués ou aux administrateurs-directeurs, ayant le caractère de salaires dans les conditions prévues par l'article 155 du Code fiscal des valeurs mobilières modifié par l'article 40 du décret du 8 juillet 1937 et complété par l'article 17 de la loi de finances du 31 décembre 1937, etc.

De même, ne sont pas déductibles, les sommes versées à des tiers non titulaires de droits sociaux.

En ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, les rémunérations allouées aux associés-gérants et portées dans les frais et charges, ne sont pas admises en déduction, conformément à l'article 10 du Code général des impôts directs, pour l'établissement de l'impôt cédulaire commercial, lorsque la majorité des parts sociales est possédée par l'ensemble des associés-gérants¹.

De même, pour les sociétés en commandite par actions, d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, la part de bénéfices revenant aux associés-gérants doit rester comprise dans les bénéfices imposables à la cédule commerciale².

Aussi, pour tenir compte de cet état de choses, le règle-

1. Cf. L. Bocquet, *op. cit.*, t. II, p. 187.

2. Arrêt du Conseil d'Etat du 17 décembre 1932, cf. L. Bocquet, *op. cit.*, t. II, p. 185.

ment a-t-il prévu que : « au montant des sommes distribuées (déterminées comme ci-dessus) doivent être ajoutées, en ce qui concerne les sociétés en commandite par actions et les sociétés à responsabilité limitée, les rémunérations versées aux associés-gérants et retenues dans les bases de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ».

L'article 4 du règlement dont nous venons d'examiner le premier paragraphe se termine ainsi :

« § 2^o Les distributions dont il y a lieu de faire état en vertu du paragraphe 1^o du présent article sont celles qui ont été décidées par l'assemblée des associés ou des actionnaires appelée à se prononcer, conformément aux statuts, sur les comptes de la période dont les résultats ont été retenus pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ».

En d'autres termes, pour que les sommes distribuées puissent être retranchées pour l'établissement de la taxe due au titre d'un exercice quelconque, il faut, en sus des conditions déjà indiquées, que leur distribution ait été décidée par la même assemblée des actionnaires, ou des associés, que celle qui a été appelée à statuer sur les résultats de l'exercice considéré, retenus pour l'établissement de l'impôt cédulaire dû au titre de cet exercice et sur lesquels ont été prélevées les distributions dont il s'agit.

Pour les sociétés par action, cette assemblée sera, en vertu de la loi du 24 juillet 1867, l'assemblée générale ordinaire annuelle, et pour les sociétés à responsabilité limitée, ce sera également l'assemblée générale annuelle si la société compte plus de 20 membres ; dans le cas contraire, la tenue d'une assemblée n'étant pas nécessaire, les associés pourront être consultés individuellement et émettre leur vote par écrit (art. 21 de la loi du 7 mars 1925).

En résumé, une fois que la décision de l'assemblée des actionnaires ou associés, quant à la répartition des bénéfices d'un exercice, sera intervenue dans les conditions qui viennent d'être dites, la base de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués sera définitivement établie.

Par conséquent, si cette décision s'est traduite par la mise en réserve d'une fraction des bénéfices, la taxe sera due sur cette fraction, sans qu'il soit possible de la récupérer au cas où postérieurement à la décision en question, une autre assemblée déciderait la répartition de cette fraction.

Ceci ne fait que confirmer, d'ailleurs, ce que nous avons déjà dit en étudiant le paragraphe 1^o de l'article 4 du règlement.

B. *Cas particuliers*

Sociétés possédant des exploitations hors de France

On sait que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ne frappe que les bénéfices réalisés dans les établissements sis en France (art. 2 du Code général des impôts directs)¹.

Or, le bénéfice retenu pour la perception de cet impôt est le point de départ de la détermination du bénéfice retenu pour l'établissement de la taxe.

Ce dernier, par suite, ne comprend que les profits réalisés en France, à l'exclusion de ceux des exploitations situées à l'étranger.

Il était donc logique de décider que, parallèlement, seules devaient être prises en considération, en vue de leur soustraction du bénéfice distribuable, les répartitions provenant des bénéfices réalisés en France.

Tel a été l'objet de l'alinéa 3 de l'article 22 de la loi du 31 décembre 1936, d'après lequel :

« En ce qui concerne les sociétés possédant des exploitations hors de France, le montant des sommes distribuées sera réduit en proportion des bénéfices réalisés en France par rapport aux bénéfices totaux ».

Les sociétés de l'espèce peuvent être des sociétés françaises ayant des établissements à l'étranger ou aux colonies, ou à l'inverse, des sociétés étrangères exploitant des établissements en France.

1. Cf. L. Bocquet, *op. cit.*, t. II, p. 107 et Supplément 1936, p. 44.

L'article 5 du règlement qui, ainsi que nous l'avons dit, fixe les conditions d'application du texte précité, comprend deux paragraphes : le premier énonce la règle générale, le deuxième se réfère plus particulièrement aux sociétés étrangères.

a) *Règle générale.* — Après avoir reproduit les dispositions de l'article 22, alinéa 3 de la loi du 31 décembre 1936, ci-dessus, le règlement précise que : « les bénéfices réalisés en France doivent s'entendre du bénéfice net ayant servi de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, augmenté du montant des revenus fonciers et des revenus mobiliers, visés à l'alinéa 1 de l'article 3 du présent décret ». C'est-à-dire que ces bénéfices sont établis conformément aux règles précédemment exposées¹.

Quant aux bénéfices totaux, le règlement stipule : « qu'ils doivent s'entendre de l'ensemble des bénéfices et revenus de toute nature réalisés par la société en France et hors de France, déterminés conformément aux règles applicables en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais déduction non faite des revenus fonciers et mobiliers ».

En résumé, si B représente les bénéfices réputés d'origine française, et B' les bénéfices totaux, y compris les revenus fonciers et mobiliers, l'ensemble des sommes distribuées déductibles de B. doit être réduit dans la proportion

$$\frac{B}{B'}.$$

b) *Sociétés étrangères.* — Les dispositions qui précèdent sont générales et s'appliquent, en principe, aussi bien aux sociétés françaises ayant des établissements à l'étranger ou aux colonies, qu'aux sociétés étrangères

1. En particulier, il y aura lieu de déduire de ces bénéfices, la part des bénéfices français comprise dans les sommes prélevées sur les bénéfices sociaux (français et étrangers) et affectées à des réserves obligatoires ; cette part sera déterminée, d'après le rapport des bénéfices français aux bénéfices totaux. (Solution admise par la circulaire administrative du 5 juin 1937, cf. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 24 juin 1937, Notes fiscales, p. 41 et *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 657, note 1, N° 29 de la circulaire).

possédant des établissements en France, et soumises, de ce fait, à l'impôt cédulaire commercial sur les bénéfices réalisés par ces établissements.

Nous avons déjà souligné le caractère abusif, à première vue, du droit de regard qu'en vertu de la loi du 31 décembre 1936, l'Etat français s'octroie sur la politique de distribution des sociétés étrangères, mais qui s'explique par le souci de placer ces sociétés sur un pied d'égalité avec les sociétés françaises.

Dans certains cas, cependant, et pour certaines sociétés étrangères, la fraction du bénéfice distribué imputable aux bénéfices français peut ne pas être déterminée conformément à la règle générale que nous avons exposée. Cela résulte du § 2^o de l'article 5 du règlement, qui est ainsi libellé :

« Les dispositions du § 1^o ci-dessus sont applicables aux sociétés étrangères, exploitant en France une entreprise ou des biens entrant dans leur objet et acquittant l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières suivant les règles fixées par l'article 3 (al. 3) du décret du 6 décembre 1872. Toutefois, à l'égard de ces sociétés, le rapport des bénéfices réalisés en France aux bénéfices totaux, *peut*, si ces derniers ne peuvent pas être déterminés avec précision à l'aide des renseignements et justifications fournies par la société, être considéré comme égal à la quotité imposable fixée en conformité de la disposition précitée du décret du 6 décembre 1872 ».

Les sociétés visées par l'article 3, alinéa 3, du décret du 6 décembre 1872, sont les sociétés étrangères dont les titres ne sont pas placés sous le régime de l'abonnement, mais qui, « ayant pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises qui en dépendent ».

Pour ces sociétés, la taxe est acquittée d'après une quotité du capital social, dite « quotité imposable », fixée par le ministre des Finances et déterminée généralement en fonction des capitaux investis, ou du chiffre d'affaires.

Ceci dit, il résulte du texte réglementaire :

1° Qu'en principe, les règles générales du § 1° de l'article 5 sont applicables aux sociétés en question ;

2° Que cependant dans le cas où il n'est pas possible de déterminer exactement, à l'aide des renseignements fournis par ces sociétés, le rapport des bénéfices français aux bénéfices totaux, ce rapport peut être considéré comme égal à la quotité imposable d'après laquelle les sociétés envisagées sont imposées à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières.

3° Que l'exception à la règle générale touchant la détermination de ce rapport ne concerne que les sociétés étrangères pour lesquelles la taxe sur le revenu est calculée dans les conditions fixées par l'article 3, alinéa 3, du décret du 6 décembre 1872, les seules visées par ce règlement.

Elle ne peut donc s'appliquer aux sociétés dont les actions sont placées sous le régime de l'abonnement, et pour lesquelles, en vertu de l'article 1^{er} du décret du 2 mai 1872 et de l'article 3, alinéa 2, du décret du 6 décembre 1872, la quotité imposable est calculée d'après le nombre de titres circulant en France par rapport au nombre total de titres émis.

CHAPITRE III

DU BÉNÉFICE NON DISTRIBUÉ IMPOSABLE DANS LES AFFAIRES D'EXPORTATION

- 1) *Texte législatif* : article 22, 4^e alinéa, de la loi du 31 décembre 1936, portant réforme fiscale.
- 2) *Codification* : article 26 *ter* du Code général des impôts directs, § 1, 4^e alinéa.

Conformément aux prescriptions de la loi et du règlement exposées au cours du chapitre précédent, le bénéfice non distribué sur lequel la taxe doit être perçue, est constitué, pour l'ensemble des sociétés imposables, par la différence entre le bénéfice d'origine française distribuable et le bénéfice d'origine française distribué.

Cependant, pour certaines sociétés, le bénéfice non distribué passible de la taxe est déterminé sous déduction d'un abattement spécial. Ces sociétés sont celles qui traitent des affaires d'exportation et pour lesquelles l'article 22, alinéa 4 de la loi du 31 décembre 1936 a prévu ce qui suit :

« Pour les sociétés se livrant à l'exportation de denrées ou marchandises, il est retranché de la base d'imposition déterminée comme il est dit ci-dessus, un abattement calculé en lui appliquant la proportion entre le chiffre d'affaires d'exportation réalisées par les établissements exploités en France, et le chiffre d'affaires total de ces établissements ».

« Toutefois », est-il ajouté, « sont exclues de la présente disposition les exportations de matériel d'armement ».

En matière d'impôt cédulaire commercial, les sociétés envisagées par l'alinéa qui précède ne bénéficient d'aucune exemption du fait des affaires d'exportation traitées par elles ; les bénéfices provenant de ces affaires sont taxables au même titre que les bénéfices métropolitains dès lors qu'ils ont été réalisés dans des exploitations situées en France.

La mesure de faveur prévue par l'alinéa 4 de l'article 22 de la loi du 31 décembre 1936 est donc particulière à la taxe annuelle. Elle résulte d'un amendement déposé par un député, M. Mendès-France, et qui d'ailleurs fut accepté par le Gouvernement sans difficulté¹.

L'abattement dont bénéficient les sociétés se livrant à l'exportation de denrées ou de marchandises, le matériel d'armement étant exclu, est calculé, d'après le texte législatif, en appliquant au bénéfice non distribué déterminé conformément aux règles fixées pour la généralité des sociétés, la proportion entre le chiffre des affaires d'exportation réalisées par les établissements exploités en France, et le chiffre d'affaires total de ces établissements. La somme ainsi obtenue est déduite du bénéfice distribué.

Il ne s'agit donc plus, comme pour la correction, à apporter aux sommes distribuées par les sociétés possédant des exploitations hors de France, d'un rapport entre deux bénéfices, mais d'un rapport entre deux chiffres d'affaires.

La raison en est que, dans la pratique, il aurait été souvent très difficile de déterminer avec une précision suffisante, d'après la comptabilité des entreprises, la part de bénéfices afférente aux affaires d'exportation, et celle afférente aux affaires métropolitaines.

De là la solution adoptée, plus sûre et plus facile à appliquer.

A titre d'exemple, si le chiffre d'affaires d'exportation d'une société s'élève à 50.000 francs, contre un chiffre

1. Chambre des députés, séance du 27 novembre 1936, *J. off.* du 28 novembre 1936, *Débats*, p. 3121.

d'affaires total de 400.000 francs, ces deux chiffres étant dans le rapport de 1 à 8, le bénéfice non distribué devra être réduit de $1/8$.

L'alinéa 4 de l'article 22 précité est repris par l'article 6 du règlement qui fixe en outre les deux points ci-dessous :

1° « Sont considérées comme affaires d'exportation, toutes ventes de denrées ou marchandises à destination de l'étranger, de l'Algérie, des colonies et des pays de protectorat ou territoires sous mandat ».

Pour définir d'une manière plus précise, ce qu'on doit entendre par « affaire d'exportation », il y a lieu de s'appuyer sur les règles qui ont été dégagées à ce sujet en matière de taxe sur le chiffre d'affaires¹ ; d'après ces règles, ne doivent être prises en considération que les affaires d'exportation directe, c'est-à-dire celles qui représentent la dernière vente de la marchandise en France, la dite vente devant aboutir à la livraison de cette marchandise hors de France.

Tel est le cas par excellence d'une vente faite et livrée directement par une société située en France à un de ses clients, à l'étranger.

Par contre, si une société *A* vend à une société *B* des denrées ou marchandises que la société *B* lui donne ordre de livrer à un client *C*, à l'étranger, la société *A* ne réalise pas une affaire d'exportation ; la société *B* en fait une.

Cependant si *C* est une succursale étrangère de la société *B*, la vente effectuée par la société *A* à la société *B* et livrée directement à la succursale étrangère *C* de cette société est considérée comme une affaire d'exportation.

On admet également que la vente de marchandises livrables à l'étranger, faite par l'entremise d'un commissionnaire établi en France, lequel ne se rend, à aucun moment propriétaire des marchandises et n'agit que

1. Cf. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 24 juin 1937, Notes fiscales, p. 42 et *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 658 (N° 35 de la circulaire administrative).

comme simple intermédiaire, constitue une affaire d'exportation.

2° « Sont considérés comme matériel d'armement » (dont les exportations, par conséquent, ne donnent pas lieu au bénéfice des dispositions de l'article 22, alinéa 4 de la loi du 31 décembre 1936) « les matériels visés par le chapitre 1^{er} de la convention du 17 juin 1925 sur le commerce international des armes, ratifiée par la France, le 9 mai 1930, ou par l'article 1^{er} de la loi du 11 août 1936 sur la nationalisation de la fabrication des matériels de guerre » (un décret du 14 août 1936 a fixé la liste des matériels soumis aux dispositions de ladite loi du 11 août 1936).

Nous renvoyons à ce sujet aux textes sus-indiqués.

CHAPITRE IV

DU TAUX DE LA TAXE ANNUELLE

- 1) *Texte législatif* : article 22, alinéa 1, et article 25 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale.
- 2) *Codification* : article 26 *ter* du Code général des impôts directs, § 1, alinéa 1, et § 3.

I. Taux de droit commun

D'après l'article 22, alinéa 1, de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale, le taux de droit commun de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués est de 4 % (art. 26 *ter* du Code général des impôts directs, § 1).

L'article 7 du règlement du 28 mai 1937 précise à ce sujet que : « La taxe est calculée en appliquant le taux de 4 % au bénéfice non distribué, déterminé conformément aux dispositions des articles 2 à 6 ci-dessus, et arrondi à la centaine inférieure ».

La taxe annuelle est donc un impôt proportionnel, comme l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. A la différence du prélèvement exceptionnel, son assiette ne comporte aucun abattement à la base.

Nous avons vu qu'aux Etats-Unis, le taux de l'« undistributed profits tax » est progressif, comme celui d'ailleurs de la « normal tax » à laquelle sont assujetties les « corporations » américaines à raison des bénéfices réalisés par elles.

II. Taux spécial

Un taux spécial, plus élevé, a été prévu pour certaines sociétés. Cela résulte de l'article 25 de la loi du 31 décembre 1936, aux termes duquel : « en ce qui concerne les sociétés exploitant des services publics, à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés, le taux de la taxe annuelle est fixé à 6 % ... ».

On s'explique mal la raison de ce régime de rigueur. Sans doute, certaines sociétés exploitant des services publics ont-elles moins durement souffert des effets de la crise que les entreprises privées, mais en quoi cet avantage relatif justifie-t-il l'aggravation d'un impôt qui constitue déjà une véritable pénalisation ?

Le Sénat, d'ailleurs, avait, dans sa séance du 24 décembre 1936, prononcé la disjonction de l'article du projet de loi (art. 22) qui prévoyait cette majoration de taux. Mais devant l'insistance de la Chambre, la Haute-Assemblée dut finalement s'incliner sur ce point et le taux de 6 % fut adopté.

On remarquera que parmi les sociétés visées par l'article 25 de la loi du 31 décembre 1936, ne sont taxées au taux de 6 % que celles qui exploitent un service public, c'est-à-dire d'intérêt général.

Par suite, les sociétés concessionnaires exploitant des entreprises privées comme les sociétés concessionnaires de mines restent soumises au taux de droit commun de 4 %.

D'autre part, le taux majoré de 6 % n'est applicable aux sociétés exploitant des services publics qu'autant que l'exploitation est assurée par voie de concession, d'affermage ou de régie intéressée.

Les caractéristiques de ces trois modes d'exploitation sont résumées ci-dessous¹ :

Concession. — La concession est un contrat par lequel

1. Cf. H. Berthélemy, *Traité élémentaire de droit administratif*, 9^e édit., Paris, 1920, p. 663 et suiv.

un entrepreneur s'engageant à effectuer ou à entretenir un travail, reçoit en retour, avec la charge d'exploiter le service auquel ce travail est destiné, le droit d'en percevoir les bénéfices durant une période déterminée.

La concession émane de l'Etat, d'un département, d'une commune, ou d'un établissement public.

Un cahier des charges précise les avantages et les charges du concessionnaire ; ce dernier peut être subventionné, comme aussi il peut devoir une redevance à l'autorité concédante.

Comme exemple d'exploitation d'un service public par le procédé de la concession, citons le cas des compagnies de chemin de fer d'intérêt général (du moins avant la création de la Société nationale des chemins de fer résultant du décret du 31 août. 1937), les compagnies de tramways, certaines sociétés concessionnaires de canaux, etc.

Affermage. — Dans le contrat d'affermage, le fermier exploite le service public à ses risques et périls ; il doit à l'autorité concédante une redevance à titre de loyer (régime des compagnies d'eaux thermales par exemple).

Régie intéressée. — Dans la régie intéressée, le régisseur exploite aux risques et périls de l'autorité concédante moyennant une rémunération proportionnelle aux dépenses engagées ou aux bénéfices réalisés. En principe, le régisseur est un fonctionnaire.

De ce qui précède, il résulte que si une société exploite un service public, non pas à titre de concessionnaire, de fermier ou de régisseur intéressé, mais en vertu d'un contrat d'entreprise passé avec une collectivité publique, c'est le taux de droit commun de 4% qui doit s'appliquer à cette société (l'entreprise est un contrat par lequel un particulier s'engage à fournir l'exécution d'un travail public, moyennant un prix convenu. C'est un simple louage d'ouvrage)¹.

D'autre part, la circulaire administrative du 5 juin 1937 précise que les sociétés simplement subventionnées,

1. Cf. H. Berthélemy, *op. cit.*, p. 672.

mais qui ne sont ni concessionnaires, ni fermières, ni régisseurs intéressés, n'ont pas à acquitter la taxe au taux majoré de 6%.

Les conditions d'application de l'article 25 de la loi du 31 décembre 1936 figurent à l'article 7 du règlement, alinéas 2 et 3.

L'alinéa 2 stipule tout d'abord : que « le taux de 6% prévu à l'égard des sociétés exploitant des services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés, est applicable dans les mêmes conditions (... que celles fixées par l'alinéa précédent pour le taux de droit commun de 4% ...) à la totalité du bénéfice taxable lorsque la société n'exploite pas concurremment une entreprise privée ».

Par contre, il est précisé dans l'alinéa 3 : « qu'en ce qui concerne les sociétés exploitant concurremment des services publics dans les conditions visées à l'alinéa précédent et une ou plusieurs entreprises privées, le taux de 6% n'est applicable qu'à la fraction du bénéfice non distribué provenant de l'exploitation des services publics. Pour l'application de cette disposition, le bénéfice non distribué est réparti entre les deux branches de l'activité sociale, *au prorata* des bénéfices nets en provenant, ou si la comptabilité ne permet pas de déterminer distinctement ces bénéfices nets, *au prorata* des bénéfices bruts, ou, à défaut, des chiffres d'affaires »¹.

Dans la mesure où les deux branches de l'activité sociale, c'est-à-dire l'exploitation du service public, d'une part, et l'exploitation de l'entreprise privée ou des entreprises privées, d'autre part, peuvent être nettement séparées, l'application de la règle posée par l'alinéa qui précède ne paraît pas présenter de difficultés : le bénéfice non distribué total, déterminé suivant les principes généraux, est divisé en deux parts, *au prorata* des

1. On peut rapprocher de ces dispositions celles du décret du 30 octobre 1935 soumettant au prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques, les entreprises concessionnaires dans lesquelles « le service public forme un ensemble séparé du reste de l'exploitation, auquel cas le prélèvement ne s'applique qu'à cet ensemble ».

bénéfices nets afférents respectivement à chaque branche d'activité.

La part du bénéfice non distribué correspondant au bénéfice de l'exploitation privée, diminué le cas échéant, de l'abattement prévu pour les affaires d'exportation, sera taxée à 4% ; celle correspondant au bénéfice résultant de l'exploitation du service public sera taxé à 6%.

Faute de pouvoir déterminer avec la précision suffisante les bénéfices nets provenant de chacune des deux branches d'activité sociale, on fera état des bénéfices bruts ou même des chiffres d'affaires.

D'autre part, il peut se produire qu'une société tout en exploitant un service public, exerce concurremment à cette première activité, une autre activité distincte quoique n'émanant pas, à proprement parler, d'une « entreprise privée ».

Ce sera le cas, par exemple, d'une société concessionnaire d'un service public, assurant, en même temps, la gestion d'un domaine mobilier ou immobilier¹.

Dans une telle hypothèse, la taxe sur le bénéfice non distribué doit-elle être perçue en tenant compte des deux branches d'activité sociale, ou au contraire l'activité résultant de l'exploitation du service public doit-elle être seule prise en considération, sous le prétexte qu'il n'y a pas réellement d'entreprise privée ?

La circulaire administrative résout la question comme suit :

« Si dans les circonstances où elle s'exerce, la gestion dont il s'agit ne constitue pas une profession distincte susceptible de donner ouverture à des droits particuliers en ce qui concerne la contribution des patentes, le taux de 6% est applicable à la totalité du bénéfice non distribué, y compris la fraction provenant des revenus mobiliers et immobiliers, *quelle que soit l'importance de ces revenus*.

1. Cf. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 24 juin 1937, Notes fiscales, p. 42, *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 661, N° 43 de la circulaire administrative.

Cette solution nous paraît aboutir à une interprétation exagérément rigoureuse des termes du règlement, dans la mesure précisément où elle ne tient pas compte de l'importance des revenus provenant de la gestion considérée. Il nous semble, en effet, que lorsque ces revenus représentent une part très importante du bénéfice total, et bien qu'il n'y ait pas réellement exploitation d'une entreprise privée, la démarcation entre les deux branches de l'activité sociale est suffisamment nette et chacune d'elles constitue un ensemble suffisamment séparé pour donner lieu à l'application des taux de 4% et de 6% respectivement dans les conditions exposées plus haut.

CHAPITRE V

PROCÉDURE D'ÉTABLISSEMENT DE LA TAXE PÉNALITÉS. RECouvreMENT. CONTENTIEUX, ETC.

- 1) *Texte législatif* : articles 27 et 28 (début de l'al. 2) de la loi du 31 décembre 1936, portant réforme fiscale.
- 2) *Codification* : article 26 *ter* du Code général des impôts directs, § 4 et 5.

L'article 27 de la loi du 31 décembre 1936 (art. 26 *ter* du Code général des impôts directs, § 4) pose en principe que « la taxe annuelle sera établie et les réclamations seront présentées, instruites et jugées comme en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

« Les délais de répétition et les pénalités seront les mêmes que pour ledit impôt ».

D'autre part, l'article 28 de la même loi (art. 26 *ter* du Code général des impôts directs, § 5) prévoit au début de l'alinéa 2 « que le recouvrement de la taxe ... sera effectué comme en matière de contributions directes ».

Ces dispositions sont la conséquence logique du caractère de la taxe annuelle qui, perçue en addition à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, n'est, en fait, qu'un prolongement de cet impôt.

Il s'ensuit que, d'une façon générale, il convient de se reporter, quant à la procédure d'imposition, au recouvrement, au contentieux, etc., de la taxe annuelle, aux règles applicables, sur ces différents points, en matière d'impôt cédulaire commercial, telles qu'elles

résultent de la loi¹, des décisions de l'Administration et de la jurisprudence².

Toutefois, des mesures spéciales à la taxe visant, en particulier, la procédure à suivre pour son établissement, ont été prévues par le règlement du 28 mai 1937, qui, par ailleurs, énumère un certain nombre d'articles du Code général des impôts directs dont les dispositions trouvent leur application en ce qui concerne le nouvel impôt créé par la loi du 31 décembre 1936.

Dans l'ensemble, les articles 27 et 28 (début de l'al. 2) de la dite loi, sont interprétés par le règlement dans les articles 8 à 13 inclus.

Ce sont ces articles que nous étudierons au cours de ce chapitre, à l'exception cependant de l'article 12 qui traite des cessions ou cessations d'entreprise, et dont l'examen fera l'objet, en partie, du chapitre suivant.

I. Lieu d'imposition (Art. 8 du règlement)

Aux termes de cet article 8, « la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués est imposée au lieu où est établi l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dus au titre de la même année ».

L'article 21 du Code général des impôts directs stipule à ce sujet que l'impôt cédulaire commercial « est établi au nom de chaque exploitant pour l'ensemble de ses entreprises exploitées en France, au siège de la direction des entreprises, ou, à défaut, au lieu du principal établissement³. C'est donc suivant les mêmes principes que doit être établie la taxe annuelle.

1. Cf. notamment, Code général des impôts directs, art. 16 à 21, 24 à 25, 139 à 150, 154, 360 à 377, 383 à 385 etc...

2. Cf. à ce sujet, L. Bocquet, *op. cit.*, t. II, p. 361 à 444, Supplément 1936, p. 113 à 152 ; t. II, p. 581, Supplément 1936, p. 219 à 224 ; t. V, p. 403 à 527, Supplément 1936, p. 63 à 83 ; t. V, p. 618 à 625, Supplément 1936, p. 149 à 161.

3. Cf. L. Bocquet, *op. cit.*, t. II, p. 104 à 107, Supplément 1936, p. 44.

D'autre part, en matière d'impôt cédulaire commercial et conformément à l'article 139 du Code général des impôts directs, toute erreur commise sur le lieu d'imposition, peut, sans préjudice du délai de répétition, être réparée jusqu'à l'expiration de l'année suivant celle de la décision qui a prononcé la décharge de l'imposition initiale.

Cette disposition est applicable également à la taxe annuelle, comme le précise d'ailleurs l'article 13 du règlement (voir plus bas). Il en est de même de l'article 140 du Code général d'après lequel, en cas de changement du lieu d'imposition, les cotisations dont le contribuable est redevable, tant pour l'exercice au cours duquel s'est produit le changement que pour les exercices antérieurs non atteints par la prescription, peuvent valablement être établies au lieu d'imposition qui correspond à la nouvelle situation.

II. Déclarations

(Art. 9 du règlement)

En vue de permettre l'établissement de la taxe due éventuellement par elles, au titre d'un exercice quelconque, les sociétés assujetties sont tenues de fournir au contrôleur des Contributions directes, en plus de leur déclaration relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, une déclaration spéciale dans les conditions déterminées par l'article 9 du règlement.

Conformément à cet article, quatre points doivent être examinés :

- A) Quelles sont les sociétés qui doivent fournir une déclaration ?
- B) Dans quel délai la déclaration doit-elle être faite ?
- C) Que doit-elle contenir ?
- D) Quelles pièces doit-on y joindre ?

*A. Quelles sont les sociétés
qui doivent fournir une déclaration ?*

La taxe annuelle sur les bénéfices non distribués étant applicable à toutes les sociétés par actions et à responsabilité limitée non exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, il s'ensuit que toutes ces sociétés doivent fournir, en principe, la déclaration spéciale relative à la dite taxe.

Le § 1 de l'article 9 du règlement est d'ailleurs ainsi libellé : « Les sociétés par actions ou à responsabilité limitée sont tenues de remettre au contrôleur des contributions directes ... une déclaration ... ».

Les sociétés légalement exonérées de l'impôt cédulaire, étant également exonérées de la taxe¹, n'ont, par contre, aucune déclaration spéciale à fournir. C'est ce qui résulte expressément de l'article 9 par. 3 du règlement qui étend cette dispense aux sociétés qui « compte tenu des revenus fonciers et mobiliers n'ont pas réalisé de bénéfices au cours de l'exercice ».

Nous avons déjà vu, en effet, qu'en principe, si en fin d'exercice le compte de profits et pertes au crédit duquel ont été portés les revenus fonciers et mobiliers, se solde d'ores et déjà par une perte ou se balance, la taxe n'est pas due². Or, le contrôleur trouvera tous les éléments justifiant cette non-imposition dans la déclaration fournie par la société envisagée pour l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; il est donc inutile qu'une déclaration spéciale relative à la taxe soit produite, à moins cependant, comme le souligne la circulaire administrative du 5 juin 1937³, que la perte ou le résultat nul de l'exercice ne soit due à l'absorption du bénéfice dudit exercice par le report de déficits antérieurs ; dans ce cas, en effet, la réintégration des revenus fonciers

1. Voir, *suprà*, p. 84 à 86.

2. Voir, *suprà*, p. 99.

3. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 24 juin 1937, Notes fiscales, p. 43 ; *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 664, note 1 ; N° 48 de la circulaire).

et mobiliers compris dans les déficits peut rendre la société passible de la taxe¹; pour permettre au contrôleur de s'en assurer, la déclaration spéciale devra donc lui être remise.

Quant aux sociétés auxquelles les dispositions législatives ou réglementaires qui les régissent font interdiction de distribuer leurs bénéfices, et qui, par suite, se trouvent être exonérées, en fait, de la taxe annuelle, dans les conditions que nous avons exposées au début de cette deuxième partie², l'Administration les dispense de produire une déclaration spéciale, sauf à elles, précise la circulaire du 5 juin 1937, à établir qu'elles satisfont aux conditions fixées par leurs statuts³.

En dehors de cette exception, et de celles prévues par l'article 9 par. 3 du règlement, l'obligation de fournir une déclaration spéciale pour l'assiette de la taxe s'étend à toutes les sociétés assujetties, quand bien même le bénéfice ayant été distribué intégralement, la taxe ne serait pas due : le contrôleur doit, en effet, être en mesure de vérifier si le bénéfice distribuable et le bénéfice distribué ont été déterminés correctement.

B. Dans quel délai la déclaration doit-elle être faite ?

D'après le § 1 de l'article 9 du règlement, la déclaration spéciale doit être remise au contrôleur des contributions directes « en même temps que la déclaration prévue pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ou dans les 30 jours de la décision des associés ou des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice et la répartition des bénéfices ».

Conformément aux dispositions de l'article 16 du Code général des impôts directs, la déclaration relative à l'impôt cédulaire commercial doit être déposée avant le 1^{er} mars de

1. *Suprà*, p. 99.

2. *Suprà*, p. 86, 112 à 114.

3. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 24 juin 1937, Notes fiscales, p. 43; *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 664 (N° 48 de la circulaire administrative).

chaque année, ce délai étant étendu jusqu'au 31 mars pour les sociétés qui, au cours de l'année antérieure à celle de l'imposition, ont clos leur exercice comptable pendant le mois de décembre.

D'autre part, la décision à laquelle se réfère le paragraphe 1 précité de l'art. 9 du Règlement est, conformément à ce que nous avons déjà dit au sujet des bénéfices distribués dont il y a lieu de faire état pour la détermination de l'excédent imposable à la taxe¹, celle qui résulte des délibérations de l'assemblée générale annuelle des actionnaires (sociétés par actions) ou des associés (sociétés à responsabilité limitée) appelée à statuer sur les comptes de l'exercice et la répartition des bénéfices.

En ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée, nous avons vu que si aucune assemblée générale n'a été tenue, le nombre des membres n'étant pas supérieur à 20, la décision des associés peut résulter de leurs votes exprimés par écrit dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 7 mars 1925.

La circulaire administrative précise que le délai de 30 jours dans lequel la déclaration spéciale doit être remise au contrôleur, lorsqu'elle n'a pas été produite en même temps que celle afférente à l'impôt cédulaire commercial, court à partir du jour qui suit celui de la tenue de l'assemblée générale ou de la décision des associés.

A titre indicatif, mentionnons qu'en vertu d'une disposition transitoire prévue par le dernier alinéa du § 1 de l'article 9 du règlement et relative à l'établissement de la taxe due, pour la première fois, au titre de 1937 sur les bénéfices non distribués de l'exercice 1936, les sociétés pour lesquelles la décision de leurs actionnaires ou associés était intervenue antérieurement à la publication du règlement devaient remettre leur déclaration spéciale dans le délai de 30 jours, à partir de cette publication, les autres sociétés restant, bien entendu, soumises aux règles énoncées plus haut.

1. *Suprà*, p. 120 à 121.

C. *Que doit contenir la déclaration ?*

La déclaration spéciale relative à la taxe annuelle due au titre d'une période déterminée, doit contenir un certain nombre d'indications qui sont énumérées par l'article 9 du règlement.

Parmi ces indications, les unes doivent être fournies par l'ensemble des sociétés assujetties, les autres ne concernant, par contre, que les sociétés possédant des exploitations hors de France, les sociétés étrangères visées au § 2 de l'article 5 du règlement, les sociétés se livrant à l'exportation de denrées ou marchandises et les sociétés exploitant concurremment des services publics et des entreprises privées.

Nous examinerons donc successivement :

- a) La règle générale.
- b) Les règles particulières.

a) *Règle générale.*

Les renseignements qui doivent figurer dans la déclaration spéciale sont, pour l'ensemble des sociétés :

1° Le bénéfice net déclaré pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû au titre de la période considérée.

2° Le montant des revenus fonciers et des revenus mobiliers non compris dans ce bénéfice ¹.

3° Le montant des sommes prélevées sur les bénéfices et revenus ci-dessus et affectées à des réserves obligatoires ou à l'amortissement de pertes antérieures, dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 3 du règlement (il s'agit des pertes figurant au bilan et dont le report ne peut plus être effectué pour l'établissement de l'impôt cédulaire commercial) ².

4° Le montant des sommes prélevées sur les mêmes bénéfices et revenus et distribuées aux titulaires de droits sociaux, à l'exception de celles qui sont admises,

1. *Suprà*, p. 95 et suiv.

2. *Suprà*, p. 103 et suiv.

en déduction pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ¹.

5^o Le montant des sommes susceptibles d'être ajoutées à ces distributions en vertu du § 1, alinéa 2, de l'article 4 du règlement (c'est-à-dire les rémunérations versées aux associés-gérants dans les sociétés en commandite par actions et à responsabilité limitée, et retenues dans les bases de l'impôt cédulaire) ².

b) *Règles particulières.*

Ces règles découlent des mesures spéciales prévues pour certaines sociétés quant à l'établissement de la taxe due par elles.

1^o *Sociétés exploitant des établissements hors de France* ³. — Ces sociétés doivent inclure, dans leur déclaration, d'abord les renseignements figurant sous les numéros 1^o et 2^o (règle générale) ci-dessus, puis le montant de leurs bénéfices totaux et enfin les renseignements mentionnés sous les numéros 3^o, 4^o, 5^o (règle générale), ci-dessus, mais relatifs à l'ensemble des bénéfices français et étrangers. Il s'agit, en effet, d'établir le rapport des bénéfices français aux bénéfices totaux qui permettra de déterminer la fraction de l'ensemble des sommes mises en distribution, imputable aux bénéfices français.

2^o *Sociétés étrangères visées au § 2 de l'article 5 du règlement* ⁴. — Ce sont les sociétés étrangères dont les titres ne sont pas abonnés et qui acquittent la taxe sur le revenu des valeurs mobilières d'après une quotité imposable correspondant à la consistance de leurs biens en France, dans les conditions précisées par l'article 3, alinéa 3 du décret du 6 décembre 1872.

Nous avons vu, en ce qui concerne ces sociétés, que lorsque leurs bénéfices totaux ne peuvent pas être établis avec précision à l'aide des renseignements et justifications fournis par elle, le règlement admet que le rapport

1. *Suprà*, p. 115 et suiv.

2. *Suprà*, p. 119 et 120.

3. *Suprà*, p. 121 et 122.

4. *Suprà*, p. 122 à 124.

de leurs bénéfices réalisés en France à leurs bénéfices totaux, — nécessaire pour la détermination du bénéfice français distribué — soit considéré comme égal à la quotité imposable fixée en conformité de l'article 3, alinéa 3 du décret du 6 décembre 1872.

Il s'ensuit que ces sociétés doivent mentionner dans leur déclaration la quotité imposable d'après laquelle elles sont imposées à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. C'est ce que prévoit le texte réglementaire d'après lequel : « les sociétés étrangères visées au § 2 de l'article 5 du présent décret, déclarent, en outre (c'est-à-dire en plus des renseignements mentionnés au n° 1 ci-dessus, § b) la quotité imposable qui leur a été assignée pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et font connaître si elles sont en mesure de justifier du montant de leurs bénéfices totaux, déterminés suivant les règles applicables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ou si elles demandent que les sommes à retrancher de leur bénéfice réalisé en France soient déterminées par application de la quotité imposable au montant total des sommes distribuées ».

3° *Sociétés se livrant à l'exportation*¹. — Ces sociétés doivent établir leur déclaration d'après la règle générale prévue pour l'ensemble des sociétés (voir plus haut § a) ou éventuellement d'après les règles particulières que nous venons d'exposer sous les numéros 1° et 2° § b. De plus elles doivent indiquer le montant des affaires d'exportation réalisées par leurs établissements situés en France, ainsi que le chiffre d'affaires total de ces établissements pour l'exercice considéré.

4° *Sociétés exploitant concurremment des services publics et des entreprises privées*². — Le règlement prescrit que les sociétés exploitant concurremment des services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés, et une ou plusieurs entreprises privées, doivent mentionner séparément les bénéfices nets ou, à

1. *Suprà*, p. 125 à 128.

2. *Suprà*, p. 130 à 134.

défaut, les bénéfices bruts ou les chiffres d'affaires réalisés dans chaque catégorie d'entreprises.

En outre, à l'appui de la déclaration des bénéfices nets ou des bénéfices bruts, elles doivent joindre un résumé des comptes de profits et pertes ou des comptes d'exploitation correspondant à chaque branche de leur activité.

Ces renseignements ont pour but de permettre l'application des taux de 4 % et de 6 % aux bénéfices non distribués provenant des entreprises privées et de l'exploitation du service public, respectivement.

D. Pièces à joindre à la déclaration

D'après le § 2 de l'article 9 du règlement, il convient de joindre à la déclaration relative à la taxe, la copie des documents déposés au bureau de l'enregistrement pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières¹ et dont la production est exigée par l'article 17 du Code général des impôts directs en matière d'impôt cédulaire commercial.

La circulaire administrative précise d'ailleurs à ce sujet que si la copie des documents dont il s'agit a déjà été déposée une fois à l'appui de la déclaration relative à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, il n'est pas nécessaire de la fournir une deuxième fois lors de la remise de la déclaration spéciale prévue pour la taxe².

1. Ces documents comprennent les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou d'associés, ou les délibérations des conseils d'administration, ayant fixé le dividende, ou, à défaut, tous comptes rendus ou autres documents analogues permettant d'établir la répartition des bénéfices ; éventuellement, dans les sociétés à responsabilité limitée, la décision des associés consultés individuellement. Conf. L. Bocquet, *op. cit.*, t. IV, p. 52.

2. Cf. *Revue hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 24 juin 1937, Notes fiscales, p. 44 ; *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 667 (N° 58 de la circulaire administrative).

III. Contrôle (Art. 10 du règlement)

Il résulte de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1936, que, d'une façon générale, les pouvoirs de contrôle de l'Administration sont, en matière de taxe annuelle, les mêmes que pour l'impôt cédulaire commercial. Les sociétés sont donc tenues de représenter, à toute réquisition du contrôleur, tous documents comptables, inventaires, copies de lettres, etc. de nature à justifier l'exactitude de leurs déclarations.

L'article 10 du règlement précise, d'ailleurs, à ce sujet, que :

« Les déclarations sont vérifiées et peuvent être rectifiées dans les conditions prévues aux articles 18 et 19 du Code général des impôts directs.

« En cas de désaccord entre le contrôleur et le contribuable, ce désaccord peut être soumis à la commission consultative visée à l'article 18 du dit Code ».

Rappelons que, d'après l'article 18 du Code général des impôts directs, le contrôleur peut rectifier les déclarations qui lui sont remises. Il doit alors en aviser le contribuable et lui indiquer les motifs de la ou des rectifications qu'il envisage. Un délai de 20 jours est imparti à l'intéressé pour présenter ses observations ; si à la suite de l'examen de ces observations par le contrôleur, le désaccord persiste, il peut être soumis, soit par le contribuable, soit par l'Administration, à l'appréciation d'une commission consultative. Cette commission qui siège au chef-lieu du département est composée (loi du 31 décembre 1936, portant réforme fiscale, art. 21) de six commerçants ou industriels désignés par la Chambre de commerce, d'un président ou administrateur de coopérative de consommation, d'un contribuable salarié, et d'un propriétaire rural exploitant, désignés par le préfet.

La commission consultative se borne à émettre un avis, lequel est notifié au contribuable par le contrôleur ;

cet avis ne lie aucune des deux parties et le contribuable, en particulier, peut toujours porter sa réclamation, après l'établissement du rôle, devant la juridiction contentieuse. Dans ce cas, cependant, si la taxation fixée par le contrôleur est conforme à l'appréciation de la commission, c'est au contribuable qu'il appartient d'apporter la preuve du chiffre exact de ses bénéfices. Dans le cas contraire, la charge de la preuve incombe à l'Administration en tant que le bénéfice retenu par le contrôleur pour l'assiette de l'impôt excède l'appréciation de la commission.

Rappelons enfin que d'après l'article 19 du Code général des impôts directs, auquel se réfère l'article 10 du règlement, les ingénieurs des mines peuvent être appelés, soit au lieu et place des agents des contributions, soit concurremment avec eux, à vérifier les déclarations d'une catégorie particulière de contribuables : les sociétés exploitant des mines ou des carrières.

IV. Majorations d'impôt *(Art. 11 du règlement)*

L'article 11 du règlement n'est que l'adaptation à la taxe annuelle des majorations d'impôt prévues par les articles 24 et 25 du Code général des impôts directs en matière de cédule commerciale.

Le premier paragraphe de cet article décide que : « lorsque la déclaration prévue à l'article 9 ci-dessus n'a pas été produite dans le délai fixé par ledit article, la taxe est établie d'office et son montant est majoré de 25 % ».

D'autre part, d'après le paragraphe 2 : « en cas d'inexactitude relevée dans les documents et renseignements écrits fournis à l'appui soit de la déclaration du bénéfice réel souscrite pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, soit de la déclaration spéciale visée ci-dessus, la taxe est doublée sur la fraction du bénéfice taxable qui a été dissimulée à condi-

tion que l'insuffisance constatée soit supérieure au 1/10 ou qu'elle excède 20.000 francs ».

En d'autres termes, le doublement de la taxe peut être :

1° soit la conséquence du doublement de l'impôt cédulaire sanctionnant l'inexactitude des renseignements inclus dans la déclaration relative à cet impôt (art. 25 du Code général des impôts directs) ;

2° soit la sanction des inexactitudes constatées dans la déclaration spéciale seulement.

V. Droit de répétition. Recouvrement.

Contentieux, etc...

(Art. 13 du règlement)

Complétant les articles 27 et 28 de la loi du 31 décembre 1936, l'article 13 du règlement précise que les « dispositions des articles 139, 140, 141 (al. 1), 142 à 150 du Code général des impôts directs sont applicables à la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués ».

Les différents articles auxquels se réfère ainsi le règlement ont trait aux questions suivantes :

Articles 139 et 140 du Code général : droit de répétition.

— Conformément à l'alinéa 1 de l'article 139 du Code général, les omissions totales ou partielles d'imposition peuvent être réparées jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due.

Nous avons, d'autre part, déjà signalé les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 139 (erreur commise sur le lieu d'imposition) ainsi que celles de l'article 140 (changement de lieu d'imposition)¹.

Article 141 (al. 1) du Code général : recouvrement. — Il résulte de l'application de l'alinéa 1 de l'article 141 du Code général, à la taxe annuelle, que celle-ci est recou-

1. *Suprà*, p. 137.

vrée comme en matière de contributions directes, donc par voie de rôles nominatifs. Pour les conditions et les délais de paiement, il convient de se reporter notamment aux articles 383-388 du Code général, remarque étant faite que les rôles de l'impôt cédulaire commercial et de la taxe ne sont pas nécessairement mis en recouvrement à la même date.

Article 142 du Code général : contentieux. — Le contentieux de la taxe annuelle est celui prévu en matière de contributions directes, et que nous résumons ci-dessous ¹.

Les contribuables qui s'estiment imposés à tort ou surtaxés doivent tout d'abord adresser une demande en décharge ou en réduction à la Direction des contributions directes dont dépend le lieu de leur imposition, et ce, dans un délai de trois mois partant du premier jour du mois qui suit la mise en recouvrement du rôle.

La décision du Directeur doit intervenir dans les six mois de la présentation des réclamations ; si les contribuables n'obtiennent pas entière satisfaction, ils peuvent se pourvoir devant le Conseil de préfecture dans le délai d'un mois à partir du jour où ils ont reçu la notification de la décision administrative.

D'une façon générale, les contribuables qui ont introduit des réclamations auprès de la Direction générale des contributions directes et du Conseil de préfecture peuvent, dans certaines conditions fixées par l'article 385 du Code général, surseoir au paiement de la partie contestée de leurs impositions.

Les arrêts du Conseil de préfecture sont susceptibles d'appel au Conseil d'Etat ; le pourvoi en appel n'est pas suspensif du paiement.

Articles 143 à 145 et 146 à 150 du Code général. — Ces articles ont trait, respectivement, au secret professionnel et aux peines correctionnelles.

1. Articles 360 à 377 du Code général des impôts directs.

CHAPITRE VI

CAS PARTICULIERS

Nous avons réservé au présent chapitre — qui sera le dernier de la deuxième partie de ce travail — l'examen de deux cas particuliers que, pour plus de clarté, nous avons jugé préférable de séparer du reste de notre étude.

Il s'agit de la situation, au regard de la taxe annuelle, d'une part, des entreprises qui procèdent à une cession de tout ou partie de leur actif, ou qui cessent leur exploitation, et d'autre part, des compagnies de chemins de fer, à la suite de la réforme résultant du décret du 31 août 1937.

I. Cession ou cessation d'entreprise

Nous avons, maintes fois, souligné au cours des chapitres qui précèdent, la parfaite correspondance des règles applicables à l'impôt cédulaire commercial et à son complément, la taxe annuelle.

Dans le cas de cession ou cessation d'entreprise, cette correspondance n'était plus possible. Dans cette hypothèse, en effet, d'après l'article 26 du Code général des impôts directs¹ que la cession ou la cessation soit totale ou partielle, l'impôt sur les bénéfices industriels et com-

1. Cf. L. Bocquet, *op. cit.*, t. II, p. 401 à 413, Supplément 1936, p. 137 à 141.

merciaux dû en raison des bénéfices¹ qui n'ont pas été encore taxés est immédiatement établi », et la déclaration doit être remise au contrôleur dans un délai de dix jours, lequel commence à courir :

— lorsqu'il s'agit de la vente ou de la cession d'un fonds de commerce, du jour où la vente ou la cession a été publiée dans un journal d'annonces légales ;

— lorsqu'il s'agit de la vente ou de la cession d'autres entreprises, du jour où l'acquéreur ou le cessionnaire a pris effectivement la direction des exploitations ;

— lorsqu'il s'agit de la cessation d'entreprises, du jour de la fermeture définitive des établissements.

Il est bien évident que ce n'est pas dans ce même délai de dix jours que peut être décidée la répartition des bénéfices, point de départ de l'imposition éventuelle à la taxe annuelle.

Et c'est pourquoi le règlement a prévu des mesures tout à fait spéciales en vue de l'établissement de la taxe annuelle en cas de cession ou de cessation d'entreprise. Ces règles font l'objet de l'article 12 du règlement.

Le premier paragraphe de cet article envisage tout d'abord le cas de cession ou de cessation d'entreprise non accompagnée de la dissolution de la société.

Le paragraphe 2 énonce les règles qu'il convient d'appliquer lorsque la cession ou la cessation d'entreprise est accompagnée de la dissolution de la société, c'est-à-dire lorsque celle-ci est mise en liquidation.

A. Cession ou cessation d'entreprise non accompagnée de la dissolution de la société

Le texte réglementaire prescrit que, dans cette hypothèse, « la taxe correspondant aux bénéfices non distribués de l'exercice au cours duquel a eu lieu la cession ou la cessation est établie dans les conditions prévues par les articles précédents ».

1. Auxquels sont rattachés le cas échéant les plus-values constatées en fin d'exploitation.

L'application de ce texte ne paraît pas soulever de difficultés : à la suite de la cession ou de la cessation d'entreprise, la déclaration relative à l'impôt cédulaire commercial devra être fournie au contrôleur dans les conditions et délais prévus par l'article 26 précité du Code général des impôts directs, mais, par contre, aucune déclaration spéciale n'aura à être remise en ce qui concerne la taxe annuelle. Celle-ci sera établie d'après les résultats de l'exercice au cours duquel s'est produite la cession ou la cessation et la déclaration spéciale afférente à ces résultats et à leur répartition sera produite dans les conditions et délais que nous avons exposés précédemment, c'est-à-dire conformément au droit commun.

B. Cession ou cessation d'entreprise accompagnée de la dissolution de la société

Le § 2 de l'article 12 du règlement prévoit dans le cas où la cession ou la cessation d'entreprise a été suivie de la mise en liquidation de la société, une double solution suivant que la liquidation est terminée dans le délai d'un an, ou prolongée au delà.

a. La liquidation est terminée dans le délai d'un an.

Le texte réglementaire est ainsi conçu : « En cas de cession ou de cessation d'entreprise, accompagnée de la dissolution de la société, la taxe n'est due pour aucune fraction des bénéfices du dernier exercice si ces bénéfices sont intégralement distribués dans le délai d'un an à compter de la date de la dissolution »¹.

Dans ce cas, en effet, la répartition aux actionnaires et autres titulaires de droits sociaux, des bénéfices de l'exercice final qui sont compris dans le boni de liquidation donnera lieu à la perception sur les sommes distribuées, de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières dans un temps suffisamment restreint pour qu'il ne soit plus

1. Ces principes trouveront leur application, en cas de fusion, en ce qui concerne l'exercice final des sociétés absorbées.

possible de prétendre, suivant l'expression que nous avons citée de M. V. Auriol, que « l'Etat a été frustré de l'impôt auquel il avait droit ».

b. La liquidation est prolongée au delà d'un an¹.

Ainsi que le souligne la circulaire administrative du 5 juin 1937¹, les dispositions édictées par le règlement pour l'établissement de la taxe annuelle dans le cas qui nous occupe, sont inspirées du souci d'éviter « que des sociétés puissent, sous le couvert de leur mise en liquidation, continuer à fonctionner comme sociétés de gestion ou holdings, sans avoir à acquitter la taxe, à raison des bénéfices non distribués ».

En fait, l'alinéa 2 du § 2 de l'article 12 du règlement est ainsi rédigé : « Si la liquidation est prolongée au delà du délai d'un an, la taxe est due pour les bénéfices réalisés au cours du dernier exercice d'exploitation ou au cours de la liquidation et qui ne sont pas immédiatement distribués ».

« Cette taxe est calculée d'après la différence entre le bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux pour chaque période d'imposition, corrigé conformément à l'article 3 du présent décret, et les sommes mises en distribution par prélèvement sur ce bénéfice ».

En d'autres termes, dès lors que la liquidation se prolonge au delà d'un an, la société est considérée comme poursuivant son exploitation ; par suite, elle redevient passible de la taxe, pendant la liquidation, dans les conditions qui ont été étudiées au cours des chapitres précédents. En particulier, la taxe sera établie pour chaque exercice compris dans la période de liquidation en partant du bénéfice net retenu pour la taxation à l'impôt cédulaire, au titre du même exercice, et augmenté, le cas échéant, des revenus fonciers et mobiliers.

Bien entendu, les bénéfices du dernier exercice de liqui-

1. *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 672 et 677 (N° 66 et 75 de la circulaire administrative).

dation étant immédiatement distribués, n'auront pas à supporter la taxe.

D'autre part, si au cours de la période de liquidation, un exercice se solde en perte, et que celle-ci ne puisse plus être compensée avec des bénéfices ultérieurs, alors que, par ailleurs, des bénéfices réalisés au cours d'exercices précédents ont été soumis à la taxe, l'Administration admet qu'il y a lieu d'accorder sur le montant de la taxe afférente à ces bénéfices, un dégrèvement correspondant au montant de la perte qu'il n'est plus possible de compenser ¹.

Nous reproduisons ci-dessous l'un des exemples donnés à ce sujet par la circulaire administrative.

La liquidation d'une société s'est poursuivie au cours des années 1937 à 1939, la situation pour chacune de ces années se présentant ainsi :

Année	Bénéfice ou Perte	Bénéfice distribué	Bénéfice taxé
	fr.	fr.	fr.
1937	+ 1.000.000	500.000	500.000
1938	— 800.000	...	...
1939	+ 100.000	...	...
Totaux	+ 300.000	500.000	500.000

La perte subie en 1938, fr. : 800.000, n'a pu être compensée qu'à concurrence de fr. : 100.000, par le bénéfice de l'exercice 1939. La perte non compensée qui s'élève à fr. : 700.000 est donc supérieure au bénéfice qui a été taxé depuis l'ouverture de la liquidation. Par suite, décharge sera accordée à la société, de la taxe payée par elle sur le bénéfice réservé de 1937.

Signalons également que l'Administration considère, qu'en principe, il y a lieu d'admettre que les sommes distribuées au cours d'une année ou d'un exercice, pendant la période de liquidation, ont été prélevées en premier

1. *Revue des impôts sur le commerce et l'industrie*, N° d'octobre 1937, p. 674 à 675 (N° 71 de la circulaire administrative du 5 juin 1937).

lieu sur les bénéfices réalisés au cours de cette année ou de cet exercice ¹.

En ce qui concerne les déclarations spéciales à produire pendant la liquidation pour l'établissement de la taxe, le règlement prescrit ce qui suit :

« La déclaration prévue à l'article 9 doit être faite .

1^o Pour l'exercice au cours duquel la dissolution a été prononcée, dans les 30 jours après l'expiration du délai d'un an ci-dessus visé (voir § a).

2^o Pour chaque année ou chaque exercice compris dans la période de liquidation, en même temps que la déclaration relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ou si les comptes de l'année ou de l'exercice sont soumis à l'approbation des associés ou des actionnaires, dans les 30 jours de la décision statuant sur ces comptes, sans que le délai de déclaration puisse être prolongé au delà du 1^{er} juillet de l'année d'imposition ».

c. Responsabilité des liquidateurs.

Le dernier alinéa de l'article 12 du règlement dispose à ce sujet que : « Le ou les liquidateurs seront personnellement et pécuniairement responsables de la non-observation des prescriptions ci-dessus, sans préjudice des peines correctionnelles prévues à l'article 146 du Code général des impôts directs ».

II. Compagnies de chemins de fer

Nous avons exposé, dans l'avant-propos dont nous avons fait précéder la deuxième partie de ce travail ², que la réforme du régime des Chemins de fer prescrite par l'article 26 de la loi du 31 décembre 1936, avait été réalisée par le décret-loi du 31 août 1937.

Nous rappelons également que le même article 26

1. N^o 72 de la circulaire administrative.

2. *Suprà*, p. 77 à 78.

interdisait aux compagnies de procéder, avant que la réforme prévue ne soit intervenue, à des distributions de réserves sans l'autorisation du ministre des Finances.

Le décret du 31 août 1937 a approuvé la convention de même date passée entre le ministre des Travaux publics d'une part, les grandes compagnies et les réseaux d'Etat, d'autre part, et qui a donné naissance à la Société nationale des Chemins de fer français dont l'Etat détient 51 % du capital.

Les dispositions essentielles de la convention du 31 août 1937 peuvent être résumées comme suit, en ce qui concerne notamment les compagnies privées (compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, et du Midi, lesquelles sont constituées sous la forme de sociétés anonymes) :

Ces compagnies subsistent et restent concessionnaires, mais elles renoncent, à dater du 1^{er} janvier 1938, au droit d'exploiter les concessions dont elles bénéficient, lequel est transféré à la Société nationale.

Elles font apport de tout leur actif (matériel, outillage, approvisionnements, etc.) à la Société nationale, à l'exception toutefois de leurs domaines privés dont elles conservent la libre disposition.

Ces domaines, qui comprennent des immeubles et des valeurs mobilières, correspondent aux réserves statutaires et aux réserves spéciales des actionnaires. Ils ont été constitués par des prélèvements effectués sur les bénéfices nets avant la Convention du 28 juin 1921 et depuis, se sont accrus de leurs produits et revenus sur lesquels, précisément, devait porter la taxe de 50 % prévue par le projet de loi initial de taxation des réserves.

En représentation de leur apport, les compagnies reçoivent des actions de la Société nationale, portant intérêt à 6 % l'an. Ces actions doivent rester bloquées au nom de chacune d'elles jusqu'en 1955, date moyenne de l'expiration des concessions (art. 2 de la convention).

De même, les sommes que recevront les compagnies de la Société nationale au titre de l'intérêt et de l'amor-

tissement des actions d'apport détenues par elles seront inscrites à un compte spécial et, en principe, ne pourront faire l'objet d'aucune répartition entre les actionnaires avant le 31 décembre 1955, à l'exception toutefois, dans certaines conditions, d'une fraction de 20 %.

Par contre, les compagnies auront la gestion de ces sommes et pourront disposer librement des revenus qui en résulteront (art. 3 de la convention).

Enfin, les compagnies recevront de la Société nationale les annuités correspondant à l'intérêt statutaire, au dividende garanti et à l'amortissement de leurs propres actions (art. 5 de la convention).

En résumé, la convention du 31 août 1937 a transformé les compagnies privées de chemins de fer en véritables organismes de gestion financière, constituées sous forme de sociétés anonymes, et ayant actuellement pour actif les domaines privés, et les actions reçues de la Société nationale.

Ceci exposé, nous allons étudier la situation de ces organismes, au regard de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués. Il convient à ce sujet de faire état des considérations suivantes :

1^o Les sommes que les Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi doivent, à raison de leurs actions, recevoir de la Société nationale, en vertu de l'article 5 de la convention du 31 août 1937 (c'est-à-dire les sommes destinées au paiement de l'intérêt statutaire et du dividende garanti prévu par l'article 15 de la convention du 28 juin 1921 ainsi que les sommes destinées à l'amortissement du capital), ne sauraient normalement, de par leur nature même, donner lieu à la perception de la taxe annuelle.

2^o Aux termes du § 4 de l'article 10 du décret-loi du 31 août 1937, sont exemptées de la taxe : « les sommes encaissées par les Compagnies du Nord, de l'Est, etc., et inscrites au compte spécial prévu par l'article 3 de la convention du 31 août 1937, approuvée par le décret du même jour, ainsi que les produits de ce compte ».

Nous rappelons que les sommes dont il s'agit sont les

annuités (intérêt et amortissement) que doivent recevoir les compagnies, relativement aux actions de la Société nationale détenues par elles, et qu'elles ne peuvent distribuer, en principe, aux actionnaires avant le 31 décembre 1955. L'exonération dont bénéficient ces sommes n'est que l'application du principe général posé par l'article 3 du règlement du 28 mai 1937, d'après lequel sont déductibles du bénéfice imposable à la taxe, les bénéfices dont la distribution est interdite par des mesures législatives ou réglementaires.

On remarquera, d'autre part, que cette exonération a été étendue au produit résultant du placement des sommes bloquées, produits dont les compagnies auront la libre disposition. L'article 3 de la convention du 31 août 1937 prévoit d'ailleurs, à ce sujet, que « le montant du compte spécial et de ses produits seront exonérés de tout impôt frappant les réserves des sociétés ».

3° De ce qui précède, il résulte qu'en fait les compagnies ne seront susceptibles d'être atteintes par la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués qu'en ce qui concerne les produits et revenus de leurs domaines privés, passibles de l'impôt cédulaire commercial, et ce, suivant les principes qui régissent la généralité des sociétés.

Elles pourront d'ailleurs liquider, comme elles l'entendront, les éléments de ces domaines et répartir les produits de la liquidation entre leurs actionnaires, l'interdiction que leur faisait l'article 26 de la loi du 31 décembre 1936 de distribuer leurs réserves, contre-partie des domaines privés, étant en effet devenue caduque depuis que la réorganisation du régime des chemins de fer prescrite par ledit article est intervenue.

Enfin, le taux d'après lequel les compagnies doivent, le cas échéant, être imposées à la taxe annuelle, sera le taux de droit commun de 4%, et non le taux de 6% prévu par l'article 25 de la loi du 31 décembre 1936, puisque, tout en restant concessionnaires, elles n'exploitent plus de services publics, cette exploitation étant assurée désormais par la Société nationale.

Ajoutons, pour terminer, qu'étant donné les conditions dans lesquelles les compagnies sont destinées à fonctionner à la suite de la convention du 31 août 1937, il est peu probable que, dans l'avenir, elles aient à acquitter la taxe sur les bénéfices non distribués.

Troisième Partie

Du prélèvement exceptionnel sur les réserves

- 1) *Texte législatif* : articles 23, 24, 25 et 28 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale (Annexe I).
 - 2) *Texte réglementaire* : articles 14 à 24 (titre II) du règlement d'administration publique du 28 mai 1937 (Annexe III).
-

REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Avant de commencer cette troisième partie, il convient de préciser dès maintenant ce qui suit :

Le prélèvement exceptionnel, nous l'avons vu, a été conçu par la loi du 31 décembre 1936 comme un impôt unique, non renouvelable, devant être établi au titre de l'année 1937. Les sociétés assujetties ont eu un délai de deux mois, à partir de la publication au *Journal officiel* du règlement du 28 mai 1937, pour produire au contrôleur des contributions directes la déclaration de leurs réserves imposables.

Ce délai est expiré depuis le début du mois d'août 1937.

L'étude à laquelle nous allons procéder est donc, dans une certaine mesure, une étude rétrospective. Toutefois, il est à remarquer qu'une grande partie des impositions déjà établies par l'Administration n'ont qu'un caractère provisoire, étant donné la longueur des opérations de vérification, et, vraisemblablement, il y aura lieu de procéder, dans de nombreux cas, à des impositions complémentaires, lesquelles pourront intervenir, par application du délai de répétition de trois ans, jusqu'au 31 décembre 1940. Il s'ensuit que l'examen des règles prévues par la loi et le règlement, en matière de prélèvement exceptionnel, conserve actuellement tout son intérêt.

Nous signalons, d'autre part, que certaines questions étant communes à la taxe annuelle et au prélèvement exceptionnel, nous renverrons, lorsque nous les rencontrerons au cours des chapitres qui vont suivre, aux commentaires et explications que nous avons déjà donnés à leur sujet dans notre deuxième partie.

CHAPITRE PREMIER

DES SOCIÉTÉS IMPOSABLES

Le principe du prélèvement exceptionnel sur les réserves a été posé par l'article 23 de la loi du 31 décembre 1936.

Les alinéas 1, 3 et 4 de cet article disposent que :

Alinéa 1. « Il est établi à la charge des sociétés françaises par actions ou à responsabilité limitée, un prélèvement exceptionnel de 2% sur le montant des réserves susceptibles d'être dégagées de l'examen des divers postes du passif ou de l'actif des bilans afférents à l'exercice clos en 1935 ».

Alinéa 3. « Sont exemptes du prélèvement, les sociétés n'ayant pas plus de cinq ans d'existence au 1^{er} janvier 1936 ».

Alinéa 4. « Par ailleurs, le calcul du prélèvement est effectué en défalquant du montant des réserves imposables une somme de 5 millions de francs ».

De son côté, le règlement du 28 mai 1937 a prévu ce qui suit sous l'article 14 :

« Le prélèvement exceptionnel sur les réserves, institué par l'article 23 de la loi du 31 décembre 1936 est applicable aux sociétés françaises par actions ou à responsabilité limitée, quel que soit leur objet, existant à la date du 1^{er} janvier 1936, y compris les sociétés en liquidation, à l'exception de celles qui n'avaient pas plus de 5 ans d'existence à la même date.

« Sont considérées comme sociétés françaises, pour

l'application du présent article, les sociétés constituées suivant les lois françaises et ayant en France leur siège social effectif ».

Sur la base des textes que nous venons d'énumérer, nous allons examiner successivement les conditions nécessaires à l'imposition des sociétés et les exemptions qui en résultent.

I. Conditions nécessaires à l'imposition des sociétés

Ces conditions ont trait respectivement :

A. à la forme des sociétés ;

B. à leur nationalité ;

C. à leur existence et à leur ancienneté au 1^{er} janvier 1936.

A. Conditions de forme

Ne sont atteintes, par le prélèvement exceptionnel, que les sociétés qui revêtaient, à la date du 1^{er} janvier 1936, la forme par actions ou à responsabilité limitée.

De même qu'en matière de taxe annuelle¹, il y a lieu de considérer comme sociétés par actions, non seulement celles définies aux Titres I et II de la loi du 24 juillet 1867, mais aussi celles dont le capital est divisé en parts négociables par les modes commerciaux et dont les associés ne sont tenus que jusqu'à concurrence du montant de leurs parts, sans solidarité entre eux.

D'autre part, la forme des sociétés seule importe, leur objet civil ou commercial étant sans influence sur leur imposition.

En vertu de ce qui précède, échappent au prélèvement, les sociétés de personnes (sociétés en nom collectif et en commandite simple) et les sociétés civiles, par leur objet

1. *Suprà*, p. 83.

et dans leur forme, la situation de ces sociétés devant être envisagée à la date du 1^{er} janvier 1936.

B. *Conditions de nationalité*

Nous avons vu que, pour déterminer les conditions d'exigibilité de la taxe annuelle, il n'y a pas lieu de faire état de la nationalité des sociétés. La taxe, en effet, n'est que le prolongement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et comme telle, est établie d'après les mêmes principes. Or, l'impôt cédulaire est dû à raison des bénéfices réalisés dans les entreprises exploitées en France, que cette exploitation soit assurée par une société française ou une société étrangère.

En matière de prélèvement exceptionnel sur les réserves, il n'en est plus de même, et seules les sociétés françaises y sont soumises.

La raison en est que le prélèvement est un impôt d'un caractère particulier, légalement indépendant de l'impôt cédulaire commercial et subordonné, par suite, à des règles qui lui sont propres.

D'après l'article 14 du règlement, doivent être considérées comme sociétés françaises, les sociétés constituées suivant les lois françaises (lois du 24 juill. 1867, 7 mars 1925, art. 1832 et suiv. du Code civil) et ayant en France leur siège social effectif.

Sont donc exemptées du prélèvement, les sociétés ayant leur siège social effectif hors de France, c'est-à-dire à l'étranger ou aux colonies, et ce, quelle que soit l'activité exercée par ces sociétés en France.

En particulier, une société étrangère exploitant des établissements sis en France échappe au prélèvement exceptionnel, alors qu'elle peut être passible de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués.

Par ailleurs, il convient d'insister sur l'expression « siège social effectif ». On sait que, conformément à la jurisprudence civile, le siège social effectif est le lieu où se réunissent les organes supérieurs : conseils d'administration, assemblées générales, gérants, qui représentent

la société. C'est donc là une question de fait soumise à l'appréciation de l'Administration, sous le contrôle des tribunaux.

C. Conditions d'existence et d'ancienneté au 1^{er} janvier 1936

Conformément à la loi et au règlement, le prélèvement frappe toutes les sociétés qui existaient à la date du 1^{er} janvier 1936, y compris les sociétés en liquidation, à l'exception de celles qui n'avaient pas plus de cinq ans d'existence à la même date.

Ces mesures résultent d'un compromis entre la Chambre et le Sénat.

L'article 20 du projet de loi qui prévoyait l'institution du prélèvement exceptionnel ne tenait aucun compte de l'ancienneté des sociétés assujetties. Voté sans changement par la Chambre, le texte du projet fut disjoint par le Sénat, repris purement et simplement par la Chambre, de nouveau repoussé par le Sénat. Au cours de la navette du 31 décembre 1936, les deux assemblées se firent des concessions mutuelles : le Sénat accepta le principe du prélèvement, mais de son côté, la Chambre dut consentir à exonérer les sociétés de création récente : primitivement fixé à 3 ans par la Chambre, le délai d'exonération fut finalement porté à 5 ans¹.

a. Existence des sociétés au 1^{er} janvier 1936 :

Le règlement a compris, parmi les sociétés existant au 1^{er} janvier 1936, celles qui étaient en liquidation à cette date mais qui subsistaient pour les besoins de leur liquidation.

La portée de cette disposition est atténuée dans la pratique par le dernier alinéa de l'article 20 du règlement,

1. Voir notamment à ce sujet : Chambre des députés, séance du 31 décembre 1936, *J. off.* du 1^{er} janvier 1937, 1^{re} délibération, *Débats*, p. 4058 ; 2^e délibération, *Débats*, p. 4080 ; 3^e délibération, *Débats*, p. 4087. — Sénat, même séance, 1^{re} délibération, *Débats*, p. 1924 ; 2^e délibération, *Débats*, p. 1969 ; 3^e délibération, *Débats*, p. 1987 et 1988.

dont l'application conduit à exonérer les sociétés qui ont terminé leur liquidation en 1936.

Cet alinéa prévoit en effet, que :

« En ce qui concerne les sociétés en liquidation, le montant du prélèvement peut, sur la demande du liquidateur accompagnée des justifications nécessaires, être limité au montant de l'actif restant à répartir à la date du 1^{er} janvier 1937 ».

b. Ancienneté des sociétés au 1^{er} janvier 1936 :

Sont exonérées du prélèvement, les sociétés qui, au 1^{er} janvier 1936, n'avaient pas plus de cinq ans d'existence, c'est-à-dire celles dont la constitution définitive est antérieure au 1^{er} janvier 1931.

On sait que conformément aux articles 4 et 25 de la loi du 24 juillet 1867, les sociétés par actions sont définitivement constituées à partir de la deuxième assemblée générale constitutive approuvant les apports et nommant les premiers administrateurs, ainsi que les commissaires aux comptes.

Quant aux sociétés à responsabilité limitée, leur constitution définitive résulte de la signature, par tous les fondateurs, de l'acte de société, lequel, d'après l'article 7 de la loi du 7 mars 1925, doit constater que toutes les parts sociales ont été réparties et qu'elles sont entièrement libérées.

La circulaire administrative du 5 juin 1937 précise que, lorsqu'au cours de son existence la société a changé de forme, sans qu'il y ait eu création d'un être moral nouveau, c'est la date de la constitution et non celle de la transformation qui doit être prise en considération ¹.

Par ailleurs, il est un cas particulier qui mérite d'être examiné, c'est celui où plusieurs sociétés ont fusionné par voie d'absorption, ou par création d'une société nouvelle ².

1. Cf. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 8 juillet 1937, p. 45 (N° 93 de la circulaire administrative).

2. Cf. Circulaire administrative N° 94-97.

Deux hypothèses sont à considérer, suivant que les sociétés absorbées n'ont fait apport à la société absorbante ou à la société nouvelle que de leur actif net, se réservant de régler elles-mêmes leur passif, ou au contraire, ont fait apport de la totalité de leur actif à charge par la société absorbante ou la société nouvelle de régler leur passif.

Dans la première hypothèse, les sociétés absorbées ont été dissoutes, la dissolution étant suivie de leur mise en liquidation. Si donc ces sociétés subsistaient encore, pour les besoins de leur liquidation au 1^{er} janvier 1936, elles sont passibles du prélèvement exceptionnel dans les conditions fixées pour les sociétés en liquidation par les articles 14 et 20 précités du règlement (par conséquent, exonération en cas de liquidation terminée en 1936).

D'autre part, la société absorbante et la société nouvelle ne sont passibles du prélèvement, en vertu du principe général, que si leur constitution est antérieure au 1^{er} janvier 1931.

Dans la deuxième hypothèse (apport de l'actif total avec prise en charge du passif), la fusion a entraîné la dissolution des sociétés absorbantes, mais non leur mise en liquidation. Il y a eu simplement échange des actions de ces sociétés contre celles de la société absorbante ou de la société nouvelle.

Nous résumons, ci-dessous, les règles qui, dans le silence du règlement, ont été prévues par la circulaire administrative en pareille hypothèse :

1^o La fusion a été réalisée antérieurement au 1^{er} janvier 1931. Par conséquent, à la date d'application du prélèvement, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1936, seule subsistait la société absorbante, ou la société nouvelle, laquelle comptait plus de cinq ans d'existence à cette date ; le prélèvement est donc exigible sur les réserves de cette société.

2^o La fusion a été réalisée entre le 1^{er} janvier 1931 et le 31 décembre 1935 : l'Administration décide que le prélèvement est dû par la société absorbante ou nouvelle

si l'une, au moins, des sociétés fusionnées avait été constituée antérieurement au 1^{er} janvier 1931.

Elle admet toutefois qu'il n'est pas applicable aux réserves apportées à la société absorbante ou nouvelle « par des sociétés fusionnées qui n'auraient pas eu plus de cinq ans d'existence au 1^{er} janvier 1936, et par suite n'auraient pas été passibles du prélèvement si elles avaient continué à exister comme sociétés indépendantes »¹.

3^o La fusion a été réalisée au cours de l'année 1936 : dans ce cas, il y a lieu, tout d'abord, d'examiner quelle était la situation à la date du 1^{er} janvier 1936, conformément à la règle générale, de chacune des sociétés absorbées au regard du prélèvement. Mais ce dernier étant établi au titre de l'année 1937, ce sera la société absorbante ou nouvelle, — la seule qui soit en existence à cette époque —, qui sera responsable du paiement des cotisations dues éventuellement par les sociétés absorbées, lesquelles ont disparu en 1936, lorsque leur constitution était antérieure au 1^{er} janvier 1931.

De plus, la société absorbante est passible, en ce qui la concerne personnellement, du prélèvement dans la mesure où elle a été constituée avant le 1^{er} janvier 1931, alors que si la fusion a été effectuée par création d'une société nouvelle, celle-ci n'ayant été constituée qu'en 1936 ne saurait être atteinte, pour son propre compte, par le prélèvement.

II. Exemptions

Les exemptions du prélèvement découlent des conditions nécessaires à son imposition, telles que nous venons de les exposer. C'est ainsi que sont exonérées les sociétés qui, au 1^{er} janvier 1936, ne revêtaient pas la forme par actions ou à responsabilité limitée, ou bien n'étaient pas

1. Cf. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 8 juillet 1937, Notes fiscales, p. 46.

françaises ou encore n'avaient pas plus de cinq ans d'existence.

Il résulte d'autre part, tant de la loi (art. 23) que du règlement (art. 14 et 20), que certaines sociétés passibles, en principe, du prélèvement, en sont affranchies en fait. Tel est le cas des sociétés dont les réserves imposables, afférentes à l'exercice clos en 1935, étaient inférieures à la somme de cinq millions de francs (art. 23, al. 4 de la loi du 31 déc. 1936) ; de même, se trouvent exonérées les sociétés qui, à la date du 1^{er} janvier 1936, étaient en liquidation, lorsque celle-ci s'est terminée en 1936.

Nous verrons plus loin, d'autre part, que l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936, exempte du prélèvement « les réserves obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ». Or, l'article 17 du règlement prévoit, au deuxième et dernier alinéa, que « sont également affranchies du prélèvement, comme réserves obligatoires, celles qui sont constituées par les sociétés au moyen de bénéfices qu'il leur est interdit, par la loi ou les règlements, de distribuer sous une forme quelconque ». Il s'ensuit que pour les sociétés dont il s'agit, qui ne peuvent ni distribuer de dividendes, ni répartir de réserves, le prélèvement exceptionnel n'est pas dû. Leur situation à l'égard du prélèvement, est la même qu'à l'égard de la taxe annuelle. Nous renvoyons donc, sur ce point, aux indications que nous avons données sur ces sociétés dans la deuxième partie ¹, étant rappelé que l'exemption dont elles bénéficient ne leur est acquise qu'autant qu'elles sont constituées et qu'elles fonctionnent conformément aux lois et règlements qui les régissent. Dans les mêmes conditions sont également affranchies du prélèvement, précise la circulaire administrative, « toutes les sociétés de caractère coopératif ou mutualiste qui figurent parmi les organismes exemptés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux par l'article 4 du Code général des impôts directs ».

1. *Suprà*, p. 112 à 114.

CHAPITRE II

DE L'ASSIETTE DU PRÉLEVEMENT

Texte législatif : articles 23 et 24 de la loi du 31 décembre 1936, portant réforme fiscale.

Nous examinerons successivement les questions suivantes :

- I. Du bilan à retenir pour l'assiette du prélèvement.
- II. Des réserves soumises au prélèvement.
- III. Des réserves exonérées.
- IV. Du régime applicable aux amortissements et provisions.
- V. De la déduction des pertes d'exercices antérieurs.
- VI. Du cas particulier des sociétés possédant ou ayant possédé des exploitations hors de France.

I. Du bilan à retenir pour l'assiette du prélèvement

A. Principe

Il résulte de l'article 23 (al. 1) de la loi du 31 décembre 1936, comme aussi de l'article 15 (§ 1, al. 1) du règlement du 28 mai 1937, que le prélèvement porte sur les réserves qui ressortent des divers postes de l'actif ou du passif des bilans afférents à l'exercice clos en 1935.

Par conséquent, si l'exercice social d'une société coïncide avec l'année civile, c'est le bilan au 31 décembre 1935, qui doit être considéré ; si l'exercice se termine le

31 octobre, c'est le bilan afférent à l'exercice 1^{er} novembre 1934-31 octobre 1935 qu'il y a lieu d'envisager.

D'autre part, conformément à l'alinéa 2 du § 1 de l'article du règlement précité, « dans le cas où plusieurs bilans ont été dressés en 1935, c'est le dernier en date qui sert de base à l'établissement du prélèvement ».

Par contre, si aucun bilan n'a été dressé en 1935 (al. 3 du § 1 de l'art. 15), « le prélèvement exceptionnel est établi d'après les données du bilan de l'exercice dans lequel sont compris les résultats de l'exploitation sociale pendant l'année civile 1935 ».

Enfin, si aucun bilan n'a été dressé, ni en 1935, ni en 1936, le bilan doit être établi « d'après la composition de l'actif et du passif de la société à la date du 31 décembre 1935 ».

Le § 2 de l'article 15 du règlement apporte une précision supplémentaire en ce qui concerne le bilan à retenir pour l'assiette du prélèvement. Ce paragraphe est ainsi conçu :

« Le bilan dont il y a lieu de faire état est le bilan définitif de l'exercice, après application des répartitions décidées par l'assemblée des actionnaires ou des associés qui s'est prononcée sur les comptes de l'exercice ».

En d'autres termes, le prélèvement doit être établi à partir du bilan « après répartition des bénéfices » afférent à l'exercice clos en 1935 et non du bilan « avant répartition » présenté, pour approbation, par le conseil d'administration ou les gérants à l'assemblée ordinaire annuelle des actionnaires ou des associés. La logique imposait cette solution ; seul, en effet, le bilan « après répartition » donne la physionomie exacte et définitive, en clôture d'exercice, des différents postes de l'actif et du passif. Se baser sur le bilan « avant répartition » afférent à l'exercice 1935 aurait conduit, dans certains cas, à taxer des réserves qui ont été distribuées en 1936, en vertu de délibérations d'assemblées générales appelées à se prononcer sur les comptes dudit exercice 1935 ; on aurait donc pénalisé, d'une façon particulièrement injuste, des sociétés qui, avant la lettre, se sont conformées à l'esprit de la

loi du 31 décembre 1936, en distribuant leurs réserves.

En fait le texte réglementaire a confirmé les déclarations faites au Sénat, au cours de la séance du 31 décembre 1936, par le rapporteur-général, M. Abel Gardey, alors que celui-ci se résignait à demander à ses collègues de voter le prélèvement : « Nous tenons à préciser, dit M. A. Gardey, que le bilan dont il sera fait état devra être le bilan définitif de l'exercice 1935, et que les réserves distribuées en 1936 seront exemptées de la taxe »¹.

Mais il faut souligner que la loi et le règlement n'ont entendu exonérer les distributions de réserves effectuées en 1936 qu'autant que celles-ci ont été décidées par l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice 1935 ; toute distribution décidée ultérieurement reste donc sans effet sur l'assiette du prélèvement. C'est là une preuve de plus du caractère « punitif » de cet impôt.

La règle que nous venons d'exposer, d'après laquelle le prélèvement est établi à partir du bilan définitif de l'exercice 1935 est générale. Elle s'applique donc, en principe, en matière de fusion de sociétés, dès lors que le prélèvement est exigible, dans les conditions que nous avons indiquées au chapitre précédent².

Précisons :

Si la fusion a été réalisée par voie d'apport par les sociétés absorbées de leur actif total grevé de leur passif, à la société absorbante ou nouvelle, deux hypothèses sont à envisager :

1^o La fusion s'est effectuée antérieurement au 1^{er} janvier 1936. Le bilan à retenir pour l'assiette du prélèvement est celui afférent à l'exercice clos en 1935 (bilan définitif) de la société absorbante ou nouvelle. Toutefois, nous rappelons à ce sujet, que les réserves susceptibles d'être dégagées de ce bilan, sont exonérées dans la mesure où elles proviennent de sociétés fusionnées qui n'auraient pas eu plus de cinq ans d'existence au 1^{er} janvier 1936

1. Sénat, *Débats*, p. 1988.

2. *Suprà*, p. 165 à 167.

et qui, par suite, n'auraient pas été passibles du prélèvement si elles avaient continué d'exister en tant que sociétés indépendantes.

2^o La fusion s'est effectuée postérieurement au 1^{er} janvier 1936. Dans cette hypothèse, il y a lieu de considérer les bilans définitifs afférents à l'exercice clos en 1935 de chacune des sociétés absorbées et de la société absorbante, le prélèvement s'appliquant aux réserves susceptibles d'être dégagées de ces bilans, dès lors que les sociétés en question ont été constituées avant le 1^{er} janvier 1931.

Bien entendu, en cas de fusion par création d'une société nouvelle, celle-ci, constituée postérieurement au 1^{er} janvier 1936, ne saurait être atteinte par le prélèvement.

Si la fusion a été réalisée par voie d'apport par les sociétés absorbées de leur actif net seulement, à la société absorbante ou nouvelle, le prélèvement est établi :

— en ce qui concerne la société absorbante ou nouvelle, d'après le bilan définitif afférent à l'exercice clos en 1935 ;
— en ce qui concerne les sociétés absorbées, dissoutes et mises en liquidation et qui ont conservé une partie de leur actif en vue d'acquitter elles-mêmes leur passif, d'après les règles prévues par le règlement pour les sociétés en liquidation, telles qu'elles découlent des articles 14 (principe général) et 20 (liquidation terminée en 1936) dont nous avons déjà mentionné la teneur¹, ainsi que de l'article 15 (§ 3) qui fait l'objet du développement ci-dessous

B. Cas particulier des sociétés en liquidation

Le § 3 de l'article 15 du règlement dispose que « pour les sociétés en liquidation, depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1935, et n'ayant pas dressé de bilan en 1935, le prélèvement est établi d'après le montant des réserves susceptibles d'être dégagées du dernier bilan dressé

1. *Suprà*, p. 164.

avant la dissolution, sous déduction des sommes réparties entre la date de ce bilan et le 31 décembre 1935, et excédant le montant du capital social restant à rembourser à la date de la dissolution, augmenté, le cas échéant, du montant des bénéfices réalisés depuis la même date ».

En d'autres termes, si on représente par R le montant des réserves ressortant du dernier bilan dressé par une société avant sa mise en liquidation intervenue antérieurement au 1^{er} janvier 1935, aucun bilan n'ayant été établi en 1935, par D le montant des sommes distribuées depuis la date de ce dernier bilan jusqu'au 31 décembre 1935, par C le montant du capital restant à rembourser à la date de la dissolution et par B le montant des bénéfices réalisés, pendant la liquidation, entre la date de la dissolution et le 31 décembre 1935, le montant des réserves existant au 31 décembre 1935 d'après lequel la société considérée est soumise au prélèvement, est déterminé par la différence :

$$R - [D - (C + B)]$$

ou ce qui revient au même :

$$(R + B + C) - D$$

La disposition qui précède est limitée dans sa portée par le dernier alinéa de l'article 20 du règlement qui traite dans son ensemble du calcul du prélèvement. Nous avons déjà eu l'occasion de mentionner cet alinéa notamment en étudiant les conditions nécessaires à l'exigibilité du prélèvement ¹.

Nous rappelons qu'il est ainsi conçu : « En ce qui concerne les sociétés en liquidation, le montant du prélèvement peut, sur la demande du liquidateur accompagnée des justifications nécessaires, être limité au montant de l'actif restant à répartir à la date du 1^{er} janvier 1937 ».

Cette solution qui aboutit, — nous l'avons dit — à affranchir du prélèvement les sociétés ayant terminé leur liquidation en 1936, s'imposait.

Si, en effet, le montant du prélèvement dû par une société en liquidation, du fait de ses réserves existant

1. *Suprà*, p. 164.

au 31 décembre 1935, est supérieur à l'actif restant à répartir au 1^{er} janvier de l'année 1937 au titre de laquelle l'impôt est établi, on ne voit pas bien comment il serait possible de justifier la répétition, en vue du paiement du prélèvement, d'une partie des sommes versées par le liquidateur aux actionnaires, alors que ces sommes ont été régulièrement distribuées antérieurement au 1^{er} janvier 1937, c'est-à-dire avant que le prélèvement n'ait été créé.

Remarquons enfin que le § 3 de l'article 15 du règlement ne visant que les sociétés en liquidation depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1935, il s'ensuit que les sociétés mises en liquidation depuis le 1^{er} janvier 1935 restent soumises, en principe, à la règle générale posée par le § 1 dudit article 15, sous réserve du bénéfice des dispositions du dernier alinéa de l'article 20¹ du règlement précité.

II. Des réserves imposables

A. Principe

Le principe est posé par l'article 23 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale aux termes duquel : « il est établi ... un prélèvement exceptionnel de 2% sur le montant des *réserves susceptibles d'être dégagées* des divers postes du passif et de l'actif des bilans afférents à l'exercice clos en 1935 ».

L'intention du législateur, telle qu'elle résulte de la rédaction de ce texte, a donc été d'atteindre, non seulement les réserves apparentes, mais aussi, et peut-être surtout, les réserves occultes. Cette intention s'était manifestée on ne peut plus clairement au cours des débats au Parlement. A la Chambre, par exemple, M. V. Auriol s'exprimait ainsi lors de la séance du 27 novembre 1936¹ : « le Gouvernement a la volonté d'attendre certaines réserves

1. *J. off.* du 28 novembre 1937, *Débats*, p. 3120 et 3121.

ves occultes », et encore, en réponse à un député ayant déposé un amendement tendant à n'appliquer le prélèvement qu'aux réserves liquides et disponibles : « J'ai déclaré spontanément que je savais que les réserves n'étaient pas toutes disponibles et conservées dans des coffres. Je vous réponds que la taxe s'appliquera à toutes les réserves ».

Faisant état de la volonté du législateur, le règlement après avoir reproduit, à l'article 15 (§ 1, al. 1) l'expression très générale qui figure dans l'article 23 de la loi du 31 décembre 1936, définit d'une façon plus précise à l'article 16, § 1, quelles sont les réserves passibles du prélèvement.

Article 16, § 1. « Les réserves visées à l'alinéa 1 de l'article précédent sont, quels que soient leur dénomination et le poste de l'actif ou du passif du bilan sous lequel elles sont comprises, celles qui ont été constituées par rétention d'une fraction des bénéfices nets, déterminés conformément aux dispositions en vigueur au 1^{er} janvier 1937 pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, revenus fonciers et mobiliers compris »¹.

Il apparaît ainsi que, pratiquement, la détermination des réserves imposables nécessite de la part de l'Administration, non seulement un recensement des réserves « apparentes » ou « avouées » figurant au passif des bilans afférents à l'exercice clos en 1935, mais aussi un examen des différents postes de l'actif et du passif de ces bilans, dans lesquels certaines réserves peuvent être dissimulées (réserves occultes).

Ceci dit, il convient de donner quelques explications complémentaires sur la situation, au regard du prélèvement exceptionnel, telle qu'elle ressort des textes législatif et réglementaire précités, des deux catégories de réserves que nous venons de mentionner, savoir, les réserves apparentes ou avouées et les réserves occultes.

1. Il s'agit, en effet, d'établir la fraction des bénéfices retenus sur l'ensemble des bénéfices réalisés.

Nous dirons également quelques mots d'une troisième catégorie de réserves, les réserves latentes.

B. *Réserves apparentes ou avouées*

Dans la première partie de ce travail ¹, nous avons dit que les « réserves apparentes ou avouées » sont celles qui ont une représentation graphique distincte au passif du bilan. Ces réserves sont générales ou spéciales suivant qu'elles ont reçu ou non une affectation déterminée.

Conformément à ce que nous avons vu dans la deuxième partie ², elles sont taxables, lorsqu'elles proviennent des bénéfices nets de l'entreprise, à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, dans les mêmes conditions que les bénéfices distribués.

En matière de prélèvement exceptionnel, le principe est le même. Sont donc soumises à cet impôt, toutes les réserves apparentes, statutaires ou facultatives, avec ou sans affectation spéciale, figurant sous une dénomination quelconque au passif des bilans afférents à l'exercice clos en 1935 des sociétés assujetties, dès lors qu'elles ont été constituées par la rétention d'une partie des bénéfices nets déterminés conformément aux règles applicables en matière d'impôt cédulaire commercial à la date du 1^{er} janvier 1937 (mais revenus fonciers et mobiliers compris), telles que ces règles découlent des dispositions législatives, de la jurisprudence et de la doctrine administrative en vigueur à cette date.

En étudiant la taxe annuelle, nous avons énuméré quelques-unes des réserves avouées que l'on rencontre dans de nombreux bilans, et que l'impôt cédulaire atteint. Reprenant et complétant cette énumération, citons parmi les réserves de l'espèce passibles du prélèvement exceptionnel :

- les réserves de prévoyance ;
- les réserves pour régularisations de dividendes ;

1. *Suprà*, p. 19.

2. Se reporter sur cette question aux explications données, *suprà*, p. 104 et suiv.

- les réserves pour extension de l'entreprise ;
- les réserves pour insuffisance de trésorerie ;
- les réserves pour amortissement d'actions, pour rachat des parts de fondateurs ;
- les réserves représentatives d'obligations remboursées (sauf dans le cas des sociétés concessionnaires) ;
- les réserves constituées pour renouvellement et extension du matériel d'entreprise et pour couverture des longs crédits, qui doivent être consentis dans certaines industries (M. J. Denais, député, avait déposé un amendement tendant à exonérer ces réserves ; cet amendement combattu par le ministre des Finances, fut retiré)¹ ;
- les bénéfices réservés « affectés à la construction d'immeubles pour logement du personnel employé par la société » (De même que dans le cas précédent, un amendement tendant à exonérer ces sommes fut déposé par M. J. Denais puis finalement retiré, devant l'opposition du ministre des Finances)².
- les réserves utilisées à la création d'œuvres sociales ou sportives (crèches, garderies, d'enfants, maternités, hôpitaux, jardins ouvriers, foyers sociaux, maisons du peuple, terrains de sports, bains-douches, piscines, etc.) (un amendement tendant à l'exonération de ces réserves, présenté par M. L. Gaillemine, député, fut repoussé par la Chambre)³.

Mentionnons, enfin, que les fausses réserves, c'est-à-dire les sommes qui correspondent, en fait, non pas à du capital d'épargne, mais à de véritables charges sociales, n'ont pas à être comprises dans les réserves imposables.

Cette remarque s'applique, notamment, aux réserves constituées à titre de garantie pour les tiers (réserves spéciales des compagnies d'assurances) ainsi qu'aux comptes d'amortissements et de provisions qui figurent dans

1. Chambre des députés, séance du 27 novembre 1936, *J. off.* du 28 novembre 1936, *Débats*, p. 3123 et 3124.

2. Chambre des députés, séance du 27 novembre 1936, *J. off.* du 28 novembre 1936, p. 3124.

3. Chambre des députés, séance du 27 novembre 1936, *J. off.* du 28 novembre 1936, *Débats*, p. 3124.

certain bilans sous l'appellation inexacte de « réserves »¹.

Nous examinerons ultérieurement, plus en détail, ces fausses réserves en étudiant les exonérations prévues par la loi et le règlement².

C. *Réserves occultes*

Les réserves occultes³ proviennent de la dissimulation intentionnelle, de la part des administrateurs ou gérants, des bénéfices sociaux. Telles sont les réserves résultant de la sous-évaluation de certains éléments d'actif (marchandises, portefeuille-titres), de la création au passif de postes représentatifs d'engagements fictifs (provisions pour risques imaginaires, faux comptes de créditeurs divers, etc.).

Ce sont toutes ces réserves, dont, seul, un examen approfondi des divers postes du bilan peut révéler l'existence, que le législateur a voulu atteindre avec les réserves apparentes, par le prélèvement exceptionnel.

Laissant de côté, pour le moment, les réserves occultes que peuvent faire apparaître des amortissements exagérés ou des provisions injustifiées, remarquons qu'aucune réserve taxable, ne saurait, en principe, être dégagée d'éléments d'actif tels que les stocks de marchandises et les portefeuilles-titres, dès lors que ces éléments ont été évalués, au bilan pris pour base de l'assiette du prélèvement, d'après les règles admises en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Cela résulte des termes mêmes de l'article 16, § 1, du règlement d'après lequel les réserves imposables sont celles qui ont été constituées par rétention d'une fraction des bénéfices nets, ceux-ci étant déterminés comme en matière d'impôt cédulaire commercial.

A titre indicatif, et bien que nous l'ayons déjà mentionné au cours de notre étude sur la taxe annuelle⁴

1. Il en est de même du compte « Capital amorti » qui ne représente pas une réserve, mais le capital lui-même.

2. *Infra*, p. 180 et suiv.

3. *Suprà*, p. 19 et 20.

4. *Suprà*, p. 92, note 1.

nous rappelons que la valeur qu'il convient d'attribuer aux stocks et aux portefeuilles-titres en vue de l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (et par conséquent du prélèvement exceptionnel) est déterminée par les règles suivantes :

1^o En ce qui concerne les marchandises, l'article 17 de l'instruction générale des impôts directs sur les revenus du 31 janvier 1928 dispose que le « mode normal d'estimation des stocks consiste à appliquer les prix de revient ou, en cas de baisse des cours au-dessous des prix de revient, le cours du jour de l'inventaire. Quant à la décote qu'il est d'usage dans certaines industries de faire subir à l'évaluation ainsi obtenue, destinée à tenir compte des dépréciations éventuelles, l'Administration l'admet « lorsque reste dans des limites raisonnables et qu'elle est conforme aux habitudes de l'entreprise qui la pratique ».

2^o En ce qui concerne les valeurs mobilières, celles-ci peuvent être évaluées, conformément à une décision ministérielle du 29 janvier 1932, confirmée par un arrêt du Conseil d'Etat du 19 juin 1934, soit au cours d'achat ou au cours du jour pour toutes les valeurs, soit au prix d'achat pour les valeurs en hausse et au cours du jour, ou un cours intermédiaire, pour les valeurs en baisse.

D. Réserves latentes

Les réserves latentes¹ ne doivent pas être confondues avec les réserves occultes. Ce sont des plus-values d'actif accidentelles qui peuvent se produire au cours de l'existence d'une société. Tant qu'elles n'ont pas été réalisées, elles ne constituent pas de véritables réserves et, par suite, ne sont pas soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Elles échappent donc au prélèvement pour les mêmes raisons et dans les mêmes conditions.

1. *Suprà*, p. 20, note 1.

III. Des réserves exonérées

La loi et le règlement ont exonéré du prélèvement exceptionnel certaines réserves ; ces exonérations expresses sont dues au fait que les réserves dont il s'agit, ou bien n'ont pas été constituées par des bénéfices au sens de l'article 16, § 1 du règlement, ou bien sont la contrepartie d'engagements de la société envers les tiers, ou bien enfin, ont été constituées pour satisfaire à certaines prescriptions législatives ou réglementaires.

• Nous examinerons successivement :

A. Les réserves dont l'exonération est prévue par le règlement (art. 16 § 2).

B. Les réserves dont l'exonération est prévue par la loi du 31 décembre 1936, à l'article 24, dont les conditions d'application sont déterminées par l'article 17 § 1 du règlement.

C. Un cas particulier d'exonération prévu par la circulaire administrative du 5 juin 1937.

A. *Réserves exonérées par le règlement*

En vertu du § 1 de l'article 16 du règlement, le prélèvement n'est pas applicable :

- aux réserves constituées par des primes d'émission ;
- aux réserves correspondant à une réévaluation comptable des éléments de l'actif ou aux indemnités pour frais supplémentaires de reconstitution accordées en vertu de la législation sur les dommages de guerre ;
- aux réserves constituant des comptes correctifs de certains postes d'actif surévalués, à condition que leur objet soit nettement précisé ;

- aux réserves qui sont la contrepartie des engagements pris par la société envers son personnel dans les conditions visées à l'article 1 de la loi du 27 décembre 1895.

Reprenons l'examen de ces différentes exonérations.

Réserves constituées par des primes d'émission. — L'exonération dont bénéficient ces réserves découle du caractère des primes d'émission qui, ainsi que nous l'avons vu ¹ constituent, du point de vue juridique, non pas des bénéfices proprement dits, mais un supplément d'apport. C'est ainsi également que les considère le fisc qui ne les soumet pas à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

D'ailleurs, au cours des débats parlementaires, le ministre des Finances avait déjà déclaré, à plusieurs reprises, tant à la Chambre qu'au Sénat, que les réserves de primes d'émission ne seraient pas taxées.

Réserves correspondant à une réévaluation comptable des éléments de l'actif. — Telles sont les réserves destinées à contrebalancer les revalorisations d'actif, d'origine monétaire, effectuées en exécution des dispositions de la circulaire de la direction générale des contributions directes du 28 janvier 1930 sur la réévaluation des bilans ². Ces réserves sont, en réalité, de simples écritures d'ordre, ayant pour objet de « constater » au passif du bilan des plus-values d'actif purement comptables et qui demeurent telles tant qu'elles n'ont pas été appropriées. Il s'ensuit qu'elles n'ont pas été constituées par des bénéfices au sens de l'article 16 § 1 du règlement ³.

Réserves correspondant aux indemnités pour frais supplémentaires de reconstitution accordées en vertu de la législation sur les dommages de guerre. — L'exonération de ces réserves avait déjà été prévue lors des débats parlementaires. Au cours de la séance de la Chambre du 27 novembre 1936, en effet, M. J. Denais avait déposé un

1. *Suprà*, p. 8.

2. Voir à ce sujet en matière d'impôt cédulaire commercial : L. Durand et V. Bourrel, *op. cit.*, p. 161 à 164 ; L. Bocquet, *op. cit.*, t. II, p. 177 à 182.

3. Par voie de conséquence, il faut admettre que les sociétés qui dans l'avenir constitueront de telles réserves, n'auront pas à inclure, dans leurs bénéfices imposables à la taxe annuelle, les plus-values comptables dont ces réserves seront la contre-partie. Voir à ce sujet les déclarations faites par le ministre des Finances à la Chambre, sur une intervention d'un député, M. A. Daher, au cours de la séance du 27 novembre 1936, *J. off.* du 28 novembre 1936, *Débats*, p. 3122 et 3123.

amendement¹ tendant à exonérer les « réserves constituées dans les bilans par la passation d'écritures constatant que les indemnités perçues pour dommages de guerre excèdent nominalement les francs de germinal dont elles sont la représentation ». Le ministre des Finances ayant déclaré « tout le monde est d'accord sur ce point », l'amendement ne fut pas maintenu. En fait ces réserves participent du même caractère que les précédentes.

Réserves constituant des comptes correctifs de certains postes d'actif surévalués, à condition que leur objet soit nettement précisé. — Ces réserves, véritables comptes d'ordre, ont pour rôle de contrebalancer au passif des plus-values fictives résultant d'une évaluation exagérée de divers éléments de l'actif. Soit, par exemple, une société qui a l'habitude d'évaluer son portefeuille-titres au prix de revient. Lors de l'inventaire, le prix de revient se révèle supérieur au cours du jour; au lieu de faire application de ce dernier cours, comme l'y autorise l'Administration, la société maintient l'évaluation de son portefeuille d'après le prix de revient, d'où, à l'actif, une plus-value fictive qu'elle corrigera en inscrivant au passif, dans un compte d'ordre, une somme d'égale importance.

Pour que les réserves de l'espèce soient exonérées il faut, conformément au règlement, que leur objet soit nettement précisé.

Réserves qui sont la contre-partie des engagements pris par la société envers son personnel dans les conditions visées à l'article 1 de la loi du 27 décembre 1895. — Les réserves dont il s'agit ne sont pas, en réalité, la propriété des sociétés au bilan desquelles elles figurent. Elles proviennent des sommes que ces sociétés se sont engagées, vis-à-vis de leur personnel, et en vertu de leurs statuts ou de conventions spéciales, à prélever sur leurs bénéfices et à affecter à la contribution d'un fonds de retraite. L'article 1 de la loi du 27 décembre 1895 reconnaît aux

1. J. off. du 28 novembre 1936, *Débats*, p. 3123.

bénéficiaires de ce fonds un droit de privilège sur les sommes qui le composent, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire.

Par contre, lorsqu'une société n'est liée par aucun engagement formel envers son personnel, de telle sorte qu'elle conserve la propriété et la libre disposition des sommes versées par elle à la Caisse de retraite, il faut décider, par analogie avec les règles applicables dans le même cas en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux¹, que l'exonération prévue par le règlement ne joue plus.

B. Réserves exonérées par la loi

Les réserves expressément exemptées par la loi du prélèvement exceptionnel, sont, d'après l'article 24 (1°) de la loi du 31 décembre 1936, commun à la taxe annuelle et au prélèvement, « les réserves obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires »².

Comme pour la taxe annuelle, le règlement a fixé les conditions d'application de ces exemptions légales.

Aux termes de l'article 17 (§ 1, al. 1) « sont considérées comme réserves obligatoires au sens de l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936, les réserves dont la constitution est imposée par une loi, un décret, un arrêté, ou tout autre acte réglementaire ou par une convention conclue avec une autorité publique et régulièrement approuvée. Ces réserves sont exemptées du prélèvement exceptionnel dans la mesure où elles ne dépassent pas les maxima fixés par la loi, les conventions ou les règlements ».

Les réserves visées par le texte qui précède sont les mêmes que celles exonérées de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués par l'article 3 du règlement.

Nous renvoyons donc sur ce sujet aux explications générales que nous avons données à propos de la taxe

1. Cf. à ce sujet L. Durand et V. Bourrel, *op. cit.*, p. 230 et 231.

2. Les réserves d'origine étrangère sont également exonérées. Leur étude fait l'objet de la section VI ci-dessous p. 193.

annuelle dans la deuxième partie¹. Nous rappelons que les réserves de l'espèce sont, notamment, les réserves légales des sociétés anonymes et à responsabilité limitée, et les réserves spéciales obligatoires des sociétés d'assurances, de capitalisation ou d'épargne (réserves mathématiques, réserves de garantie, réserves pour risques en cours, réserves pour sinistres ou échéances à régler).

Ainsi que le souligne le règlement, l'exemption dont bénéficient les réserves obligatoires ne leur est acquise que dans la limite des montants maxima fixés par la loi, les conventions ou les règlements, tout excédent étant considéré comme une réserve ordinaire, passible du prélèvement.

Par ailleurs, l'alinéa 2 du § 1 de l'article 17 du règlement dispose que « sont également affranchies du prélèvement comme réserves obligatoires celles qui sont constituées par les sociétés au moyen de bénéfices qu'il leur est interdit par la loi ou les règlements, de distribuer, sous une forme quelconque à leurs membres ».

Ainsi que nous l'avons vu², cette disposition a pour effet d'exonérer, en fait, du prélèvement, toutes les sociétés qui ne peuvent, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires qui les régissent, ni distribuer de dividendes à leurs sociétaires, ni répartir leurs réserves, même à leur dissolution.

C. Cas particulier

Signalons, enfin, un cas particulier d'exonération prévu par la circulaire administrative du 5 juin 1937³, laquelle admet que « lorsqu'une société par actions ou à responsabilité limitée provient de la transformation d'une société en nom collectif ou en commandite simple, le prélèvement exceptionnel n'est pas applicable à la fraction

1. *Suprà*, p. 107 à 112.

2. *Suprà*, p. 168.

3. Cf. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 8 juillet 1937, Notes fiscales, p. 47.

des réserves qui a été constituée alors que la société était sous sa forme primitive, et qui a été soumise à l'impôt général sur le revenu entre les mains des associés en nom ».

IV. Du régime applicable aux amortissements et aux provisions

D'après l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936, sont exemptés du prélèvement exceptionnel :

« ... 2° Les amortissements dans la mesure où ils ont été effectués d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce, ou d'exploitation.

« 3° Les provisions justifiées ».

En ce qui concerne les conditions d'application de ces dispositions que nous avons déjà rencontrées en matière de taxe annuelle, le règlement précise à l'article 17, § 2, ce qui suit :

« Les amortissements et les provisions exonérés du prélèvement exceptionnel par l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936 sont ceux qui ont été effectués conformément aux dispositions de l'article 7 (§ 2° et 5°) du Code général des impôts directs.

« Les excédents d'amortissements et les provisions injustifiées au regard de ces dispositions, constituent des réserves soumises au prélèvement ».

A. Amortissements

Il résulte des textes ci-dessus que les amortissements susceptibles d'être atteints par le prélèvement sont les amortissements exagérés qui constituent des dissimulations de bénéfices, des réserves occultes, l'importance de ces réserves étant égale à la différence entre les amortissements effectivement pratiqués depuis l'origine et ceux qui auraient dû l'être normalement d'après les règles posées, en matière d'impôt cédulaire commercial,

par le § 2^o de l'article 7 du Code général auquel se réfère le règlement.

Par contre, les amortissements normaux, c'est-à-dire les amortissements « réellement effectués (comptabilisés) dans la limite de ceux qui sont généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation » (art. 7, § 2^o du Code général) sont exonérés. Il n'y a, en effet, dans ce cas, aucune dissimulation de bénéfices, aucune réserve occulte.

Que décider cependant si, à la suite d'amortissements normaux au sens de l'article 7 § 2^o du Code général un élément d'actif se trouve ramené à zéro au bilan de clôture de l'exercice 1935 d'une société, alors qu'en fait, cet élément est toujours en usage et a, par conséquent, une certaine valeur liquidative ? Faut-il considérer qu'il y a là une réserve occulte passible du prélèvement ? L'interprétation stricte de la loi et du règlement conduit à répondre par la négative. Les amortissements qui ont été pratiqués, l'ont été conformément aux prescriptions légales. En fait, ce sont ceux qui ont été admis, au cours des exercices antérieurs, pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Il n'y a donc pas eu dissimulation intentionnelle de bénéfices susceptible d'entraîner l'application du prélèvement.

Plus généralement, la circulaire administrative du 5 juin 1937 décide ¹ qu'il est logique de considérer comme normaux les amortissements dont il a été effectivement tenu compte pour l'assiette de l'impôt cédulaire commercial « même si pour certains exercices le chiffre de ces amortissements a excédé celui qui serait résulté de l'application des coefficients d'amortissement généralement admis, dès lors que ces amortissements sont considérés comme réellement effectués et réduisent, par suite, jusqu'à concurrence de leur montant, ceux que la société pourra retrancher ultérieurement de ses bénéfices pour l'établissement de l'impôt cédulaire ».

Pour résumer ce qui précède, prenons un exemple :

1. N° 149 de la circulaire.

Une société a acquis, au début de l'exercice 1934, pour fr. 300.000, des machines-outils pour lesquelles le taux d'amortissement normal est de 20 %. C'est sur la base de ce taux que les amortissements ont été réellement effectués par la société. Il s'ensuit qu'à la clôture de l'exercice 1935, ces machines-outils doivent être amorties de 40 % de leur valeur initiale, soit fr. 120.000. Elles vont donc figurer à l'actif du bilan de clôture dudit exercice pour la somme de fr. 180.000, c'est-à-dire la différence entre leur prix de revient fr. 300.000 et les amortissements pratiqués au taux de 20 % pour les exercices 1934 et 1935, soit fr. 120.000, à moins que la société n'ait préféré les porter à l'actif pour leur prix de revient fr. 300.000, un compte spécial d'amortissement créditeur de fr. 120.000 apparaissant au passif.

Dans cette hypothèse, les amortissements ayant été pratiqués dans les limites de ceux admis dans le genre d'entreprises et pour l'élément d'actif considérés, aucune réserve occulte imposable au prélèvement, ne saurait être dégagée, soit, à l'actif, du poste machines-outils, soit, au passif, du compte spécial d'amortissement, suivant le procédé comptable employé pour la constatation des amortissements.

Il en serait de même si, pour l'exercice 1934, par exemple, un taux supérieur au taux de 20 % a été admis par l'Administration pour l'établissement de l'impôt cédulaire commercial, l'amortissement exagéré en résultant devant, en principe, réduire à due concurrence ceux que la société a pu ou pourra déduire de ses bénéfices lors des exercices postérieurs.

Supposons, d'autre part, que la société ait décidé, de sa propre autorité, d'assurer ses machines à une cadence beaucoup plus rapide, en deux ans par exemple, de telle sorte qu'au bilan de clôture de l'exercice 1935, leur valeur se trouve ramenée à zéro, alors qu'elle devrait figurer pour fr. 180.000 Il y a eu, dans cette hypothèse, une exagération d'amortissement à concurrence de fr. 180.000, génératrice d'une réserve occulte passible du prélèvement exceptionnel.

Si le règlement a bien prévu le cas des amortissements exagérés, par contre, il est resté muet quant au cas inverse, celui où le bilan dont il est fait état pour l'assiette du prélèvement fait ressortir des amortissements inférieurs à ceux qui, normalement, auraient dû être pratiqués.

Cette question fit l'objet, au cours des débats parlementaires, d'une intervention ¹ d'un député, M. A. Daher, lequel avait déposé un amendement tendant à l'exonération, dans les termes de l'article 2 du projet de loi (art. 24 de la loi du 31 déc. 1936) « des sommes correspondant aux amortissements qui n'ont pas été effectués par suite d'insuffisance des bénéfices des derniers exercices ». S'adressant au ministre des Finances, M. Daher dit notamment : « Dans beaucoup de sociétés, les bilans laissent apparaître des réserves importantes, alors que ces sociétés n'ont pu, parce qu'elles n'ont pas réalisé de bénéfices dans les derniers exercices, faire tous leurs amortissements normaux. Ne connaissant pas la loi que nous votons aujourd'hui, ces sociétés ont continué à établir leur bilan comme elles l'avaient toujours fait, et vous serez certainement d'accord avec moi, Monsieur le Ministre, pour que ces amortissements normaux qui n'ont pas été effectués soient compensés par les réserves existantes ».

La réponse du ministre fut la suivante : « En ce qui concerne les sommes correspondant aux amortissements non effectués par suite de l'insuffisance des exercices antérieurs, l'Administration admet déjà que les amortissements en retard soient repris lorsque la société devient bénéficiaire. A ce moment, ils sont automatiquement déduits. Par conséquent, l'amendement était inutile puisqu'il a, par cette pratique, satisfaction ».

L'intervention en resta là. Pourtant, on remarquera que les déclarations du ministre des Finances ne concernent, en réalité, que la taxe annuelle, aucune précision, par contre, n'était apportée au sujet du prélèvement exceptionnel.

1. Chambre des députés, séance du 27 novembre 1936, *J. off.* du 28 novembre 1936, *Débats*, p. 3123.

En matière de taxe sur les bénéfices non distribués, la question ne pouvait faire aucun doute, puisque les amortissements complémentaires sont déductibles du bénéfice retenu pour l'assiette de l'impôt cédulaire et que c'est à partir de ce bénéfice que la taxe est établie¹.

En matière de prélèvement, la logique devrait conduire également à autoriser la compensation entre les réserves imposables et les insuffisances d'amortissements.

En effet, les réserves qui sont inscrites au passif du bilan d'une société à une date déterminée, n'existent, effectivement, qu'autant que l'actif, qui en est la contrepartie, est réel et correctement évalué. Sinon, elles sont illusoires. Suivant l'expression de M. L. Quesnot² : « Toute réserve persistant en compte est un témoignage de la sagesse du passé. Mais elle peut fort bien n'être plus qu'un vestige si l'actif qui les représentait a progressivement disparu ». Or, c'est bien là ce qui se produit lorsque des éléments sujets à dépréciation n'ont pas été suffisamment amortis, de telle sorte qu'ils figurent au bilan pour une valeur supérieure à leur valeur réelle, et que, par suite, les réserves qu'ils représentent, cessent, pour une partie du moins, d'être effectives.

Et cependant, l'Administration refuse d'admettre la compensation des insuffisances d'amortissements avec les réserves passibles du prélèvement. A l'appui de sa décision, elle invoque deux raisons³ :

1° D'après le texte réglementaire qui se réfère à l'article 7 § 2° du Code général des impôts directs, les amortissements exonérés du prélèvement sont uniquement ceux qui ont été réellement effectués.

2° Les amortissements complémentaires étant déductibles des bénéfices des exercices ultérieurs, en vue de l'établissement de l'impôt cédulaire afférent à ces exercices, par voie de conséquence, la base de la taxe annuelle due au titre de ces mêmes exercices, se trouvera diminuée

1. *Suprà*, p. 93.

2. *Op. cit.*, p. 346.

3. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence Dalloz*, N° du 8 juillet 1937, Notes fiscales p. 48 ; N° 123 de la circulaire administrative du 5 juin 1937.

d'autant. On ne saurait donc, sans double emploi, admettre par avance ces amortissements complémentaires en déduction des bases du prélèvement.

Il est regrettable que cette question n'ait pas été tranchée plus clairement par le règlement et aussi par le ministre des Finances. Pour éviter le double emploi que redoute la circulaire administrative, on aurait pu accorder aux sociétés un droit d'option analogue à celui qui est prévu par l'article 18 du règlement, en ce qui concerne la déduction des pertes susceptibles de report¹. Ce droit d'option leur aurait permis notamment de compenser les insuffisances d'amortissements avec leurs réserves passibles du prélèvement, à condition de renoncer à retrancher les sommes ainsi déduites des bénéfices des exercices ultérieurs, en vue de l'assiette de la taxe annuelle afférente à ces exercices. Rien ne prouve, en effet, que les bénéfices futurs seront suffisamment importants pour absorber, du moins dans un proche avenir, les amortissements en retard. En attendant, le prélèvement aura été perçu sur des réserves partiellement ou totalement détruites, ce qui est vraiment excessif.

B. *Provisions*

D'après la loi (art. 24) et le règlement (art. 27) les provisions exonérées du prélèvement exceptionnel sont, comme en matière d'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, « les provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables (art. 17, § 5^o du Code général) »².

Telles sont, nous l'avons vu³ :

- les provisions pour créances douteuses ;
- les provisions pour grosses réparations à effectuer périodiquement et qui constitueraient une charge trop

1. *Infra*, p. 191.

2. *Supra*, p. 93.

3. *Supra*, p. 94.

lourde pour un seul exercice (constructions navales par exemple) ;

— les provisions pour fluctuations de change.

Telles sont également les provisions pour impôts¹, les provisions pour les risques incendie, accidents du travail, inondations, constituées par les sociétés qui sont leurs propres assureurs, les provisions pour rabais à accorder, etc.

Par contre, les provisions figurant au bilan de 1935 des sociétés assujetties, et que celles-ci ne sont pas en mesure de justifier, constituent de véritables réserves passibles de prélèvement. C'est le cas, par exemple, d'une provision qui a été créée pour parer à des réserves imaginaires et qui constitue, en fait, une dissimulation de bénéfices, une réserve occulte.

De même, doivent être rapportées aux réserves impossibles les provisions devenues, à la clôture de l'exercice 1935, sans objet.

V. De la déduction des pertes d'exercice antérieur

Remarquons, tout d'abord, que l'existence à l'actif du bilan d'une société d'un poste « Pertes » n'est, en principe, nullement incompatible, ni en fait ni en droit, avec l'existence, au passif, d'un compte de réserves. Certes, dans ce cas, les réserves ne sont plus réelles, mais le procédé qui consiste à les laisser figurer en écritures, au passif, peut avoir pour but d'en assurer la reconstitution sans que celle-ci dépende d'un vote ultérieur des actionnaires. En effet, les bénéfices futurs devront, automatiquement, être affectés à l'amortissement du poste « Per-

1. Il est à remarquer que le prélèvement exceptionnel ne constitue par une charge, au sens fiscal des bénéfices annuels et, par suite, ne saurait motiver, comme la taxe annuelle, une provision susceptible d'être admise en déduction du bénéfice passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Voir à ce sujet la réponse du ministre des Finances (*J. off.* du 22 août 1937) à une question écrite (3425) du 7 mai 1937, de M. L. Rollin, député.

tes » que l'on a laissé subsister à l'actif et lorsque ce poste aura complètement disparu, les réserves seront reconstituées. Si au contraire, on avait imputé ces pertes au compte de réserves, leur reconstitution, à due concurrence, par prélèvements sur les bénéfices ultérieurs, aurait été soumise à l'agrément — incertain — des actionnaires ¹.

D'autre part, nous avons vu au cours de la première partie ² que les statuts de certaines sociétés prévoient que les bénéfices, après prélèvement des dotations nécessaires à la réserve légale et éventuellement au service d'un intérêt fixe au capital, sont distribués au conseil d'administration, puis aux porteurs de parts, le solde étant affecté aux actionnaires, sauf prélèvements pour réserves extraordinaires.

Dans une telle hypothèse, les réserves appartiennent uniquement aux actionnaires, qui, seuls, ont contribué à leur constitution. Il s'ensuit qu'imputer les pertes sur ces réserves serait léser les actionnaires. Le poste « Pertes » ne pourra donc être amorti que par des prélèvements sur les bénéfices futurs.

Ceci dit, l'article 18 du règlement du 28 mai 1937, a autorisé, dans certaines conditions, la compensation entre les réserves passibles du prélèvement et les pertes subies au cours d'exercices antérieurs et figurant au bilan à retenir pour l'assiette de l'impôt.

Nous avons déjà fait état, en étudiant la taxe annuelle ³ de cet article 18. Nous en rappelons le texte :

Article 18. — « Les pertes subies au cours d'exercices antérieurs et figurant au bilan sont déductibles des réserves, pour l'établissement du prélèvement exceptionnel, dans la mesure où elles ne peuvent plus être reportées sur les bénéfices des exercices suivants en vertu de l'article 12 du Code général des impôts directs.

1. L. Quesnot, *op. cit.*, p. 347.

2. *Suprà*, p. 40 et 41.

3. *Suprà*, p. 101 à 103.

« Les pertes susceptibles d'être reportées sont, elles-mêmes, déductibles si la société renonce expressément à la faculté de report pour l'application de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués afférente aux exercices sur lesquels le report aurait pu être opéré ».

En d'autres termes, les pertes subies au cours des exercices antérieurs à l'exercice 1931, et figurant au bilan, sont déductibles des réserves passibles du prélèvement, sans condition, ces pertes n'étant plus susceptibles de report, en matière d'impôt cédulaire, sur les bénéfices des exercices postérieurs à l'exercice 1935.

Par contre, les pertes subies au cours des exercices 1931 à 1935 susceptibles d'être reportées pour l'assiette de l'impôt cédulaire dû au titre des années 1937 à 1941 (exercices 1936 à 1940) ne peuvent être déduites des réserves passibles du prélèvement que si la société renonce expressément à la faculté de reporter ces pertes en vue de la détermination du bénéfice imposable à la taxe annuelle au titre des années 1937 à 1941 (exercices 1936 à 1940)¹.

VI. Du cas particulier des sociétés possédant ou ayant possédé des exploitations hors de France

Comme pour la taxe annuelle, le législateur s'est préoccupé des sociétés ayant des établissements hors de France.

L'article 23 de la loi du 31 décembre 1936 a posé, en principe, que « le prélèvement exceptionnel ne portera que sur les réserves provenant des opérations faites en France. Pour l'application de cette disposition, le montant global des réserves sera, s'il y a lieu, réduit en proportion du bénéfice fait en France pendant les dix derniers exercices par rapport aux bénéfices totaux de la même période ».

1. Voir art. 3, alinéa 1, du règlement.

L'article 19 du règlement a apporté un certain nombre de précisions au texte qui précède :

Du premier alinéa de cet article, il ressort, tout d'abord, que l'article 23 de la loi du 31 décembre 1936 précité est applicable « aux sociétés possédant des exploitations hors de France ou en ayant possédé au cours des dix derniers exercices qui ont précédé l'établissement du bilan pris comme base pour l'application du prélèvement exceptionnel ».

En ce qui concerne la détermination des deux termes du rapport en fonction duquel doit être réduit le montant global des réserves, le texte réglementaire prévoit ce qui suit :

— D'une part : « les bénéfices réalisés en France doivent s'entendre des bénéfices nets déterminés comme en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux avant déduction des revenus fonciers et mobiliers ».

— D'autre part, « les bénéfices totaux doivent s'entendre de l'ensemble des bénéfices et revenus de toute nature réalisés par la société en France ou hors de France, déterminés suivant les mêmes règles », c'est-à-dire comme en matière d'impôt cédulaire commercial, mais revenus fonciers et mobiliers compris.

Enfin « si la période sus-visée comprend un ou plusieurs exercices déficitaires, les bénéfices réalisés au cours des autres exercices doivent être diminués du montant de ces déficits ».

Par ailleurs, le § 2 de l'article 19 du règlement stipule « qu'à l'égard des sociétés visées ci-dessus, les pertes susceptibles d'être retranchées des réserves par application de l'article 18 du présent décret (que nous avons examiné à la section V précédente) sont exclusivement celles provenant des exploitations situées en France ». Cette disposition n'est que le corollaire du principe d'exonération des réserves d'origine étrangère.

CHAPITRE III

DU TAUX DU PRÉLÈVEMENT

Texte législatif : articles 23 (al. 1) et 25 de la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale.

Comme pour la taxe annuelle, la loi a prévu un taux de droit commun et un taux spécial ; de plus, une règle particulière a été édictée par le règlement en ce qui concerne les sociétés en liquidation.

I. Taux de droit commun

La loi du 31 décembre 1936 a fixé à 2 % (art. 23, al. 1) le taux du prélèvement exceptionnel applicable à la généralité des sociétés, étant précisé, par ailleurs (art. 23, dernier alinéa), que le calcul du prélèvement serait effectué en défalquant du montant des réserves imposables une somme de cinq millions de francs.

Ces dispositions ont été reprises par l'article 20 du règlement dans les termes suivants : « le prélèvement est calculé en appliquant le taux de 2 % au montant des réserves déterminées conformément aux dispositions des articles 15 à 19 (exposés au cours des chapitres qui précèdent) du présent décret, sous déduction d'un abattement de cinq millions de francs ». (La base du prélèvement étant arrondie à la centaine inférieure).

Il s'ensuit qu'une société dont les réserves taxables sont inférieures, ou égales, à la somme de cinq millions de francs, échappe au prélèvement.

La déduction d'un abattement à la base a été liée, dans la discussion parlementaire, à celle de l'exonération des sociétés de création récente. Le projet du gouvernement prévoyait l'imposition des sociétés sur l'intégralité de leurs réserves. Au cours de la « navette » du 31 décembre, la Chambre fit des concessions au Sénat ; elle accepta tout d'abord, le principe d'un abattement à la base de fr. : 100.000, qui, sous la pression de la Haute Assemblée, fut porté à fr. : 1.000.000, et finalement à fr. : 5.000.000.

En ce qui concerne les sociétés possédant ou ayant possédé des exploitations hors de France, l'abattement de fr. : 5.000.000, doit être déduit en totalité du montant des réserves réputées d'origine française, déterminées conformément à l'article 19 du règlement précité, les seules qui soient passibles du prélèvement.

Par ailleurs, on remarquera qu'à la différence de ce qui a été prévu pour la taxe annuelle, aucun abattement spécial n'a été accordé aux sociétés exportatrices qui sont donc imposables sur l'ensemble de leurs réserves, que celles-ci proviennent des bénéfices réalisés sur les affaires intérieures ou sur les affaires d'exportation, mais déduction faite, bien entendu, de l'abattement général de cinq millions de francs.

II. Taux spécial

D'après l'article 25 de la loi du 31 décembre 1936 (lequel vise également la taxe annuelle), le taux du prélèvement exceptionnel est porté à 3 % « en ce qui concerne les sociétés exploitant des services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés ».

Nous avons défini, en étudiant la taxe annuelle, quelles étaient les sociétés visées par l'article 25 précité ;

nous renvoyons donc, sur ce point, aux explications données dans la deuxième partie¹.

Nous rappelons, en particulier, qu'une société concessionnaire, par exemple, mais n'exploitant pas de service public, n'est imposable qu'au taux général de 2 % ; il en est de même d'une société exploitant un service public, non pas à titre de concessionnaire, fermier ou régisseur intéressé, mais en vertu d'un contrat d'entreprise.

Lorsque les sociétés qui exploitent des services publics à titre de concessionnaires, fermiers, etc., n'exploitent pas concurremment une entreprise privée, le taux de 3 % est applicable, d'après l'article 20 du règlement, alinéa 2, à la totalité de leurs réserves, sous déduction de l'abattement de fr. : 5.000.000 ;

Par contre, il est précisé, dans l'alinéa 3 dudit article 20, qu'à l'égard des sociétés de l'espèce qui « au cours de la période de dix ans visée à l'article 19 ci-dessus », c'est-à-dire au cours des dix derniers exercices ayant précédé l'établissement du bilan pris pour base de la liquidation du prélèvement, « ont exploité soit concurremment, soit successivement, des services publics dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, et une ou plusieurs entreprises privées, le taux de 3 % est appliqué à la fraction des réserves imposables » (déterminées conformément à la règle générale) « provenant de l'exploitation des services publics. Pour l'application de cette disposition, le montant des réserves imposables, après déduction de l'abattement de cinq millions de francs, est réparti entre les deux branches de l'activité sociale au *pro rata* des bénéfices nets en provenant, ou, si la comptabilité ne permet pas de déterminer séparément ces bénéfices nets, au prorata des bénéfices bruts, ou, à défaut, des chiffres d'affaires réalisés durant la période sus-visée ».

On remarquera que ces dispositions sont comparables, du moins dans leur principe, à celles qui ont été prévues par l'article 7 alinéa 3 du règlement, au sujet de la taxe annuelle.

1. *Suprà*, p. 130 et 131.

Par analogie avec les règles posées par la circulaire administrative du 5 juin 1937 ¹ en matière de taxe sur les bénéfices non distribués, il faut décider, semble-t-il, que lorsqu'une société, tout en exploitant un service public, a exercé concurremment une autre activité, sans que celle-ci, pourtant, ait donné lieu à la perception de droits particuliers en ce qui concerne la contribution des patentes, le taux majoré de 3 % est applicable à la totalité des réserves y compris la fraction provenant de l'activité secondaire.

III. Sociétés en liquidation

Ainsi que nous l'avons signalé à plusieurs reprises ², le dernier alinéa de l'article 20 du règlement prévoit que pour les sociétés en liquidation « le montant du prélèvement peut, sur la demande du liquidateur accompagnée des justifications nécessaires, être limité au montant de l'actif restant à répartir à la date du 1^{er} janvier 1937 ».

Nous rappelons, d'autre part, que des règles spéciales ont été fixées par l'article 15, § 3, du règlement pour l'établissement du prélèvement en ce qui concerne les sociétés en liquidation depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1935, et n'ayant pas dressé de bilan en 1935 ³.

1. *Suprà*, p. 133 et 134.

2. *Suprà*, p. 164, p. 173.

3. *Suprà*, p. 172 et 173.

CHAPITRE IV

PROCÉDURE D'ÉTABLISSEMENT DU PRÉLÈVEMENT EXCEPTIONNEL CONTENTIEUX. RECOUVREMENT

Texte législatif : article 28 de la loi du 31 décembre 1936, portant réforme fiscale.

L'article 23 du projet initial sur la taxation des réserves prévoyait que la taxe annuelle et le prélèvement seraient établis et recouvrés et les réclamations présentées, instruites et jugées, comme en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les délais de répétition et les pénalités étant les mêmes que pour le dit impôt.

Le prélèvement exceptionnel ayant été écarté tout d'abord par le Sénat, le mot « prélèvement » fut supprimé de l'article 23 du projet adopté par les deux Chambres, et qui devint l'article 27 de la loi du 31 décembre 1936. Par la suite, la Haute Assemblée revint sur sa décision ; le prélèvement fut voté sous l'article 23 du texte définitif, mais on omit de le rétablir dans l'article 27, lequel, par conséquent, ne concerne que la taxe annuelle.

Cependant, l'article 28 de la loi du 31 décembre 1936 ayant prévu que les « conditions d'application des articles 22 à 27 seront déterminées par des règlements d'administration publique », l'oubli du législateur touchant les règles générales d'établissement du prélèvement fut réparé par le règlement du 28 mai 1937 (art. 21 à 24), du moins en partie. Il n'appartenait pas, en effet, au

pouvoir réglementaire, étant donné le silence de la loi, d'étendre aux sociétés passibles du prélèvement, les majorations d'impôt et les peines correctionnelles qui ont été prévues expressément par le législateur en matière de taxe annuelle.

Par ailleurs, l'article 28 de la loi du 31 décembre 1936 a fixé les conditions de recouvrement du prélèvement exceptionnel.

Nous examinerons successivement les questions suivantes :

I. Lieu d'imposition.

II. Déclaration.

III. Contrôle.

IV. Droit de répétition, contentieux, secret professionnel.

V. Recouvrement.

I. Lieu d'imposition

L'article 21 du règlement a prévu ce qui suit : « Le prélèvement exceptionnel est établi, pour chaque société, au siège de la direction de ses entreprises ou, à défaut, au lieu de son principal établissement en France ». C'est là la définition du lieu d'imposition en matière d'impôt cédulaire commercial.

Comme pour la taxe annuelle, le règlement a étendu (art. 24) au prélèvement exceptionnel, les dispositions prévues par le Code général des impôts directs, en ce qui concerne les erreurs commises sur le lieu d'imposition (art. 139, al. 2 du Code général) et les déplacements du siège de la direction des entreprises ou du lieu du principal établissement (art. 140)¹.

1. *Suprà*, p. 137 et 147.

II. Déclarations

A. Principe

Conformément à l'article 22 du règlement (§ 1, al. 1) les sociétés passibles du prélèvement ont dû remettre au contrôleur des contributions directes, dans un délai de deux mois à partir de la publication du règlement, des déclarations spéciales comprenant un certain nombre de documents, en vue de l'établissement de l'impôt dû par elles.

Ont été tenues de fournir de telles déclarations les sociétés françaises par actions ou à responsabilité limitée, qui avaient 5 ans d'existence au moins, à la date du 1^{er} janvier 1936 et dont les réserves imposables, susceptibles d'être dégagées du bilan définitif afférent à l'exercice clos en 1935, étaient supérieures au montant de l'abattement de fr. : 5.000.000 prévu par l'article 23 de la loi du 31 décembre 1936.

B. Forme et teneur des déclarations

Nous reproduisons, ci-dessous, les prescriptions de l'article 22 du règlement relatives à la forme et à la teneur des déclarations spéciales en matière de prélèvement.

a) Règle générale (§ 1 de l'art. 22 du règlement).

Pour la généralité des sociétés, les documents et renseignements à fournir étaient les suivants :

1^o Une copie du bilan afférent à l'exercice clos en 1935, ou s'il n'y a pas eu d'exercice clos ladite année, une copie du bilan de l'exercice clos en 1936, comprenant les résultats de l'exploitation sociale pendant l'année 1935, et, à défaut d'exercice clos en 1936, un état descriptif et estimatif de l'actif et du passif de la société à la date du 31 décembre 1935.

2^o Un état des répartitions décidées par l'assemblée

des associés ou des actionnaires appelés à statuer sur les comptes de l'exercice.

3^o Une copie du bilan définitif dudit exercice après application de ces répartitions ;

4^o Des relevés détaillés indiquant le montant :

— des réserves figurant au passif sous une dénomination quelconque, y compris le report à nouveau ;

— des réserves incluses dans les postes de l'actif et entrant dans la catégorie de celles visées au § 1 de l'article 16 ;

— des réserves dont l'exonération était demandée en précisant à quel titre ;

— des amortissements figurant au bilan ou retranchés de la valeur des postes d'actif, par catégories d'éléments d'actif ;

— des provisions ou comptes d'ordre considérés par la société comme affranchis du prélèvement, avec l'indication précise de leur objet ;

— des pertes figurant au bilan dont l'imputation sur les réserves était demandée par la société (art. 18 du règlement) ¹.

b. Cas particuliers ².

1^o *Sociétés possédant, ou ayant possédé, des exploitations hors de France* (§ 2 de l'art. 22 du règlement).

1. Dans la mesure où les pertes de l'espèce étaient susceptibles d'être reportées sur les bénéfices des exercices suivants dans les conditions de l'article 12 du Code général des impôts directs, les sociétés ont dû remettre également une renonciation expresse à cette faculté de report pour l'application de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués afférente aux dits exercices (art. 18 du règlement).

2. Le règlement n'a pas prévu, parmi les cas particuliers, celui des sociétés ayant exploité soit concurremment, soit successivement, des services publics et une ou plusieurs entreprises privées, au cours des dix derniers exercices qui ont précédé l'établissement du bilan pris pour base de la liquidation du prélèvement.

En fait, en plus des documents et renseignements prescrits pour la généralité des sociétés, ces sociétés ont été tenues de fournir pour chacun des dix exercices ci-dessus et pour chaque branche distincte de leur activité, l'indication des bénéfices nets ou des bénéfices bruts, ou, à défaut, des chiffres d'affaires, ceci afin de permettre l'application du taux de 3 % et de 2 % respectivement, à la branche services publics et à la branche entreprise privée, dans les conditions fixées par l'article 20, 3^e alinéa, du règlement.

Outre les renseignements ci-dessus, ces sociétés ont dû fournir, pour les dix exercices ayant précédé l'établissement du bilan pris comme base pour l'assiette du prélèvement, l'indication, par exercice, du montant des bénéfices faits en France et des bénéfices totaux, cette indication devant être remplacée pour les exercices déficitaires par celle du montant des déficits.

De plus, en ce qui concerne les pertes dont elles demandaient l'imputation sur leurs réserves, les mêmes sociétés ont dû préciser le montant par exercice des pertes subies dans les exploitations sises en France, les seules déductibles, conformément au § 2 de l'article 19 du règlement ¹.

2° *Sociétés en liquidation* (§ 3 de l'art. 22 du règlement).

Les sociétés en liquidation, depuis une date antérieure à la date du 1^{er} janvier 1935, et n'ayant pas dressé de bilan au cours de l'année 1935 ², ont dû remettre les documents et renseignements énumérés pour la généralité des sociétés, et relatifs au dernier bilan dressé avant la dissolution. En outre, elles devaient indiquer le montant total des sommes mises en distribution depuis la date de la dissolution jusqu'au 31 décembre 1935.

D'autre part, les sociétés en liquidation désireuses de bénéficier de la disposition du dernier alinéa de l'article 20 du règlement (montant du prélèvement limité au montant de l'actif à répartir au 1^{er} janvier 1937) ³ devaient joindre à leur déclaration la demande et les justifications prévues par cet article.

Enfin, le dernier alinéa du § 3 de l'article 22 du règlement a stipulé que le ou les liquidateurs seraient « personnellement et pécuniairement responsables des prescriptions ci-dessus ».

En particulier, ils sont personnellement tenus du paiement du prélèvement exceptionnel, si, postérieurement à la promulgation de la loi du 31 décembre 1936, ils ont réparti la totalité de l'actif sans réserver les sommes nécessaires à ce paiement.

1. *Suprà*, p. 194.

2. *Suprà*, p. 172 et 173.

3. *Suprà*, p. 164, 173, 198.

C. Défaut de déclaration

Le défaut de déclaration dans le délai requis a fait l'objet du § 4 de l'article 22 du règlement, ainsi libellé : « A défaut de déclaration dans le délai prévu au § 1 du présent article, la base du prélèvement exceptionnel est arrêtée d'office par le contrôleur ».

Dans ce cas, le contrôleur a arrêté l'assiette de l'imposition comme il l'entendait, sans avoir à communiquer aux intéressés le montant des réserves sur lesquelles il se proposait de les imposer et sans que la commission consultative ait à intervenir, contrairement à ce qui a été prévu lorsque les déclarations ont été remises régulièrement et qu'un désaccord s'est élevé entre l'Administration et les sociétés assujetties.

Par contre, dans le silence de la loi, le pouvoir réglementaire n'a pu, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, sanctionner, par des majorations d'impôt, les défauts de déclaration, non plus d'ailleurs que les inexactitudes relevées dans les documents et renseignements fournis au contrôleur à l'appui des déclarations.

III. Contrôle

Il résulte de l'article 23 du règlement que les pouvoirs de contrôle de l'administration sont, en matière de prélèvement exceptionnel, les mêmes que pour la taxe annuelle. Cet article stipule en effet que « les dispositions de l'article 10 du présent décret sont applicables en ce qui concerne la vérification des déclarations souscrites pour l'établissement du prélèvement exceptionnel sur les réserves ».

Nous rappelons que l'article 10 a prévu pour la taxe annuelle que les déclarations seraient vérifiées et pourraient être rectifiées dans les conditions déterminées par les articles 18 et 19 du Code général des impôts directs et qu'en cas de désaccord entre le contrôleur et le contri-

buable, ce désaccord pourrait être soumis à la commission consultative visée à l'article 18 dudit Code.

Nous renvoyons, sur ces différents points, aux indications qui ont été données dans la deuxième partie pour la taxe annuelle¹.

Bien entendu, c'est surtout à la recherche des réserves occultes susceptibles d'être dégagées des divers postes du bilan dans les conditions que nous avons précédemment exposées (immobilisations, stocks, portefeuille-titres, à l'actif; amortissements, provisions, comptes-créditeurs divers, au passif)², que l'Administration doit, étant donné l'esprit de la loi et du règlement, appliquer tous ses efforts dans la vérification des déclarations.

IV. Droit de répétition, contentieux, secret professionnel

L'article 24 du règlement, l'avant-dernier du titre II, a étendu au prélèvement exceptionnel, les dispositions des articles 139, 140, 142 à 145 du Code général des impôts directs. Pour les raisons que nous avons déjà indiquées, il n'appartenait pas au pouvoir réglementaire de décréter l'application, dans les mêmes conditions, des articles 146 à 150 du Code général, traitant des peines correctionnelles, la loi étant restée muette à ce sujet.

Les articles 139, 140, 142 à 145 du Code général, que nous avons eu l'occasion de mentionner en étudiant la taxe annuelle, se réfèrent, nous le rappelons, aux questions suivantes :

Articles 139 et 140 du Code général : droit de répétition. Conformément à l'alinéa 1 de l'article 139, les omissions totales ou partielles d'imposition, en matière de prélèvement, pourront être réparées jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au titre de laquelle ladite

1. *Suprà*, p. 145 et 146.

2. *Suprà*, p. 178 à 179 et p. 185 à 191.

imposition est due, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1940, le prélèvement étant établi au titre de l'année 1937.

Nous avons déjà vu que l'alinéa 2 de l'article 139 et l'article 140 visent, respectivement, les erreurs commises dans le lieu d'imposition et les déplacements du siège de la direction de l'entreprise ou du lieu du principal établissement¹.

Article 142 du Code général : contentieux. Il convient de se reporter, sur ce point, aux indications données pour la taxe annuelle².

Article 143 à 145 du Code général. Ces articles ont trait au secret professionnel.

V. Recouvrement

L'article 28 de la loi du 31 décembre 1936 a prévu que le recouvrement du prélèvement serait effectué comme en matière de contributions directes (perception par voie de rôles nominatifs).

Cependant, étant donné le montant très élevé que, dans de nombreux cas, le prélèvement peut atteindre, il n'était pas possible d'en exiger le paiement total dans les mêmes conditions que pour la généralité des impôts directs, telles qu'elles résultent de l'article 383 du Code général. La trésorerie des sociétés n'y aurait pas suffi, et c'est à une véritable liquidation partielle et immédiate, désastreuse pour leur situation financière et leur activité future, que les sociétés auraient dû procéder pour s'acquitter de leurs cotisations. Nous avons suffisamment insisté, en réfutant les arguments invoqués à l'appui de la taxation des réserves, sur le manque de liquidité que celles-ci présentent dans la plupart des cas, pour qu'il ne soit plus nécessaire de revenir sur cette question.

Quoi qu'il en soit, faisant état, dans une certaine mesure, de ces considérations, le législateur a stipulé

1. *Suprà*, p. 200.

2. *Suprà*, p. 148.

(art. 28, al. 2 de la loi du 31 déc. 1936) que le paiement des cotisations afférentes au prélèvement serait exigible « par quart de six mois en six mois, à compter de la date de mise en recouvrement du rôle, le privilège du Trésor devant s'exercer pendant une période de trois ans, à partir de la même date ». Il semble, d'ailleurs, que des délais supplémentaires pourront, éventuellement, être accordés.

Si ces dispositions apportent, dans une certaine mesure, un adoucissement aux charges supplémentaires résultant pour les sociétés de la condamnation de principe que la loi du 31 décembre 1936 a prononcée contre la pratique des réserves, elle n'altère pas, à notre avis, le caractère du prélèvement exceptionnel qui reste, en fait, un véritable prélèvement sur le capital.

Signalons enfin, que les deux derniers alinéas de l'article 28 précité, ont prévu ce qui suit :

« Les valeurs admises en paiement des droits de succession sont, dans les mêmes conditions, admises en paiement du prélèvement.

« Toutefois, sont exclus les bons du Trésor dont l'émission a été autorisée par le décret du 9 juillet 1936 et les titres de l'emprunt de la Défense nationale dont l'émission a été autorisée par le décret du 16 décembre 1936 ».

En conséquence, à l'exception des bons du Trésor dont l'émission a été autorisée par le décret du 9 juillet 1936 (dits « bons Auriol ») et des titres de l'emprunt de la Défense nationale dont l'émission a été autorisée par l'article 7 du décret du 16 décembre 1936 (obligations 3 1/2 % 1936 catégorie A, à 3 ans, réservées aux détenteurs d'or et aux porteurs de récépissés de cession d'or délivrés par la Banque de France en application de la loi du 1^{er} octobre 1936, obligations 4 % catégorie B à 9 ans) le paiement du prélèvement pourra être effectué conformément à l'article 135 du Code de l'enregistrement (loi du 3 août 1925, art. 20, modifiée par la loi du 19 déc. 1926, art. 26), en « rentes, valeurs du Trésor, et bons de la Défense nationale, dans la proportion fixée par le Conseil d'administration de la Caisse auto-

nome de gestion des bons de la Défense nationale, d'Exploitation industrielle des tabacs et d'Amortissement de la Dette publique ».

Par une décision du Conseil de la Caisse autonome, du 22 décembre 1926, cette proportion a été fixée à 10 %. Quant à la valeur de reprise des titres admis en paiement dans les conditions que nous venons d'indiquer, elle a été déterminée par l'article 1 du décret du 29 décembre 1926.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcé, au cours de la première partie de ce travail, de faire ressortir l'importance du rôle que jouent les réserves dans la vie des entreprises, importance que l'expérience de ces dernières années a largement démontrée.

La constitution de fortes réserves est, pour la généralité des sociétés, souhaitable et nécessaire : non seulement elle leur permet d'assurer dans l'avenir le maintien de leur puissance de production que des événements malheureux, d'ordre particulier ou général, peuvent compromettre, mais elle leur permet également de se développer, d'étendre peu à peu leur champ d'activité sans faire appel au marché financier ou aux banques, renforçant ainsi leur position dans la lutte contre la concurrence.

La nouvelle législation sur les réserves est la négation même de ces principes. Sa signification réelle est la suivante : dès lors qu'amortissements et provisions ont été normalement effectués, l'intégralité des bénéfices nets doit être distribuée ; la création de réserves par prélèvements sur ces bénéfices est inutile et blâmable, parce que contraire aux intérêts immédiats du Trésor, contraire aux intérêts des actionnaires privés d'une juste rémunération de leur apport, contraire enfin à la libre circulation des capitaux et, par conséquent, aux intérêts économiques du pays.

Nous avons réfuté en son temps ces divers arguments. Ce qu'il y a lieu de retenir, c'est qu'en taxant les réserves, déjà constituées ou au fur et à mesure de leur formation, le législateur a entendu mettre un terme à la politique de prévoyance pratiquée depuis toujours, et non sans

bonheur, par la plupart des sociétés en France. Dans quelle mesure celles-ci suivront-elles dans l'avenir cette directive, c'est ce qu'il nous reste à examiner.

Remarquons tout d'abord que le prélèvement exceptionnel est un avertissement qui, à lui seul, ne manquera pas d'influencer fortement la politique future des sociétés quant à la distribution de leurs bénéfices. Sans doute, a-t-il été présenté comme une opération unique, destinée à réparer forfaitairement le prétendu préjudice subi dans le passé par le Trésor dont les intérêts doivent être sauvegardés dans l'avenir par l'institution de la taxe annuelle.

Cette justification de circonstance ne saurait faire perdre de vue que le prélèvement est, avant tout, un impôt sur le capital. Il atteint les sociétés dans leurs forces vives présentes comme aussi dans leur sagesse passée. Il constitue un précédent qui révèle, plus encore peut-être que la taxe annuelle, la tendance actuelle des pouvoirs publics à s'immiscer de plus en plus par une fiscalité débordante dans la gestion financière des sociétés.

En tout état de cause, le prélèvement exceptionnel aura une répercussion fâcheuse sur les résultats bénéficiaires des exercices au cours desquels le paiement devra en être acquitté (pratiquement, les cotisations devant être payées par quart de six mois en six mois, les résultats d'au moins deux exercices vont se trouver lourdement affectés par cette charge fiscale s'ajoutant à tant d'autres).

En ce qui concerne la taxe annuelle, il est évident que pour y échapper, bien des sociétés s'efforceront désormais de distribuer la plus grande partie de leurs bénéfices et l'influence de la nouvelle législation paraît s'être déjà fait sentir dans ce sens sur les répartitions afférentes aux exercices clos en 1936, les premiers qui aient été soumis aux effets de la loi du 31 décembre 1936. Il existe cependant un certain nombre de facteurs importants qui, pensons-nous, s'opposent à ce que la proportion des bénéfices distribués aux bénéfices réalisés, pour l'ensemble des sociétés, augmente considérablement. Nous en énumérerons quelques-uns :

1^o Il est vraisemblable que les sociétés — nombreuses — dont les bénéfices sont sujets à de grandes variations d'une année à l'autre, continueront, en dépit de la taxe annuelle, à constituer des réserves en vue d'égaliser leurs résultats, dans la mesure du possible, d'exercice en exercice.

2^o Il en sera de même des sociétés de création récente. Les premières années d'existence d'une entreprise sont pleines d'aléas. Pour y parer, les jeunes sociétés se doivent de mettre en réserve les premiers bénéfices réalisés jusqu'à ce que leur situation se trouve solidement assise. De plus, la plupart du temps, elles n'ont pas accès au marché financier, comme d'ailleurs nombre d'entreprises de modeste envergure. Dans ces conditions, la constitution de réserves est le seul moyen pour elles de se procurer les capitaux nécessaires à leur développement.

3^o Les sociétés dont les réserves ont disparu, partiellement ou totalement, à la suite des années de crise, tiendront à les reconstituer afin de ramener à son niveau antérieur leur puissance de production.

4^o Les sociétés, grandes et petites, qui, depuis leur origine, ont assuré leur extension principalement par le réinvestissement régulier de leurs bénéfices dans l'affaire, ne renonceront sans doute pas à une politique dont elles et leurs actionnaires ont pu apprécier tous les avantages.

Etc...

Dans la mesure, où, malgré la nouvelle législation, les sociétés continueront à affecter, dans un esprit de prudence, une partie de leurs bénéfices annuels à la création de réserves, leurs charges sociales, déjà fort lourdes, s'aggraveront du poids de la taxe annuelle ; il en résultera une diminution correspondante de la marge de bénéfices disponible pour les actionnaires. Les jeunes sociétés seront de ce fait particulièrement désavantagées par rapport à leurs concurrentes plus anciennes qui auront pu, en des temps meilleurs, se forger elles-mêmes, sans surcharge fiscale, des moyens d'action puissants.

D'autre part, celles des sociétés qui, sous la pression de la taxe annuelle, en arriveront à distribuer l'intégra-

lité de leurs bénéfices, risqueront de se trouver sans défense contre les difficultés à venir. En cas de crise, passagère ou durable, leur situation sera compromise, le gage des créanciers, amoindri. Leurs dividendes seront sujets à de grandes irrégularités génératrices de mouvements spéculatifs sur leurs actions, ce dont leur crédit souffrira. Pour trouver les capitaux dont elles auront besoin, en vue de leur extension, elles seront obligées d'augmenter leur capital, ce qui ne leur sera pas toujours possible, ou de recourir à des emprunts obligataires ou aux banques, ce qui pourra mettre en danger leur indépendance.

Quant aux actionnaires, qui bénéficieront dans les bonnes années de gros dividendes, auront-ils la sagesse d'en réserver une partie en prévision des années déficitaires où ils ne recevront rien ? En tous cas, contrairement aux espoirs fondés par les auteurs de la taxe annuelle, il est certain que tant que « la confiance ne sera pas revenue », nombre d'actionnaires continueront à thésauriser leurs revenus accrus, lesquels, lorsque les sociétés en avaient la gestion, restaient, d'une façon ou d'une autre, intégrés dans la circulation des capitaux.

En réalité, nous pensons que, dans la mesure du moins où le taux actuel de la taxe ne sera pas augmenté, les sociétés sérieuses, qui sont la majorité en France, n'abandonneront pas leur politique traditionnelle de sage prévoyance qui, de tout temps, a fait leur force et leur renom.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, des répercussions futures de la taxe annuelle, il apparaît que, pour la rendre moins injuste, certaines modifications devraient être apportées aux règles prévues pour son établissement. Il conviendrait notamment d'exonérer les sociétés de création récente. Puisqu'une telle exonération a été admise en matière de prélèvement, c'est qu'on a reconnu la nécessité qui s'impose à ces sociétés de consolider leur situation avant d'inaugurer l'ère des dividendes. Dès lors, pourquoi ne pas admettre le même principe pour la taxe annuelle ? Le délai d'exemption de cinq ans applicable au prélèvement est d'ailleurs trop restreint pour avoir

une portée pratique appréciable ; il devrait être d'au moins sept ou huit ans, les sociétés n'ayant pas en effet la possibilité de réaliser beaucoup de bénéfices dans les deux ou trois premières années de leur existence. Plus généralement, il conviendrait de faire disparaître l'inégalité existant au regard de la taxe entre les sociétés qui possèdent déjà de très fortes réserves et celles dont les réserves sont encore peu importantes : en d'autres termes, la taxe ne devrait frapper les bénéfices non distribués que lorsque les réserves effectives antérieurement constituées atteignent un certain pourcentage du capital social. A défaut d'une telle modification qui, évidemment, affaiblirait singulièrement la portée de la loi du 31 décembre 1936, un taux progressif pourrait être établi dont le maximum resterait fixé à 4 % ou à un chiffre voisin, et qui permettrait de proportionner d'une manière plus juste, semble-t-il, la « peine » au « délit ».

Pour terminer, signalons qu'aux Etats-Unis l'« undistributed profits tax » a été suivie d'une véritable avalanche de dividendes supplémentaires pouvant se chiffrer, d'après certains journaux financiers américains, à \$ 1.500.000.000¹ environ et qui d'ailleurs s'est fort ralentie depuis. Cependant, tout récemment, un mouvement très net s'est dessiné dans les milieux parlementaires, tendant à une modification profonde du système actuel de taxation des bénéfices non répartis, voire même à sa suppression. Les partisans de cette réforme fiscale, dont certains avaient été d'ardents « supporters » de la « new tax », considèrent en effet que l'« undistributed profits tax » telle qu'elle a été prévue par le « Revenue Act » de 1936, contribue plus que tout autre élément à gêner la reprise des affaires². C'est là une constatation qu'on ne manquera pas, sans doute, de faire en France dans peu de temps.

1. *Nation's business*, avril 1937 (Why stockholders sharing in dividend shower caused by the corporation surplus tax may find their investments gone).

2. Signalons cependant que la sous-commission fiscale de la Chambre des Représentants vient de se prononcer récemment en faveur du maintien de l'« undistributed profits tax ».

Annexes

ANNEXE I

Loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale
(*Journal officiel* du 1^{er} janvier 1937, p. 112-113).

Art. 22. — A partir du 1^{er} janvier 1937, il sera perçu, en addition à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, dû par les sociétés par actions ou à responsabilité limitée, une taxe annuelle de 4 p. 100 sur les bénéfices non distribués.

Le bénéfice non distribué est égal à la différence entre le bénéfice net annuel qui a servi de base à l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, y compris les revenus fonciers et mobiliers, et le montant des sommes qui, prélevées sur ce bénéfice et distribuées aux actionnaires, ont été taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou ont été légalement exonérées de cet impôt.

En ce qui concerne les sociétés possédant des exploitations hors de France, le montant des sommes distribuées sera réduit en proportion des bénéfices réalisés en France, par rapport aux bénéfices totaux.

Pour les sociétés se livrant à l'exportation de denrées ou marchandises, il est retranché de la base d'imposition déterminée comme il est dit ci-dessus un abattement calculé en lui appliquant la proportion entre le chiffre des affaires d'exportation réalisées par les établissements exploités en France et le chiffre d'affaires total de ces établissements. Toutefois, sont exclues du bénéfice de la présente disposition les exportations de matériel d'armement.

Art. 23. — Il est établi, à la charge des sociétés françaises par actions ou à responsabilité limitée, un prélèvement exceptionnel de 2 p. 100 sur le montant des réserves susceptibles d'être dégagées de l'examen des divers postes du passif ou de l'actif des bilans afférents à l'exercice clos en 1935.

Le prélèvement exceptionnel ne portera que sur les réserves provenant des opérations faites en France. Pour l'application de cette disposition, le montant global des réserves sera, s'il y a lieu, réduit en proportion du bénéfice fait en France pendant les dix derniers exercices par rapport aux bénéfices totaux de la même période.

Sont exemptes du prélèvement, les sociétés n'ayant pas plus de cinq ans d'existence au 1^{er} janvier 1936.

Par ailleurs, le calcul du prélèvement est affectué en défalquant du montant des réserves imposables, une somme de 5 millions de francs.

Art. 24. — Sont exemptés, tant de la taxe annuelle que du prélèvement exceptionnel :

1° Les réserves obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ;

2° Les amortissements dans la mesure où ils ont été effectués d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

3° Les provisions justifiées.

Art. 25. — En ce qui concerne les sociétés exploitant des services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés, le taux de la taxe annuelle est fixé à 6 p. 100, et celui du prélèvement exceptionnel à 3 p. 100.

Art. 26. — Le gouvernement devra réaliser¹ et soumettre aux Chambres avant le 31 mars 1937 une refonte complète du régime actuel des chemins de fer, prenant sa place dans une coordination d'ensemble du service public des transports.

En attendant, les compagnies de chemins de fer ne pourront pas procéder à des distributions de réserves, sans l'autorisation du ministre des Finances.

Art. 27. — La taxe annuelle sera établie et les réclamations seront présentées, instruites et jugées comme en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Les délais de répétition et les pénalités seront les mêmes que pour ledit impôt.

Art. 28. — Les conditions d'application des dispositions prévues aux articles 22 à 27 seront déterminées par des règlements d'administration publique.

Le recouvrement de la taxe et du prélèvement sera effectué comme en matière de contributions directes. Toutefois, le paiement des cotisations afférentes au prélèvement sera exigible par quart, de six mois en six mois, à compter de la date de mise en recouvrement du rôle, et le privilège du Trésor s'exercera pendant une période de trois ans, comptée à partir de la même date.

Les valeurs admises en paiement des droits de succession seront dans les mêmes conditions admises en paiement du prélèvement.

Toutefois sont exclus les bons du Trésor dont l'émission a été autorisée par le décret du 9 juillet 1936 et les titres de l'emprunt de la défense nationale dont l'émission a été autorisée par le décret du 16 décembre 1936.

1. Rectificatif du *J. off.* du 25-26 janvier 1937, p. 1013.

ANNEXE II

Décret du 28 mai 1937 portant règlement d'administration publique (*Journal officiel* du 1^{er} juin 1937, p. 5980 à 5983. Rectificatif *J.O.* du 6 juin 1937, p. 6300).

Règlement d'administration publique pour l'application des articles 22 à 25, 27 et 28 de la loi du 31 décembre 1936 instituant une taxe annuelle sur les bénéfices non distribués et un prélèvement exceptionnel sur les réserves des sociétés par actions ou à responsabilité limitée.

Le Président de la République française,,

Sur le rapport du ministre des Finances,

Vu les articles 22 à 25, 27 et 28 de la loi de réforme fiscale du 31 décembre 1936, lesdits articles instituant une taxe annuelle sur les bénéfices non distribués et un prélèvement exceptionnel sur les réserves des sociétés par actions ou à responsabilité limitée et notamment le premier alinéa de l'article 28, ainsi conçu :

« Les conditions d'application des dispositions prévues aux articles 22 à 27 seront déterminées par des règlements d'administration publique » ;

Vu le Code général des impôts directs, établi en exécution de la loi du 6 juillet 1934, notamment l'article 26 *ter* ajouté à ce Code par l'article 1^{er} du décret du 9 mars 1937 pris en exécution de l'article 12 de la loi du 10 février 1936 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE I

Taxe annuelle sur les bénéfices non distribués

Art. 1^{er}. — La taxe annuelle sur les bénéfices non distribués, établie à partir du 1^{er} janvier 1937, par l'article 22 de la loi du 31 décembre 1936 (art. 26 *ter* du Code général des impôts directs), est applicable aux sociétés par actions et aux sociétés à responsabilité limitée non exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux quelle que soit leur nationalité.

Art. 2. — 1. Le bénéfice non distribué, d'après lequel la taxe est établie au titre d'une année déterminée est égal à la différence entre le bénéfice net ayant servi de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû au titre de la même année — corrigé ainsi qu'il est indiqué à l'article 3 ci-après — et le montant des sommes prélevées sur ce bénéfice et mises en distribution dans les conditions précisées à l'article 4 ci-après.

2. Dans le cas où, aucun bilan n'ayant été dressé au cours de l'année précédente, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux a été établi dans les conditions fixées par le troisième alinéa de l'article 6 du Code général des impôts directs, le bénéfice retenu pour le calcul de cette imposition n'est pas soumis à la taxe sur les bénéfices non distribués. Mais pour le calcul de la taxe due au titre de l'année suivant celle de la clôture de l'exercice, il est fait état des résultats du bilan afférent à cet exercice, y compris la fraction des bénéfices dudit exercice antérieurement taxée à l'impôt cédulaire.

Art. 3. — Pour le calcul du bénéfice non distribué, le bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, déterminé sous déduction des amortissements ainsi que des provisions justifiées conformément à l'article 7 (§§ 2 et 5) du Code général des impôts directs, est augmenté du montant des revenus fonciers et des revenus mobiliers qui ont été admis en déduction pour l'établissement de l'impôt cédulaire en vertu des articles 7 (§ 1) et 8 du même Code, notamment pour la détermination des déficits reportés sur le bénéfice net en conformité de l'article 12 de ce Code. Il est en outre augmenté, le cas échéant, du montant des pertes susceptibles de report qui auraient été admises en déduction pour le prélèvement exceptionnel sur les réserves par application du deuxième alinéa de l'article 18 ci-après.

Du chiffre ainsi obtenu sont déduits :

1° Dans la mesure des dotations annuelles obligatoires, les sommes prélevées sur les bénéfices et revenus visés ci-dessus et affectées à des réserves en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, ou de conventions conclues avec une autorité publique et régulièrement approuvées, lorsque ces sommes n'ont pas été déjà retranchées des bénéfices pour l'assiette de l'impôt cédulaire ;

2° Les bénéfices dont la distribution sous une forme quelconque aux associés ou actionnaires est interdite par une disposition législative ou réglementaire ;

3° Les bénéfices affectés à l'amortissement de pertes

antérieures figurant au bilan et dont le report ne peut plus être effectué en vertu de l'article 12 du Code précité.

Art. 4. — 1. Pour l'application de l'article 2, il est tenu compte des sommes prélevées sur le bénéfice net de la période dont les résultats ont été retenus pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et distribuées à tous titulaires de droits sociaux sous forme de répartitions taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou légalement exonérées dudit impôt.

Au montant des sommes ainsi distribuées sont ajoutées, en ce qui concerne les sociétés en commandite par actions et les sociétés à responsabilité limitée, les rémunérations versées aux associés-gérants et retenues dans les bases de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

2. Les distributions dont il y a lieu de faire état en vertu du paragraphe 1 du présent article sont celles qui ont été décidées par l'assemblée des associés ou des actionnaires appelée à se prononcer, conformément aux statuts, sur les comptes de la période dont les résultats ont été retenus pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Art. 5. — 1. En ce qui concerne les sociétés possédant des exploitations hors de France, le montant des sommes distribuées, déterminé conformément à l'article précédent, est réduit dans la proportion des bénéfices réalisés en France par rapport aux bénéfices totaux.

Les bénéfices réalisés en France doivent s'entendre du bénéfice net ayant servi de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, augmenté du montant des revenus fonciers et des revenus mobiliers visés au premier alinéa de l'article 3 du présent décret.

Les bénéfices totaux doivent s'entendre de l'ensemble des bénéfices et revenus de toute nature réalisés par la société en France et hors de France, déterminés conformément aux règles applicables en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais déduction non faite des revenus fonciers et mobiliers.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus sont applicables aux sociétés étrangères exploitant en France une entreprise ou des biens entrant dans leur objet et acquittant l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières suivant les règles fixées par l'article 3 (troisième alinéa) du décret du 6 décembre 1872. Toutefois, à l'égard de ces sociétés, le rapport des bénéfices réalisés en France aux bénéfices totaux peut, si ces derniers ne peuvent pas être

déterminés avec précision à l'aide des renseignements et justifications fournis par la société, être considéré comme égal à la quotité imposable fixée en conformité de la disposition précitée du décret du 6 décembre 1872.

Art. 6. — Pour les sociétés se livrant à l'exportation de denrées ou marchandises, il est retranché de la base d'imposition déterminée conformément aux articles précédents un abattement calculé en lui appliquant la proportion entre le chiffre des affaires d'exportation réalisées par les établissements exploités en France et le chiffre d'affaires total de ces établissements. Toutefois, sont exclues du bénéfice de la présente disposition les exportations de matériel d'armement.

Sont considérées comme affaires d'exportation toutes ventes de denrées ou marchandises à destination de l'étranger, de l'Algérie des colonies et des pays de protectorat ou territoires sous mandat.

Sont considérés comme matériel d'armement les matériels visés par le chapitre I de la convention du 17 juin 1925 sur le commerce international des armes, ratifiée par la France le 9 mai 1930, ou par l'article 1^{er} de la loi du 11 août 1936 sur la nationalisation de la fabrication des matériels de guerre.

Article 7. — La taxe est calculée en appliquant le taux de 4 p. 100 au bénéfice non distribué déterminé conformément aux dispositions des articles 2 à 6 ci-dessus et arrondi à la centaine inférieure.

Le taux de 6 p. 100 prévu à l'égard des sociétés exploitant des services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés, est applicable dans les mêmes conditions à la totalité du bénéfice taxable lorsque la société n'exploite pas concurremment une entreprise privée.

En ce qui concerne les sociétés exploitant concurremment des services publics dans les conditions visées à l'alinéa précédent et une ou plusieurs entreprises privées, le taux de 6 p. 100 n'est applicable qu'à la fraction du bénéfice non distribué provenant de l'exploitation des services publics. Pour l'application de cette disposition, le bénéfice non distribué est réparti entre les deux branches de l'activité sociale au prorata des bénéfices nets en provenant ou, si la comptabilité ne permet pas de déterminer distinctement ces bénéfices nets, au prorata des bénéfices bruts ou, à défaut des chiffres d'affaires.

Art. 8. — La taxe annuelle sur les bénéfices non distribués est imposée au lieu où est établi l'impôt sur les

bénéfices industriels et commerciaux dû au titre de la même année.

Art. 9. — 1. Les sociétés par actions ou à responsabilité limitée sont tenues de remettre au contrôleur des contributions directes, en même temps que la déclaration prévue pour l'établissement de l'impôt, sur les bénéfices industriels et commerciaux ou dans les trente jours de la décision des associés ou des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice et la répartition des bénéfices une déclaration indiquant, en ce qui concerne cet exercice :

1° Le bénéfice net déclaré pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ;

2° Le montant des revenus fonciers et des revenus mobiliers non compris dans ce bénéfice ;

3° Le montant des sommes prélevées sur les bénéfices et revenus ci-dessus et affectés à des réserves obligatoires ou à l'amortissement de pertes antérieures dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 3 du présent décret ;

4° Le montant des sommes prélevées sur les mêmes bénéfices et revenus et distribuées aux titulaires de droits sociaux, à l'exception de celles qui sont admises en déduction pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ;

5° Le montant des sommes susceptibles d'être ajoutées à ces distributions en vertu du paragraphe 1^{er} (deuxième alinéa) de l'article 4 du présent décret.

Les sociétés exploitant des établissements hors de France mentionnent dans leur déclaration outre les indications visées aux 1° et 2° du présent article, le montant de leurs bénéfices totaux et fournissent les renseignements énumérés aux 3°, 4° et 5° pour l'ensemble de ces bénéfices.

Les sociétés étrangères, visées au paragraphe 2 de l'article 5 du présent décret déclarent, en outre, la quotité imposable qui leur a été assignée pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et font connaître si elles sont en mesure de justifier du montant de leurs bénéfices totaux, déterminés suivant les règles applicables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ou si elles demandent que les sommes à retrancher de leur bénéfice réalisé en France soient déterminées par application de la quotité imposable au montant total des sommes distribuées.

Les sociétés se livrant à l'exportation de denrées ou marchandises indiquent dans leur déclaration, outre les renseignements ci-dessus le montant des affaires d'expor-

tation réalisées par leurs établissements situés en France ainsi que le chiffre d'affaires total de ces établissements pour l'exercice considéré.

Les sociétés exploitant concurremment des services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés et une ou plusieurs entreprises privées mentionnent séparément les bénéfices nets ou à défaut, les bénéfices bruts ou les chiffres d'affaires réalisés dans chaque catégorie d'entreprises. A l'appui de la déclaration des bénéfices nets ou des bénéfices bruts, elles joignent un résumé des comptes de profits et pertes ou des comptes d'exploitation correspondant à chaque branche de leur activité.

A titre transitoire, pour 1937, lorsque la décision visée au premier alinéa ci-dessus sera antérieure à la publication du présent règlement, la déclaration sera remise au contrôleur dans le délai de trente jours à partir de cette publication.

2. A la déclaration est jointe la copie des documents déposés au bureau de l'enregistrement pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et dont la production est exigée par l'article 17 du Code général des impôts directs.

3. Les sociétés qui sont affranchies de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux en vertu d'une exemption légale et celles qui, compte tenu des revenus fonciers et mobiliers, n'ont pas réalisé de bénéfices au cours de l'exercice sont dispensés de produire la déclaration spéciale exigée par le paragraphe 1 du présent article.

Art. 10. — Les déclarations sont vérifiées et peuvent être rectifiées dans les conditions prévues aux articles 18 et 19 du Code général des impôts directs.

En cas de désaccord entre le contrôleur et le contribuable, ce désaccord peut être soumis à la commission consultative visée à l'article 18 dudit code.

Article 11. — 1. Lorsque la déclaration prévue à l'article 9 ci-dessus n'a pas été produite dans le délai fixé par ledit article la taxe est établie d'office et son montant est majoré de 25 p. 100.

2. En cas d'inexactitude relevée dans les documents et renseignements écrits fournis à l'appui soit de la déclaration du bénéfice réel souscrite pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, soit de la déclaration spéciale visée ci-dessus, la taxe est doublée sur la fraction du bénéfice taxable qui a été dissimulée à condition que l'insuffisance constatée soit supérieure au dixième ou qu'elle excède 20.000 fr.

Art. 12. — 1. En cas de cession ou de cessation d'entreprise non accompagnée de la dissolution de la société, la taxe correspondant aux bénéfices non distribués de l'exercice au cours duquel a eu lieu la cession ou la cessation est établie dans les conditions prévues par les articles précédents.

2. En cas de cession ou de cessation d'entreprise accompagnée de la dissolution de la société, la taxe n'est due pour aucune fraction des bénéfices du dernier exercice si ces bénéfices sont intégralement distribués dans le délai d'un an à compter de la date de la dissolution.

Si la liquidation est prolongée au delà de ce délai, la taxe est due pour les bénéfices réalisés au cours du dernier exercice d'exploitation ou au cours de la liquidation et qui ne sont pas immédiatement distribués.

Cette taxe est calculée d'après la différence entre le bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux pour chaque période d'imposition, corrigé conformément à l'article 3 du présent décret et les sommes mises en distribution par prélèvement sur ce bénéfice.

La déclaration prévue à l'article 9 doit être faite :

1^o Pour l'exercice au cours duquel la dissolution a été prononcée, dans les trente jours après l'expiration du délai d'un an ci-dessus visé ;

2^o Pour chaque année ou chaque exercice compris dans la période de liquidation, en même temps que la déclaration relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ou si les comptes de l'année ou de l'exercice sont soumis à l'approbation des associés ou des actionnaires dans les trente jours de la décision statuant sur ces comptes, sans que le délai de déclaration puisse être prolongé au delà du 1^{er} juillet de l'année d'imposition.

Le ou les liquidateurs seront personnellement et pécuniairement responsables de la non observation des prescriptions ci-dessus, sans préjudice des peines correctionnelles prévues à l'article 146 du Code général des impôts directs.

Art. 13. — Les dispositions des articles 139, 140, 141 (1^{er} alinéa), 142 à 150 du Code général des impôts directs sont applicables à la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués.

TITRE II

Prélèvement exceptionnel sur les réserves

Art. 14. — Le prélèvement exceptionnel sur les réserves, institué par l'article 23 de la loi du 31 décembre 1936, est applicable aux sociétés françaises par actions ou à responsabilité limitée quel que soit leur objet, existant à la date du 1^{er} janvier 1936, y compris les sociétés en liquidation, à l'exception de celles qui n'avaient pas plus de cinq ans d'existence à la même date.

Sont considérées comme sociétés françaises, pour l'application du présent article, les sociétés constituées suivant les lois françaises et ayant en France leur siège social effectif.

Art. 15. — 1. Le prélèvement exceptionnel porte sur le montant des réserves susceptibles d'être dégagées de l'examen des divers postes du passif ou de l'actif des bilans afférents à l'exercice clos en 1935.

Dans le cas où plusieurs bilans ont été dressés en 1935, c'est le dernier en date qui sert de base à l'établissement du prélèvement.

Si aucun bilan n'a été dressé en 1935, le prélèvement exceptionnel est établi d'après les données du bilan de l'exercice dans lequel sont compris les résultats de l'exploitation sociale pendant l'année civile 1935. Toutefois, au cas où aucun bilan n'aurait été dressé ni en 1935, ni en 1936, le prélèvement serait établi d'après la composition de l'actif et du passif de la société à la date du 31 décembre 1935.

2. Le bilan dont il y a lieu de faire état est le bilan définitif de l'exercice, après application des répartitions décidées par l'assemblée des actionnaires ou des associés qui s'est prononcée sur les comptes dudit exercice.

3. Pour les sociétés en liquidation depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1935 et n'ayant pas dressé de bilan en 1935, le prélèvement est établi d'après le montant des réserves susceptibles d'être dégagées du dernier bilan dressé avant la dissolution, sous déduction des sommes réparties entre la date de ce bilan et le 31 décembre 1935 et excédant le montant du capital social restant à rembourser à la date de la dissolution, augmenté, le cas échéant, du montant des bénéfices réalisés depuis la même date.

Art. 16. — 1. Les réserves visées au premier alinéa de l'article précédent sont, quels que soient leur dénomination et le poste de l'actif ou du passif du bilan sous lequel

elles sont comprises, celles qui ont été constituées par rétention d'une fraction des bénéfices nets, déterminés conformément aux dispositions en vigueur au 1^{er} janvier 1937, pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux revenus fonciers et revenus mobiliers compris.

2. Le prélèvement exceptionnel n'est pas applicable :

Aux réserves constituées par des primes d'émission ;

Aux réserves correspondant à une réévaluation comparable des éléments de l'actif ou aux indemnités pour frais supplémentaires de reconstitution accordées en vertu de la législation sur les dommages de guerre ;

Aux réserves constituant des comptes correctifs de certains postes d'actif surévalués, à condition que leur objet soit nettement précisé ;

Aux réserves qui sont la contre-partie des engagements pris par la société envers son personnel dans les conditions visées à l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1895.

Art. 17. — 1. Sont considérés comme réserves obligatoires au sens de l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936 les réserves dont la constitution est imposée par une loi, un décret, un arrêté ou tout autre acte réglementaire ou par une convention conclue avec une autorité publique et régulièrement approuvée. Ces réserves sont exceptées du prélèvement exceptionnel dans la mesure où elles ne dépassent pas les maxima fixés par la loi, les règlements ou la convention.

Sont également affranchies du prélèvement, comme réserves obligatoires, celles qui sont constituées par les sociétés au moyen de bénéfices qu'il leur est interdit, par la loi ou les règlements de distribuer sous une forme quelconque à leurs membres.

2. Les amortissements et les provisions exonérés du prélèvement exceptionnel par l'article 24 de la loi du 31 décembre 1936 sont ceux qui ont été effectués conformément aux dispositions de l'article 7 (§§ 2 et 5) du Code général des impôts directs.

Les excédents d'amortissements et les provisions injustifiées, au regard de ces dispositions, constituent des réserves soumises au prélèvement.

Art. 18. — Les pertes subies au cours d'exercices antérieurs et figurant au bilan sont déductibles des réserves, pour l'établissement du prélèvement exceptionnel, dans la mesure où elles ne peuvent plus être reportées sur les bénéfices des exercices suivants en vertu de l'article 12 du Code général des impôts directs.

Les pertes susceptibles d'être reportées sont elles-mêmes déductibles si la société renonce expressément à la faculté de report pour l'application de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués afférente aux exercices sur lesquels le report aurait pu être opéré.

Art. 19. — 1. En ce qui concerne les sociétés possédant des exploitations hors de France, ou en ayant possédé au cours des dix derniers exercices qui ont précédé l'établissement du bilan pris comme base pour l'application du prélèvement exceptionnel, le montant global des réserves soumises à ce prélèvement est réduit dans la proportion des bénéfices réalisés en France pendant la même période par rapport aux bénéfices totaux.

Les bénéfices réalisés en France doivent s'entendre des bénéfices nets déterminés comme en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux avant déduction des revenus fonciers et des revenus mobiliers.

Les bénéfices totaux doivent s'entendre de l'ensemble des bénéfices et revenus de toute nature réalisés par la société en France ou hors de France, déterminés suivant les mêmes règles.

Si la période susvisée comprend un ou plusieurs exercices déficitaires, les bénéfices réalisés au cours des autres exercices doivent être diminués du montant de ces déficits.

2. A l'égard des sociétés visées ci-dessus, les pertes susceptibles d'être retranchées des réserves par application de l'article 18 du présent décret sont exclusivement celles provenant des exploitations situées en France.

Art. 20. — Le prélèvement est calculé en appliquant le taux de 2 p. 100 au montant des réserves déterminées conformément aux dispositions des articles 15 à 19 du présent décret, sous déduction d'un abattement de 5 millions de francs.

Le taux de 3 p. 100 prévu à l'égard des sociétés exploitant des services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés est applicable dans les mêmes conditions à la totalité des réserves taxables lorsque la société n'exploite pas concurremment une entreprise privée.

A l'égard des sociétés qui, au cours de la période de dix ans visée à l'article 19 ci-dessus, ont exploité soit concurremment, soit successivement des services publics dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et une ou plusieurs entreprises privées, le taux de 3 p. 100 est appliqué à la fraction des réserves imposables provenant de l'exploitation des services publics. Pour l'application de cette

disposition, le montant des réserves imposables, après déduction de l'abattement de 5 millions de francs, est réparti entre les deux branches de l'activité sociale au prorata des bénéfices nets en provenant ou, si la comptabilité ne permet pas de déterminer séparément ces bénéfices nets, au prorata des bénéfices bruts ou, à défaut, des chiffres d'affaires réalisés durant la période susvisée.

En ce qui concerne les sociétés en liquidation, le montant du prélèvement peut, sur la demande du liquidateur accompagnée des justifications nécessaires, être limité au montant de l'actif restant à répartir à la date du 1^{er} janvier 1937.

Art. 21. — Le prélèvement exceptionnel est établi, pour chaque société, au siège de la direction de ses entreprises ou, à défaut, au lieu de son principal établissement en France.

Art. 22. — 1. Les sociétés par actions ou à responsabilité limitée passibles du prélèvement exceptionnel sont tenues de faire parvenir au contrôleur des contributions directes dans le délai de deux mois à partir de la publication du présent décret :

1^o Une copie du bilan afférent à l'exercice clos en 1935 ou, s'il n'y a pas eu d'exercice clos ladite année, une copie du bilan de l'exercice clos en 1936 et dans lequel sont compris les résultats de l'exploitation sociale pendant l'année 1935 et, à défaut d'exercice clos en 1936, un état descriptif et estimatif de l'actif et du passif de la société à la date du 31 décembre 1935 ;

2^o Un état des répartitions décidées par l'assemblée des associés ou des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice ;

3^o Une copie du bilan définitif dudit exercice après application de ces répartitions ;

4^o Des relevés détaillés indiquant le montant :

a) Des réserves figurant au passif sous une dénomination quelconque, y compris le report à nouveau ;

b) Des réserves incluses dans les postes de l'actif et entrant dans la catégorie de celles visées au paragraphe 1 de l'article 16 ;

c) Des réserves dont l'exonération est demandée en précisant à quel titre ;

d) Des amortissements figurant au bilan ou retranchés de la valeur des postes d'actif, par catégories d'éléments d'actif ;

e) Des provisions ou comptes d'ordre que la société considère comme affranchis du prélèvement avec l'indication précise de leur objet ;

f) Des pertes figurant au bilan, dont l'imputation sur les réserves est demandée par la société.

2. Les sociétés possédant des exploitations hors de France fournissent, outre les renseignements ci-dessus, pour les dix exercices visés à l'article 19, l'indication par exercice du montant des bénéfices faits en France et des bénéfices totaux. Pour les exercices déficitaires, cette indication est remplacée par celle du montant des déficits.

Les mêmes sociétés précisent en ce qui concerne les pertes visées au 4^o, f), du paragraphe 1 ci-dessus, le montant par exercice des pertes subies dans les exploitations sises en France.

3. Les sociétés en liquidation qui n'ont pas dressé de bilan au cours de l'année 1935 fournissent les documents et renseignements énumérés au paragraphe 1 en ce qui concerne le dernier bilan dressé avant la dissolution.

Elles indiquent, en outre, le montant total des sommes mises en distribution depuis la date de la dissolution jusqu'au 31 décembre 1935.

Les sociétés qui entendent bénéficier de la disposition du dernier alinéa de l'article 20 ci-dessus joignent à leur déclaration la demande et les justifications prévues par cette disposition.

Le ou les liquidateurs sont personnellement et pécuniairement responsables de la non-observation des prescriptions ci-dessus. Ils sont personnellement tenus du paiement du prélèvement exceptionnel si, postérieurement à la promulgation de la loi du 31 décembre 1936, ils ont réparti la totalité de l'actif sans réserver les sommes nécessaires à ce paiement.

4. A défaut de déclaration dans le délai prévu au paragraphe 1, du présent article, la base du prélèvement exceptionnel est arrêtée d'office par le contrôleur.

Art. 23. — Les dispositions de l'article 10 du présent décret sont applicables en ce qui concerne la vérification des déclarations souscrites pour l'établissement du prélèvement exceptionnel sur les réserves.

Atr. 24. — Les dispositions des articles 130, 140, 142 à 145 du Code général des impôts directs sont applicables au prélèvement exceptionnel sur les réserves.

Art. 25. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 mai 1937. Albert Lebrun.

Par le Président de la République,

Le ministre des Finances,
Vincent Auriol.

ANNEXE III

Texte de l'article 26 ter. (modifié par l'article 10 du décret-loi du 31 août 1937) du Code général des impôts directs et taxes assimilées.

1. — Il est perçu, en addition à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, dû par les sociétés par actions ou à responsabilité limitée, une taxe annuelle de 4 p. 100 sur les bénéfices non distribués.

Le bénéfice non distribué est égal à la différence entre le bénéfice net annuel qui a servi de base à l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, y compris les revenus fonciers et mobiliers, et le montant des sommes qui, prélevées sur ce bénéfice et distribuées aux actionnaires, ont été taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou ont été légalement exonérées de cet impôt.

En ce qui concerne les sociétés possédant des exploitations hors de France, le montant des sommes distribuées est réduit en proportion des bénéfices réalisés en France par rapport aux bénéfices totaux.

Pour les sociétés se livrant à l'exportation de denrées ou marchandises, il est retranché de la base d'imposition déterminée comme il est dit ci-dessus, un abattement calculé en lui appliquant la proportion entre le chiffre des affaires d'exportation réalisées par les établissements exploités en France et le chiffre d'affaires total de ces établissements. Toutefois, sont exclues du bénéfice de la présente disposition les exportations de matériel d'armement.

2. — Sont exemptés de la taxe :

a) Les réserves obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

Les sommes encaissées par les compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, et du Midi, et inscrites au compte spécial prévu à l'article 3 de la convention du 31 août 1937, approuvée par le décret du même jour, ainsi que les produits de ce compte ;

b) Les amortissements dans la mesure où ils ont été

effectués d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

c) Les provisions justifiées.

3. — En ce qui concerne les sociétés exploitant des services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés, le taux de la taxe est fixé à 6 p. 100.

4. — La taxe est établie et les réclamations sont présentées, instruites et jugées comme en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Les délais de répétition et les pénalités sont les mêmes que pour ledit impôt.

5. — Les conditions d'application des dispositions du présent article sont déterminées par un règlement d'administration publique.

Le recouvrement de la taxe est effectué comme en matière de contributions directes.

Vu :
Le Président de Thèse :
J. PERCEROU.

Vu
Le Doyen de la Faculté :
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
G. ROUSSY.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	I
----------------------------	---

INTRODUCTION. — Les charges fiscales des sociétés françaises et la nouvelle législation	1
---	---

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I. — <i>Notions générales sur les réserves</i>	7
I. — Définition et sources des réserves	8
II. — Différence entre les réserves et le capital, entre les réserves, les amortissements et les provisions	10
A. Les réserves distinctes du capital	10
B. Les réserves distinctes des amortissements, et des pro- visions (Intérêt de cette distinction au point de vue fiscal)	10
III. — Classification des réserves	15
A. Réserve légale	16
B. Réserves non imposées par la loi (réserves supplémen- taires)	18
IV. — Réserves occultes	19
Chapitre II. — <i>Etude critique du rôle des réserves</i>	21
I. — Du rôle économique des réserves supplémentaires	22
A. Réserves à but de prévoyance	22
B. Réserves destinées à être réparties ultérieurement aux ayants-droit	24
C. Réserves destinées à augmenter les moyens d'action de l'entreprise	28
II. — De la politique des réserves en France et à l'Etranger.....	32
A. En France	32
B. A l'étranger	33
III. — Critique des réserves	40
A. Réserves constituées aux dépens des seuls actionnaires	40
B. Réserves excessives	41
C. Les réserves contraires au libre jeu des forces économi- ques	43
D. Les réserves et leur emploi	44

Chapitre III. — Des arguments en faveur de la taxation des réserves.	
<i>Réfutation</i>	48
I. — Arguments invoqués par les auteurs de la taxation des réserves	49
A. Raisons d'ordre fiscal	49
B. Protection des actionnaires :	52
a) Protection contre les abus auxquels donne lieu l'emploi des réserves	52
b) Protection contre les réserves excessives	56
C. Raisons d'ordre économique	58
II. — Véritables motifs de la taxation des réserves	59
III. — Nature exacte des nouveaux impôts	61
Chapitre IV. — La taxation des bénéfices réservés à l'étranger	63
I. — Aux Etats-Unis	63
A. L'Undistributed profits tax	63
B. Comparaison du système américain au système français	70
II. — Autres pays	72
A. Angleterre	72
B. Norvège	74
C. Suède	74
D. Pays-Bas	74
E. Danemark	74
F. Italie	75
Avant-propos à l'étude de la taxe annuelle et du prélèvement exceptionnel	77

DEUXIÈME PARTIE

DE LA TAXE ANNUELLE SUR LES BÉNÉFICES RÉSERVÉS	81
Chapitre I. — Des sociétés imposables	82
I. — Conditions nécessaires à l'imposition des sociétés	82
A. Sociétés par actions ou à responsabilité limitée	83
B. Imposition à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	84
II. — Nationalité des sociétés	86
III. — Entrée en application de la taxe	87
Chapitre II. — Du bénéfice non distribué imposable	88
I. — De la période imposable	89
A. Principe général	89
B. Absence de bilan	89
C. Cessation d'entreprise	91

II. — Détermination du bénéfice distribuable	91
A. Du bénéfice net servant de base à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux	92
B. Des sommes à ajouter au bénéfice net servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	95
a) Revenus fonciers et mobiliers	95
b) Pertes susceptibles de report admises en déduction des réserves pour l'assiette du prélèvement exceptionnel	101
C. Des sommes à retrancher du bénéfice net, servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	103
a) Réserves obligatoires	103
b) Bénéfices dont la distribution est interdite ..	112
c) Bénéfices affectés à l'amortissement de pertes non reportables	114
III. — Détermination du bénéfice distribué	115
A. Principes généraux	116
B. Cas particuliers : sociétés possédant des exploitations hors de France	121
a) Règle générale	122
b) Sociétés étrangères	122
Chapitre III. — Du bénéfice non distribué imposable dans les affaires d'exportation	125
Chapitre IV. — Du taux de la taxe annuelle	129
I. — Taux de droit commun	129
II. — Taux spécial	130
Chapitre V. — Procédure d'établissement de la taxe. Pénalités. Recouvrement. Contentieux	135
I. — Lieu d'imposition	136
II. — Déclarations	137
A. Quelles sont les sociétés qui doivent fournir une déclaration	138
B. Dans quel délai la déclaration doit-elle être faite ? ..	139
C. Que doit contenir la déclaration ?	141
a) Règle générale	141
b) Règles particulières	142
D. Pièces à joindre à la déclaration	144
III. — Contrôle	145
IV. — Majorations d'impôt	146
V. — Droit de répétition, Recouvrement, Contentieux, etc.	147
Chapitre VI. — Cas particuliers	149
I. — Cession ou cessation d'entreprise	149
A. Cession ou cessation d'entreprise non accompagnée de la dissolution de la société	150

B. Cession ou cessation d'entreprise accompagnée de la dissolution de la société	151
a) La liquidation est terminée dans le délai d'un an	151
b) La liquidation est prolongée au delà d'un an ..	152
c) Responsabilité des liquidateurs	154
II. — Compagnies de chemins de fer	154

TROISIÈME PARTIE

DU PRÉLÈVEMENT EXCEPTIONNEL SUR LES RÉSERVES 159

Remarque préliminaire

Chapitre I. — Des sociétés imposables

I. — Conditions nécessaires à l'imposition des sociétés

A. Conditions de forme

B. Conditions de nationalité.....

C. Conditions d'existence et d'ancienneté à la date du 1^{er} janvier 1936

a) Existence des sociétés au 1^{er} janvier 1936 ...

b) Ancienneté des sociétés au 1^{er} janvier 1936 ..

II. — Exemptions

Chapitre II. — De l'assiette du prélèvement

I. — Du bilan à retenir pour l'assiette du prélèvement

A. Principe

B. Cas particulier des sociétés en liquidation

II. — Des réserves imposables

A. Principe

B. Réserves apparentes ou avouées

C. Réserves occultes

D. Réserves latentes

III. — Des réserves exonérées

A. Réserves exonérées par le règlement

B. Réserves exonérées par la loi

C. Cas particulier

IV. — Du régime applicable aux amortissements et aux provisions 185

A. Amortissements

B. Provisions

V. — De la déduction des pertes d'exercices antérieurs

VI. — Du cas particulier des sociétés possédant ou ayant possédé des exploitations hors de France

Chapitre III. — Du taux du prélèvement

I. — Taux de droit commun

II. — Taux spécial

III. — Sociétés en liquidation

Chapitre IV. — <i>Procédure d'établissement du prélèvement, Contentieux, Recouvrement</i>	199
I. — Lieu d'imposition	200
II. — Déclarations	201
A. Principe	201
B. Forme et teneur des déclarations	201
a) Règle générale	201
b) Cas particuliers	202
C. Défaut de déclaration	204
III. — Contrôle	204
IV. — Droit de répétition, contentieux, secret professionnel	205
V. — Recouvrement	206
CONCLUSION	209
ANNEXES	215
Annexe I.	216
Annexe II.	218
Annexe III.	230

